

RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA MISSION "POUR ELLES : SPORT ET CULTURE "

KINSHASA
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Septembre 2025

POUR

France 



ÉQUIPE PROJET

Thibaut
DUSSUD
*Chargé d'études
économiques*

Jean-Jacques
GOUGUET
*Directeur scientifique
des études économiques*

Florent
BERGMANN
Manager des projets

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION ET CONTEXTE..... 2

2. ETAT DES LIEUX 4

- 2.1 Approche territoriale..... 4
- 2.2 Violences basées sur le genre / Violences sexistes et sexuelles..... 8
- 2.3 Pratiques féminines et infrastructures : approche sectorielle..... 11
- 2.4 Ecueils à éviter pour le bon déroulement du projet..... 14

3. METHODOLOGIE..... 17

- 3.1 Cadre d'évaluation 17
- 3.2 Choix effectués..... 23
- 3.3 Construction des outils et limites de l'évaluation 26

4. EVALUATION / SITUATION DE REFERENCE 29

- 4.1 Eléments territoriaux qualitatifs 29
- 4.2 Evaluation par public..... 30
- 4.3 Synthèse quantitative..... 124

5. PRECONISATIONS / SUITES DU PROJET..... 130

6. CONCLUSIONS / LECONS APPRISES..... 135

7. ANNEXES - QUESTIONNAIRES..... 136

1. INTRODUCTION ET CONTEXTE

Le Programme Pour Elles : Sport & Culture a pour objectif d'« améliorer la qualité de vie et le bien-être physique et mental des jeunes filles » de Kinshasa. Ce programme, déployé dans 4 communes (5 bientôt avec l'intégration de Kisenso, non concernée par ce rapport) revêt de multiples aspects :

- La construction/réhabilitation de 5 terrains à vocation sportive et culturelle sur les communes de Kimbanseke, Lingwala, Bandalungwa et N'Sele (2 terrains à N'Sele). Il doit être précisé que le projet se déploie sans aucun déplacement de population.
- La réhabilitation d'établissements culturels (Académie des Beaux-Arts de Kinshasa et Fondation Liyolo)
- La mise en place d'activités de sensibilisation/formation aux Violences Basées sur les Genre (VBG) et Violences Sexistes et Sexuelles (VSS) auprès des communautés locales
- Le déploiement d'activités sportives et culturelles
- L'établissement de stratégies de féminisation pour les Fédérations sportives
- Le déploiement de formations aux jeux sportifs par Play International
- Etc.

Nous voyons bien par cette liste non exhaustive l'étendue et l'ambition du projet qui couvre un spectre extrêmement large. La cible principale de ces travaux concerne les jeunes filles de 6 à 24 ans des communes susmentionnées mais il est évident que le projet impactera aussi d'autres types de bénéficiaires (les jeunes garçons, les parents, les Fédérations, les leaders communautaires, etc.). Ce rapport a ainsi pour vocation d'établir une première évaluation du projet (situation initiale). Cette évaluation sera répliquée à mi-projet et en fin de projet afin d'en apprécier les effets, d'identifier des corrections à opérer voire d'aller plus loin dans certaines actions qui se révéleront efficaces.

Le Centre de Droit et d'Economie du Sport (CDES) a été sélectionné par Expertise France afin de conduire les travaux de suivi/évaluation du projet. Les modalités de collaboration entre Expertise France et le CDES sont résumées ci-après :

- Un accompagnement ponctuel sur le suivi du projet, en lien avec le chargé de suivi évaluation local (accompagnement à la création d'outils, définition d'indicateurs, cadre logique, etc.)
- Une évaluation du projet (matérialisée par ce document) et de ses effets, en lien avec l'objectif énoncé en début d'introduction

Ce rapport se compose de 4 parties :

- Un état des lieux qui, sans être exhaustif, reprend les grands enjeux du projet et permet d'installer des premiers éléments de cadre méthodologique
- Une présentation de la méthodologie, étant entendu que la conception de l'évaluation du projet, vu son ambition, a dû être soumise à des choix aussi bien liés au contexte local, qu'aux moyens disponibles et à la volonté de trouver les bons angles d'évaluation
- Une évaluation du projet par type de publics concernés
- Des préconisations permettant d'envisager au mieux le déploiement du projet
- Des annexes qui reprennent sous forme graphique l'intégralité des questions traitées et exploitées dans la section évaluation

Ces 4 parties ont été alimentées, à la fois par divers échanges et lectures de documents, la soumission d'un questionnaire aux publics ciblés par l'étude et la réalisation d'une mission de terrain comprenant l'animation de focus group sur place dans les 4 communes ciblées par l'évaluation.

Enfin, cette évaluation pourra aussi être utilisée à des fins de réplcation du projet dans des contextes similaires. Par son originalité et sa volonté de mettre les acteurs locaux au centre des décisions et de la gestion des infrastructures, le travail communautaire, bien que spécifique, pourrait être envisagé sur

d'autres territoires d'intervention, congolais comme étranger. Les enseignements qui émergeront des différents rapports d'évaluation pourront être une source d'inspiration utile en ce sens.

2. ETAT DES LIEUX

Deux éléments sont à considérer pour bâtir une stratégie d'amélioration de la condition des jeunes filles à Kinshasa avec le programme Pour Elles : Sport & Culture. Il faut d'une part tenir compte des caractéristiques des quartiers dans lesquels les terrains ont été sélectionnés (approche territoriale). Il faut d'autre part analyser les difficultés d'accès aux pratiques sportives ou culturelles des jeunes filles (approche sectorielle).

Concernant l'approche territoriale, nous choisissons de proposer un narratif relativement synthétique de la situation et ce pour deux raisons :

- Le manque de données criant voire l'incohérence entre les données rend difficilement objectivable toute caractérisation des territoires de l'étude.

Il eût été intéressant de pouvoir disposer d'éléments plus précis sur les communes et les quartiers d'accueil du projet. En effet, nous avons toujours considéré au CDES que, pour être efficace, un projet sportif devrait s'inscrire dans un projet territoire global. Il s'agit de recenser les forces et faiblesses du territoire mais également les caractéristiques des parties prenantes et de leurs interactions mutuelles. Cela permet de comprendre à quel niveau peuvent se situer les conflits, les blocages, les difficultés au sujet de la mise en œuvre du projet. Pour la suite de l'évaluation, il serait important de pouvoir collecter les informations suivantes :

- Les caractéristiques socio-démographiques des habitants des quartiers concernés
 - La structure administrative des communes et la hiérarchie des pouvoirs entre la base (les quartiers) et les échelons supérieurs
 - Les rapports de force entre les acteurs du territoire
 - L'ampleur et le fonctionnement du secteur informel
 - Les conditions de vie dans chaque quartier
 - L'ampleur de la violence et des bandes de jeunes des rues
- Le fait que le projet soit lancé justifie en lui-même que ces approches ont déjà été réalisées. Des documents d'Expertise France nous ayant été transmis, il n'apparaît pas toujours nécessaire de répéter des choses déjà intégrées par les décideurs.

Pour autant, si l'approche se veut synthétique, elle n'en est pas moins réductrice. La mission sur place nous a permis d'appréhender les terrains ciblés par le projet. L'évaluation conduite tient donc au mieux compte des spécificités des territoires.

De la même manière, nous ne revenons pas sur les terminologies employées tout au long de ce rapport « activités sportives / culturelles », « violences basées sur le genre », « violences sexistes et sexuelles » notamment, considérant que ces notions sont déjà partagées par les équipes projet.

2.1 Approche territoriale

a. Kinshasa

➤ Caractérisation des quartiers

Pour apprécier la pertinence du projet Pour Elles : Sport & Culture en RDC, il est nécessaire de rappeler quelques éléments sur l'évolution des formes urbaines à Kinshasa. En effet, le projet a retenu cinq communes qui sont elles-mêmes constituées de quartiers et qui sont intégrées dans des districts. Ces

communes sont très différenciées selon leur localisation, leur taille, leurs habitants, leur passé, etc. ce qui permet de comprendre qu'elles sont confrontées à des problèmes bien spécifiques pour essayer de répondre aux besoins particuliers de leur population. Avant de présenter une typologie de ces communes, nous analysons l'historique de l'urbanisation à Kinshasa.

➤ **Historique de l'urbanisation à Kinshasa**

L'urbanisation à Kinshasa se caractérise par la juxtaposition de deux modèles. D'une part, le modèle européen avec une planification urbaine organisant également la ségrégation spatiale par rapport à la population locale. D'autre part le modèle de la ville post-coloniale qui va se caractériser par une urbanisation spontanée non maîtrisée.

Le modèle européen

Dès 1881, date de création de Léopoldville, la ville européenne s'élabore selon les mêmes principes qu'en métropole avec des règles d'urbanisme, des infrastructures, des espaces verts, des arbres.

A côté de la ville européenne, l'autorité coloniale organise l'espace pour les populations indigènes. Les terrains choisis étaient structurés de façon sommaire, sans égouts, d'où une hygiène toute relative dans ces anciennes cités indigènes.

Ces anciennes cités africaines vont connaître une poussée démographique dans les années 1920, ce qui va les rapprocher physiquement de la ville européenne dont les habitants se sentent menacés d'une telle proximité d'un point de vue sanitaire. La réponse dans les années 30 a été la création du Parc De Bock. Au sud de cette zone commençait la cité indigène.

Par ailleurs, à travers le plan décennal de 1949, l'Office des Cités Africaines (OCA) fut chargé du plan d'urbanisme avec la mise en place des infrastructures et équipements communautaires dans les lotissements, la construction et la location de logements :

- les anciennes cités de Lingwala, de Kinshasa, de Barumbu et de Kintambo vont être totalement loties.
- les nouvelles cités issues de la politique d'habitat de l'immédiat-après-guerre prolongent les anciennes cités vers le sud. Elles sont bien conçues, loties et aménagées.
- de 1954 à 1960, l'OCA poursuit sa mission d'implantation de nouveaux lotissements pour y ériger des cités planifiées dont Bandalungwa.

Le modèle de la ville post-coloniale

La politique d'aménagement du colonisateur fut contestée par les chefs coutumiers à partir des années 1950. Cette contestation fut poursuivie par des groupes tribaux, d'où une évolution des formes urbaines en fonction des types de peuplements : les Bakonga occupent le quartier Kimbanseke ; les Bateke s'implantent à Monbele ; les Bayaka se regroupent à camp Luka, Bumbu, Selembao.

Les nouveaux quartiers ainsi investis, dont Kimbanseke, possèdent moins d'aménagements urbanistiques. Cette urbanisation spontanée après l'indépendance du pays en 1960 marque la fin de l'aménagement du territoire du pouvoir colonial :

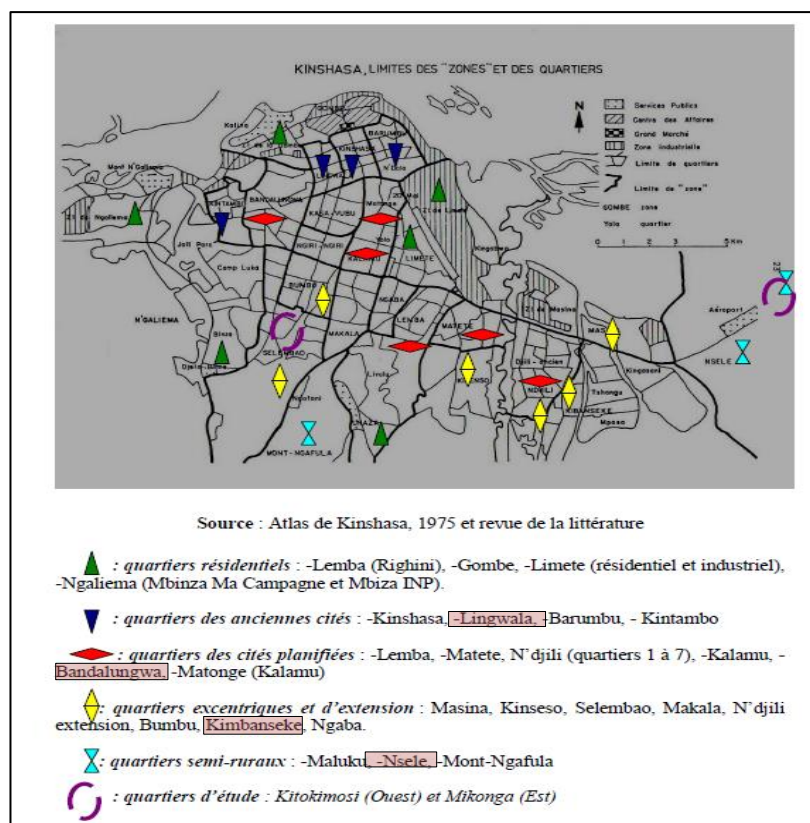
- De 1968 à 1975, l'urbanisation touche les communes de Ndjili, Masina et Kimbanseke.
- De 1975 à 1997, l'urbanisation s'étend vers le sud de Kimbanseke ainsi qu'au nord de Masina pour se poursuivre jusqu'à N'sele

b. Typologie des quartiers de Kinshasa

Kinshasa, 17 millions d'habitants en 2021, est découpée en 4 districts et 24 communes elles-mêmes composées de quartiers.

Les données disponibles par commune sont très hétérogènes, parfois peu récentes ou de sources non vérifiables. Aussi, nous tâcherons d'avoir une vision la plus précise possible des communes, en se basant également sur des travaux à l'échelle de la ville province de Kinshasa.

Nous choisissons ainsi de reprendre la typologie des quartiers de Kinshasa¹ suivante :



Il est possible de faire apparaître cinq catégories de quartiers :

- Les quartiers résidentiels correspondant à la ville européenne

Ce sont les quartiers les mieux lotis, les lieux desservis en routes carrossables, les mieux équipés en canalisations d'évacuation des eaux. Il y a peu d'habitat informel, une densité d'habitants moins élevée et une relativement bonne accessibilité routière. Ces quartiers ne sont pas concernés par notre étude.

- Les quartiers des anciennes cités, dont la commune de Lingwala dans le district de Lukunga

Cette commune qui se compose de 9 quartiers appartient aux anciennes cités avec de habitations vétustes et taudifiées. Les infrastructures sont dégradées, les canalisations d'eau bouchées avec une suroccupations des parcelles. L'accessibilité routière est compromise avec l'obligation de marche à pied. Des aménagements et des reconstructions d'immeubles sont observés.

¹ François LELO NZUZI et Claudine TSHIMANGA, « La pauvreté urbaine à Kinshasa », CORDAID, 2004

- Les quartiers des cités planifiées dont la commune de Bandalungwa dans le district de la Fuma.

Cette commune composée de 7 quartiers appartient aux communes cadastrées et planifiées dont les aménagements sont maintenant vieillissés et sous dimensionnés. La densité d'occupation des terrains est très forte et l'habitat informel considérablement développé. L'accessibilité routière est compromise et la marche à pied est obligatoire. Des logements et des casernes ont été construits sur les terrains militaires.

- Les quartiers excentriques et d'extension dont la commune de Kimbanseke dans le district de la Tshangu.

Cette commune composée de 30 quartiers est la plus peuplée et entièrement composée d'habitat informel sur des zones en partie inondables. L'accessibilité au centre-ville est difficile et la marche à pied parfois compliquée. Les infrastructures publiques sont inexistantes.

- Les quartiers semi ruraux dont la commune de N'sele dans le district de la Tshangu.

Cette commune composée de 16 quartiers est éloignée du centre-ville. C'est une banlieue multifonctionnelle avec des activités agricoles, industrielles et récréatives. Des zones de logements ont été aménagées le long de la N1.

Les communes de l'étude

Commune	Nbre quartiers	Type de commune	Pop 2004	Pop2013	Pop 2017
Lingwala	9	Anciennes cités	94 635	129 439	148 534
Bandalungwa	7	Cités planifiées	202 341	322 313	362 766
Kimbanseke	30	Excentriques	946 372	1 407 437	1 678 395
N'sele	16	Semi rurales	140 929	527 305	772 027

Ce sont les communes les plus excentrées qui ont connu la plus forte croissance de population. La croissance de Kimbanseke est impressionnante, d'autant plus que cette commune est constituée d'habitat informel où peut éventuellement régner la violence. En effet, un phénomène inquiétant à Kinshasa est constitué de la violence du fait de jeunes organisés parfois en bandes. C'est la conséquence d'une incapacité de la société congolaise à scolariser tous ses enfants, particulièrement ceux des quartiers informels. Une fois le lien familial rompu, ces enfants de rues organisent des stratégies de survie en bandes où règne la loi du plus fort.

Tout cela signifie que l'urbanisation non maîtrisée de Kinshasa produit de l'insécurité dans les quartiers informels, l'Etat étant incapable d'offrir sa protection aux habitants. Une telle insécurité joue un rôle majeur dans la réticence des parents à laisser leur fille pratiquer une activité sportive ou culturelle. Trois communes sont particulièrement concernées pour héberger les quartiers généraux de gangs : Bandalungwa, Kimbanseke et Lingwala. C'est une donnée à intégrer dans l'environnement des terrains sélectionnés dans ces communes. On peut se demander quel sera, dans un tel contexte, la liberté de parole de nos interviewées pour dénoncer la violence qu'elles peuvent rencontrer régulièrement. De la même façon, une meilleure connaissance de l'insécurité qui règne dans les territoires sélectionnés sera nécessaire pour comprendre et expliquer un certain nombre de comportements des acteurs vis-à-vis du sport ou de la culture (parents, police, notables, etc.).

2.2 Violences basées sur le genre / Violences sexistes et sexuelles

➤ Eléments de contexte

Il est difficile d'obtenir des éléments précis sur la situation des femmes victimes de violences à Kinshasa et, *de facto*, encore davantage par commune. Selon, l'UNFPA, « *des taux alarmants de violence conjugale touchant près de la moitié des femmes en couple. Les cas signalés ont considérablement augmenté, passant de 47 502 en 2018 à 119 394 en 2022, ce qui reflète à la fois des campagnes de sensibilisation accrues et des améliorations du cadre juridique* ». Toutefois, nous pouvons nous baser sur des documents cadres pour poser des éléments de situation. « *La RDC reste en retard en ce qui concerne la réalisation de l'ODD n°5 qui concerne l'égalité des genres. Elle figure en avant dernière position (128ème sur 129 pays) de l'Indice 2019 du Genre* ».²

De plus, selon le même plan d'action, les traits suivants caractérisent la situation des femmes en RDC :

- Très faible présence des femmes dans des instances décisionnelles (Assemblée Nationale, Sénat, postes gouvernementaux...)
- Beaucoup de femmes appartiennent au secteur informel caractérisé par l'absence de protection sociale, des salaires inférieurs à ceux des hommes, des salaires réguliers moins nombreux que chez les hommes...
- Les femmes ne peuvent pas accéder, selon la coutume, à la propriété foncière, ce qui entrave considérablement leurs opportunités de création d'entreprises.
- Les femmes ont un accès limité au crédit (hors les financements alternatifs comme par exemple les tontines ou le microcrédit).
- Les femmes ont toujours une lourde charge en matière d'éducation des enfants avec en moyenne 6 enfants par femme.
- Les femmes subissent toujours des mariages et des grossesses précoces.
- Le viol est utilisé comme arme de guerre

De plus, un rapport conjoint de L'UNFPA (agence des Nations Unies chargée de la santé sexuelle et reproductive) et du PNUD peut permettre de nous éclairer sur la problématique. En effet, un Programme conjoint de lutte contre les violences basées sur le genre en RDC a été conduit³ (Justice, Autonomisation et Dignité des Femmes et des Filles en RDC). Ce programme peut, sous certains aspects, inspirer le déploiement du programme Pour Elles : Sport & Culture. Par exemple, ce dernier englobe différents objectifs, de l'acquisition de connaissances à l'engagement des leaders communautaires (« *leur rôle actif peut catalyser des changements durables dans les attitudes envers les VBG* »), en passant par l'engagement des jeunes filles et la réinsertion économique. Ces grands objectifs ont de fait été définis à partir d'un ciblage des besoins. Sans disposer du raisonnement exact qui a conduit à la construction de ce programme, on peut toutefois suggérer que :

- Le changement des normes socio-culturelles, de la place et de la vision de la femme dans la société congolaise nécessite un travail de fond et sur le temps long
- Le déficit en connaissance doit être comblé et, par la même, le besoin en formation sur les thématiques de violences basées sur le genre et violences sexuelles
- L'autonomisation des femmes doit être supportée. Dans le cadre du Programme Pour Elles, par le biais d'activités sportives et culturelles encadrées de manière adéquate

² Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III — 2021-2025 Plan de mise en œuvre au niveau national

³ Rapport de la période Janvier-Décembre 2023

- Les dispositifs d'alerte, de signalements et d'assistance doivent être développés/promus

En complément, dans le cadre de la pratique sportive (et possiblement culturelle), les questionnaires que nous avons soumis (voir section évaluation) aux parents ainsi qu'aux jeunes filles démontrent un déficit clair dans l'encadrement des activités ainsi que des dérives (violences déclarées), couvertes ou tues par les instances. Un travail minutieux auprès de l'encadrement (formation, outils, sensibilisation) sera donc à mener pour garantir des activités sécurisées pour le public féminin. En effet, les femmes connaissent un environnement de pratiques culturelles et sportives particulièrement dangereux et contraignant se caractérisant par :

- L'insécurité ambiante autour des terrains
- La pression communautaire au niveau des normes de comportement et des mœurs : habillement, orientation sexuelle⁴, diabolisation des activités artistiques non religieuses
- L'obligation des travaux domestiques
- Le manque de reconnaissance

Tout cela contribue à freiner l'accès des femmes aux activités sportives et culturelles proposées.

➤ **Stratégie et structuration existantes**

Si le problème autour des violences faites aux femmes est systémique et résiduel, le gouvernement tente de montrer patte blanche en se fixant des objectifs (difficiles à mettre en œuvre mais qui ont le mérite de dessiner une feuille de route). Ainsi, en 2019, La Stratégie Nationale de lutte contre les Violences Basées sur le Genre a été révisée (datant de 2009). Ce cadre se décline en 7 points :

- Prévention des VBG
- Renforcement de l'autonomisation de la femme congolaise
- Renforcement de l'éducation sur les VBG dans le processus de socialisation des enfants
- Promotion de la sécurité
- Prise en charge holistique des victimes
- Justice et lutte contre l'impunité des auteurs de VBG
- Suivi et évaluation de la stratégie.

En complément, si le ministère du Genre, de la famille et de l'enfant a vu le jour, il semble aussi qu'une structuration politique et locale se soit mise en place afin de lutter plus efficacement contre les violences. Une note d'informations en vue d'alimenter les trois rapports du secrétaire général de l'ONU sur le sujet, provenant du Ministère du genre congolais, recense ainsi les structures dédiées à la lutte contre les violences faites aux femmes⁵. On y retrouve notamment :

- Le Ministère lui-même
- L'Agence Nationale de lutte contre les violences faites à la femme, à la jeune et petite fille (AFIVEM)
- Les Comités Techniques national, provinciaux et locaux
- Le Fonds National de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant

Dans les faits, la note (datant de 2020) regrette toutefois que la part du budget dédié au ministère du genre n'ait jamais atteint 0.5% du budget de l'Etat. Notons néanmoins que le programme Pour Elles

⁴ Cette appellation pourrait même englober les craintes multiples des parents : modification du corps, masculinisation de la jeune fille, homosexualité, etc.

⁵

<https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2020/A-75-274-Submission-Congo-fr.pdf>

peut pleinement s'inscrire dans la stratégie nationale de lutte contre les violences faites aux femmes et permettre une collaboration étroite avec les autorités locales, dont le Ministère.

➤ Programmes

Il existe quelques expériences à Kinshasa qui montrent que le sport peut être un facteur d'émancipation des femmes.

« Concernant les quelques associations qui utilisent la pratique sportive et/ ou culturelle comme outil de médiation, de santé ou d'accompagnement psycho-social, il est à noter que les pratiques sont rares et encore loin d'être une évidence. Pour autant les différents projets et programmes lorsqu'ils sont associés à des prises en charge complémentaires (juridique, psychologique, etc...) semblent avoir un impact positif et plébiscité par les parties prenantes (intervenants et bénéficiaires). La Ligue féminine de rugby ou Afia Mama ont toutes deux des programmes de prise en charge de femmes victimes de VBG qui en attestent. »⁶

Compte tenu des ressources disponibles en RDC à consacrer au sport et à la culture, on peut penser qu'il est plus pragmatique de penser à de telles expérimentations à petite échelle, plutôt que de rêver à une politique globale trop ambitieuse. Le programme Pour Elles : Sport & Culture s'inscrit pleinement dans cette logique. Cela signifie également qu'il faudra élaborer, sur les bases de l'évaluation ici présente, les conditions de réplication de ces expérimentations.

Zoom sur : Lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles dans le sport⁷

Le rapport conjoint de l'ONU FEMMES et de l'UNESCO divulgue quelques enseignements qui collent au contexte du projet déployé à Kinshasa. Nous ne développerons pas l'intégralité des éléments du rapport, notons néanmoins que pour asseoir notre diagnostic, nous retenons les éléments suivants :

- L'existence d'une multiplicité des formes de violence dans le sport (sexuelles, psychologiques, physiques, brimades et microagressions, économiques)
- La responsabilité des stéréotypes de genre dans l'abandon de la pratique sportive des jeunes femmes⁸
- Une culture du silence dans le milieu du sport (à opposer à la libération de la parole)
- L'intersectionnalité (vulnérabilités croisées) comme facteur accentuant les risques de violence, donc la nécessité de produire des cadres de prévention avec une approche intersectionnelle
- La nécessité absolue de formation de l'encadrement sportif
- L'instauration d'une « culture de protection systématique » dans les instances officielles (ici fédérales notamment)

Ce rapport, qui est aussi un manuel pourra être un outil précieux dans le déploiement d'outils de luttes contre les violences, en particulier lors de l'établissement de chartes de féminisation avec les fédérations sportives.

⁶ Diagnostic fourni par Expertise France

⁷ Rapport UNESCO, ONU FEMMES, Manuel à l'intention des décideurs politiques et des professionnels du sport, 2024

⁸ Clearinghouse for sport

2.3 Pratiques féminines et infrastructures : approche sectorielle

Notre revue de littérature fait apparaître que la condition féminine en RDC est peu enviable, les violences faites aux femmes sont profondément ancrées dans les mentalités du fait d'une culture machiste qui se développe très tôt dès l'école :

- les filles ont un accès difficile à l'école,
- la déscolarisation des filles s'accélère dès l'adolescence à cause des mariages et des maternités précoces,
- les violences physiques et sexuelles à l'encontre des femmes sont courantes.

Il en résulte un déclassement des femmes dans la société congolaise et leur ravalement à la fonction de reproduction. La discrimination à leur égard s'inscrit dans le domaine de l'accès à l'éducation, à l'emploi, aux loisirs, etc. Ce sont toutes les « capacités » au sens de Amartya Sen qui sont déniées à la femme congolaise, d'où le pari de reconquérir du pouvoir d'émancipation grâce au sport et à la culture.

Nous nous proposons de repérer les éléments clés relatifs aux pratiques sportives et culturelles des jeunes filles ainsi que, dans une moindre mesure, ce qui relève de la dimension infrastructurelle. Il ne s'agit pas ici de faire un diagnostic quantitatif des pratiquantes et des équipements, les données n'étant pas disponibles. De plus, un travail de faisabilité et de diagnostic a déjà été produit en amont de cette évaluation. Il comporte l'ensemble des éléments relatifs à l'état des lieux, aux freins à la pratique et autres éléments socio-démographiques que nous ne développerons pas en détail ici.

Sur la thématique des pratiques, nous choisissons de nommer les grands enjeux qui caractérisent les pratiques sportives et culturelles et les types de pratiques plébiscitées.

Sur la dimension infrastructurelle, nous partons du postulat que les infrastructures sont, quoi qu'il en soit, insuffisantes en nombre, en mauvais état et peu adaptées à la pratique. Par conséquent nous choisissons plutôt de développer un argumentaire qui conçoit l'infrastructure comme un équipement à s'approprier.

➤ Les pratiques sportives

Si des données de pratique sont inexistantes, nous pouvons nous appuyer sur les différents documents transmis par l'équipe projet pour évoquer les principaux constats relatifs à la pratique féminine des activités sportives à Kinshasa. Nous écartons ici ce qui relève de pratiques marchandes, nécessitant des moyens plus élevés, accessibles à partir d'un certain niveau de revenus. Ces pratiques ont été abordées dans l'étude de faisabilité relative au projet et ne concerne pas directement les publics ciblés par le programme Pour Elles : Sport & Culture. De la même manière, les pratiques dans le cadre scolaire doivent faire l'objet d'un travail spécifique et d'une orientation politique dédiée (« *L'histoire de l'activité physique et de l'EPS est aussi celle des influences multiples des courants de pensées pour qui la discipline n'est pas une finalité à part entière, mais un moyen de répondre aux enjeux qu'ils considèrent comme prioritaires.* »⁹), ce qui n'empêchera pas le projet de nouer des liens étroits avec les écoles à proximité des terrains, pour venir palier, au moins en partie, les carences observées.

Premièrement, les politiques publiques sportives sont défaillantes par le manque de moyens qui leur sont consacrés. Aussi, la loi de décentralisation n'a par exemple pas produit d'effet levier au niveau local car aucun transfert de ressources n'y a été associé. Ce manque de moyens se reflète par une

⁹ Le sport, terrain d'éducation, Vers le haut

carence en équipements et une politique sportive axée très largement sur le sport de compétition et essentiellement sur le football, comme en témoignent les aspirations des jeunes garçons et des parents autour de la starification possible par le football (cf section évaluation).

Le football, ultra-dominant dans la pratique des kinois, est lui aussi pratiqué quasi-exclusivement par les garçons. Quelques équipes de jeunes filles existent toutefois mais il n'en reste pas moins que l'accaparement des terrains par les hommes rend compliquée la pratique féminine (voir ci-dessous « occupation des infrastructures sportives par les femmes »).

Des sports collectifs ont émergé, tels que le basket-ball ou le handball. Ceux-ci sont plus propices à attirer des jeunes femmes : « *ne nécessitant pas d'infrastructures et d'équipements complexes et se pratiquant à l'extérieur, ces sports ont été le symbole de la participation sportive publique des femmes* »¹⁰. Pour autant, l'environnement global, les infrastructures défaillantes et l'offre limitée ne permettent pas un développement suffisant de ces pratiques.

Les sports de combat, assez fréquents à Kinshasa sont aussi peu accessibles aux jeunes femmes. Le contact physique nécessaire à leur pratique étant l'un des freins à lever pour en permettre l'accès, tout comme un encadrement féminin dédié par exemple.

Enfin, notons que le Nzango (à mi-chemin entre pratique sportive et culturelle mais que nous abordons ici sous l'angle de pratique sportive) est très pratiqué par les jeunes filles. Il est à la fois le symbole d'un dynamisme des jeunes filles, prêtes à s'ouvrir à des activités sportives et culturelles mais aussi le reflet de leur condition : une pratique uniquement dédiée aux femmes, qui doivent s'en contenter faute de mieux !

Quoi qu'il en soit, au-delà des aspects purement pratiques liés à l'activité sportive, il existe également des blocages inhérents à la condition de la jeune fille et de la femme en RDC. « *Se sentir à l'aise* »¹¹ pour pratiquer la danse, le foot. Cette citation symbolise bien les freins multiples qui peuvent exister. A l'aise vis-à-vis de qui (parents, garçons, église, sécurité) ? A l'aise vis-à-vis de quoi (de la tenue, des regards, des jugements, etc.) ? C'est à l'ensemble de ces interrogations que le projet devra répondre.

➤ Occupation des infrastructures sportives par les femmes

La littérature (occidentale) existante sur les équipements sportifs de proximité en libre accès témoigne des difficultés rencontrées pour que les femmes se l'approprient et l'utilisent. Un point unanimement soulevé par les différentes recherches concerne l'occupation genrée de ces équipements sportifs, presque exclusivement masculine. Les premiers, notamment les *city stades*, avaient été assez explicitement conçus en direction de ce public, pour les raisons évoquées. Néanmoins, même les autres types d'équipement (*skate-parks*, aires de *street work-out*, etc.) sont très majoritairement fréquentés par des hommes. Les chercheurs identifient ainsi pendant leurs observations une présence masculine qui oscille entre 80%-85%¹² et quasiment 100%¹³ des usagers des équipements sportifs de proximité,

¹⁰ Etude de faisabilité pour le projet, Diagnostic, p11

¹¹ Extrait de focus group, Bandalungwa

¹² Escaffre Fabrice, « Public spaces and sport-related recreational practices :the expression of a sport-based urban culture », op. cit., 2011, p. 405-424 ; Penel Guillaume, « Pertinence et efficacité d'une politique d'équipements sportifs de proximité en accès libre : le cas de la ville de Lille », Staps, no 4, N° 147, 2024, p. 11-31.

¹³ Raibaud Yves, « Sexe et couleur des skate-parcs et des cités-stades », Diversité, no 1, vol. 168, 2012, p. 173-182.

les jeunes femmes, quand elles sont présentes, étant le plus souvent reléguées au rôle de spectatrices de leurs homologues masculins dans ces rituels de sociabilité adolescente¹⁴.

A Kinshasa, le phénomène est similaire ou quasi-similaire avec une occupation très majoritairement masculine des terrains ce qui a pour effet de réduire drastiquement la pratique sportive féminine. Nous soulignons toutefois dans la section suivante (écueils à éviter) que la dimension infrastructurelle n'est pas la seule à considérer pour résoudre les problèmes liés à la pratique sportive féminine.

➤ Les pratiques culturelles

Les pratiques culturelles (danse, chant, musique, théâtre, peinture, etc.) font partie intégrante des activités effectuées à Kinshasa. Nous verrons dans la section évaluation de ce rapport que la pratique de ces dernières est toutefois inégale selon l'âge et le genre des participantes (sans grande surprise, ces activités sont plus prisées par les jeunes filles que par les jeunes garçons). On note aussi que « *le niveau de revenus des parents* »¹⁵ influence a fortiori la possibilité de pratique pour les jeunes filles.

Ces activités se pratiquent aussi bien dans un cadre formel (par exemple, par le biais d'une association, d'un collectif dédié ou pour le cas du chant par exemple dans un contexte religieux) que dans un cadre plus informel (réunion de jeunes pour danser, chanter, concerts improvisés). Il est même possible que « *Pour certaines jeunes filles, les seules pratiques culturelles encouragées par les parents [soient] celles organisées dans le cadre de l'église* ». ¹⁶

Ces pratiques culturelles ne sont cependant pas toujours plébiscitées, notamment par les parents. Par exemple, elles peuvent être considérées comme une distraction non nécessaire voire associées à des formes de comportements immoraux, en opposition avec la culture religieuse dominante. Elles peuvent toutefois revêtir des intérêts certains pour l'épanouissement des pratiquantes (éléments que nous développerons dans la section évaluation dédiée aux parents).

Les pratiques évoquées ci-dessus constituent des pratiques de masse, souvent de loisir. A Kinshasa, l'activité culturelle peut aussi donner lieu à des débouchés professionnels selon plusieurs modalités :

- De l'artisanat local et un savoir-faire transmis sur le tas qui permet la commercialisation de produits dans des commerces de proximité
- La formation aux métiers de l'art (par exemple, via l'Académie des Beaux-Arts, institution ciblée par le projet, ou plus largement sur des institutions délivrant des enseignements dans les domaines de la communication, du design, etc.).

Dans le cas de l'Académie des Beaux-Arts, on constate par exemple que les jeunes filles représentent 30 à 40% des effectifs¹⁷, un chiffre en constante progression.

Plus généralement, dans le cadre de la professionnalisation aux métiers de la culture via des parcours diplômants, il est évoqué le fait que les pratiques elles-mêmes sont encore très genrées. Par exemple, les hommes s'orientent plus que les femmes vers de la pratique purement créative, là où les femmes travailleront davantage dans des domaines tels que la communication, le design, etc. Ceci pouvant être expliqué par le fait qu'il est aujourd'hui plus concevable qu'un homme prenne des risques dans le cadre de son parcours, contrairement à une femme.

14 Miaux Sylvie et Garneau Jocelyn, « The sports park and urban promenade in the 'quais de Bordeaux': An example of sports and recreation in urban planning », *Loisir et Société / Society and Leisure*, no 1, vol. 39, 2016, p. 12-30.

¹⁵ Etude de faisabilité pour le projet, Diagnostic, p10

¹⁶ Etude de faisabilité pour le projet, Diagnostic, p9

¹⁷ Entretien avec Mr Nduwa à l'Académie des Beaux-Arts

➤ Infrastructures culturelles : les enjeux

La dimension infrastructurelle dans le cadre du projet se joue à deux niveaux :

Concernant la pratique de masse, les activités culturelles populaires (chants, danse, théâtre, etc.) vont bénéficier des infrastructures réhabilitées pour le projet. En effet, les terrains ciblés par les travaux sont aussi ponctuellement des lieux de rassemblement pour des concerts et festivités. Ainsi, nous prenons le parti de considérer que les infrastructures permettront une sécurisation, que ce soit vis-à-vis de possibles contestations religieuses relatives au caractère immoral de ces activités ou pour se préserver de possibles dénigrement liés à l'habillement, à l'utilisation du corps, etc. Notons qu'à terme, ces terrains pourraient aussi permettre le développement d'activités encore trop peu développées telles que la lecture, grâce à l'installation de bibliothèques / espaces culturels au sens large.

Concernant la rénovation des établissements culturels, les travaux vont permettre d'accroître par exemple le potentiel de l'Académie des Beaux-Arts et d'accueillir davantage d'étudiantes. Il y a ici un double enjeu : la professionnalisation de la filière culturelle par le biais de ces institutions déjà fortes et le rayonnement de la ville et plus largement du pays grâce à la formation d'artistes de grande qualité.

2.4 Ecueils à éviter pour le bon déroulement du projet

L'appropriation des données et documents existants (certes limités), les échanges avec les ressources humaines en charge du projet (cheffe de projet, chargé de Suivi/Evaluation, coordinateurs des Composantes 1 et 2 relatives à la construction des infrastructures et au déploiement des activités) entre autres et la mission de terrain réalisée sur site ont permis d'identifier les principaux enjeux du projet. Il faudra nécessairement des arbitrages entre tous ces enjeux pour trouver un bon équilibre de déploiement des activités, éviter les écueils et surtout trouver une efficacité dans un contexte particulier et variable d'un terrain à l'autre. Parmi les écueils, nous en relevons trois ci-dessous :

➤ La nécessité d'une participation de tous les acteurs

Les contextes communaux et leur fonctionnement mêlent à la fois une administration formelle et informelle. Par exemple, les personnels communaux et bourgmestres pour le côté formel, les notables pour le côté informel. A cela s'ajoutent les parties prenantes supplémentaires et propres à chaque localité (Conseils Communaux de la Jeunesse, Police, Représentants des associations de la jeunesse, etc.). L'intégralité de ces acteurs a été identifiée et l'équipe en charge du projet œuvre au quotidien pour permettre de fluidifier les relations entre toutes ces parties prenantes. Toutefois, la multiplicité des acteurs permet de relever deux éléments :

- La nécessité de travailler en continu pour développer les relations, consulter les acteurs, chose qui est faite par l'équipe projet
- Derrière une apparence de désorganisation, les interactions entre ces acteurs tout comme leurs champs d'intervention respectifs sont relativement cadrés. Si ces éléments ne sont pas toujours disponibles via des documents tels qu'on les connaît (textes de lois, PV, cadre juridique, etc.) ils n'en sont pas moins réels et relativement organisés.

Ces différents constats amènent à conclure qu'il est absolument nécessaire d'impliquer l'ensemble des parties prenantes, la communauté sur les temps clés du projet (de sa construction à sa réalisation), au risque de bloquer l'ensemble du système. Plusieurs parties prenantes locales ont également insisté sur la notion de confiance et sur le fait que le projet devait voir le jour au risque de décevoir la population. A l'inverse, il existe un sentiment partagé autour d'une émulation créée par la sortie de terre des infrastructures, témoignant d'un dynamisme local qui ne demande qu'à œuvrer au bon fonctionnement des futurs terrains.

En complément, nous ajoutons que la clarification des statuts de chaque terrain est indispensable. En effet, si dans les textes, la loi de décentralisation a donné davantage de pouvoir aux échelons locaux, le transfert de ressources n'a pas eu lieu. Aussi, il existe un risque de flou autour de l'appartenance et donc de la gestion des terrains une fois rénovés. Ce risque est bien identifié par l'équipe projet pour palier toutes situations de spoliation, l'intérêt du projet étant de déléguer la propriété et la gestion quotidienne de l'infrastructure à l'échelon local.

➤ La question de la sécurité

Un des principaux frein évoqué (parfois même le seul et unique !) par les parties prenantes locales concerne la sécurité des infrastructures et aux alentours. En effet, si la pratique sportive des jeunes filles n'est pas développée, cela serait principalement dû au fait que les éléments sécuritaires ne seraient pas réunis pour que les jeunes filles se rendent sur le terrain en toute sûreté (en lien avec la section précédente concernant les violences basées sur le genre). Si nous réfutons le fait qu'une nouvelle infrastructure, aussi sécurisée soit-elle, ne permettra pas à elle seule de résoudre la question de l'accès à la pratique sportive des jeunes femmes, force est de constater que cet élément sécuritaire est prégnant dans la plupart des discours et que le projet ne pourra pas fonctionner avec des jeunes femmes si des garanties de sécurité ne sont pas données.

En effet, les infrastructures ciblées par le projet sont aussi des lieux de vie de la délinquance. On parle de « Kuluna » pour désigner la menace et les individus qui nuisent à la sécurité des lieux.

Ces risques peuvent être atténués par la présence de la police à proximité des lieux. A Kimbanseke, la présence de la police (qui fait partie des gestionnaires du terrain) est un levier supplémentaire. A N'Sele, les acteurs locaux ont demandé l'implantation d'un poste de police pour permettre de rassurer les familles. Aucun des terrains n'échappe à cette question sécuritaire. A Lingwala par exemple la notabilité reconnaît que l'infrastructure n'est pas sécurisée :

« On ne peut pas laisser une jeune fille aller jouer dans un terrain marécageux »¹⁸.

Face à ces risques, les parents préfèrent garder les jeunes filles chez eux, bloquant ainsi la possibilité qu'elles participent à des activités sur les terrains. Par conséquent, il devient indispensable d'assurer une sécurité des lieux (prévu dans le cadre du projet) comme préalable à tout déploiement d'activités, afin de rassurer les parents, favoriser la participation des jeunes filles, et créer une émulation.

➤ L'impulsion donnée aux activités sportives pour les jeunes filles

Nous évoquons dans le point précédent le fait que la dimension infrastructurelle n'était pas suffisante en elle-même pour garantir une pratique sportive féminine. Adapter les infrastructures grâce à des vestiaires dédiés, des toilettes séparées, de l'éclairage par exemple est essentiel et largement prévu par le projet. Pour autant, penser qu'un terrain clôturé, éclairé et sécurisé suffira à faire venir les jeunes filles par mimétisme relève de la croyance (cf section sur les pratiques sportives supra). Les focus group font ressortir qu'il existe une forme de sacralisation de l'infrastructure comme solution à tous les maux et révélatrice de talents qu'il faut absolument combattre au risque de désillusions certaines :

« Ça étouffe le talent des gens » de ne pas avoir d'infrastructures

Un récent rapport de l'Institut National des Etudes Territoriales¹⁹ (INET) préconisait par exemple, dans le cas français, d'« accompagner la pratique sportive par l'encadrement et l'animation » (levier 3) ou encore de « permettre aux femmes de s'identifier à des sportives » (levier 7 dont nous reparlerons dans

¹⁸ Notable de Lingwala, extrait de focus group

¹⁹ La pratique sportive dans l'espace public au prisme de l'inclusion des femmes

les préconisations à travers la notion d'empowerment). Si ces préconisations sont formulées dans le cas franco-français nous formulons l'hypothèse que des éléments de même nature devront être pris en compte sur les terrains de chaque commune.

Ainsi, une attention sera nécessaire sur l'offre sportive (et culturelle) proposée aux jeunes filles afin de faire émerger la demande (demande existante selon les parties prenantes locales mais encore faut-il l'impulser). On pourra par exemple évoquer les thématiques suivantes comme des leviers à travailler :

- Formation d'encadrant(e)s
- Soutien à la création d'une offre sportive féminine (clubs, associations, etc.)
- Banalisation de créneaux dédiés aux jeunes filles
- ...

3. METHODOLOGIE

3.1 Cadre d'évaluation

a. Contexte général relatif à l'évaluation : approche théorique

L'objectif visé par le projet est l'amélioration de la qualité de la vie, du bien-être physique et mental des jeunes filles. Tous ces éléments présentent des difficultés de mesures qui vont singulièrement compliquer l'évaluation des actions menées :

- Comment mesure-t-on la qualité de la vie ?
- Comment mesure-t-on le bien-être physique et mental ?

➤ Analyse de la relation sport/culture, santé, bien-être

Trois questions méritent d'être abordées pour caractériser cette relation : la définition des deux champs du sport/culture et de la santé ; la mesure de l'activité sportive/culturelle et de la santé ; la causalité entre les deux champs.

⇒ Définitions

Le sport est un mot valise qui ne veut pas dire grand-chose sans précision supplémentaire. Il est d'usage de distinguer trois segments qui désignent des réalités radicalement différentes :

- le sport professionnel qui délivre un spectacle sportif et obéit à une logique de profit,
- le sport amateur de compétition qui s'inscrit dans une organisation stricte de championnats,
- le sport loisir de masse qui est recherché pour le plaisir, la convivialité, la santé...

C'est ce troisième segment que nous retiendrons pour Kinshasa et un tel choix n'est pas neutre. C'est un débat qui anime aujourd'hui les spécialistes de l'élaboration des politiques sportives : quel créneau faut-il privilégier en fonction des objectifs fixés au développement du sport ?

Plus généralement, ce débat concerne également l'Afrique. En effet, il s'agit de savoir quelle orientation sportive pourrait permettre de promouvoir au mieux le développement économique : est-ce l'accueil de grands événements sportifs avec la construction de grandes infrastructures ? est-ce le développement du sport de masse et de l'activité physique non compétitive ?

Dans le cas de la présente étude, c'est le sport loisir pour les jeunes filles (et par extension pour les jeunes garçons) qui sera retenu.

Concernant **la culture**, les problématiques et choix présentés ci-dessus restent globalement les mêmes (hormis l'aspect compétitif qui existe de manière plus marginale). On peut ainsi retrouver la même opposition entre la dimension du spectacle (concerts, cinémas, théâtre, etc.) et ce qui relève de l'apprentissage culturel pour le plus grand nombre à des fins d'éducation, d'épanouissement, de développement cognitif, etc. Nous retenons ici cette seconde option.

La santé, selon l'OMS se définit comme « *un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas en une absence de maladie ou d'infirmité* ». Néanmoins, la santé est toujours perçue de façon majoritaire en référence à des maladies touchant les humains. La préservation de l'environnement, la santé animale et la santé d'un territoire restent absentes de la définition précédente. Voilà pourquoi, depuis 2008, un nouveau concept a été créé : celui de « One Health ».

Il s'agit d'avoir une vision de la santé intégrant à la fois l'état de l'environnement et des écosystèmes, la vulnérabilité des territoires aux aléas naturels, l'état de la biodiversité... C'est donc une conception globale de la santé qui nécessite une approche pluridisciplinaire impliquant les sciences de l'environnement, les sciences humaines, la médecine... On doit avant tout intégrer la santé des humains, du vivant et de leur environnement qui sont en interrelation systémique et ne peuvent donc être analysées séparément.

Cette approche semble appropriée pour qualifier correctement la relation sport santé bien être à Kinshasa.

⇒ Mesure

Il ne faut pas négliger le fait de rencontrer des difficultés dans la mesure de l'activité physique et de la santé. Les principales questions à résoudre sont les suivantes :

- comment mesurer le volume d'activité physique dépensé par un individu ? L'indicateur le plus couramment retenu est la durée et/ou la fréquence de la pratique. Mais il faut aussi tenir compte de l'intensité de la pratique si l'on veut faire un lien avec la santé et le bien-être. Comment peut-on mesurer une telle intensité ?
- comment mesurer l'état de santé des individus sondés ? Quels indicateurs faut-il élaborer ? Nous reviendrons en particulier sur les diverses façons d'apprécier le bien être (physique et mental). Nb : lorsque nous évoquons le bien-être nous parlons de bien-être physique et mental, sauf mention explicite de l'un ou de l'autre.

⇒ Causalité

Comment modéliser la relation de causalité entre activité physique/culturelle et santé ? Des modèles dose/effet existent mais leur robustesse dépend de la disponibilité de l'information. En particulier, est-il possible d'isoler l'impact de l'activité physique/culturelle sur la santé d'autres facteurs qui peuvent intervenir (dégradation de l'environnement par exemple) ? Voilà pourquoi il est toujours très difficile d'établir une causalité directe entre sport et santé/bien être.

On voit donc que cette relation sport/culture-santé se caractérise par une grande complexité et des difficultés d'accès à l'information. Nous proposons donc de réduire le champ d'analyse autour de trois thématiques principales.

➤ Trois thématiques principales

- d'un point de vue théorique, comment peut-on aborder la relation activité physique/culturelle-santé/bien être ?
- d'un point de vue politique, quels enseignements peut-on tirer des expérimentations menées sur le terrain ?
- d'un point de vue empirique, comment peut-on modéliser et évaluer l'impact de l'activité physique/culturelle sur la santé/bien être ?

⇒ Approche théorique

La relation activité physique/culturelle-santé peut s'aborder de deux façons :

- L'activité physique/culturelle peut être considérée comme un facteur d'amélioration des « capacités » des individus. Ce concept inventé par Amartya Sen, prix Nobel d'économie, signifie que le bien être d'un individu dépend de ce qu'il peut réaliser pour s'insérer correctement dans la société et pour satisfaire ses besoins fondamentaux en toute liberté et autonomie. Or on sait que l'activité sportive/culturelle peut remplir de multiples fonctions sociales (éducation, citoyenneté, lien social) qui peuvent s'assimiler aux capacités d'Amartya Sen. Cette approche

par les capacités pourrait parfaitement s'appliquer à nos expérimentations à Kinshasa pour penser l'insertion sociale des jeunes filles par le sport.

- L'activité physique/culturelle peut aussi être considérée comme un facteur direct de bien être, ce qui peut s'inscrire dans le cadre théorique de l'économie du bonheur. Il s'agit de savoir ce qui rend les gens heureux en s'appuyant sur leurs propres déclarations. Contrairement à l'approche utilitariste qui objective la mesure du bonheur par la révélation d'un consentement à payer, l'économie du bonheur légitime scientifiquement une approche subjective. Par exemple, certains auteurs utilisent un baromètre du bonheur sur une échelle allant de 1 à 10 pour mesurer le bien être subjectif. L'économie du bonheur a permis ainsi de donner du crédit scientifique à l'évaluation du subjectif menée à partir d'une déclaration des individus sur leur niveau ressenti de bien-être.

⇒ Approche politique

Il y a tout d'abord la nécessité de repérer les acteurs qui sont au cœur des expérimentations en matière de sport/culture-santé. Dans un second temps, il sera nécessaire d'analyser les interactions entre tous ces acteurs pour comprendre les échecs ou les succès des expérimentations : quelles parties prenantes ? quels conflits ? quels intérêts en jeu ? quels groupes cibles ? quels territoires ? Nous pourrions bénéficier ici des enseignements de la théorie de l'économie territoriale pour formuler des recommandations présentées dans la dernière partie de ce rapport.

⇒ Approche évaluative : quelle méthode ?

Nous pouvons ici nous référer à toute la littérature sur l'évaluation des politiques publiques. Pour apprécier l'efficacité des expérimentations menées, il nous faudra discuter des modalités de mise en œuvre de l'analyse coûts / bénéfices : quels types d'indicateurs pourra-t-on mobiliser ? (Quantitatifs ou qualitatifs ; monétaires ou non monétaires). Par exemple, peut-on retenir des approches déclaratives pour mesurer la santé et le bien-être ?

De nombreux experts affirment aujourd'hui que la pratique sportive/culturelle peut constituer un puissant levier de changement social. Encore faut-il pouvoir le modéliser. L'idéal serait d'aboutir à l'établissement d'une relation causale entre pratique sportive/culturelle et un domaine étudié précis. Par exemple : de combien la pratique sportive/culturelle améliore-t-elle la performance scolaire ou le bien-être d'un individu ? Il est très difficile de répondre à de telles questions dans la mesure où l'information nécessaire n'est pas toujours disponible. On peut néanmoins envisager deux types de modélisation :

- La première repose sur des données individuelles. Il faut supposer ici que l'information existe pour chaque individu afin de qualifier le plus précisément possible : sa pratique sportive/culturelle (temps passé, fréquence, intensité) ; ses caractéristiques sociodémographiques ; ses motivations (éducation, santé, bien être...). Dans ces conditions, il sera possible d'élaborer un modèle économétrique sur données qualitatives permettant d'évaluer l'impact de la pratique sportive sur la variable qualitative retenue (réduire le décrochage scolaire, améliorer la confiance en soi, réduire les maternités précoces...).
- Le second type de modélisation mobilise des données statistiques agrégées. Il convient dans un premier temps de choisir une maille territoriale (quartier, commune, département) sur laquelle on sait pouvoir collecter les informations souhaitées : pratiques sportives, taux d'équipement sportif, distance aux équipements, accessibilité... Il sera alors possible de tester la pertinence d'un modèle économétrique.

Ces deux modélisations visent à établir une relation robuste entre pratique sportive/culturelle et bénéfices sociaux divers (santé, éducation, bien-être, lien social...). Pour cela, il faudrait être capable d'éviter des biais liés à l'existence d'effets structurels ayant un impact sur l'utilité sociale de la pratique

sportive/culturelle. Cela implique également d'adopter une évaluation monétaire des bénéfices sociaux de la pratique sportive.

Il n'est pas certain que l'on puisse mettre en œuvre ces méthodes de modélisation à Kinshasa, faute de données statistiques disponibles au niveau des quartiers.

Ainsi, si l'on veut évaluer le programme **Pour Elles : Sport & Culture**, nous proposons une troisième méthode, à savoir le recours à l'enquête de terrain. Cela suppose de mener un certain nombre d'entretiens et de récolter des données sur la base de questionnaires. L'objectif final sera d'élaborer un tableau de bord flexible qui pourrait déboucher, à terme, sur un observatoire économique et social de la pratique sportive.

⇒ Identification des variables

Le rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social²⁰ communément nommé « Rapport Stiglitz » donne des premières indications en la matière que nous synthétisons brièvement ci-dessous :

- De nouveaux instruments de mesures doivent être mis en place (tableaux de bord) ;
- Il faut distinguer l'évaluation du bien-être présent et l'évaluation de sa soutenabilité (c'est-à-dire, sa capacité à se maintenir dans le temps) ;
- La notion de bien-être est pluridimensionnelle, elle intègre par exemple pleinement la définition de la Santé érigée par l'Organisation Mondiale de la Santé²¹ « **la santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité** ». Plusieurs dimensions de cette notion (listées ci-dessous) ont ainsi été identifiées dans le rapport et pourraient être intéressantes pour le projet « Pour elles : Sport & Culture » :
 - les conditions de vie matérielles (revenu, consommation et richesse) ;
 - la santé ;
 - l'éducation ;
 - les activités personnelles, dont le travail ;
 - la participation à la vie politique et la gouvernance ;
 - les liens et rapports sociaux ;
 - l'environnement (état présent et à venir) ;
 - l'insécurité, tant économique que physique.

« Les informations qui permettent d'évaluer la qualité de la vie vont au-delà des déclarations et des perceptions des personnes. Ce qui importe réellement, en effet, ce sont les « capacités » dont disposent les personnes c'est-à-dire l'ensemble des possibilités qui s'offrent à elles et leur liberté de choisir, dans cet ensemble, le type de vie auquel elles attachent de la valeur. En d'autres termes, on pourra approcher cette notion de bien-être grâce à la définition d'indicateurs pertinents.

⇒ Notre approche méthodologique

« Bien que l'estimation de la qualité de la vie exige une pluralité d'indicateurs, une demande pressante s'exprime en faveur de la mise au point d'une mesure synthétique unique. »²²

²⁰ Stiglitz-Sen-Fitoussi

²¹ <https://www.who.int/about/governance/constitution>

²² Stiglitz-Sen-Fitoussi

L'ensemble des éléments listés ci-dessus nous amène donc à dresser quelques principes d'évaluation que nous considérons comme indispensables.

Grands principes de l'évaluation

- La nécessité d'approcher les notions de qualité de vie et de bien-être de manière plurielle (par l'insertion professionnelle, par la vie dans le quartier, par un indice de bonheur, par la réduction des violences, etc.)
- La reconnaissance du fait que l'on ne peut pas tout évaluer (donc qu'il faudra faire des choix) ;
- La nécessité de se limiter à un nombre restreint d'indicateurs pour ne pas donner lieu à une matrice ininterprétable ;
- La nécessité de coupler les approches quantitatives et qualitatives pour évaluer les externalités ;
- La nécessité d'inscrire l'évaluation dans le temps long pour ne pas se limiter à des résultats sur une temporalité « très courte » et donc omettre la dimension de « soutenabilité » du bien-être.

Nous choisissons d'opter pour une approche sur format de tableau de bord de suivi des indicateurs. Nous détaillons dans la section qui suit la philosophie de la méthode utilisée.

b. Philosophie générale de l'évaluation conduite : approche pratique

Dans le cadre de cette évaluation, il s'agira d'apprécier l'efficacité des actions menées par comparaison entre la situation initiale (point zéro) et la situation évoluant au fil du projet. Cette évaluation permettra de vérifier si les objectifs ont bien été atteints, s'ils sont pérennes et si on peut tirer des enseignements généraux des expérimentations menées, afin de les implanter éventuellement dans d'autres territoires. Pour conduire cette évaluation, deux étapes sont proposées :

- L'établissement d'un diagnostic (territorial et sectoriel) : cf section « Etat des lieux » de ce rapport
- L'élaboration d'un tableau de bord d'évaluation

La première étape consistait donc à établir un diagnostic d'ensemble des territoires d'accueil et de la thématique de violences basées sur le genre. L'objectif global du projet est l'amélioration de l'accès à la pratique sportive ou culturelle de jeunes filles à Kinshasa. Il est présupposé qu'un tel accès au sport ou à la culture améliore également la qualité de vie et le bien-être physique et mental de ces jeunes filles. Pour atteindre cet objectif global, deux conditions préalables doivent être remplies :

- La levée de tous les obstacles qui s'opposent aujourd'hui à la pratique sportive ou culturelle des jeunes filles.
- La formation de tous les acteurs impliqués dans le domaine des violences faites aux femmes.

Il faudra donc assurer, entre autres :

- La mise à disposition d'infrastructures garantissant la sécurité des jeunes filles
- La gestion participative des terrains incluant des femmes
- L'accompagnement des acteurs de l'animation socio sportive et culturelle à la gestion dynamique de leurs structures
- La formation des acteurs de l'animation dans le domaine des violences faites aux femmes

- L'élargissement de la base de recrutements féminins dans les fédérations sportives
- La sensibilisation des Fédérations sportives et organismes culturels pour le recrutement de jeunes filles
- La sensibilisation des publics masculins pratiquants

La seconde étape consiste à préparer une grille d'évaluation des actions mises en place. Nous optons pour l'élaboration de tableaux de bord de suivi/évaluation. Cela implique une sélection des effets à attendre des actions, puis une sélection des indicateurs pour mesurer de tels effets.

Nous avons décidé de construire un tableau de bord pour chaque catégorie d'acteur impliqué dans le programme, c'est-à-dire :

- les jeunes filles âgées de 6 à 24 ans (séparées en deux groupes, 6-12 ans et 13-24 ans)
- les jeunes garçons de 6 à 24 ans (séparés en deux groupes, 6-12 ans et 13-24 ans)
- les acteurs de l'animation socio sportive et culturelle
- les parents
- les fédérations sportives et organismes culturels
- les acteurs de la gestion communautaire des structures sportives et culturelles

Pour chaque catégorie d'acteurs, le tableau de bord comprend :

- En ligne, les objectifs et sous-objectifs à atteindre
- En colonne, les indicateurs retenus pour qualifier le niveau de réalisation des objectifs.

La confection d'un tableau de bord (principes généraux)

Les récentes évaluation de l'impact social des grands événements sportifs font apparaître que les manifestations sportives sont de plus en plus évaluées par l'intermédiaire de tableaux de bord. Ainsi, l'OCDE a récemment publié des guides pour mesurer l'impact à long terme des événements mondiaux²³. Le constat d'un nombre d'indicateurs limités et thématisé se révèle être désormais la norme.

La mise en place d'un tableau de bord revêt donc les avantages suivants :

- Nombre d'indicateurs limités pour plus de lisibilité
- Facilité de communication
- Possibilité d'incorporer différents types d'indicateurs : qualitatifs et quantitatifs
- Facilité d'appropriation par les acteurs de terrain
- Possiblement répliquable sur des projets similaires
- Attention : s'il se veut synthétique, le tableau de bord n'est pas pour autant réducteur. La philosophie choisie est de se concentrer sur quelques éléments à évaluer de manière rigoureuse, non pas d'aboutir à une évaluation succincte et incomplète

3.2 Choix effectués

Comme évoqué dans la partie précédente, la construction d'un tableau de bord implique de faire des choix d'évaluation. Nous justifions les choix que nous avons effectués pour construire cette évaluation dans cette section. Il faut préciser que ces choix ont été, pour la plupart, dictés par les questionnements suivants :

- Evaluer tel ou tel item répond-il aux besoins du projet ?
- Est-ce possible de l'évaluer et si oui sous quelle forme ?
- Disposons-nous des ressources pour conduire cette évaluation ?
- Pourra-t-on répliquer cette évaluation afin de pouvoir comparer et apprécier une évolution ?
- Surtout, cette évaluation est-elle adaptée au contexte local (langue, barrières culturelles, vision du sport et de la culture, etc.)

Nous justifions ci-dessous les principaux choix effectués.

➤ Publics à évaluer

La première question à trancher concernait le fait de savoir sur quels publics allaient se porter l'évaluation et pour quelles raisons. Il fallait forcément apprécier au mieux la globalité du projet et les multiples parties prenantes qui en découlent tout en restreignant le champ d'application de l'évaluation.

Nous retenons ainsi les publics suivants :

- **JEUNES FILLES (6-12 ans et 13-24 ans)**

Les jeunes filles sont les bénéficiaires directes du projet. Elles sont en ce sens logiquement intégrées à cette évaluation. Nous avons fait le choix de séparer les jeunes filles en deux catégories d'âge car nous estimions qu'on ne pouvait pas évaluer de la même manière des jeunes filles avec un écart d'âge aussi grand (que ce soit dans la manière de s'adresser à elles mais aussi dans l'état d'avancement de leur parcours de vie).

²³ HOW TO MEASURE THE IMPACT OF CULTURE, SPORTS AND BUSINESS EVENTS: A GUIDE PART I © OECD 2023

- **JEUNES GARÇONS (6-12 ans et 13-24 ans)**

Les jeunes garçons sont également bénéficiaires du projet. Ils offrent un point de comparabilité avec les jeunes filles, au niveau de leur(s) pratique(s) mais aussi et surtout dans la manière d'apprécier les effets du projet sur les violences (VBG et VSS). De fait, évaluer le public masculin nous permettra d'observer, par exemple, des évolutions de mentalités liées aux sessions de sensibilisations effectuées, à l'appropriation des terrains par les jeunes filles, etc.

- **ANIMATEURS SPORTIFS ET CULTURELS**

Les animateurs (ou encadrants) sont un public clé du projet. Ils sont amenés à animer des séances et à faire vivre les terrains. De plus, ils sont directement impliqués dans le spectre d'intervention de PLAY International. Il nous est apparu qu'il était essentiel de les évaluer sur leurs capacités. C'est pourquoi l'évaluation conduite concerne essentiellement leurs compétences : par exemple, leurs capacités à recruter des participant(e)s, leur capacité à réduire les discriminations grâce aux activités, etc.

- **PARENTS**

Les parents ont été identifiés comme des acteurs indirects incontournables à la bonne réalisation du projet et ce pour diverses raisons :

- Ils sont responsables de l'éducation de leurs enfants et donc directement impliqués dans la reproduction de schémas sociaux, notamment concernant l'inégalité de genre
- Leur vision du sport et de la culture et des bienfaits possibles de ces activités aura un impact sur la participation aux activités des cibles du projet
- En tant que référents légaux, ils ont le pouvoir de donner ou non l'autorisation à leurs enfants mineurs de participer aux activités, de se rendre sur les lieux de pratique
- Par leur mode de vie, leur profession, leurs moyens, ils offrent ou non la possibilité à leurs progénitures de s'inscrire dans un projet de vie choisi

De façon générale, il s'agit de tester l'hypothèse de l'existence ou non d'une culture de pauvreté. Les enfants héritant des valeurs transmises par leurs parents et transmettant les mêmes valeurs à leurs enfants. C'est ce cercle vicieux qu'il s'agit de rompre grâce au sport ou à la culture.

- **GESTION COMMUNAUTAIRE**

Les acteurs de la gestion communautaire au sens large sont une cible majeure du projet puisqu'ils sont amenés à exploiter les terrains, les faire vivre, gérer les potentiels conflits d'usage et déployer la philosophie du projet par une administration des terrains adéquate. Cette future gestion communautaire sera évaluée dans ce rapport de manière très générale (grands enjeux autour de la gestion communautaire) puisque les travaux de construction des entités de gestion sont en cours. L'évaluation intermédiaire et finale permettra d'apprécier l'efficacité du fonctionnement de ces entités en comparaison avec les objectifs du projet.

- **FEDERATIONS SPORTIVES ET ETABLISSEMENTS CULTURELS**

Nous évaluerons les institutions qui gravitent autour du projet d'une manière ou d'une autre : les fédérations sportives lorsque les travaux de sensibilisation à la féminisation auront débuté (c'est pourquoi l'évaluation dans ce rapport se restreindra à un état des lieux général). Les établissements culturels qui sont bénéficiaires de travaux de rénovation (avec dans ce rapport un état des lieux à l'Académie des Beaux-Arts, il s'agira d'apprécier de la même manière, par la suite, l'apport du projet sur les activités de cette institution et de la Fondation Liyolo).

➤ Axes évaluatifs

Pour l'intégralité des publics, et afin d'apprécier au mieux la complexité du projet, il nous a fallu construire des tableaux de bord selon des grands axes évaluatifs. Pour ce faire, il s'agissait de comprendre ce que nous souhaitions évaluer, étant entendu que, comme précisé dans la section « contexte », l'approche choisie au niveau de la santé et du bien-être, englobe des dimensions multiples. Nous avons ainsi extrait les axes évaluatifs suivants (eux-mêmes ensuite déclinés en entrées évaluatives).

- SANTE
- COHESION SOCIALE / VIE ASSOCIATIVE
- DISCRIMINATIONS
- SCOLARISATION
- INSERTION PROFESSIONNELLE
- ACCES AU SPORT ET A LA CULTURE

Chacun de ces axes n'est pas valide pour tous les publics évalués. Par exemple, la scolarisation ne concerne pas les parents, l'insertion professionnelle ne concerne pas les jeunes filles de 6 à 12 ans.

Ces grands axes sont, nous semblent-ils, suffisamment larges pour permettre d'y insérer des entrées évaluatives multiples (par exemple santé physique et mentale pour l'axe SANTE).

➤ Qui évalue qui ?

Par quel angle conduit-on l'évaluation ? Considère-t-on que chaque public s'auto-évalue ? Demande-t-on à des experts ? A des tierces personnes ? La construction des outils et indicateurs diffère forcément selon le choix effectué. Par exemple, nous nous sommes interrogés sur la meilleure manière d'évaluer les capacités des animateurs. Deux options s'offraient :

- Demander aux animateurs eux-mêmes de s'auto-évaluer
- Demander à des tierces personnes, par exemple des formateurs ou des experts, de les évaluer

Il nous est apparu que l'auto-évaluation était sûrement le meilleur choix dans le cadre de ce projet. De plus, cela légitimait notre approche quantitative et qualitative par focus group (cf section suivante). Pour les autres publics, la possibilité de collecter des données de manière conséquente (volume de réponses) par questionnaire a aussi été un argument en faveur de l'auto-évaluation. Enfin, les approches « à dire d'experts », si tant est que des experts pertinents soient identifiés, comportent aussi des lacunes et des risques de déviances utilitaristes. Par exemple, dans quelle mesure l'expertise n'est-elle pas instrumentalisée pour justifier le projet et ses effets ?

Nous avons donc opté pour l'auto-évaluation des publics dans la plupart des cas.

➤ Evaluation qualitative et/ou quantitative ?

L'une des questions qui revient fréquemment sur l'évaluation de projet concerne les modalités d'évaluation dudit projet. Nous excluons ici de fait d'autres types d'évaluation non adaptées au contexte de ce projet (type monétaire par exemple) pour nous concentrer sur le débat entre le recueil de données qualitatives et quantitatives.

Comment évaluer et suivre dans le temps les objectifs du projet, par public et parfois par commune ?

L'évaluation quantitative a le mérite de pouvoir favoriser un suivi « **statistique** » dans le temps de manière assez simple (comparaison de %, de moyennes, évolution du nombre de...) mais elle a aussi l'inconvénient de n'être « que » quantitative, c'est-à-dire de ne pas retranscrire pleinement les impressions et évolutions. Dans le cas de la lutte contre les VBG et les VSS, cette méthode purement

quantitative questionne donc. L'évolution de la lutte se réduit-elle par exemple à des indicateurs de nombre d'agressions ou d'insultes ? Cela paraît largement insuffisant.

A l'inverse, l'évaluation qualitative retranscrit des impressions, des ressentis. Elle peut caractériser des évolutions de mentalité, mettre des mots sur des discriminations subies, apprécier les projets de vie des individus. En revanche, elle est sujette à des biais, ceux des répondants eux-mêmes mais aussi ceux des évaluateurs.

Devant l'ambition du projet et la volonté de disposer d'une évaluation complète et fine, nous avons opté pour les choix suivants :

- Pour les publics jeunes filles, jeunes garçons, animateurs sportifs un mix entre une évaluation quantitative (par questionnaire) et qualitative (focus group lors de la mission sur place et questions ouvertes dans les questionnaires)
- Pour les parents, une évaluation essentiellement qualitative par questionnaire (avec recueil d'opinions sur leur ouverture au fait que leurs enfants participent aux programmes et les justifications attenantes)
- Pour la gestion communautaire au sens large, les fédérations sportives et établissements culturels, un recueil de données qualitatives uniquement via des entretiens, pour définir une situation initiale et apprécier ensuite les potentielles évolutions.

3.3 Construction des outils et limites de l'évaluation

➤ Construction des outils : pragmatisme et simplicité

Plusieurs versions de questionnaires / guides d'entretien ont été éditées pour essayer de conduire au mieux l'évaluation. La mission sur place nous a permis de constater qu'il fallait conduire l'évaluation de manière pragmatique et avec simplicité. Pragmatique en tenant compte des réalités du terrain, des barrières de la langue éventuelles, en essayant d'aller à l'essentiel pour récolter de la donnée en nombre suffisant. Le risque étant qu'un questionnaire trop long, trop complexe génère de la déperdition dans la collecte, des incompréhensions et donc des résultats de qualité moindre. Avec simplicité ensuite car nous avons reformulé plusieurs fois les intitulés pour être audibles, au risque d'être réducteur. Cette simplicité se retranscrit aussi sur les questions proposées dans les questionnaires, questions fermées (en oui/non par exemple) pour la plupart, afin de faciliter et optimiser la collecte.

➤ Choix des indicateurs : quelques illustrations

Les indicateurs choisis, par public, sont disponibles dans la section 4.2 – Synthèse. Nous ne souhaitons pas dans ce rapport reprendre chaque indicateur un à un et justifier les choix qui ont été les nôtres, au risque d'alourdir considérablement la lecture. Nous avons justifié un certain nombre de grands principes d'évaluation dans les sections précédentes. Ces justifications, si elles permettent de comprendre la philosophie générale de l'étude et la plupart des choix d'indicateurs effectués, ne permettent toutefois pas toujours de savoir pourquoi tel élément a pu être évalué de telle manière. Nous nous proposons ci-dessous de lister les indicateurs qui, à notre sens, méritent des explications complémentaires.

- Santé physique

Concernant l'évaluation de la santé physique, il a été fait le choix d'aller au plus simple. Ainsi, nous avons choisi de demander aux enfants de 6-12 ans (garçons et filles) s'ils avaient déjà été gravement malades et s'ils étaient rétablis et pour les enfants de 13-24 ans (garçons et filles) d'auto-évaluer leur

santé physique sur une échelle allant de Très mauvais à Très bon avec 5 options possibles. Les questions ont été formulées différemment selon les âges pour des raisons évidentes de compréhension. Si l'évaluation est ici très réductrice, la véritable évaluation de la santé physique relève de protocoles précis qui ne pouvaient réalistement pas être mis en place ici. Notons toutefois que nous pourrions apprécier si des évolutions sont constatées grâce à ces indicateurs et que, en cohérence avec ce que nous décrivons dans les parties précédentes, la santé dans son acception large n'inclut pas seulement les capacités physiques (notamment à Kinshasa où d'éventuelles inaptitudes ne sont pas forcément reconnues).

- Santé mentale

Notons que le terme santé mentale est ici galvaudé et n'a rien de médical ou n'a pas vocation à détecter des pathologies. Il faudrait parler de bien-être ressenti²⁴ pour être plus exact mais assumons que la terminologie employée colle à celle du projet depuis son lancement. De la même manière, nous avons demandé aux 6-12 ans s'ils étaient heureux en ce moment(cf questionnaires en annexes). Les 13-24 ont fait également l'objet d'une évaluation via un Indice de bonheur (cf questionnaires en annexes). Cet indice est globalement inspiré des travaux de l'enquête « Statistiques sur les ressources et conditions de vie (SRCV) », la version française de l'enquête European Union - Statistics on Income and Living Conditions (EU-Silc)²⁵. Par conséquent, cet indice, ici simplifié, vise à demander aux individus le niveau de satisfaction qu'ils ont de la vie qu'ils mènent actuellement. Nous avons conservé cette échelle de 1 à 10 (utilisée également dans le World Happiness Report, qui propose une autre évaluation du bonheur selon un indice composite)²⁶.

- Attachement au quartier

Nous avons tenté d'apprécier l'attachement au quartier et le sentiment d'appartenance à celui-ci. La dynamique locale et la projection de l'avenir que se font les enfants dans le quartier sont à notre sens une manière d'appréhender leur bien-être. Ainsi, nous avons approché ces notions par des notations sur l'attachement au quartier, par le fait de savoir si les interrogés étaient heureux ou heureuses dans leur quartier, en ayant un aperçu des dynamiques de rencontre dans le quartier et en appréciant leurs aspirations, c'est-à-dire, le fait de savoir s'ils souhaitaient un jour en partir (élément dont nous formulons l'hypothèse qu'il pourrait évoluer si les infrastructures du projet rendent le quartier plus attractif, moins exposé, etc.).

- Insertion professionnelle

Pour les individus de 13-24 ans (garçons et filles), nous avons estimé que récolter des données sur leurs projets/insertion professionnelle faisait partie intégrante de l'évaluation. Nous avons notamment nommé un indice de capacité qui vise à savoir si les interrogé(e)s sont capables d'exercer un métier (et par extension de quelles compétences ils disposent). Ainsi, ces réponses nous permettront de voir si le projet permet de produire de la confiance et de faire acquérir des compétences supplémentaires aux bénéficiaires.

- Discriminations

Du point de vue de l'âge, nous avons posé des questions relativement généralistes aux enfants (garçons et filles) de 6-12 ans (en usant des notions d'humiliations, d'agressions) pour essayer d'apprécier à quel point les jeunes filles pouvaient en être victimes. Pour les jeunes filles 13-24 ans interrogées, nous avons précisé ce que nous entendions par discriminations (insultes, manque de respect) et par violences (physiques et/ou morales). Enfin, nous avons évoqué le sujet par questionnaire auprès des jeunes garçons. Le sujet a été évoqué de deux manières : premièrement en leur demandant s'ils étaient

24 Statistiques sur les ressources et conditions de vie (SRCV)

25 <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/source/serie/s1220>

26 <https://www.worldhappiness.report/faq/>

d'accord pour partager le terrain, faire des activités mixtes par exemple. Deuxièmement en essayant de savoir s'ils avaient été témoins de situations de violence (afin de ne pas les incriminer).

➤ **Limites de l'évaluation**

Comme toute évaluation qui nécessite de faire des choix, celle-ci possède aussi son lot de limites dont il faut tenir compte. Il ne s'agit pas forcément d'en faire une critique acerbe et réductrice mais plutôt d'être objectifs sur les résultats de ce rapport afin que les décideurs et lecteurs aient pleinement conscience du cadre dans lequel a été effectué ce travail. Nous en notons ci-dessous les principales limites.

- Le manque de données disponibles

Le manque de données disponibles (population, caractéristiques socio-démographiques, pratique sportive, etc.) nous empêche d'avoir une approche territoriale fine et donc de pouvoir recontextualiser les données dans des limites géographiques et urbaines plus claires. C'est aussi l'une des raisons pour laquelle l'évaluation de la section 4, si elle tient compte de l'analyse par commune, ne rentre pas toujours dans le détail puisque nous ne sommes pas capables de formuler des explications tangibles sur la nature des résultats en lien avec le territoire d'étude.

- L'approche limitée sur la notion de santé physique

Cela fait partie des points discutés précédemment dans le rapport mais une évaluation complète de la santé physique des bénéficiaires et leur suivi dans le temps demanderait un travail scientifique spécifique et des moyens tout autres.

- Les questionnaires très binaires et le recours à un prestataire

La simplification à outrance nous a amené à poser des questions parfois très binaires, sans granularité, là où de la nuance aurait pu être de mise. C'est un choix que nous assumons, justifiant à nouveau que nous préférons par expérience récolter de la donnée peut-être un peu moins fine, que de n'en point récolter du tout. De plus, la récolte par questionnaire s'est faite via l'intermédiaire d'un cabinet tierce qui coordonnait un groupe d'enquêteurs. Bien que très sérieux et appliqué, nous ne pouvons négliger le fait que l'intermédiaire entre notre questionnaire, le cabinet et les enquêteurs qui administraient le questionnaire ait pu générer des biais de compréhension ou des reformulations, ce qui justifie à nouveau pourquoi nous avons opté pour des questions les plus simples possibles.

- L'adaptation lors des focus group

Si un guide d'entretien par public avait été imaginé avec des focus group par commune et par type de public, la réalité de terrain nous a amené à mélanger les publics lors d'un même focus group et à conduire des focus group parfois en nombre très restreint (4-5 personnes). De la même manière, par ce mélange, certaines femmes présentes en focus group ne se sont par exemple pas exprimées suffisamment (face au poids des hommes du groupe) ce qui biaise de facto les propos. Ces exemples sont des cas particuliers que nous tenions à mentionner. Cela n'enlève en rien le fait que des enseignements ont émergé des focus group et que nous tâchons de les retranscrire au mieux dans la section évaluation. Ces focus group ont par ailleurs réuni environ 90 personnes (Kimbanseke 35, N'Sele 30, Bandalungwa 15 et Lingwala 10) dont 30% de femmes/ jeunes filles. La difficulté de récolter la parole des jeunes filles sur les terrains, comparativement à celle des jeunes garçons très présents, doit ici être mentionnée. Que ce soit par leur absence sur les terrains (par rapport aux jeunes garçons immédiatement disponibles pour les focus group) ou, si elles sont présentes, par le poids potentiel de garçons dans le groupe qui les amènent à être très discrètes, les raisons sont multiples. Nous avons, autant que faire se peut, tenté d'animer des focus group uniquement avec des jeunes filles loquaces. Parfois, c'est grâce à la parole de représentantes féminines (de la jeunesse par exemple), que nous avons pu approcher au mieux la teneur de la condition des jeunes filles.

4. EVALUATION / SITUATION DE REFERENCE

4.1 Eléments territoriaux qualitatifs

Nous l'avons dit, l'évaluation avec une entrée territoriale n'est pas possible pour des raisons évidentes de manque de données en tout genre. Pour autant, la mission de terrain réalisée sur place nous a permis de retirer quelques éléments qualitatifs lors de notre passage sur les 4 communes. Certes, ces communes possèdent des points communs (délinquance, extrême pauvreté, insalubrité, violences faites aux femmes). Pour autant, elles témoignent aussi de caractéristiques qui leurs sont propres. Si ces éléments ne sont pas exhaustifs, ils ont le mérite de planter le décor et de poser un cadre à l'évaluation par public qui s'en suit, où des données par commune sont présentées.

N'Sele

La commune de N'Sele est située après l'aéroport international de Kinshasa, ce qui en fait la commune la plus éloignée du projet. Elle peut nécessiter, depuis les bureaux d'Expertise France, un trajet de plusieurs heures pour s'y rendre, selon les embouteillages. La commune bénéficiera de la réhabilitation de deux terrains (dont un terrain scolaire) relativement proches l'un de l'autre dans le cadre du projet. La dynamique des leaders communautaires y est forte ainsi que la participation des représentants de la culture et des sports et loisirs de la maison communale. Il semble y avoir une vision assez large des activités avec notamment des projets culturels d'aide à la jeunesse grâce aux infrastructures (lectures, dictées, etc.).

Kimbanseke

Tout comme N'Sele, se rendre à Kimbanseke peut être sujet à des temps de transports conséquents pour les mêmes raisons. Le terrain de Kimbanseke est situé derrière le poste de police, ce qui confère à la police un rôle majeur dans la gestion du terrain. L'insécurité y est assez présente et le terrain semble occupé en grande majorité par les garçons et équipes de foot. Des voitures y circulent parfois et ce terrain est situé à proximité d'une école. La dynamique semble également tourner autour du Conseil Communal de la Jeunesse qui pourra avoir un poids concernant l'implication des jeunes filles dans le projet.

Bandalungwa

Si elle est beaucoup plus accessible en véhicule de par sa proximité avec la Gombe, l'atmosphère qui règne à Bandalungwa est différente des deux communes précédemment évoquées. La notabilité et le Conseil Communal de la Jeunesse sont des acteurs clés et très impliqués dans le projet. Le Conseil Communal de la Jeunesse aura un rôle absolument majeur dans le succès du projet sur cette commune par sa conscience fine et avancée des enjeux qui vont bien au-delà du sport et de la culture (émancipation, insertion professionnelle, etc.). Il semble aussi que cette commune soit un environnement propice au développement d'activités culturelles. Notons également que des personnalités telles qu'un formateur en criminologie très impliqué dans les questions de lutte contre la délinquance gravite autour du projet et ils pourront être des ressources clés pour faire passer des messages.

Lingwala

La commune de Lingwala est relativement accessible, tout comme Bandalungwa. Pour autant, elle semble souffrir plus que les autres à plusieurs niveaux. L'implication autour du projet y est moins grande et moins palpable même si cela est contrebalancé par la présence de quelques notables forts et très engagés. Le terrain est actuellement très peu praticable car marécageux sur une grande partie de la zone de jeu. Les usagers sont contraints de combiner avec cette contrainte qui pose aussi des questions

d'hygiène évidente. C'est pourquoi la sortie de terre du terrain sera encore plus déterminante là-bas. L'ensemble de cet environnement peut expliquer en partie pourquoi nous retrouverons dans l'ensemble de l'évaluation qui va suivre, des résultats beaucoup plus négatifs à Lingwala qu'ailleurs.

4.2 Evaluation par public

L'entrée choisie pour l'évaluation proposée dans cette section est une entrée par les publics. En d'autres termes, nous développerons une évaluation selon les différents publics ciblés par le projet et identifiés comme intéressants pour conduire une évaluation. Le projet mêlant d'autres paramètres incontournables avec lesquels il faut combiner, notamment la distinction entre sport et culture, en fonction du genre et selon la commune sur laquelle est déployée le projet, il conviendra ensuite de découper l'évaluation par public en sous-catégories. Ces paramètres pourront permettre d'extraire des enseignements particuliers, par exemple, le degré d'avancement des communes au regard de la pratique sportive et culturelle féminine, les besoins spécifiques des animateurs selon leur territoire de provenance, etc.

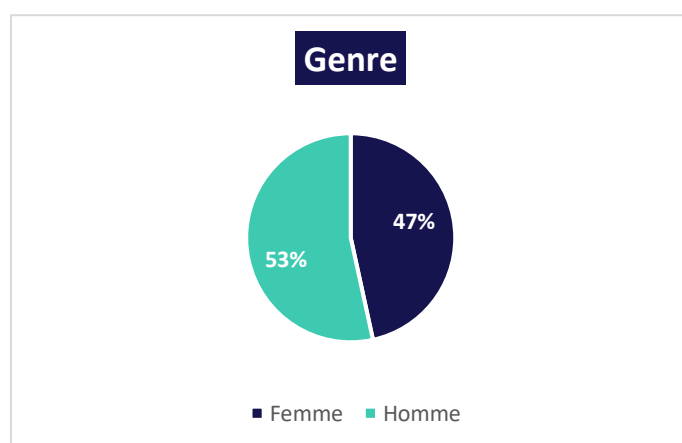
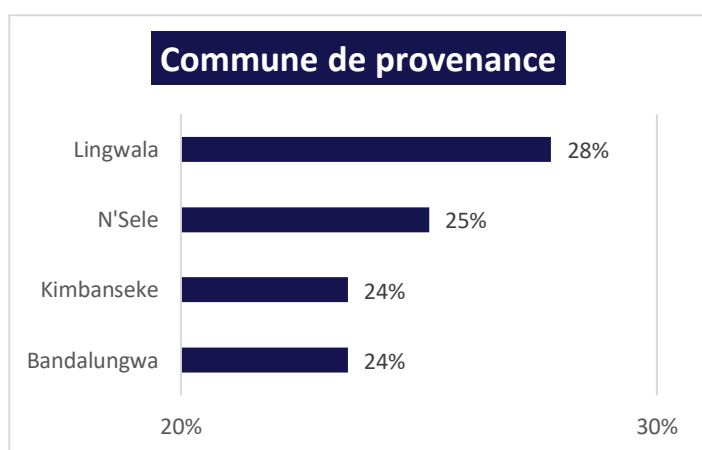
Les éléments proposés ici sont déroulés sous formes de narratifs et avec une visée analytique. L'intégralité des données quantitatives (extraites des questionnaires) sous formes de graphiques sont disponibles en annexes.

a. Les parents

L'analyse conduite ici tente à la fois de jauger les parents vis-à-vis du projet et de son déploiement effectif (y sont-ils favorables ? comment le perçoivent-ils ?) mais aussi d'établir si les parents laisseront leurs enfants prendre part aux activités prévues (et si une différence entre filles et garçons existe à ce sujet).

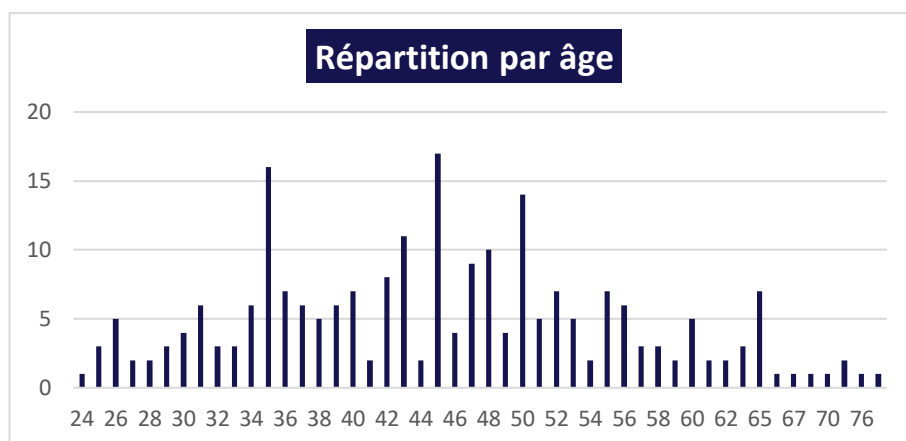
La présentation de l'échantillon de parents (commune, genre, nombre d'enfants, etc.) est disponible ci-dessous (234 réponses).

- Commune de provenance et genre



- Âges

Moyenne d'âge des répondants : 45 ans



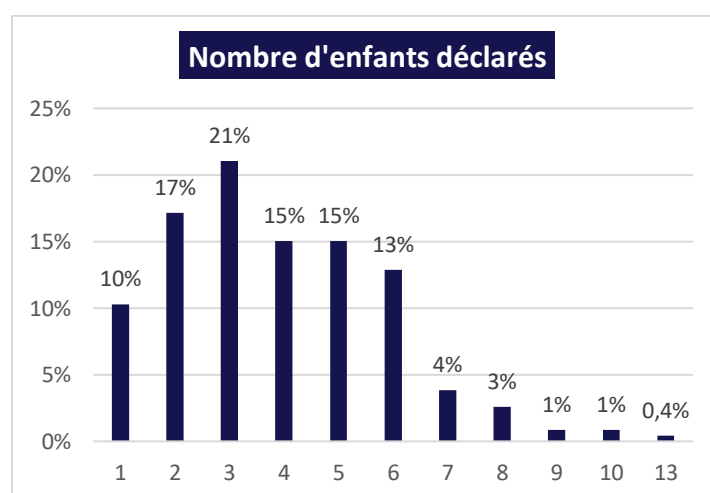
- Nombre d'enfants

Moyenne d'enfants déclarés : 3.9

Moyenne de garçons déclarés : 2,01

Moyenne de filles déclarées : 1.87

L'échantillon de parents interrogés a 48% d'enfants filles et 52% de garçons.



1/ Perception de la pratique sportive et culturelle

La pratique sportive et/ou culturelle peut-être un levier d'intégration sociale. Celle-ci peut conduire de manière non exhaustive à une amélioration des relations sociales, à l'acquisition de compétences psycho-sociales²⁷, à une réduction de la délinquance, à l'accès vers l'emploi, etc.

Afin de ne pas surcharger le questionnaire et rester compréhensible, nous avons englobé l'ensemble de ces notions et demandé aux parents si, selon eux, la pratique sportive et/ou culturelle, pouvait aider leurs enfants à trouver une place dans la société.

94% des parents considèrent que la pratique sportive et/ou culturelle peut aider leurs enfants à trouver une place dans la société.

²⁷ <https://www.santepubliquefrance.fr/docs/les-competenances-psychosociales-definition-et-classification>

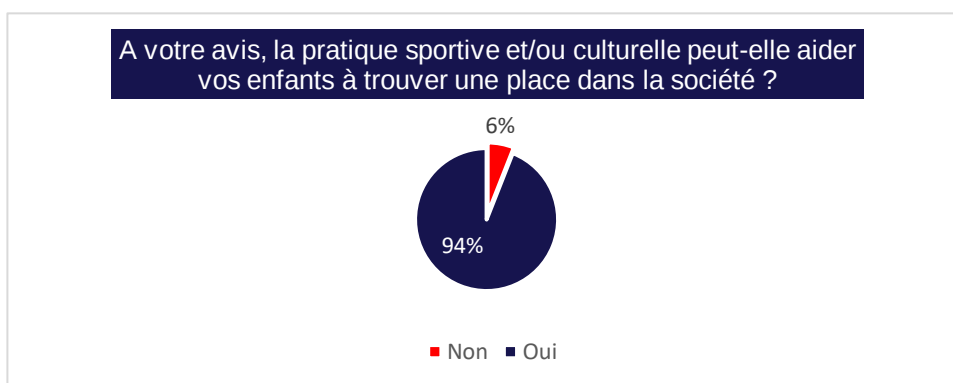
Par commune, on ne retrouve pas de différences flagrantes de cette perception. Le taux le plus faible se trouvant à Kimbanseke (91%) et le plus élevé à Lingwala (97%).

Si l'on se penche sur les motifs qui amènent les parents à penser que leurs enfants pourront trouver une place dans la société grâce au sport ou à la culture, l'amélioration de la condition de vie (argent, métier, notoriété) arrive largement en tête (53%), signe que l'idéalisation de la carrière sportive est prégnante.

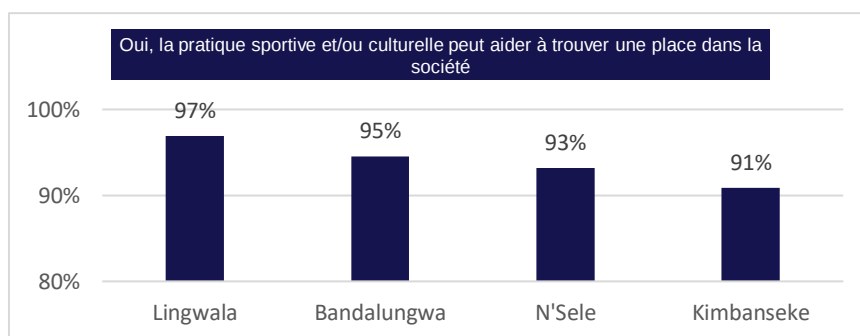
« Parce que s'ils ont de la chance de se distinguer dans le domaine sportif, leur vie sera meilleure »

29% des parents considèrent tout de même qu'il peut y avoir un intérêt éducatif :

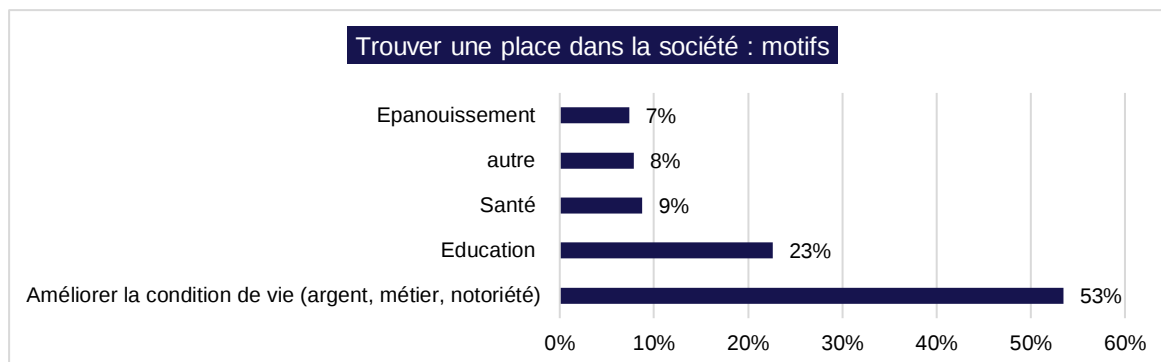
« Les activités sportives sont une véritable école de vie qui forge des qualités et des compétences hautement valorisables dans le monde professionnel »



- Par commune :



- Motifs :



2/ Participation des enfants aux activités sportives

Il a été demandé aux parents s'ils étaient ou non favorables au fait que leurs enfants participent aux activités sportives du programme **Pour Elles : Sport & Culture** (en se positionnant sur l'échelle suivante : Pas du tout favorable – Peu favorable – Neutre – Favorable – Très favorable).

De ce questionnement en ressortent les données suivantes :

73% des parents se disent favorables ou très favorables (60% favorables et 13% très favorables) au fait que leurs filles participent aux activités sportives contre 86% pour leurs garçons.

19% des parents se disent peu ou pas favorables (11% peu favorables et 8% pas du tout favorables) au fait que leurs filles participent aux activités sportives contre 9% pour leurs garçons.

On remarque ainsi des conditions plus favorables pour la pratique sportive des jeunes garçons, dont les parents sont moins frileux à les laisser pratiquer les activités. En revanche, le fait que le répondant soit le père ou la mère (donc le sexe du parent), n'influe pas tangiblement sur le fait d'être ou non favorable à la participation des enfants aux activités.

Plusieurs éléments qualitatifs permettent de justifier ce positionnement des parents.

Concernant les jeunes filles

Pour les parents peu favorables, 36% des justifications concernent les mœurs et le changement d'orientation sexuelle des jeunes filles :

« Parce que les filles adoptent les attitudes des hommes ».

Dans une moindre mesure, l'accessibilité, notamment les infrastructures et la sécurité, arrivent en seconde position (18%).

Pour les parents favorables ou très favorables, la réussite et l'avenir arrivent en tête des justifications à 25%. Nous retrouvons ici tout ce qui a trait au talent, au fait de gagner sa vie, à devenir une star. Surtout, 20% des parents favorables ou très favorables évoquent la santé et le bien-être, 16% l'épanouissement et le développement de l'enfant et 12% l'éducation/apprentissage par le sport.

« Parce-que on s'épanouit dans le sport. On est toujours en bonne santé. »

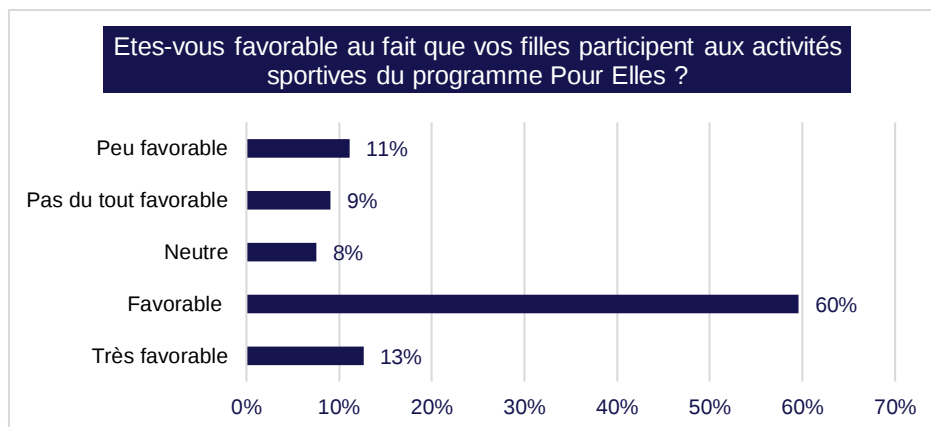
« Pour qu'elles apprennent d'autres choses comme la discipline et que la pratique [du] sport les aide à se décomplexer. »

Concernant les jeunes garçons

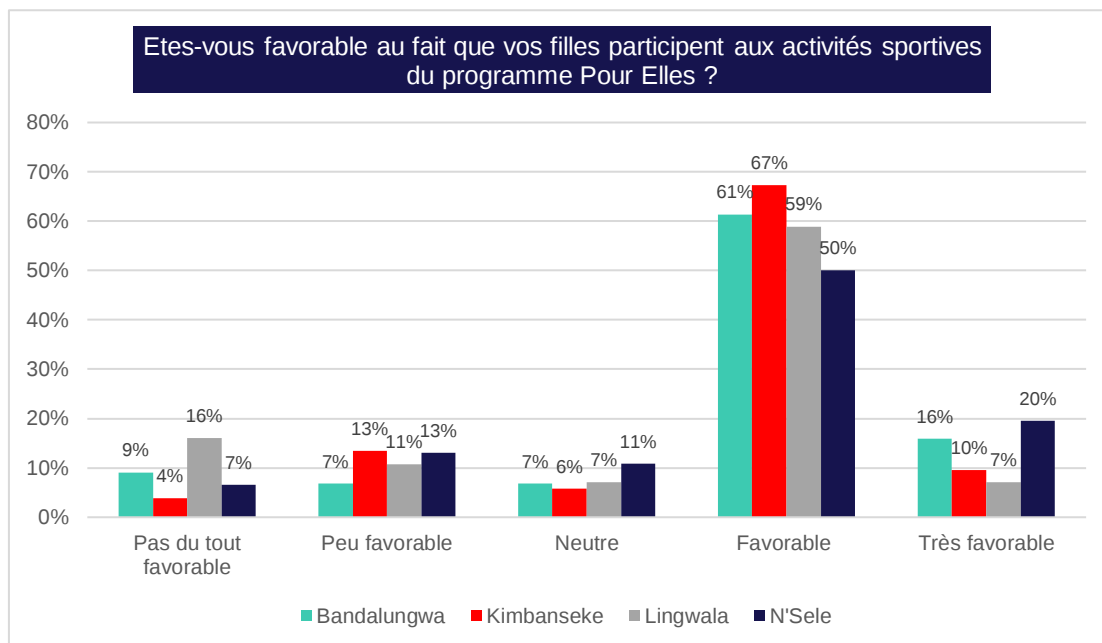
Les parents y sont plutôt favorables (nous ne traitons pas ici les motifs pour lesquels ils ne sont pas favorables car l'échantillon de réponses est insuffisant), essentiellement pour les questions de réussite et d'avenir évoqués plus haut (38%).

Enfin, l'analyse communale de cette même donnée permet de constater que **les parents de Lingwala sont moins favorables que les autres au fait que leurs enfants (aussi bien pour les filles que pour les garçons) participent aux activités sportives.** 27% des parents se déclarent peu ou pas favorables à ce que leurs filles participent aux activités sportives (dont 16% pas du tout favorables !) là où les autres communes oscillent entre 16% et 20% d'intention défavorables. Pour les garçons, 13% des parents y sont peu ou pas favorables à Lingwala alors que les autres communes oscillent entre 6% et 10% d'intentions défavorables.

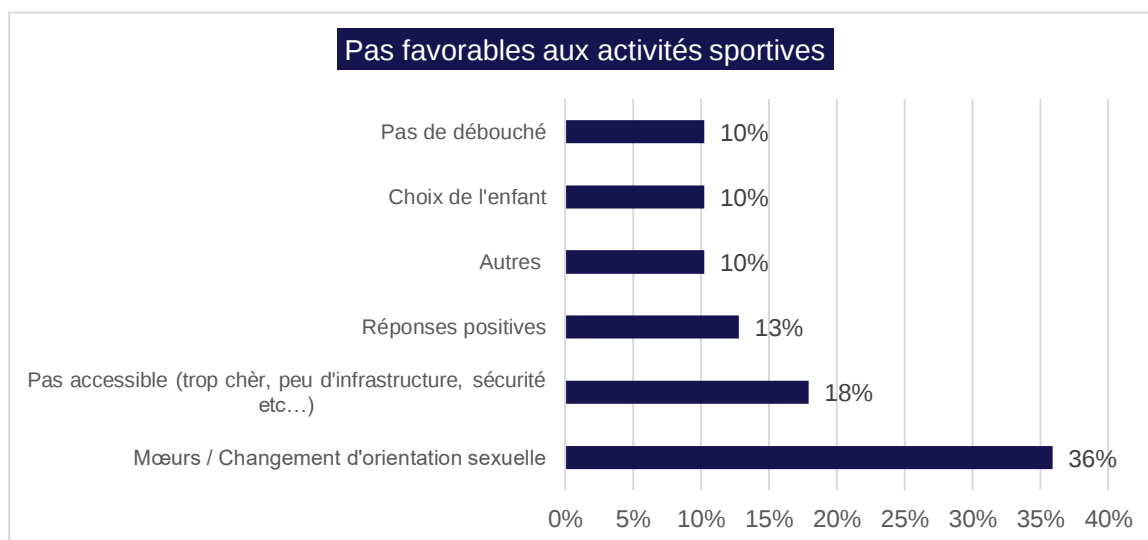
- Participation des filles aux activités sportives du programme Pour Elles (échantillon n=198)

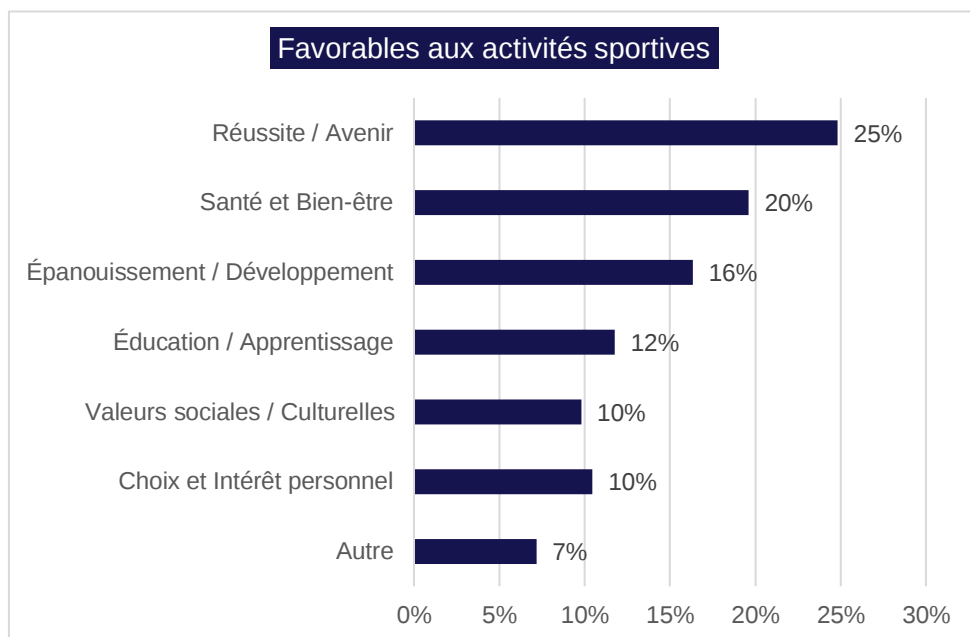


- Par commune

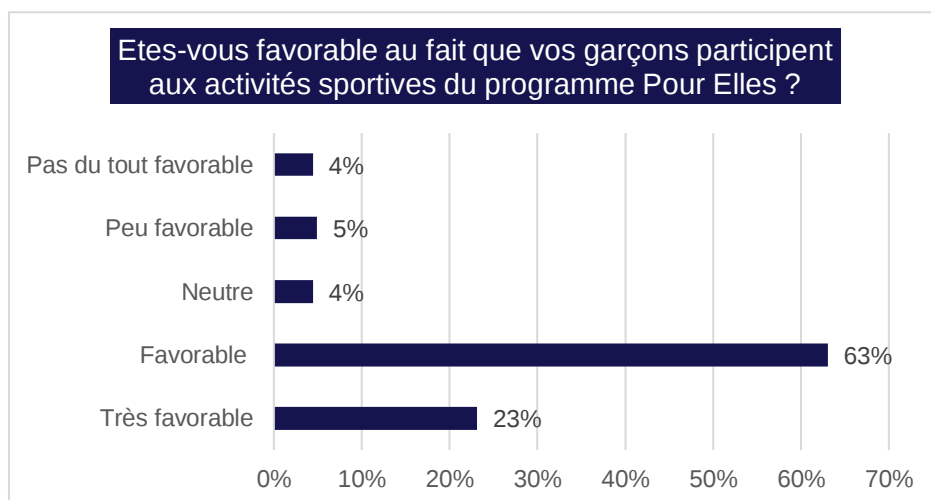


- Motifs

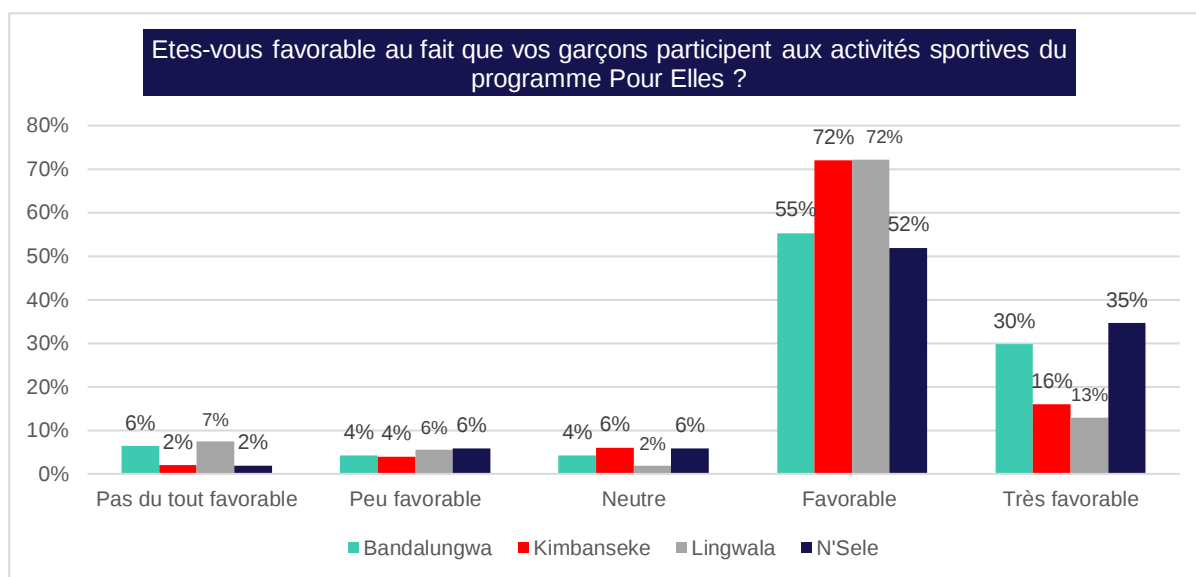




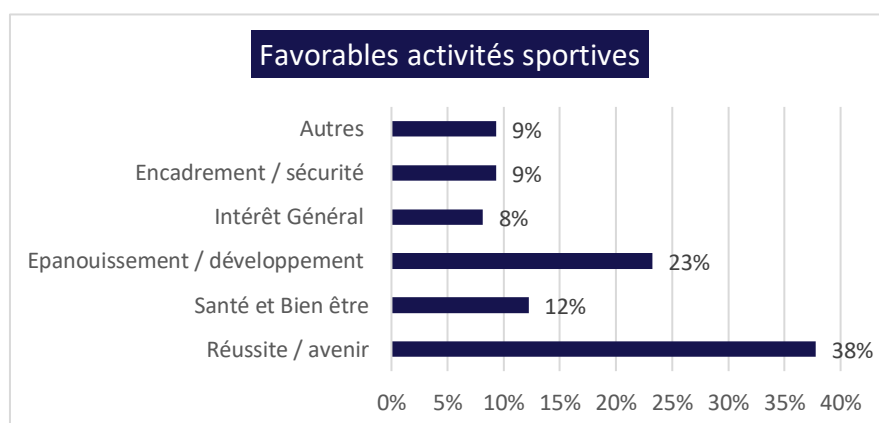
- Participation des garçons aux activités sportives du programme Pour Elles (n=203)



- Par commune



- Motifs



3/ Participation des enfants aux activités culturelles

De la même manière, des questions identiques ont été posées quant à la participation des enfants aux activités culturelles du programme.

76% des parents se disent favorables ou très favorables (60% favorables et 16% très favorables) au fait que leurs filles participent aux activités culturelles contre 72% pour leurs garçons.

19% des parents se disent peu ou pas favorables (9% peu favorables et 10% pas du tout favorables) au fait que leurs filles participent aux activités culturelles contre 21% pour les garçons.

Si le positionnement des parents est très similaire pour la participation de leurs filles aux activités, qu'elles soient sportives ou culturelles, on remarque en revanche une vraie différence concernant les garçons (-14 points d'avis favorables ou très favorables pour une participation aux activités culturelles, +12 points d'avis peu ou pas favorables).

Plusieurs éléments qualitatifs permettent de justifier ce positionnement des parents.

Concernant les jeunes filles

Pour les parents favorables, on remarque notamment que la question de la réussite/avenir arrive à la seconde place (contrairement aux opinions sur la pratique sportive). En revanche le développement/épanouissement arrive en tête des motifs à 35%.

« Pour développer l'estime de soi et s'émanciper »

Enfin, le caractère religieux des activités culturelles est mentionné tout de même dans 9% des cas.

« Parce que j'ai toujours rêvé de voir mes filles chanter la musique chrétienne. »

Concernant les jeunes garçons

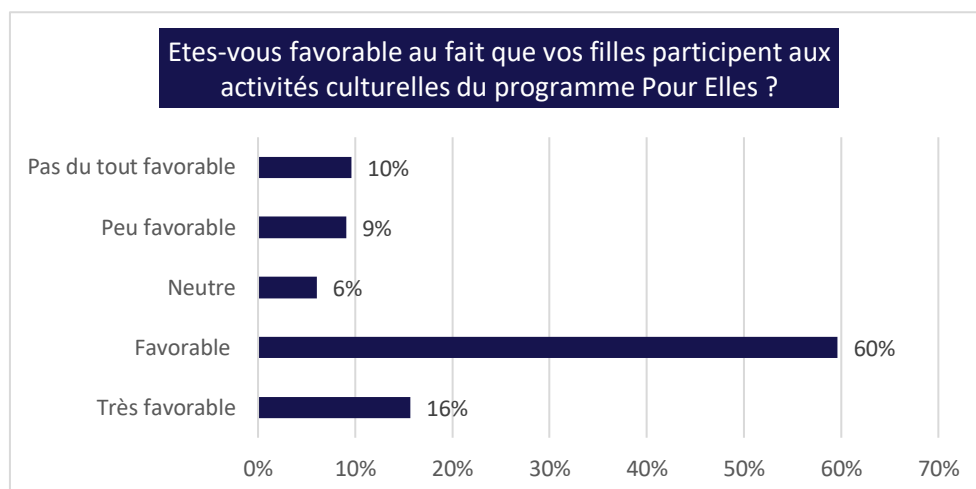
Pour les garçons, la réussite/ l'avenir arrive en tête des motifs pour lesquels les parents sont favorables à la pratique de l'activité (37%) contre 26% pour le développement/ épanouissement.

Notons que les parents défavorables mentionnent les mœurs/ le changement d'orientation sexuelle de leurs garçons pour quasi 1/3 d'entre eux.

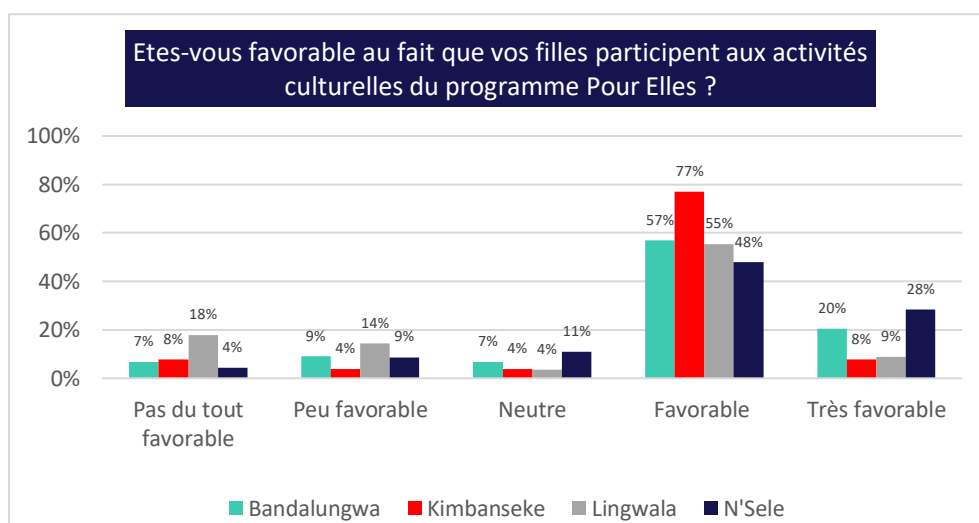
L'analyse par commune permet aussi de tirer des enseignements importants :

- Les parents à Lingwala semblent également réticents à la participation aux activités culturelles (32% d'avis peu ou pas favorables pour les filles, 37% pour les garçons)
- Les parents issus des autres communes se distinguent par un enthousiasme prégnant, notamment à Kimbanseke (85% d'avis favorables ou très favorables pour les filles et 86% pour les garçons). Paradoxalement, si la mission sur place semblait avoir révélé une certaine « fibre culturelle » sur la commune de Bandalungwa, ceci transparaît moins à travers l'avis des parents (par exemple, 22% peu ou pas favorables à ce que leurs garçons pratiquent) même si ceux-ci restent globalement positifs à l'égard du projet.

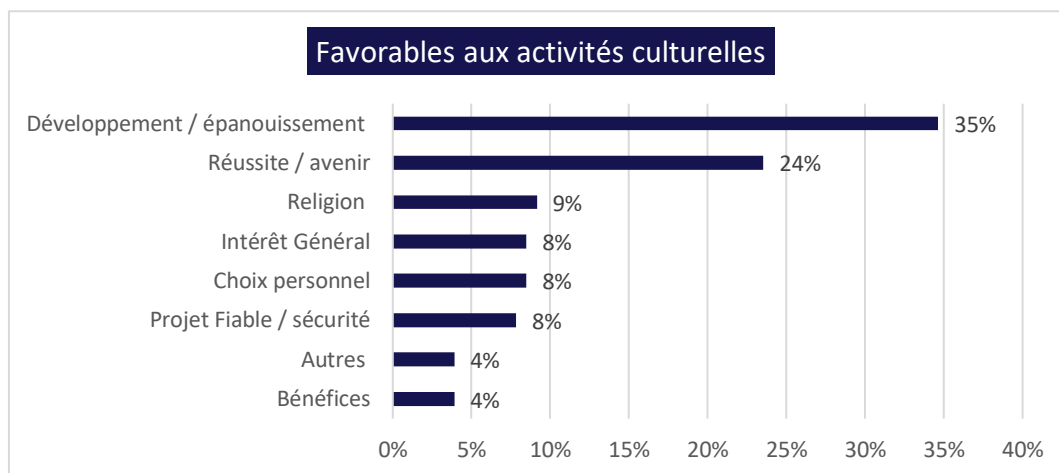
- Participation des filles aux activités culturelles du programme Pour Elles (échantillon n=198)



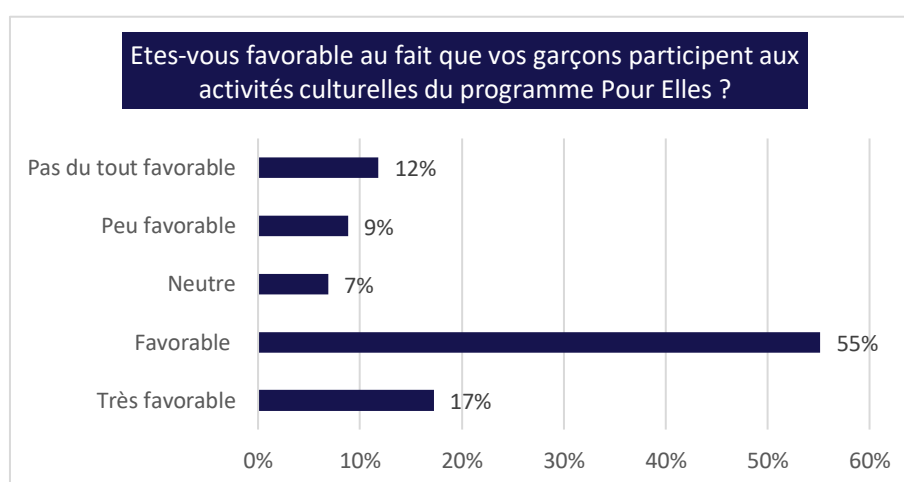
- Par commune



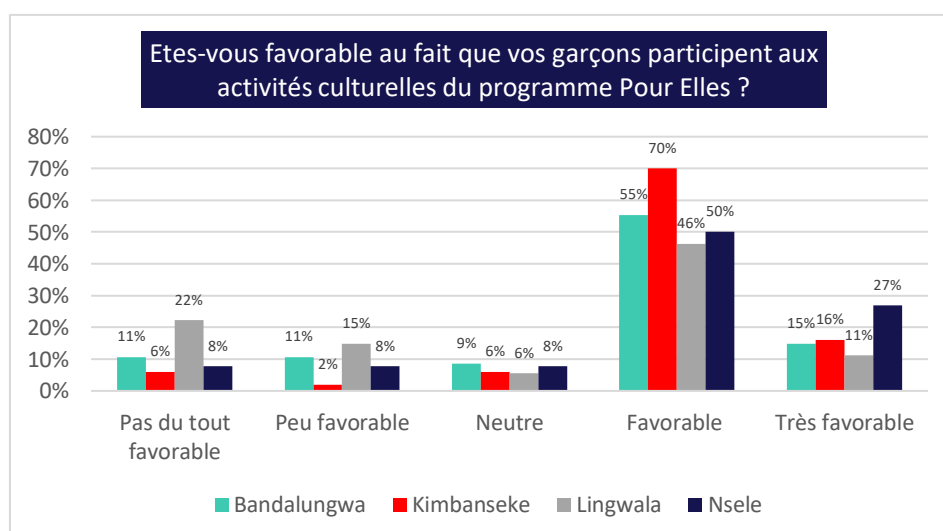
- Motifs



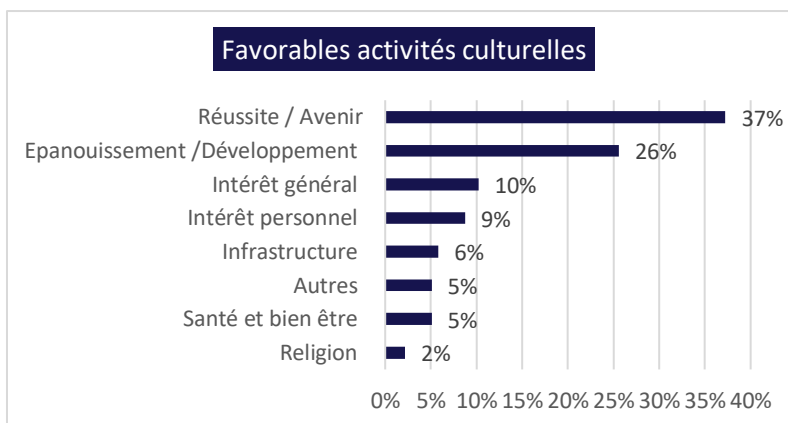
• Participation des garçons aux activités culturelles du programme Pour Elles (n=203)



- Par commune



- Motifs



Grands enseignements – Parents

- Si la vision du sport et de la culture est plutôt positive (malgré le biais de la starification, de la carrière internationale), des efforts seront à fournir pour convaincre les parents d'impliquer les jeunes filles dans les activités
- Une différence de traitement entre filles et garçons et entre sport et culture avec laquelle il faudra combiner pour réussir le déploiement des activités
- Des disparités communales existent et un travail reste à mener, sans doute auprès des relais communautaires, pour sensibiliser les parents sur la fiabilité du projet et son intérêt

b. Les animateurs sportifs / culturels

Les animateurs sportifs et/ou culturels (aussi parfois nommés encadrants) joueront un rôle prépondérant dans le cadre du projet pour de multiples raisons :

- Ils animent déjà des activités donc sont susceptibles de connaître le public cible et par conséquent les facteurs de réussite d'un tel projet
- Ils ont la connaissance du terrain et de son fonctionnement
- Ils sont une des cibles du programme Pour Elles car des formations leurs seront dédiées (notamment par le biais de l'intervention de Play International et de l'appui aux OSC). Il apparaît donc essentiel de pouvoir comprendre leurs besoins et d'évaluer s'ils seront capables de déployer les activités prévues.

Il est en ce sens à noter que l'intégralité (100%) des 51 animateurs (dont 3 femmes) interrogés par questionnaire considère que la pratique sportive et/ou culturel peut contribuer à trouver un travail. Ceci signifie que ces derniers sont convaincus des externalités positives que peuvent produire les activités. Il s'agira donc que le programme crée les conditions nécessaires à l'émergence de ces externalités. Cependant, l'analyse des motifs permet de mettre en lumière que 83% d'entre eux considèrent cela comme un moyen d'arriver à devenir joueur de football et être rémunéré pour le faire, témoignant à nouveau de l'ultra présence de la vision compétitive du sport, du football, en particulier pour les garçons. Notons que si 2% d'entre eux évoquent soit la possibilité de faire carrière dans la culture (orchestre) ou grâce au judo dans la sécurité privée, 13% évoquent le caractère épanouissant et émancipateur de la pratique, le fait d'éduquer, de former des citoyens :

« Parce que nous formons les enfants d'une manière générale. Hormis le football, nous les encadrons dans la vie. Tel que le respect, la performance, et ils pourront utiliser ces qualités dans toute leur vie professionnelle. »

Parmi les formations dont disposent les animateurs interrogés, 61% disposent d'un brevet fédéral ou d'une formation associée et 22% ont obtenu des licences diverses. Toutefois, on remarque que 15% d'entre eux se déclarent animateurs par expérience, passion. On peut déjà en tirer deux conclusions : les animateurs ont principalement des vocations à développer le sport de compétition, et plus particulièrement le football (de nombreuses formations FECOFA). Les animateurs ont globalement un besoin en formation évident.

L'évaluation des animateurs a été réalisée majoritairement par questionnaire. Quelques focus group ont pu être réalisés lors de la mission sur place pour affiner la collecte de données mais convenons que les animateurs sportifs sont un public difficile à identifier et à capter. Pour preuve, le cabinet EBO, en charge de la collecte des données par questionnaire, a dû étendre son intervention afin de pouvoir remplir les objectifs quantitatifs de collecte.

Parmi les options possibles d'évaluation des animateurs, nous avons choisi de respecter les principes suivants : conduire une auto-évaluation donc demander aux animateurs d'estimer eux-mêmes leurs « capacité à », l'objectif étant de pouvoir observer une évolution de leurs compétences suite aux différentes activités du projet (par exemple, via la formation). Cette auto-évaluation est conduite sur une échelle allant de 1 à 5 comme présentée ci-dessous :

1	2	3	4	5
Pas du tout capable	Peu capable	Moyennement capable	Capable	Tout à fait capable

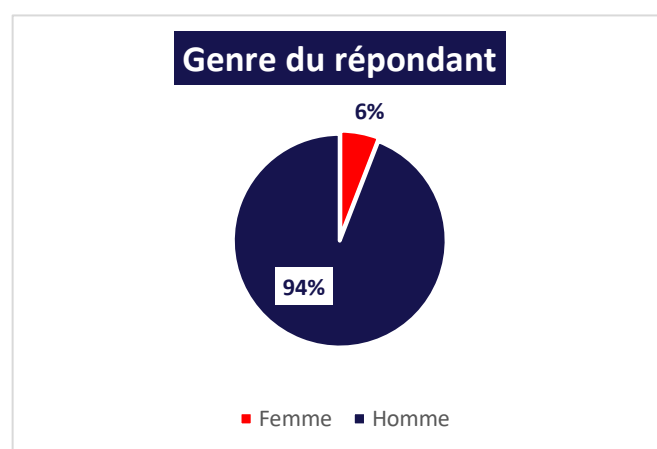
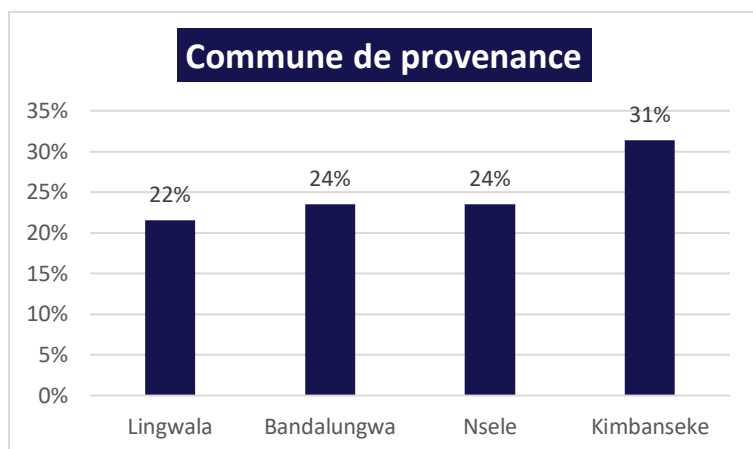
De plus, nous avons évalué les animateurs selon trois grands axes : leur capacité à rendre le sport/la culture accessible, leur capacité à participer à l'insertion des participantes, leur capacité à permettre la lutte contre les discriminations grâce à leurs activités.

La présentation générale de l'échantillon d'animateurs sondés par questionnaire est disponible ci-dessous. Notons succinctement les éléments suivants :

- 88% des animateurs dispensent des activités sportives, 6% des activités culturelles, 6% dispensent les deux
- Parmi les activités proposées par les animateurs interrogés, la moitié (51%) est du football. S'en suit le basket-ball et les sports de combat (10% chacun). La première activité culturelle, la musique est dispensée à 8%. Le Nzango et le théâtre à 4%.

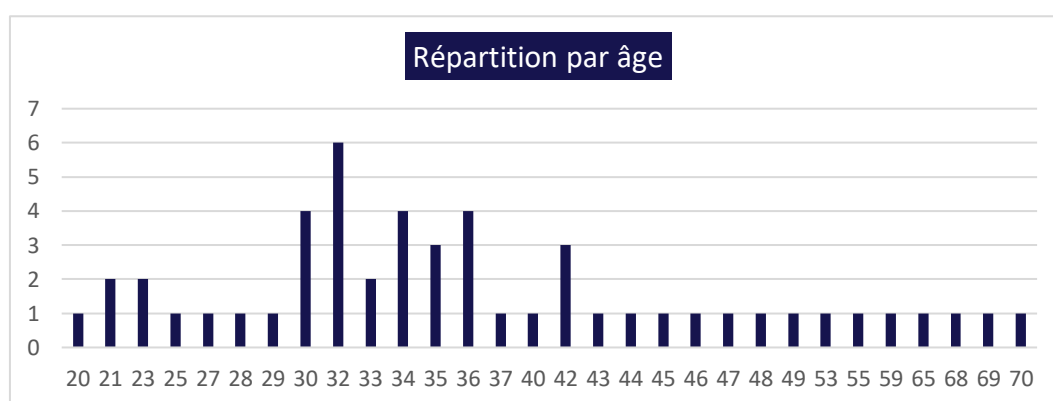
NB : nous ne distinguerons pas ce qui relève des réponses des animateurs masculins et des animatrices car seulement 3 femmes ont été interrogées, ce qui constitue un échantillon trop faible pour en tirer des conclusions ou même formuler des hypothèses. De la même manière, nous conduirons ci-après des analyses par commune. Au regard de l'échantillon, le nombre de réponses par commune varie de 11 à 16 animateurs. Il s'agira donc de prendre ces données avec des précautions sans pour autant les juger totalement irrecevables (le nombre d'animateurs sur un terrain étant forcément restreint).

- Commune de provenance et genre

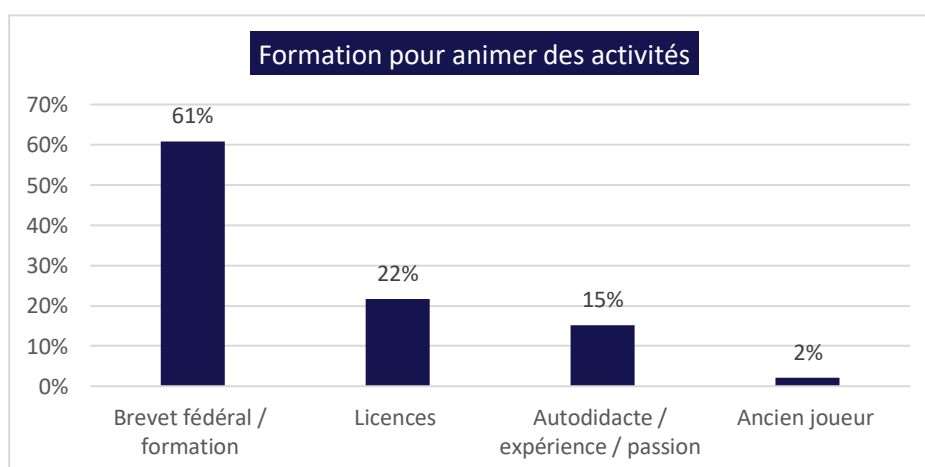


- Âges

Des répondants âgés de 20 à 70 ans avec une moyenne d'âge à 38.1 ans, selon la pyramide des âges suivante :



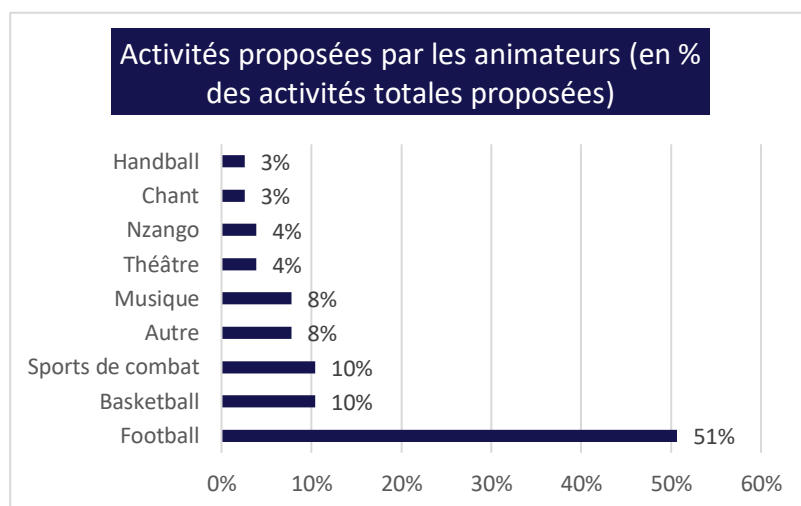
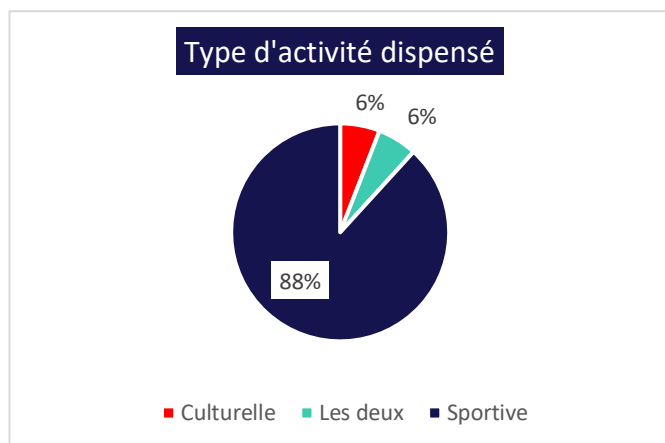
- Formation



- Fréquence d'utilisation des terrains

Moyenne de fréquence d'utilisation des terrains (en heure) : 10.3h

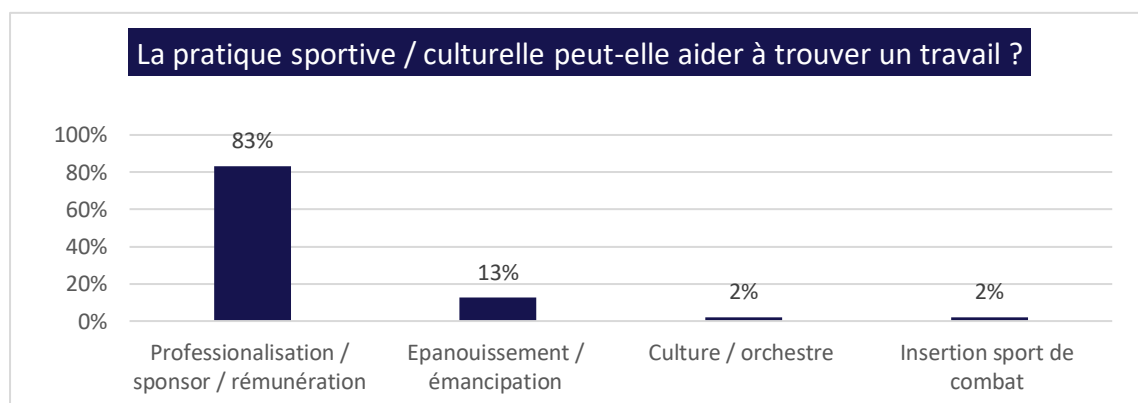
- Activités dispensées



- Avis sur la pratique sportive et culturelle

100% des animateurs considèrent que la pratique sportive et/ou culturelle peut contribuer à trouver un travail.

Raisons :



1/ Capacité à rendre accessible le sport/la culture

Dans cette section, les animateurs ont été interrogés selon 3 items.

- Capacité à recruter de nouvelles/nouveaux participants :

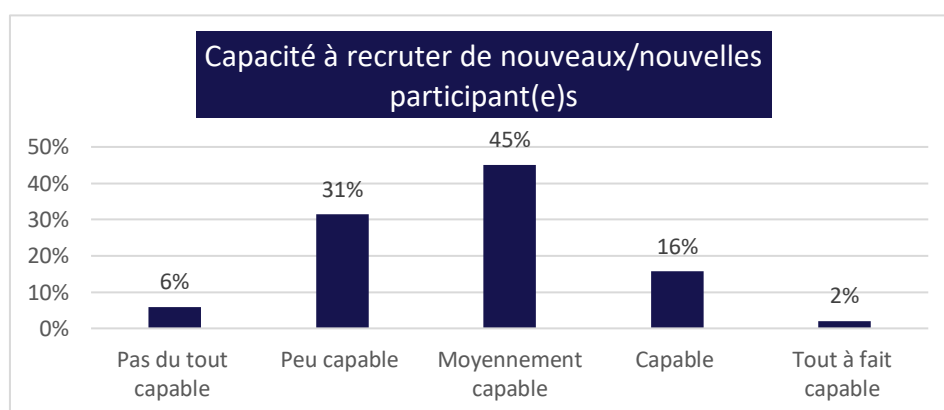
Parmi les données clés on retiendra les éléments suivants :

- **45% des animateurs s'estiment moyennement capables de recruter de nouveaux/nouvelles participants**
- **37% s'estiment peu ou pas du tout capables (dont 6% pas du tout capables)**
- **18% seulement s'estiment capables ou tout à fait capables**

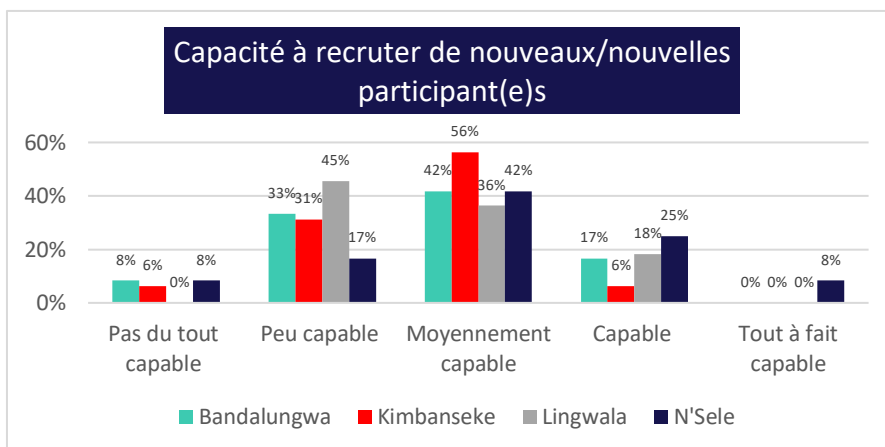
A l'échelle communale, relevons que :

- **Les animateurs de N'Sele affichent les meilleurs résultats (33% de capables ou tout à fait capables)**
- **45% des animateurs de Lingwala s'estiment peu capables de recruter de nouveaux participants**
- **Bandalungwa et Kimbanseke ont des résultats très similaires (42% de moyennement capables, 33% et 31% de peu capables)**

Il est paradoxal de constater que pour certains coachs, la nouvelle infrastructure va régler la question du recrutement des jeunes filles. A Bandalungwa par exemple, les quelques coachs présents en focus group considéraient comme intrinsèquement non problématique de recruter des jeunes filles si les conditions infrastructurelles (et donc de sécurité) sont réunies. Nous réitérons ici que les infrastructures en elles-mêmes ne résoudront que très partiellement le problème (cfr section écueils à éviter).



- Par commune



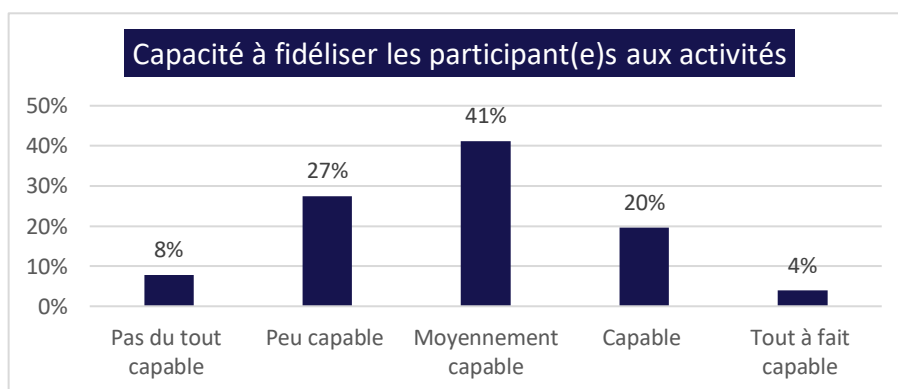
• Capacité à fidéliser les participant(e)s aux activités :

Parmi les données clés on retiendra les éléments suivants :

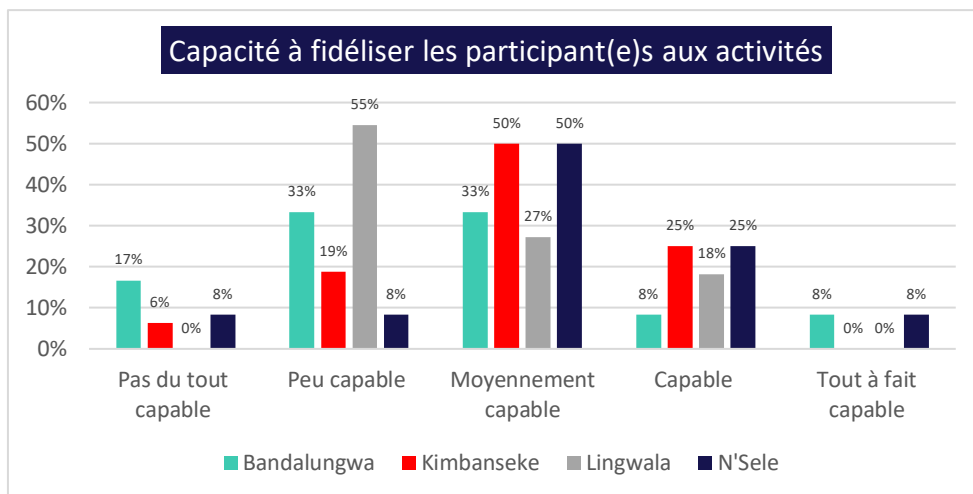
- **41% des animateurs s'estiment moyennement capables de fidéliser des participant(e)s**
- **31% s'estiment peu ou pas du tout capables (dont 8% pas du tout capables)**
- **24% seulement s'estiment capables ou tout à fait capables**

A l'échelle communale, relevons que :

- **Les animateurs de Lingwala (55% peu capables) et Bandalungwa (50% de peu ou pas du tout capables) s'estiment non capables de fidéliser les participant(e)s**
- **Kimbanseke et N'Sele ont des animateurs qui s'auto-évaluent de manière similaire (50% de moyennement capables et 25% de capables)**



- Par commune



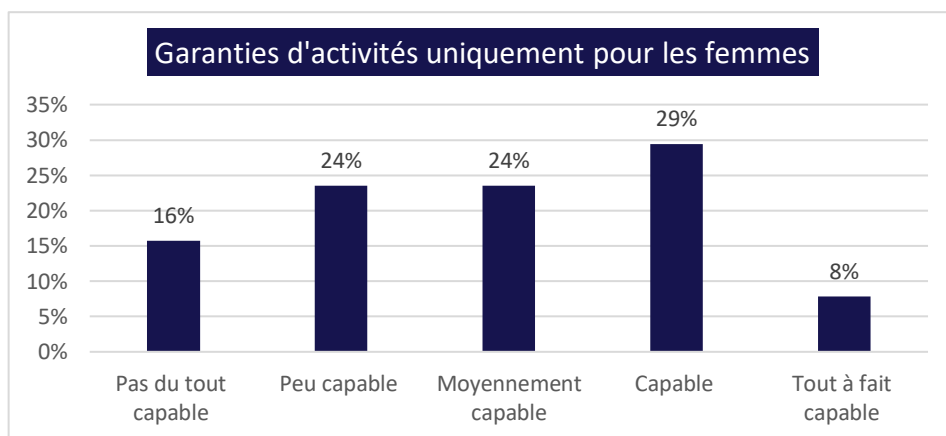
- Capacité à garantir des activités uniquement pour les jeunes filles/femmes

Parmi les données clés on retiendra les éléments suivants :

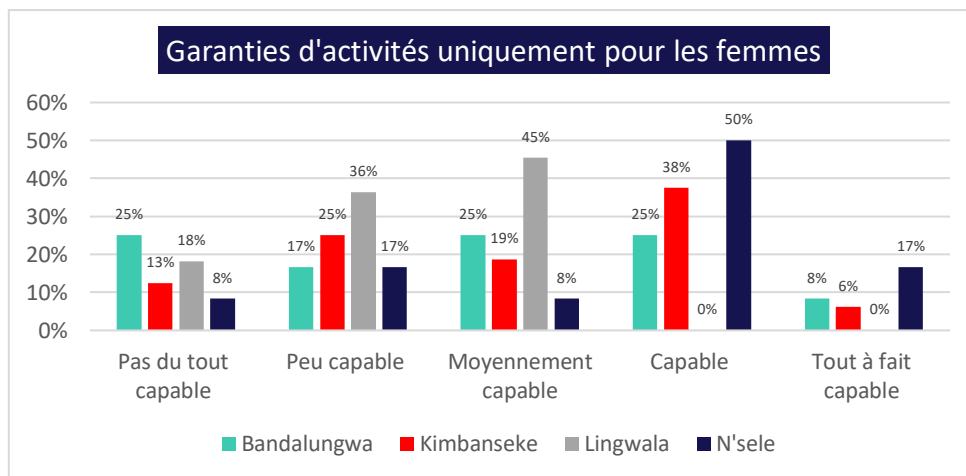
- **24% des animateurs s'estiment moyennement capables de garantir des activités uniquement pour les jeunes filles/femmes**
- **40% s'estiment peu ou pas du tout capables (dont 6% pas du tout capables)**
- **37% seulement s'estiment capables ou tout à fait capables**

A l'échelle communale relevons que :

- **Les animateurs de Lingwala s'estiment au mieux moyennement capable de garantir des activités féminines (dont 54% peu ou pas du tout capables)**
- **67% des animateurs de N'Sele s'estiment capables ou tout à fait capables**
- **Les animateurs de Kimbanseke et Bandalungwa ont des réponses relativement similaires (38% et 42% peu ou pas du tout capables)**



- Par commune



Un encadrement féminin ou masculin pour favoriser la pratique des femmes ?

Les focus group conduits avec les jeunes filles n'ont pas permis de savoir réellement si l'encadrement féminin était gage de réussite des activités. En revanche, plusieurs éléments peuvent aider à la prise de décision.

D'un côté, certaines jeunes filles n'ont pas manifesté d'opposition à être encadrées par des hommes dans le futur. Par exemple, des jeunes filles de N'Sele en ont témoigné en focus group, moyennant la condition que ces animateurs soient formés aux VBG.

De l'autre, plusieurs arguments plaident en la faveur d'un encadrement féminin spécifique :

- A Kimbanseke, les représentantes de la jeunesse évoquent le fait qu'il faille aider les filles « à enlever la peur » et suggèrent qu'un encadrement féminin serait rassurant là où il est actuellement très largement masculin ;
- Les jeunes filles manifestent un intérêt pour le secteur sportif et culturel (cfr section jeunes filles). A Lingwala, la notabilité estime que certaines femmes pourraient être « motivées » pour faire de l'encadrement si l'infrastructure évolue et suggèrent que les activités féminines doivent être encadrées par des femmes ;
- Il semble exister un problème conséquent de violences sexistes et sexuelles de la part de l'encadrement sportif à l'égard des jeunes filles. Un encadrement féminin pourrait rassurer les parents qui évoquent des questions « d'honorabilité »

A la lumière de ces éléments il semble pertinent de pousser la réflexion autour de l'idée de développer l'encadrement féminin avec un double objectif :

- Favoriser la pratique des activités par les jeunes filles
- A plus long terme, développer des vocations et des parcours professionnels plus structurés

Grands enseignements – capacité à rendre le sport/la culture accessible

- Seulement 37% des animateurs capables de recruter/fidéliser, donc une marge de progression à travailler
- Une auto-évaluation plus encourageante sur la capacité à garantir des activités uniquement pour les jeunes filles/femmes (37% capables ou tout à fait capables)
- Des disparités à l'échelle communale qui témoignent de besoins inégaux (par exemple, les animateurs de Lingwala moins positifs que ceux de N'Sele sur les différents volets de cette section)

2/ Capacité à participer à l'insertion des participantes

Dans cette section, les animateurs ont été interrogés selon 4 items.

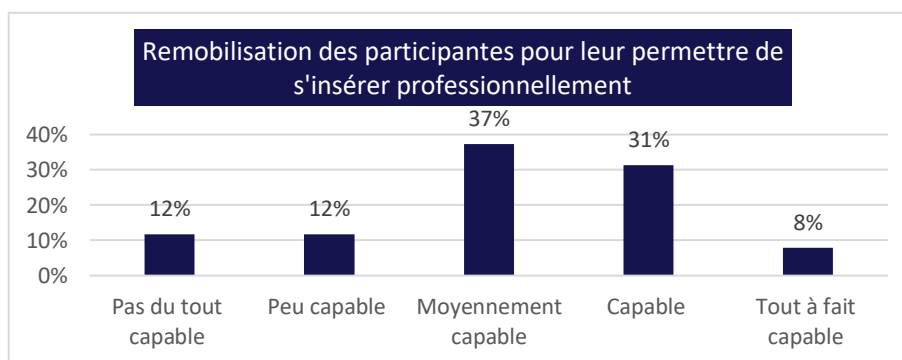
- Capacité à remobiliser les participantes afin de leur permettre de s'insérer professionnellement

Parmi les données clés on retiendra les éléments suivants :

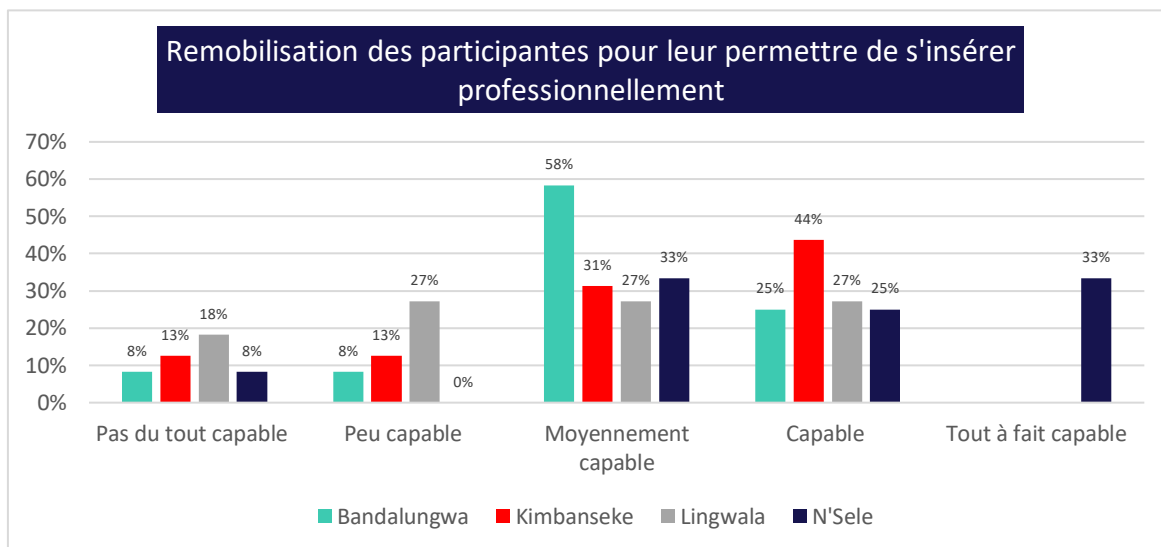
- **37% des animateurs s'estiment moyennement capables de remobiliser les participantes grâce à leurs activités afin d'envisager une insertion professionnelle**
- **24% s'estiment peu ou pas du tout capables (dont 12% pas du tout capables)**
- **39% seulement s'estiment capables ou tout à fait capables**

A l'échelle communale, relevons que :

- **33% des animateurs de N'Sele s'estiment tout à fait capables, seule commune représentée pour cette réponse**
- **44% des animateurs de Kimbanseke s'estiment capables**
- **45% des animateurs de Lingwala s'estiment peu ou pas du tout capables**
- **58% des animateurs de Bandalungwa s'estiment moyennement capables**



- Par commune :



- Capacité à faire acquérir aux participantes des compétences transférables

Parmi les données clés on retiendra les éléments suivants :

- **29% des animateurs s'estiment moyennement capables de faire acquérir des compétences transférables aux participantes**
- **30% s'estiment peu ou pas du tout capables (dont 14% pas du tout capables)**
- **41% seulement s'estiment capables ou tout à fait capables**

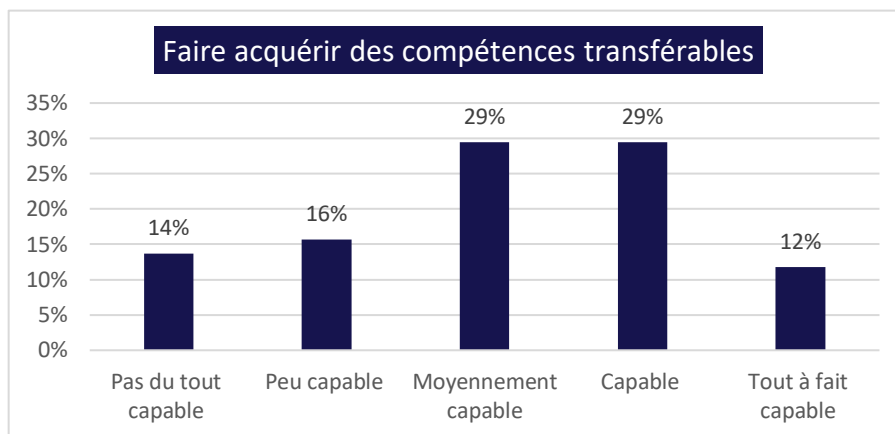
Nous détaillons ci-dessous les types de compétences que les animateurs pensent pouvoir développer chez les participantes aux activités. Pour simplifier le traitement, nous avons créé simplement deux catégories :

- Les compétences purement techniques (dribble, endurance, feintes, maniement de la balle, physique, tactique) et la discipline, qui reviennent majoritairement, aux alentours de **77%** des animateurs
- Les compétences qui relèvent plus du développement personnel. Parmi celles mentionnées, sans être exhaustif : confiance, épanouissement, discipline, esprit collectif, respect, humilité, amour du travail : environ **23%** des réponses.

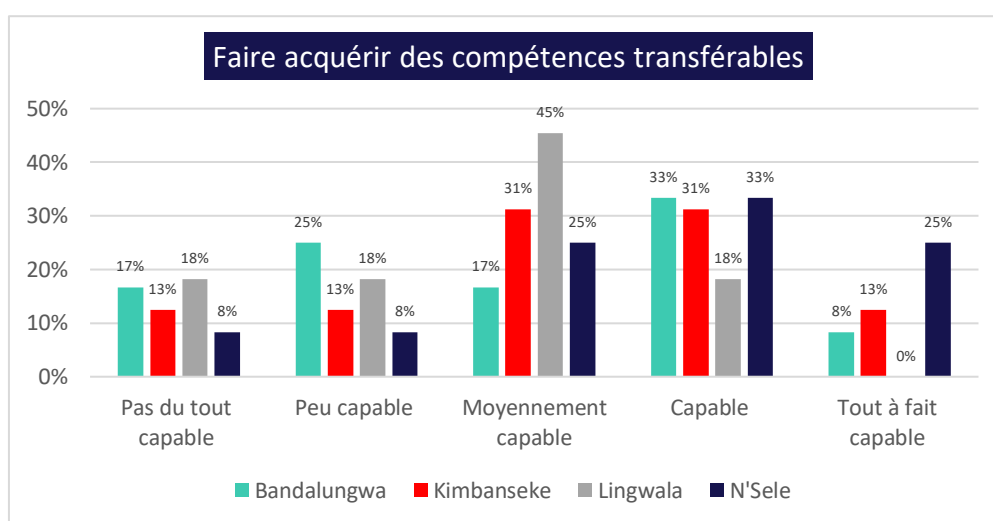
On retrouve de manière quasi identique les proportions entre les animateurs qui ont une vision du sport très axé sur le développement d'un futur joueur professionnel et ceux qui mentionnaient la formation d'un futur citoyen en favorisant son épanouissement au-delà de l'aspect compétitif. Or, c'est spécifiquement cette seconde catégorie de compétences qui serait nécessaire dans le cadre du projet.

A l'échelle communale, relevons que :

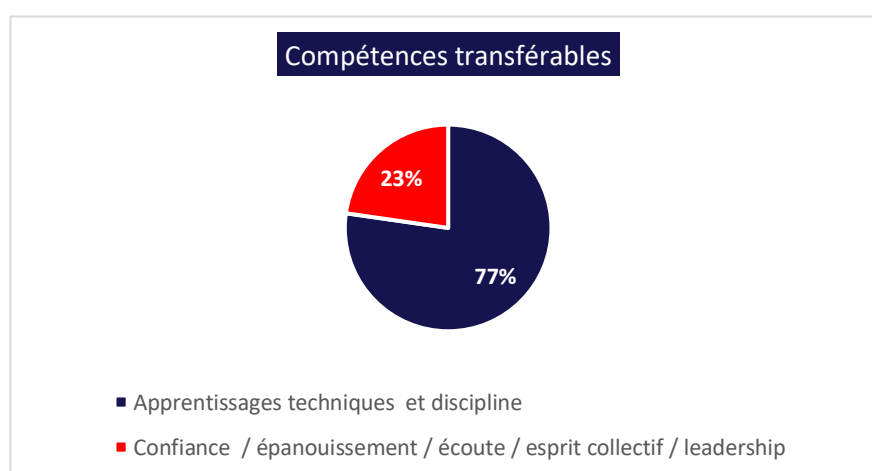
- **58% des animateurs de N'Sele s'estiment tout à fait capables de faire acquérir des compétences transférables**
- **44% des animateurs de Kimbanseke s'estiment capables ou tout à fait capables**
- **42% des animateurs de Bandalungwa et 36% de Lingwala s'estiment peu ou pas du tout capables**



- Par commune



- Types de compétences



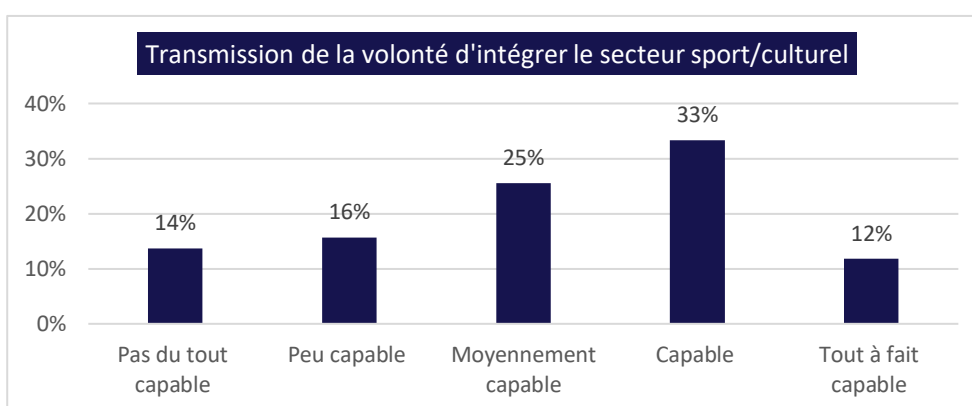
- Capacité à donner aux participantes la volonté d'intégrer le secteur sportif/culturel

Parmi les données clés on retiendra les éléments suivants :

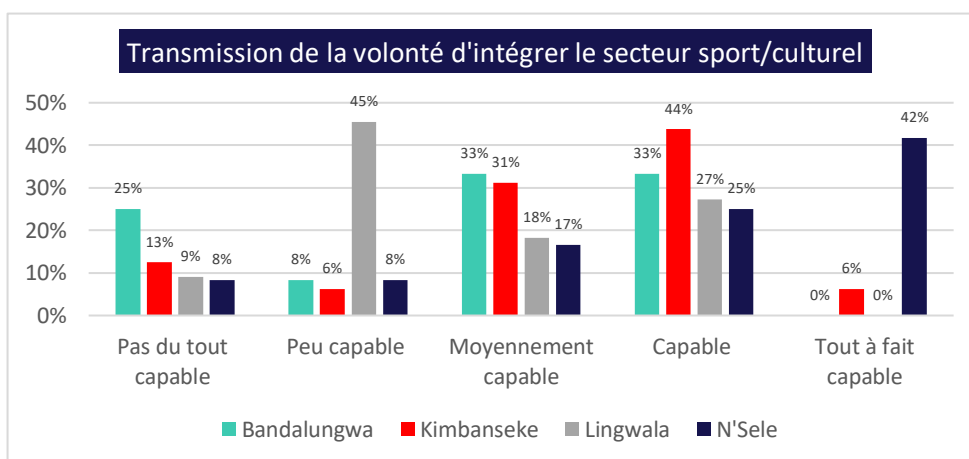
- **25% des animateurs s'estiment moyennement capables de donner aux participantes la volonté d'intégrer le secteur sportif ou culturel dans un cadre professionnel**
- **30% s'estiment peu ou pas du tout capables (dont 14% pas du tout capables)**
- **45% seulement s'estiment capables ou tout à fait capables (dont 1/3 capables)**
-

A l'échelle communale, relevons que :

- **67% des animateurs de N'Sele s'estiment capables ou tout à fait capables de donner cette volonté**
- **54% des animateurs de Lingwala s'estiment peu ou pas du tout capables**
- **A Bandalungwa et Kimbanseke, 33% et 31% s'estiment moyennement capables**



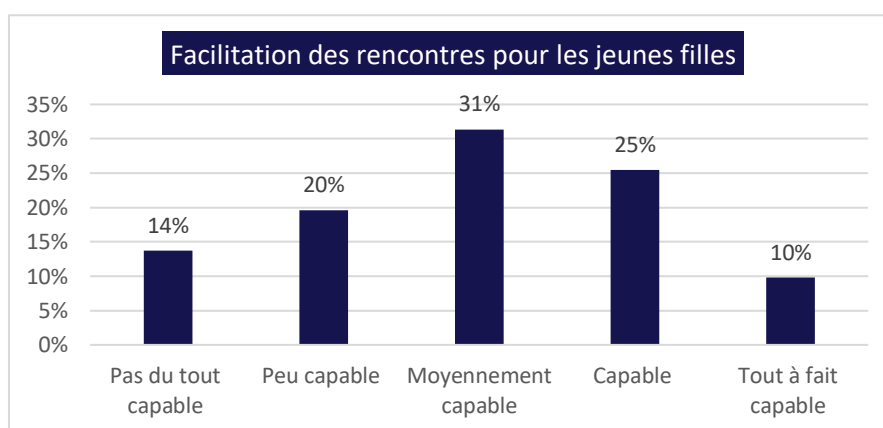
- Par commune :



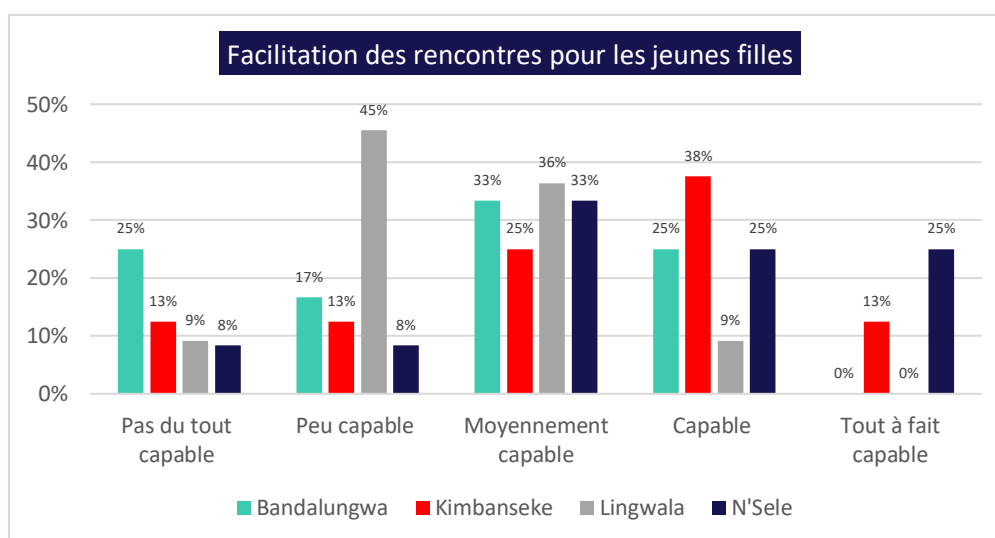
- Capacité à faciliter les rencontres et améliorer les relations des jeunes filles
- **31% des animateurs s'estiment moyennement capables d'améliorer les relations des jeunes filles grâce aux activités**
- **34% s'estiment peu ou pas du tout capables (dont 14% pas du tout capables)**
- **35% seulement s'estiment capables ou tout à fait capables**

A l'échelle communale, relevons que :

- **50% des animateurs de N'Sele/ Kimbanseke s'estiment capables ou tout à fait capables de donner cette volonté**
- **51% des animateurs de Lingwala s'estiment peu ou pas du tout capables contre 42% à Bandalungwa**



- Par commune



Grands enseignements – capacité à participer à l'insertion des participantes

- Des résultats très homogènes sur les items évalués
- Un enjeu à travailler avec les animateurs sur les sujets suivants : 1/ l'utilisation des activités comme des leviers pour développer des compétences et les utiliser dans un cadre professionnel. 2/ la possibilité de développer les relations sociales des jeunes filles grâce aux activités
- Plus globalement, la nécessité de présenter une vision du sport alternative au sport de compétition trop plébiscitée pour espérer un développement des pratiques de masse

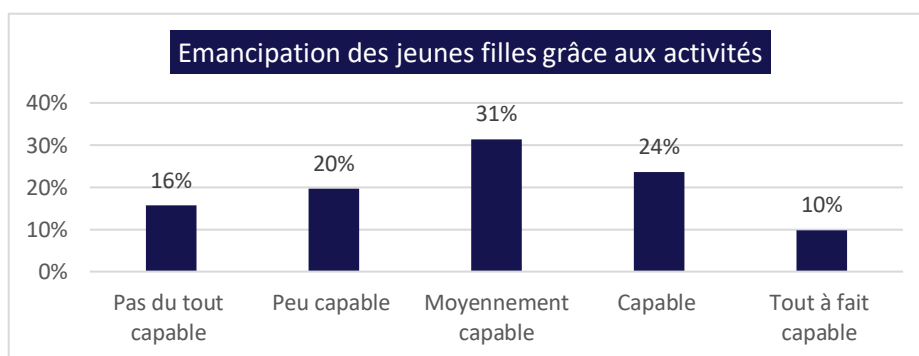
3/ Capacité à permettre la lutte contre les discriminations

Dans cette section, les animateurs ont été interrogés selon 4 items.

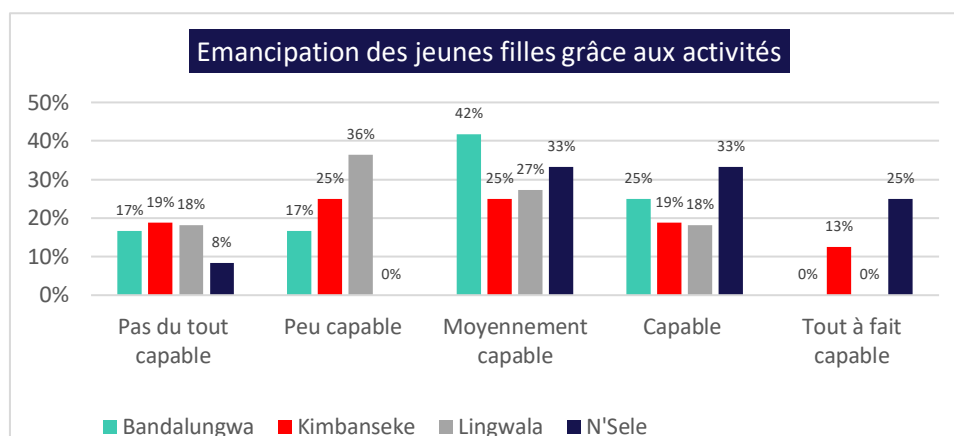
- Capacité à permettre aux jeunes filles de s'émanciper grâce aux activités
- **31% des animateurs s'estiment moyennement capables de permettre aux jeunes filles de s'émanciper grâce aux activités**
- **36% s'estiment peu ou pas du tout capables (dont 16% pas du tout capables)**
- **34% s'estiment capables ou tout à fait capables (dont 24% capables)**

A l'échelle communale, relevons que :

- **A nouveau N'Sele arrive en tête avec 58% des animateurs capables ou tout à fait capables de permettre l'émancipation**
- **Kimbanseke et Bandalungwa dans des ordres de grandeur similaires avec moins de la moitié des animateurs peu ou pas capables (44% et 34%)**
- **Lingwala dans une moyenne relativement basse (18% de capables seulement)**



- Par commune

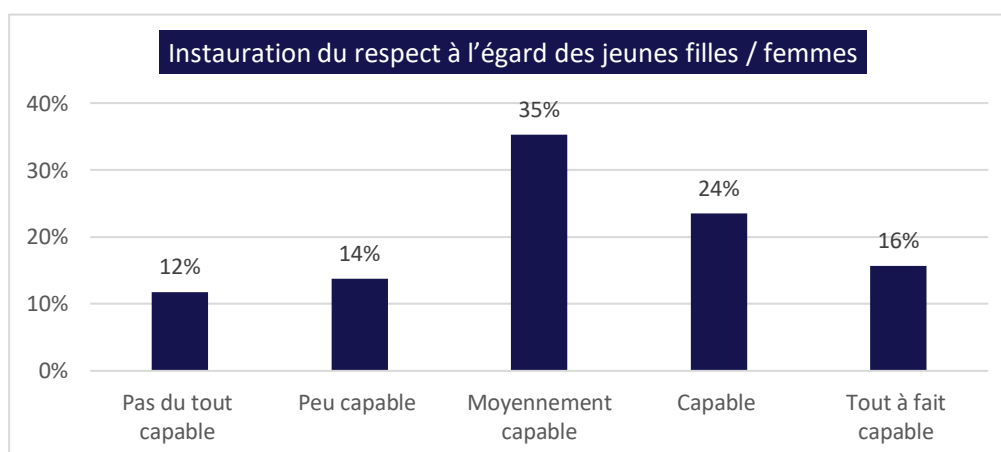


- Capacité à instaurer du respect à l'égard des jeunes filles/femmes grâce aux activités²⁸
- **35% des animateurs s'estiment moyennement capables d'instaurer du respect à l'égard des jeunes filles grâce aux activités**
- **25% s'estiment peu ou pas du tout capables (dont 12% pas du tout capables)**
- **40% s'estiment capables ou tout à fait capables (dont 24% capables)**

A l'échelle communale, relevons que :

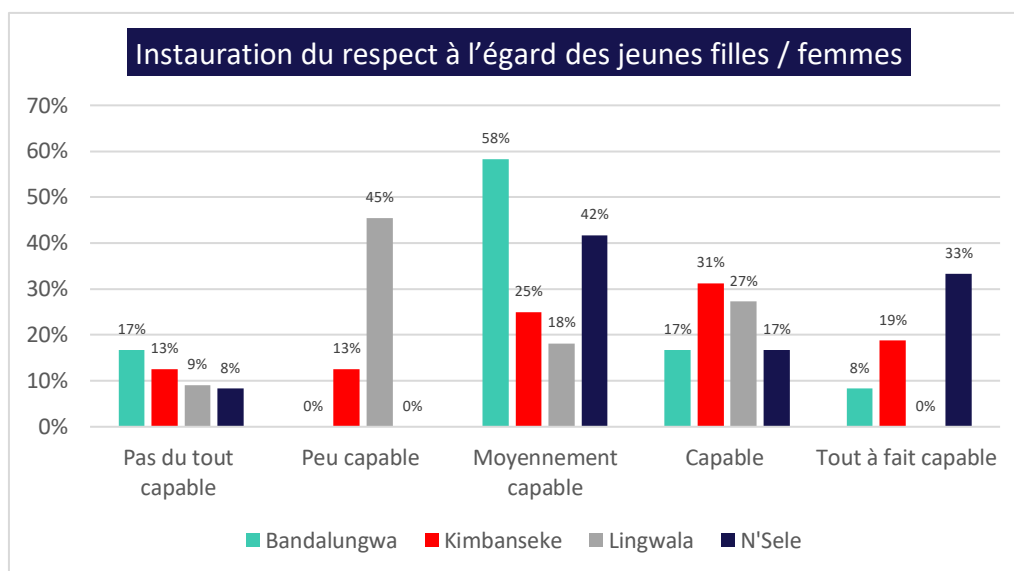
- **Quasiment la moitié des animateurs de N'Sele et Bandalungwa moyennement capables d'instaurer du respect (42% et 58%)**
- **Lingwala a 45% des animateurs peu capables**
- **A Kimbanseke, 50% des animateurs s'estiment capables ou tout à fait capables**

La capacité à instaurer le respect par les activités s'avère cruciale. Il s'agit en quelques sorte de la première étape vers une légitimation des activités pour les jeunes filles. Les encadrants devront être formés en ce sens afin d'être les premiers porte-parole de cette instauration du respect.



²⁸ On entend par là, le fait d'aider les jeunes filles à se faire respecter grâce aux activités

- Par commune

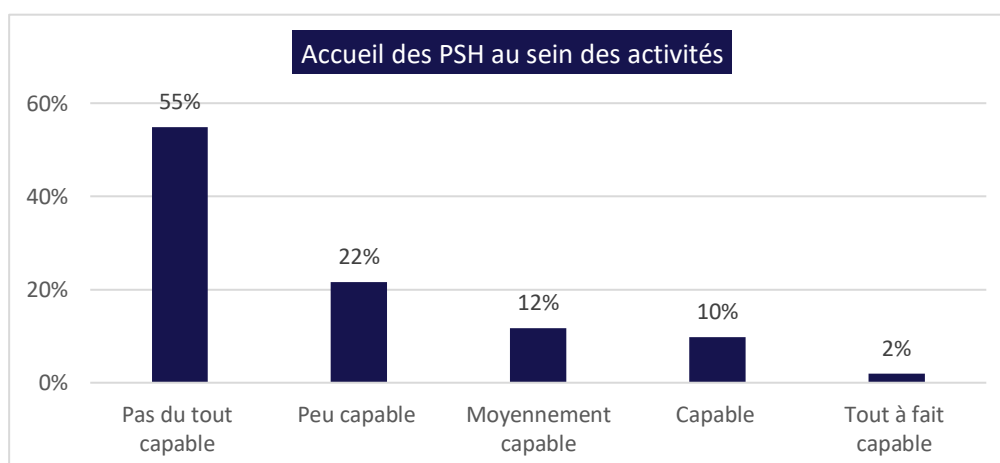


• Capacité à accueillir des Personnes en Situation de Handicap (PSH) au sein des activités

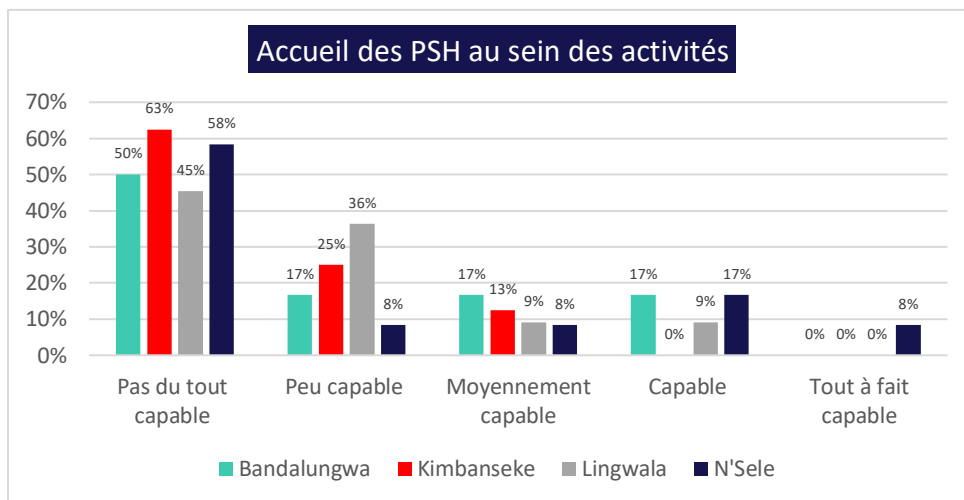
- **12% des animateurs s'estiment moyennement capables d'accueillir des PSH sur leurs activités**
- **77% s'estiment peu ou pas du tout capables (dont 55% pas du tout capables)**
- **12% seulement s'estiment capables ou tout à fait capables**

A l'échelle communale, les chiffres reflètent également les carences en la matière.

Ici, les résultats sont criants de l'incapacité à répondre à une potentielle demande d'un public en situation de handicap. Notons que l'une des seules évocations en focus group de la notion de handicap a été effectuée à Bandalungwa. En effet, il semble qu'il y ait une école dédiée aux enfants atteints de trisomie 21 à proximité du terrain. Une opportunité pour travailler spécifiquement à l'inclusion sur cette commune, en lien avec des professionnels du secteur ?



- Par commune

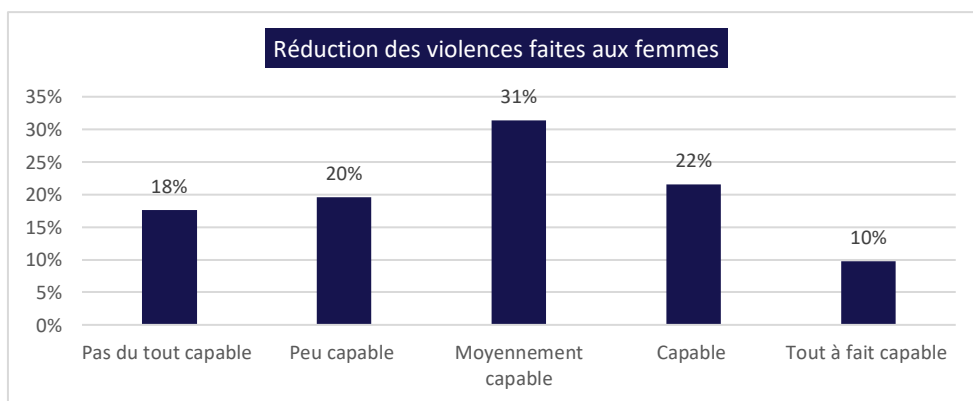


• Capacité à réduire les violences faites aux femmes grâce aux activités ²⁹

- **31% des animateurs s'estiment moyennement capables de réduire les violences faites aux femmes grâce aux activités**
- **32% seulement s'estiment capables ou tout à fait capables**
- **38% s'estiment peu ou pas du tout capables (dont 18% pas du tout capables)**

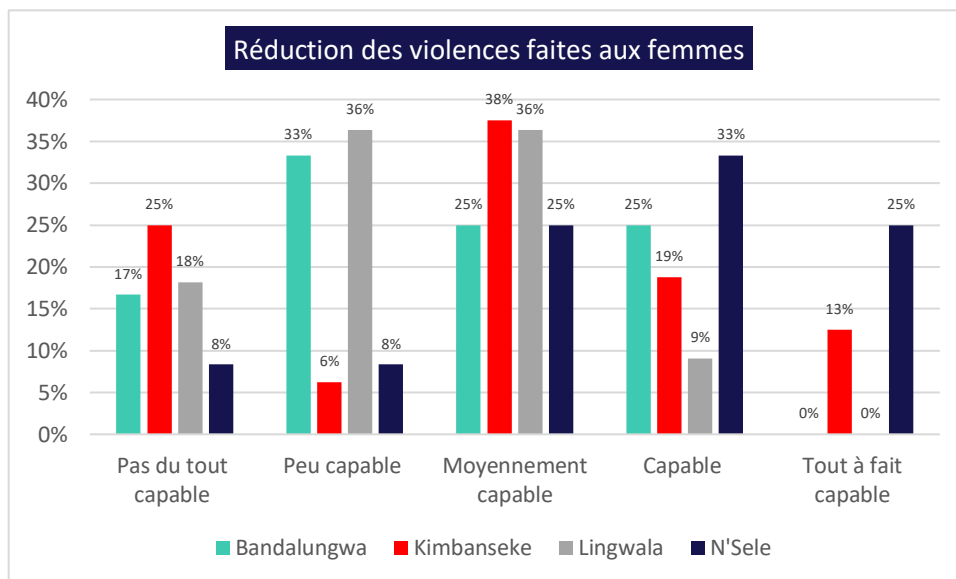
A l'échelle communale, notons que :

- **25 à 38% des animateurs des communes dans leur ensemble s'estiment moyennement capables de réduire les violences faites aux femmes par leurs activités**
- **Bandalungwa et Lingwala se démarquent particulièrement avec des peu ou pas capables (respectivement 50% et 56%)**
- **N'Sele avec 58% de capables ou tout à fait capables arrive en tête**



²⁹ On entend par là le fait d'aider les jeunes filles à réduire les violences qui leur sont faites grâce aux activités

- Par commune



Grands enseignements – capacité à permettre la lutte contre les discriminations

- Des résultats à nouveau très homogènes sur les items évalués, sauf pour l'accueil de PSH sur les activités où les animateurs ne s'estiment pas capables
- Un bilan plutôt positif sur la capacité à instaurer du respect à l'égard des jeunes filles et femmes grâce aux activités
- Globalement, un travail de formation à mener pour utiliser le sport et la culture à des fins de lutte contre les discriminations

De manière générale, l'état des lieux conduit ici reste purement quantitatif et permet d'apprécier les premières carences dans l'utilisation des activités sportives et culturelles en tant qu'outil. Ceci offre une première situation de comparabilité pour permettre une seconde évaluation à mi-projet. Actons néanmoins que dans la logique de former des animateurs (plan de formation auprès des OSC et activités de Play International) un diagnostic poussé des besoins devra avoir lieu (qui pourra se structurer à partir de cette première évaluation).

Vers une logique purement socio-sportive et une collaboration avec le secteur social ?

Le socio-sport³⁰ est en train d'émerger comme objet de recherche scientifique et il tend également à devenir un enjeu politique : faire reconnaître le sport comme un outil essentiel d'insertion sociale. Pour autant, le champ du socio-sport n'est pas encore clairement délimité notamment à cause d'une absence de consensus sur la définition de ce concept. Le socio-sport est-il avant tout du sport, ou bien relève-t-il plutôt de la sphère du social ? Fait-on du social par le sport ou utilise-t-on les externalités du sport comme vertu sociale ? Dans le cadre du projet Pour Elles : Sport & Culture, il apparaît que les finalités recherchées soient plus sociales et sociétales que purement sportives. Rechercher le bien-être, la santé voire l'insertion des jeunes filles s'éloignent en effet de préceptes purement sportifs (endurances, techniques, compétition, etc.). Par conséquent, nous formulons l'hypothèse que le socio-sport pourrait être acté comme base du développement des activités sportives. Mais relevons que « *l'idée que le sport serait naturellement porteur de valeurs n'est pas suffisante pour garantir l'impact social souhaité* »³¹. Ceci signifie ni plus ni moins qu'il s'agira d'adapter les activités afin qu'elles aient une finalité (celle qui répond aux objectifs du projet) et donc de former des animateurs capables de dispenser ces activités.

C'est là toute la mission de Play International qui possède les compétences nécessaires à la construction de séances socio-sportives. Le « modèle de cocréation »³² de Play International vise à associer des experts de la thématique et du terrain pour parvenir à des séances qui répondent à des enjeux sociaux. Notons aussi que le soutien apporté par le projet directement aux OSC actives autour des terrains, qui pourront suivre un plan de formation adapté, se révèle particulièrement pertinent.

En ce sens, nous suggérons qu'il pourrait être intéressant de se rapprocher du secteur du travail social en République Démocratique du Congo (point qui sera davantage développé dans les préconisations). La RDC doit faire face à des situations d'extrême pauvreté tant en milieu rural qu'urbain. Dans le cas de Kinshasa, il existe des groupes particuliers qui mériteraient des interventions sociales spécifiques : enfants des rues, femmes seules avec enfants, victimes de violences basées sur le genre, personnes en situation de handicaps... Or, il faut reconnaître que les politiques sociales en la matière sont sous financées. Même si des législations existent dans ce domaine comme la stratégie nationale de lutte contre les VBG, les politiques sont peu développées faute de ressources et de travailleurs sociaux qualifiés. C'est pour pallier ce déficit que l'Institut national du travail social cherche à offrir une gamme variée de formations comme les assistants de service social, les éducateurs spécialisés ou les animateurs en développement social local. C'est cette dernière catégorie qui nous intéresse dans le cadre du programme Pour Elles. En effet, il serait intéressant d'inscrire ce programme dans la perspective de concevoir et de mettre en œuvre des actions collectives pour ne pas rester dans une approche individuelle. C'est tout l'enjeu du travail social communautaire de venir compléter le seul travail social individuel. L'approche collective du travail social cherche à rassembler les capacités des individus à se constituer en groupe pour apparaître comme un contrepouvoir. L'Association Internationale pour le Développement Communautaire (AIDC) le définit comme un outil qui « promeut la démocratie participative, le développement durable, les droits, les opportunités économiques, l'égalité et la justice sociale à travers l'organisation, l'éducation et l'empowerment des personnes au sein de leurs communautés, qu'il s'agisse de communautés géographiques, d'identité, d'intérêt, dans des contextes ruraux ou urbains ».³³

En résumé, le développement communautaire est un processus visant à aider des personnes ordinaires à améliorer leur propre communauté en entreprenant une action collectivement³⁴. La gestion communautaire des terrains pourrait ainsi être instrumentalisée en ce sens.

³⁰ Impact social par le sport, Une démarche de structuration en socio-sport : <https://sport-inclusion.fr/impact-social-par-le-sport/>

³¹ Adil El Ouadehe, Directeur Technique National Adjoint UFOLEP, Revue Jurisport, Décembre 2024

³² Anne Méaux, Référente Innovation sociale, Play International, Jurisport Décembre 2024

³³ AIDC citée in Laure Lienard : l'approche communautaire dans le travail social : une perspective européenne. Thèse de doctorat de l'Université de Lorraine. 2020

³⁴ Lienard, 2020, p.11

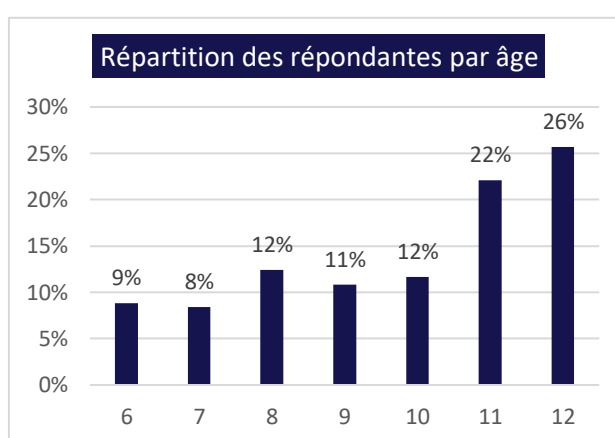
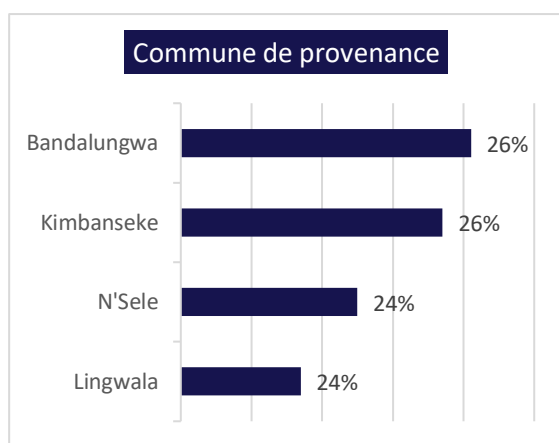
c. Les jeunes filles (6-12 ans)

Les jeunes filles (6-24 ans), cibles directes du projet ont été réparties entre deux tranches d'âge pour conduire l'analyse : de 6 à 12 ans et de 13 à 24 ans.

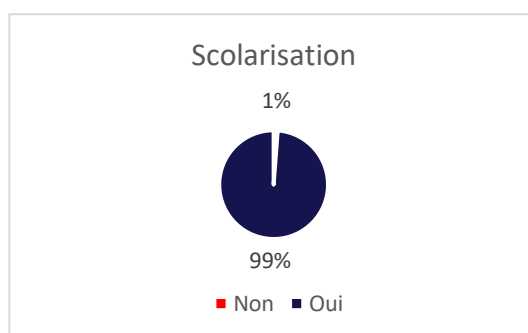
Nous nous concentrons ici sur les jeunes filles âgées de 6 à 12 ans pour lesquelles un questionnaire a été administré et dont les caractéristiques de l'échantillon sont disponibles ci-dessous (249 réponses). Notons que 52% de l'échantillon est âgé de 6 à 10 ans et que les 48% restants sont âgés de 11 ou 12 ans.

Les interrogations par questionnaire ont gravité autour de quatre thématiques : la participation/fréquentation à des activités (afin de pouvoir apprécier l'évolution), l'état de santé physique et mentale, le rapport entretenu avec le quartier et la position en tant que jeune fille.

- Commune de provenance et âges



- Scolarisation



1/ Participation aux activités

Nous remarquons premièrement un dynamisme des jeunes filles dans la participation à des activités. En effet, **les jeunes filles participent d'abord à des activités culturelles : 42% d'entre elles pratiquent uniquement une activité culturelle contre 37% pour des activités sportives. 14% pratique les deux activités.** Les 6 % restantes déclarent ne participer ni à des activités culturelles ni à des activités sportives.

Culture de pauvreté

Le concept de culture de pauvreté proposé par Oscar Lewis en 1959 a été largement repris pour expliquer la persistance de la pauvreté et sa transmission de génération en génération dans certaines communautés. Ce cercle vicieux de la pauvreté s'expliquerait par l'effet que cette culture exerce sur les enfants qui, dès l'âge de 6 ou 7 ans, ont assimilé les valeurs et les habitudes de leur milieu et seraient ainsi incapables de profiter des opportunités qui pourraient se présenter à eux.

C'est ce que l'on a constaté à Kinshasa au niveau des jeunes filles et garçons qui ont déclaré ne pratiquer aucune activité sportive ou culturelle. L'approche de l'exclusion par la culture de pauvreté revient à essayer de découvrir son degré d'intériorisation chez les jeunes. S'il n'est pas trop élevé, l'individu pourra profiter des opportunités d'insertion qu'on peut lui offrir. Par contre, on peut rencontrer des individus qui ont tellement intériorisé leur culture de pauvreté qu'ils ne peuvent plus y échapper.

Dans tous les cas, le non-respect des valeurs culturelles spécifiques de certaines populations mène à l'échec des politiques sociales. Cela est particulièrement vrai dans le cas du secteur informel. Il est indispensable de mettre en place des modalités de négociation collective tenant compte de ces données culturelles pour éviter d'imposer des modèles inadaptés au contexte local. Une relecture du secteur informel est nécessaire à partir de la culture effective de ses membres.

On retrouve l'éternelle question de savoir si ce secteur informel peut se transformer ou non en secteur moderne, mais surtout on retrouve la question de savoir si cela est légitime. De façon générale, c'est tout le débat autour de l'alternative à l'occidentalisation du monde et à sa vision du Progrès apportant le bonheur universel.

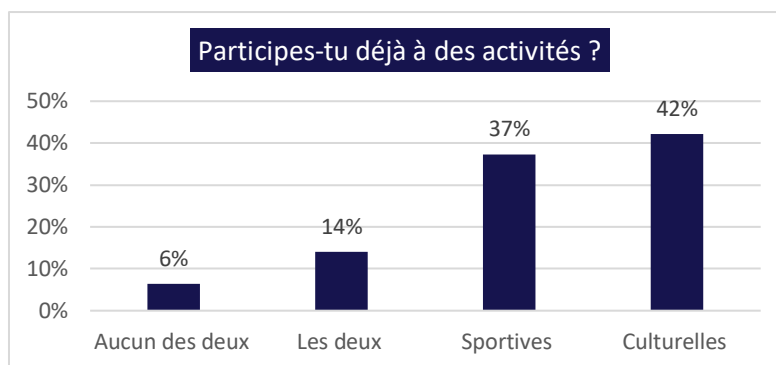
On remarque toutefois une disparité importante selon les communes :

- Les jeunes filles de N'Sele pratiquent à 66% uniquement des activités culturelles (contre 18% pour de la pratique sportive uniquement)
- Les jeunes filles de Kimbanseke, Lingwala et Bandalungwa déclarent pour 40% à 48% d'entre elles pratiquer uniquement une ou des activités sportives
- Enfin, 24% des jeunes filles de Lingwala déclarent pratiquer à la fois des activités sportives et culturelles

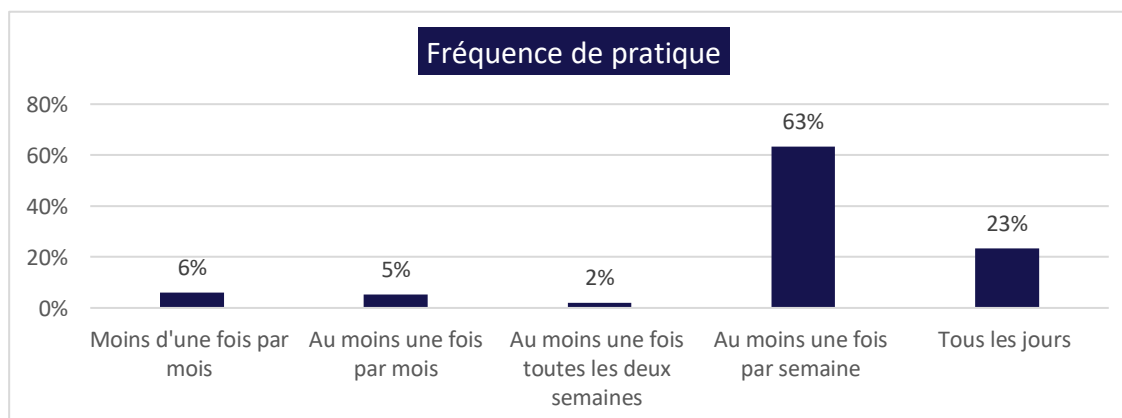
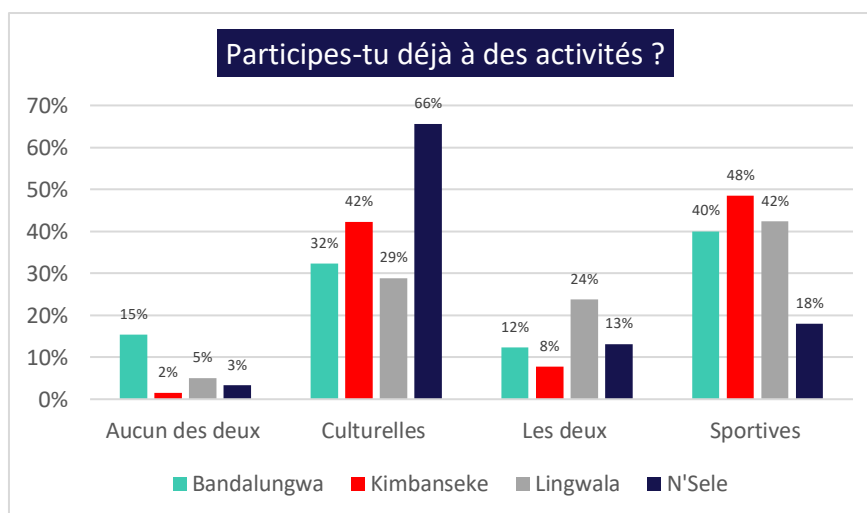
Au niveau de la fréquence de pratique :

- **63% des jeunes filles pratiquent une activité sportive ou culturelle au moins une fois par semaine**
- **23% déclarent en pratiquer une tous les jours.**
- **Notons que les jeunes filles pratiquant une activité culturelle uniquement déclarent pratiquer tous les jours pour 27% d'entre elles contre 14% pour celles qui pratiquent une activité sportive uniquement**

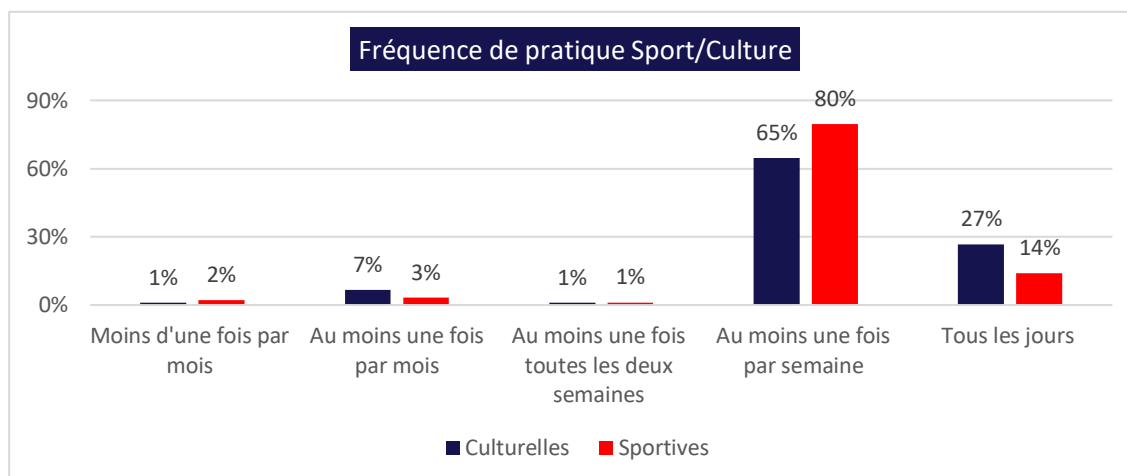
Toujours sur la fréquence de pratique, il n'existe pas de différences notables entre les communes à l'exception de Bandalungwa où 12% des jeunes filles déclarent pratiquer moins d'une fois par mois et 11% au moins une fois par mois seulement (contre 3 à 5% pour les autres communes sur ces deux entrées). Une attention particulière pourra être apportée à la fréquence de pratique d'une activité sportive ou culturelle pour les jeunes filles sur cette commune.



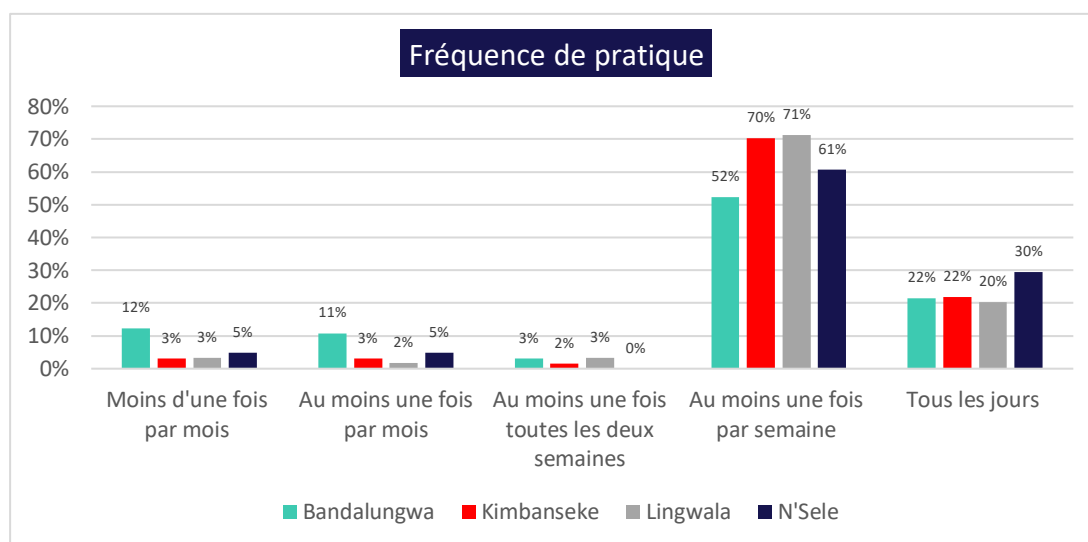
- Par commune



- Par type d'activité unique (sport ou culture)



- Par commune

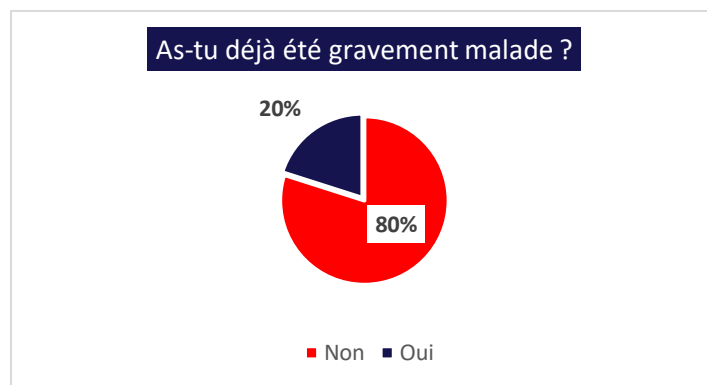


2/ Etat de santé

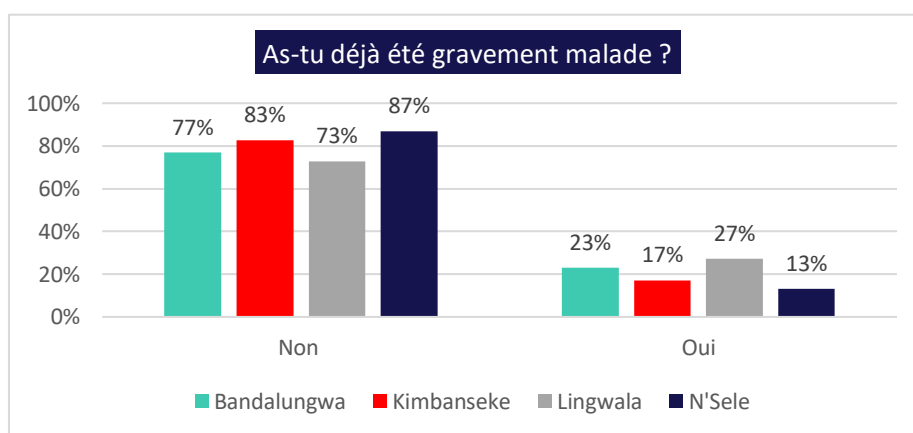
- Maladies et rétablissement

20% des jeunes filles interrogées déclarent avoir déjà été gravement malades mais sans disparité très significative entre les communes. La liste des maladies graves déclarées est disponible en annexes mais notons que la malaria représente 34% d'entre elles.

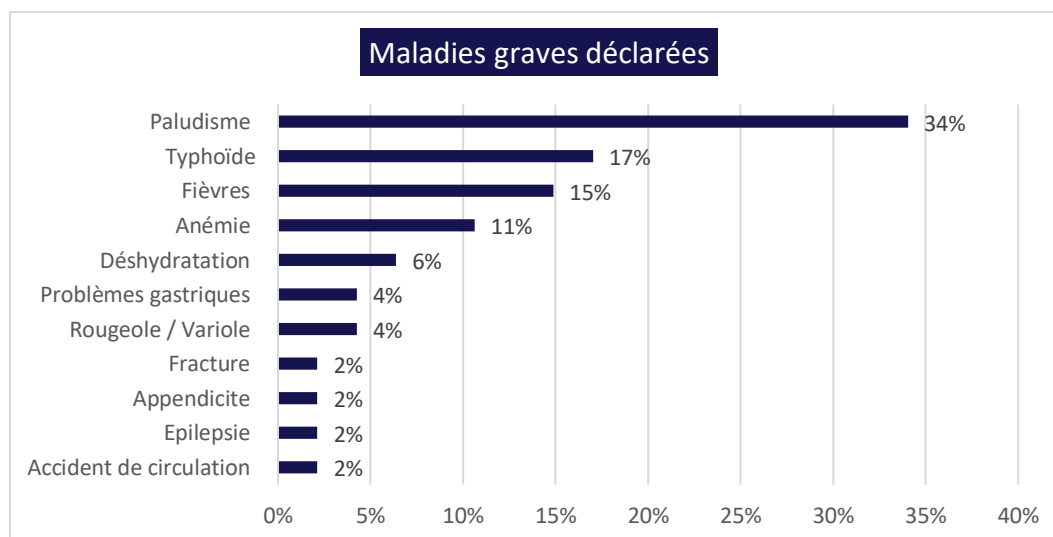
Parmi les jeunes filles gravement malades, 10% d'entre elles déclarent ne pas être totalement rétablies avec des restes de malaria, des maux de tête, de l'épilepsie témoignant d'une santé fragile.

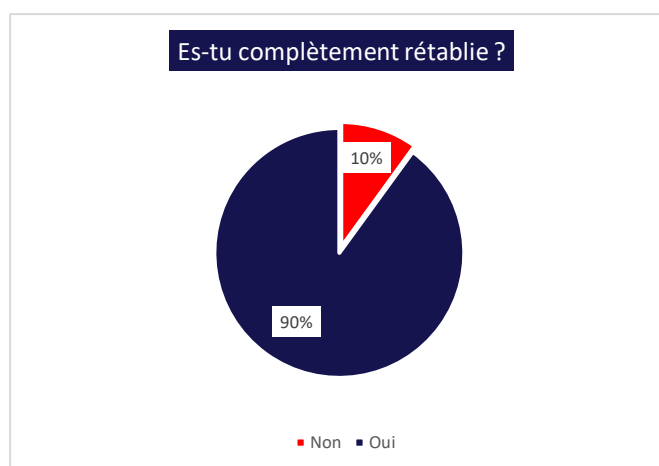


- Par commune :



- Maladies graves déclarées (47 réponses exploitables) :





Parmi les restes de maladie évoqués, on retrouve les maux de tête, l'épilepsie, les relents de malaria.

- Niveau de bonheur

78% des jeunes filles déclarent être heureuses au moment où le questionnaire a été administré, signifiant par conséquent que tout de **même 22% signalent ne pas l'être**. L'analyse par commune laisse apparaître que ce sujet de santé mentale est prégnant à Lingwala avec 41% des jeunes filles déclarant ne pas être heureuses là où les autres communes oscillent sur un taux allant de 14% à 20%.

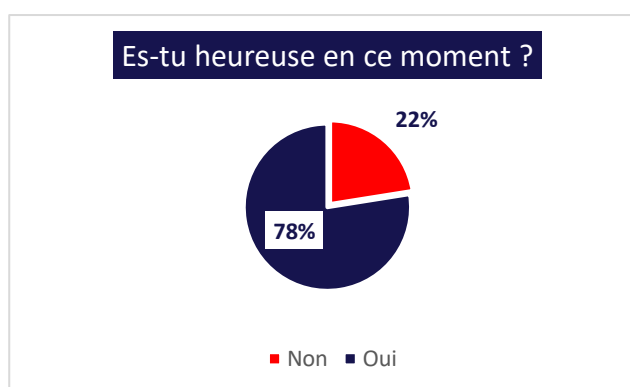
Afin de creuser davantage cette question et comprendre les raisons et voies d'améliorations, il a été demandé aux jeunes filles ce qu'elles souhaiteraient pour être davantage heureuses. L'analyse des réponses démontre que le souhait principal tourne autour de l'amélioration des infrastructures du quartier (construction de terrain, école de danse, propreté, électricité) à 62%.

« Qu'on mette une salle une danse, que mes parents me laissent danser »

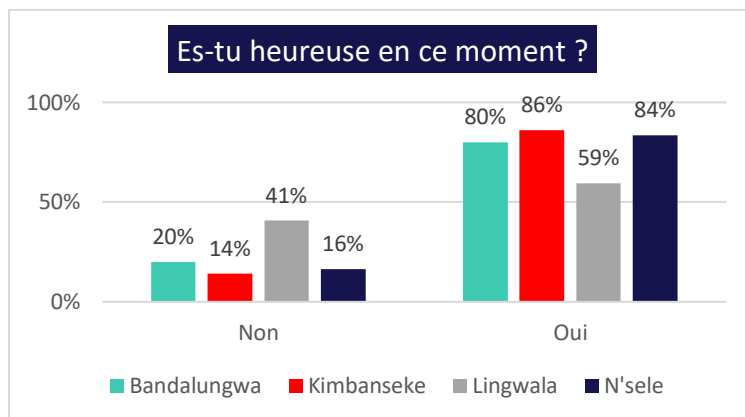
« Je souhaiterais qu'on nous aide à déployer les encadreurs et aménagements des installations sportives »

Vient ensuite ce qui a trait à l'amélioration des conditions sociales au sens large et la participation à des activités diverses (yoga, lecture, jeux entre amies, football, etc.). Le sujet de l'achat d'équipements pour la pratique, notamment sportive, revient à 7% (ballons, maillots) tout comme le fait de faire des études/aller à l'école. Notons que l'amélioration de la sécurité est présent dans 5% des cas.

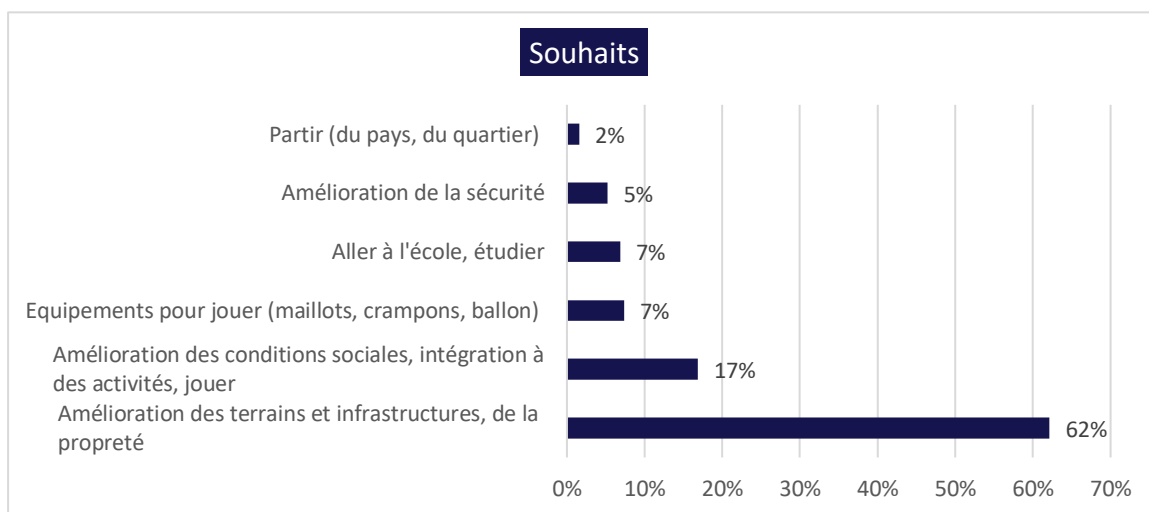
« Chasser les kuluna qui nous dérangent la nuit et font du mal aux gens dans le quartier »



- Par commune



• Souhaits pour être davantage heureuse

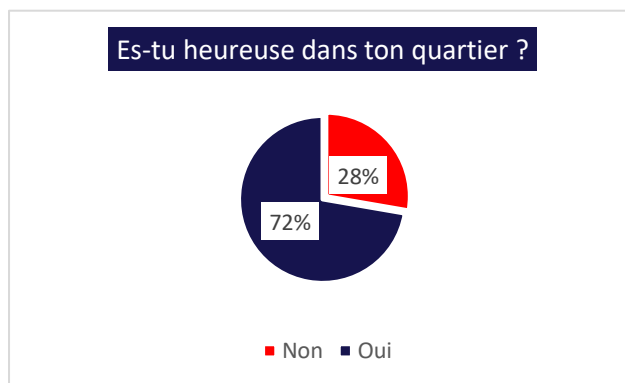


3/ Rapport entretenu vis-à-vis du quartier

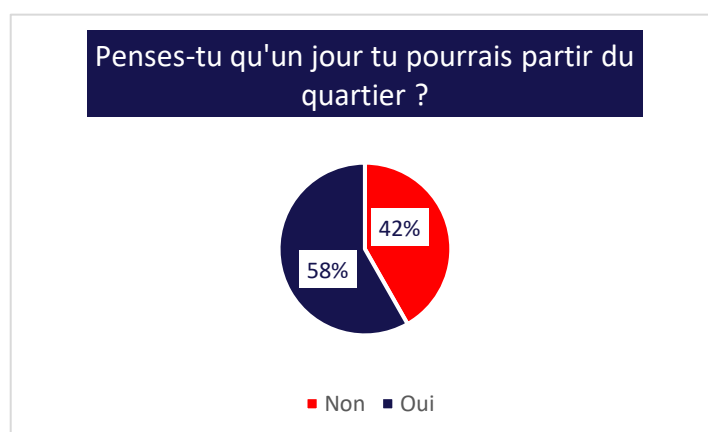
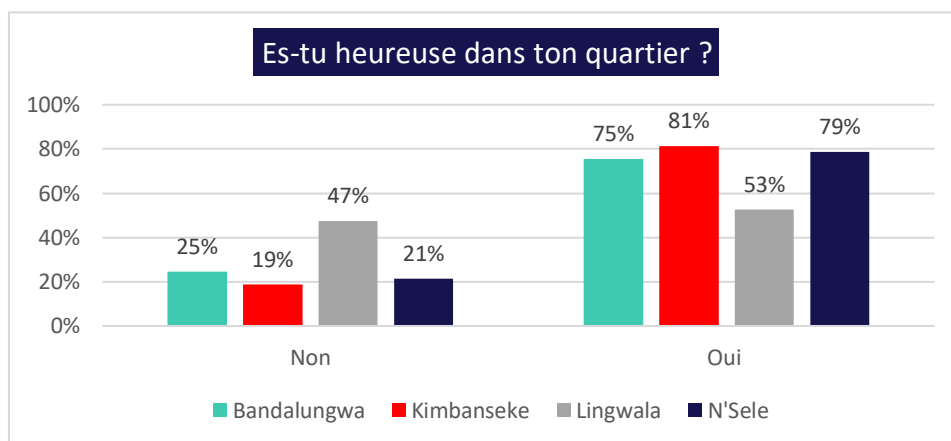
• Niveau de bonheur dans le quartier et attachement à celui-ci

28% des jeunes filles déclarent ne pas être heureuses dans leur quartier (dont 47% à Lingwala, 25% à Bandalungwa, 21% à N'Sele et 19% à Kimbanseke). Les motifs d'amélioration présentés dans la section « niveau de bonheur » peuvent en partie au moins expliquer ce sentiment mitigé.

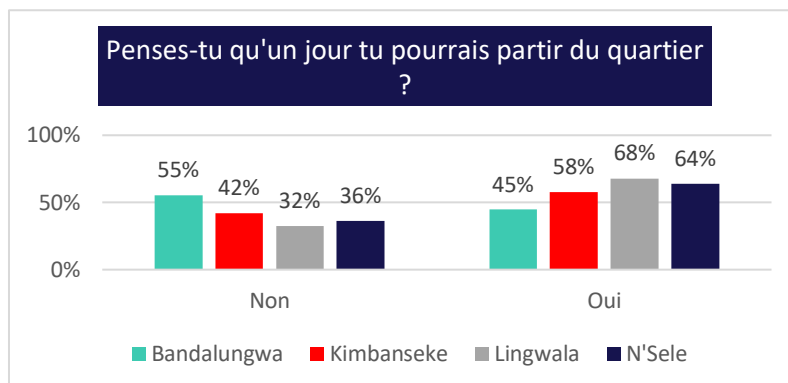
Pour tenter de comprendre si ce sentiment ambigu pouvait avoir un impact sur l'avenir des jeunes filles dans le quartier (sous réserves des moyens nécessaires à leur émancipation), nous leur avons demandé si elles se projetaient dans ce quartier. **Ainsi, 58% indiquent qu'elles pourraient un jour partir du quartier.** Ces éléments peuvent être affinés à l'échelle communale. On constate ainsi que 68% des jeunes filles de Lingwala et 64% des jeunes filles de N'Sele envisagent un jour de partir du quartier. Ces données sont moindres pour Kimbanseke et Bandalungwa (respectivement 58% et 45%).



- Par commune



- Par commune

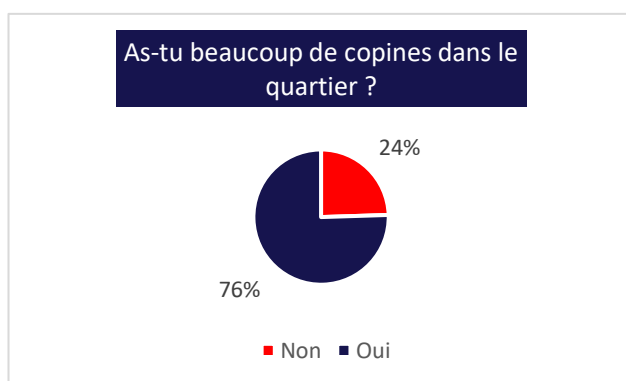


• Fréquentations et lieux de rencontre

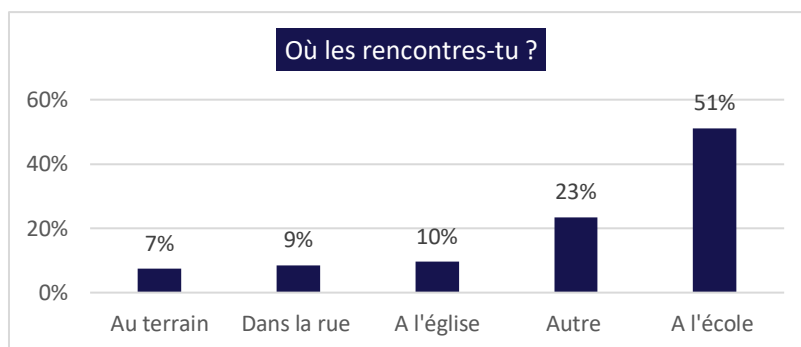
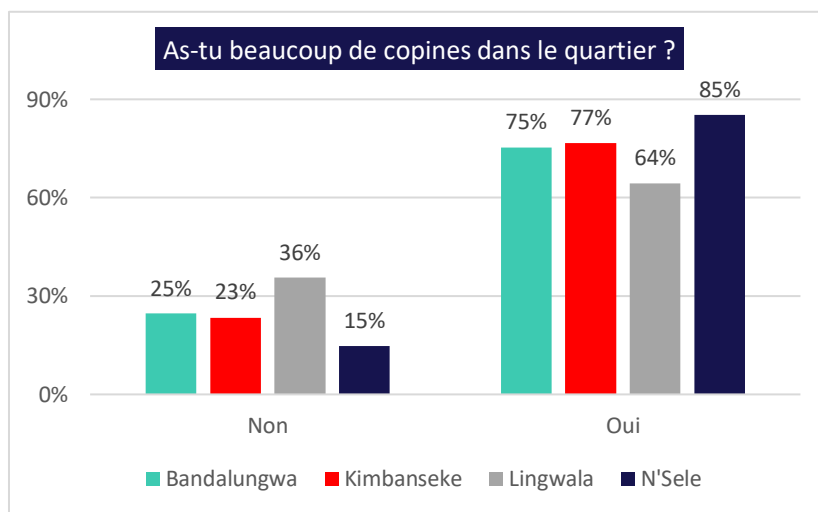
76% des jeunes filles déclarent avoir beaucoup de copines dans le quartier et 99% d'entre elles les rencontrent souvent. Les chiffres communaux sont relativement homogènes même si l'on remarque à nouveau un léger recul à Lingwala (seulement 64% de jeunes filles déclarent avoir beaucoup de copines).

Le lieu de rencontre entre amies favori reste l'école (51%) là où le terrain reste un lieu de rencontre très marginal pour les jeunes filles (7% seulement contre 10% pour l'église par exemple sur les 4 communes), signe que ce lieu n'est pas identifié comme un lieu de rencontre et d'interactions sociales. Ici, les communes sont relativement homogènes hormis le terrain de Kimbanseke, lieu de rencontre pour 16% des jeunes filles.

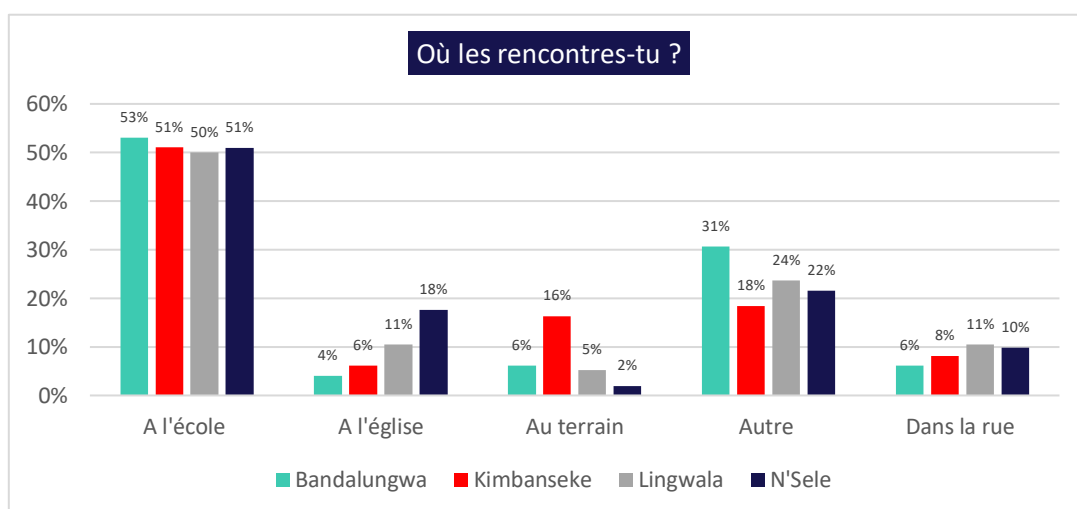
Ce propos corrobore avec les éléments récoltés en focus group puisque les lieux de rencontre déclarés par les jeunes filles sont principalement l'église et l'école.



- Par commune



- Par commune

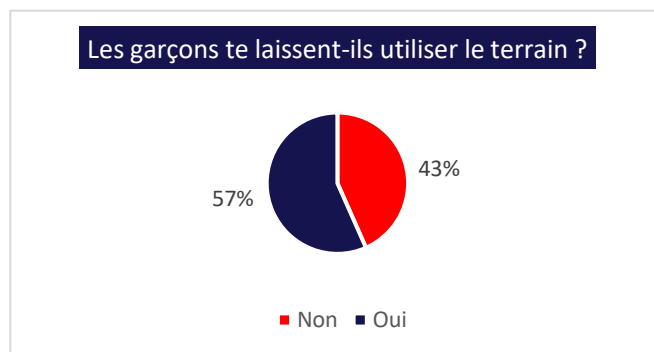


4/ Position de la jeune fille

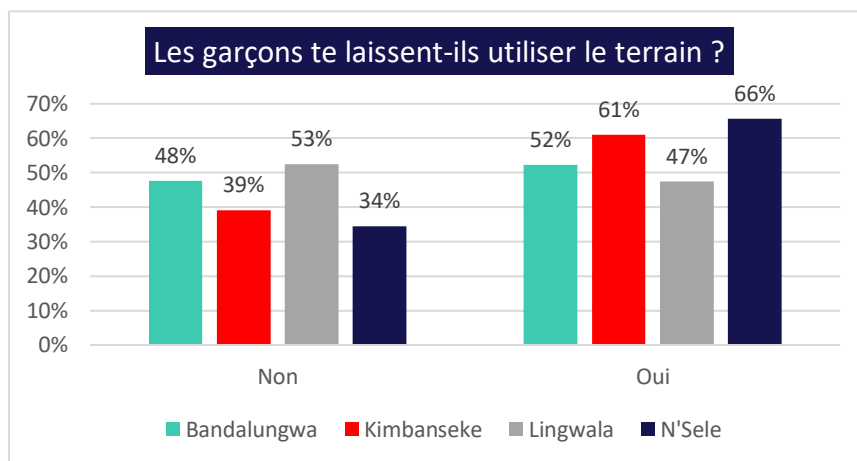
- Utilisation du terrain

43% des jeunes filles déclarent que les garçons ne leur laissent pas utiliser le terrain.

Ceci est d'autant plus vrai à Lingwala et Bandalungwa (**53% et 48%**) et moins écrasant à Kimbanseke et N'Sele (39% et 34%).



- Par commune



- Activités avec les garçons

Avant même d'envisager des activités mixtes, il s'agit de savoir si les jeunes filles sont d'accord pour faire des activités avec les garçons.

On remarque ici une différence entre les activités sportives et culturelles. **Ainsi, 51% des jeunes filles sont d'accord pour faire des activités sportives avec les garçons. Ce chiffre atteint 64% lorsqu'il s'agit d'activités culturelles**, symbole de freins exacerbés lorsqu'il s'agit de sport. Les constats sont relativement similaires à l'échelle communale. Notons tout de même que les jeunes filles de N'Sele semblent tout à fait d'accord pour partager des activités culturelles avec les garçons (75%) ce qui est moins vrai à Bandalungwa (57% seulement).

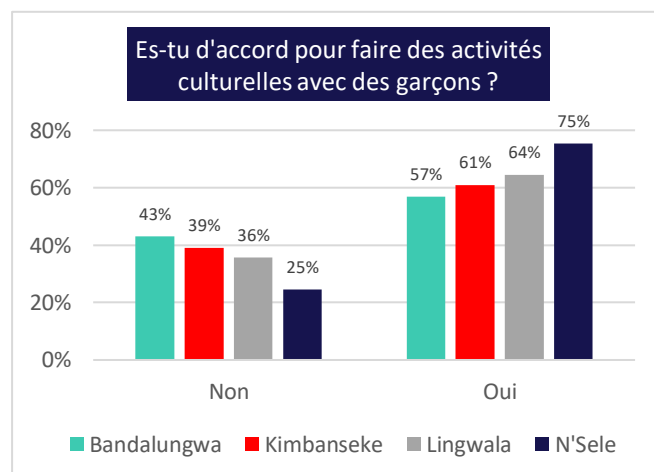
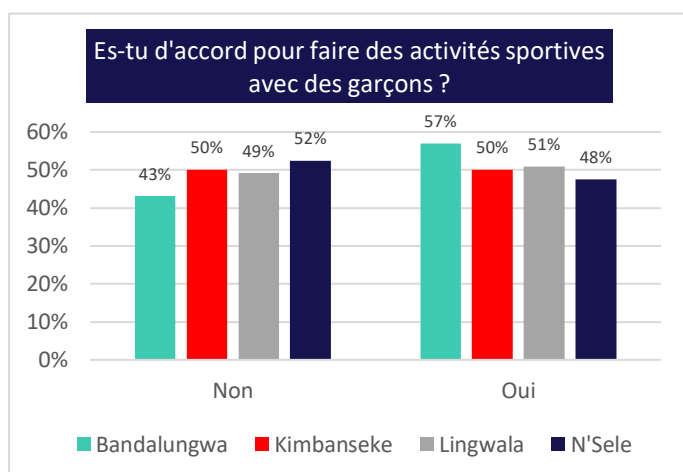
Ce sentiment mitigé de partager des activités avec les garçons se matérialisent aussi par les focus group conduits, attestant qu'il est sans doute préférable de banaliser des créneaux dédiés à la pratique exclusivement féminine :

« Moi ça me gêne de faire des activités avec les garçons »³⁵

« Les garçons jouent brutalement »³⁶



- Par commune



- Violences à l'égard des jeunes filles

Cette section a été subdivisée en deux sous-questions :

- Savoir si les jeunes filles ont déjà été agressées par des garçons
- Savoir si les jeunes filles ont déjà été humiliées par les garçons

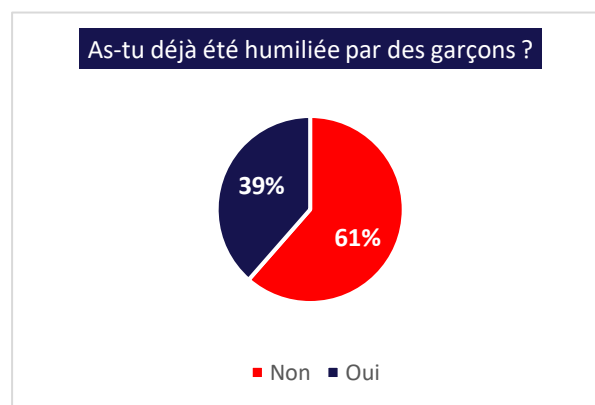
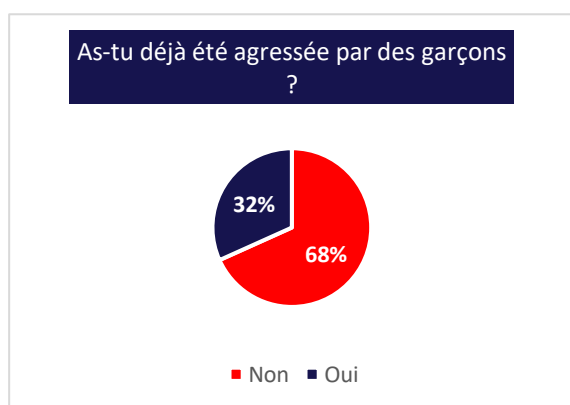
Les termes ont été choisis de manière volontairement large afin de pouvoir englober un maximum de violences tout en n'entrant pas dans un niveau de détail complexe voir ayant un effet répulsif vis-à-vis d'un public encore jeune.

Les chiffres sont relativement significatifs et amènent à penser que le déploiement du programme revêt une importance certaine. **En effet, 32% des jeunes filles déclarent avoir déjà été agressées par des garçons. 39% déclarent avoir déjà été humiliées.**

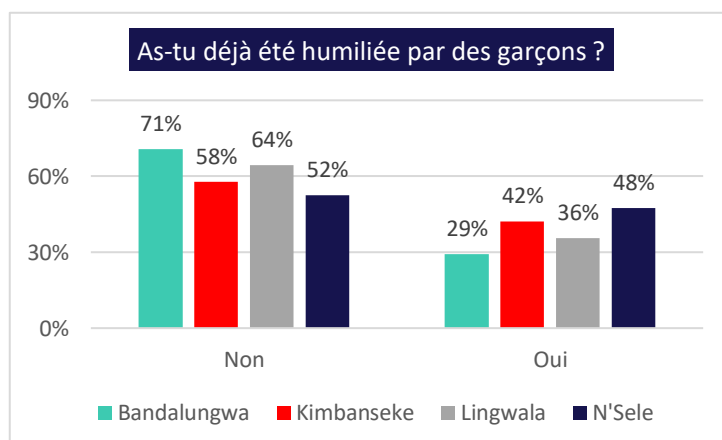
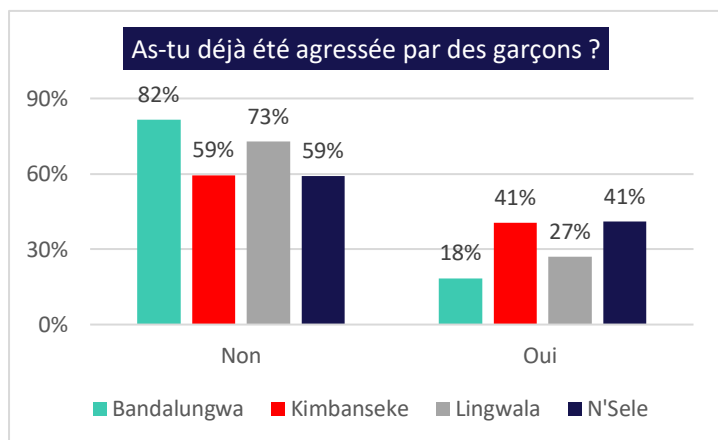
³⁵ Focus group, jeunes filles, Kimbanseke

³⁶ Focus group, jeunes filles, N'Sele

Les données par communes témoignent d'une probable inégalité entre communes sur ce sujet et potentiellement de modalités d'intervention différentes. 41% des jeunes filles de Kimbanseke et N'Sele déclarent avoir déjà été agressées par des garçons (contre 27% à Lingwala et 18% à Bandalungwa). De la même manière, 48% des jeunes filles de N'Sele et 42% de celles de Kimbanseke déclarent avoir déjà été humiliées par des garçons. Ce chiffre est légèrement inférieur à Lingwala (39%) et à Bandalungwa (29%)



- Par commune



Grands enseignements – jeunes filles 6-12 ans

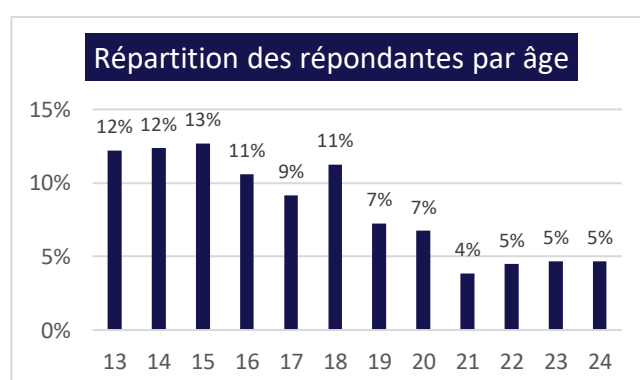
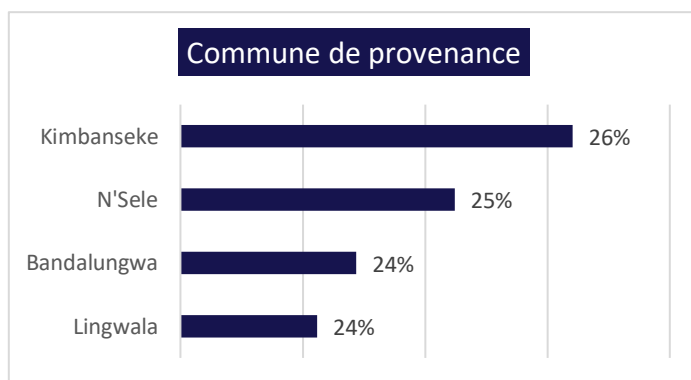
- Des pratiques sportives et culturelles déclarées qui sont, sur le papier, assez satisfaisantes (peut-être dues à des activités scolaires ?) mais des marges de manœuvres sont à trouver, notamment sur la fréquence de pratique
- Un niveau de santé mentale à considérer dans le cadre du projet, plus d'une jeune fille sur cinq déclarant ne pas être heureuse. Ceci est sans doute à relier avec l'attachement relatif au quartier et aux améliorations qui pourraient survenir (notamment infrastructurelles)
- Néanmoins, des jeunes filles avec une vie sociale épanouie mais des terrains qui ne sont pas perçus comme des lieux de rencontre
- Une utilisation des terrains à améliorer, notamment sur le partage avec les garçons (activités mixtes ou créneaux uniquement féminins comme options que nous développerons dans la section préconisations)
- Des situations de violences à l'égard des jeunes filles qui justifient pleinement le déploiement du projet

d. Les jeunes filles (13-24 ans)

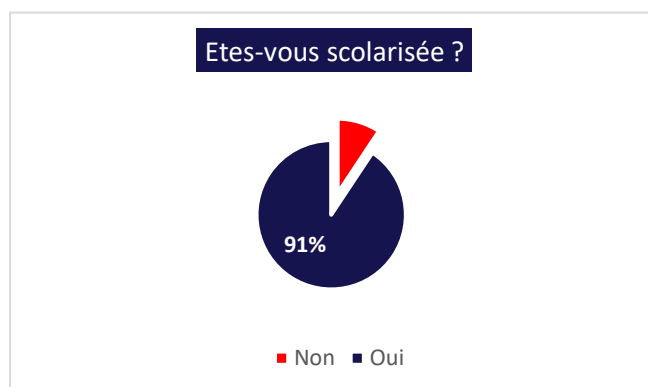
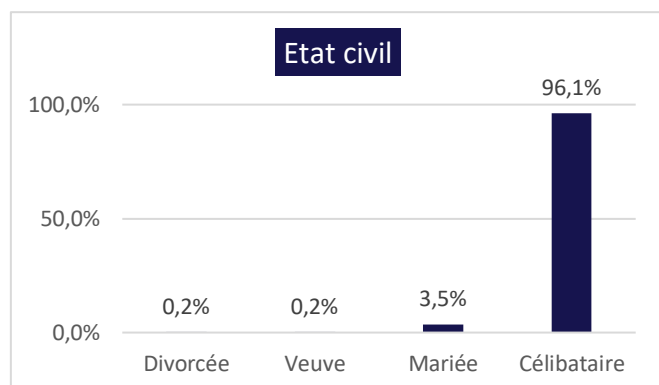
Une méthodologie similaire a été déployée pour les jeunes filles/femmes âgées de 13 à 24 ans mais certaines questions ont été formulées différemment voire affinées, tenant compte du degré de maturité du public interrogé. De plus, certaines thématiques peu adaptées aux jeunes filles de bas âges ont été développées : projet professionnel, santé physique et mentale par exemple.

Les caractéristiques générales de l'échantillon de répondantes est disponible ci-dessous (622 réponses). Notons que **90%** des jeunes filles interrogées pensent que la pratique sportive/culturelle peut les aider à trouver un travail (en mentionnant à nouveau très fréquemment les termes « argent » et « talent » dans 15% et 10% des réponses données).

- Commune de provenance et âges

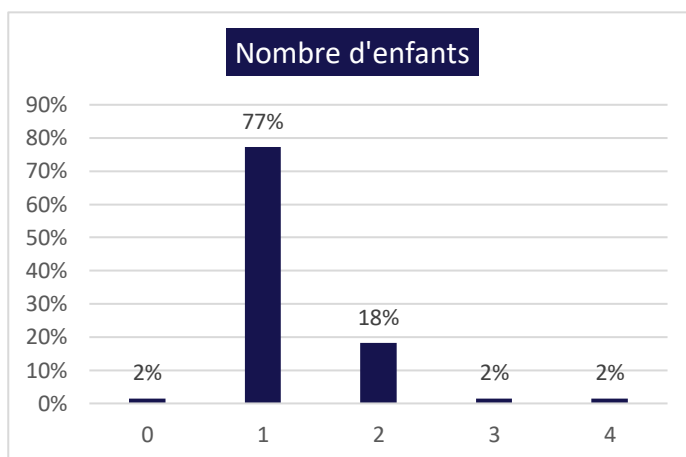
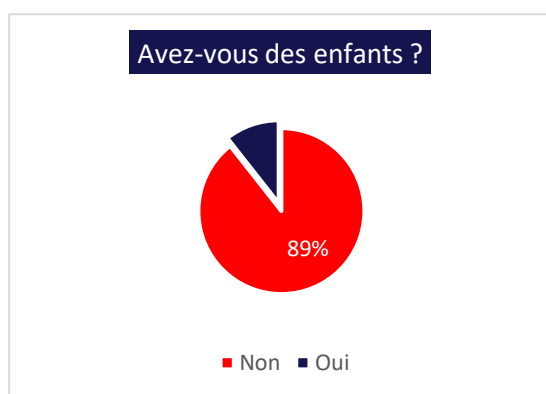


- Etat civil et scolarisation

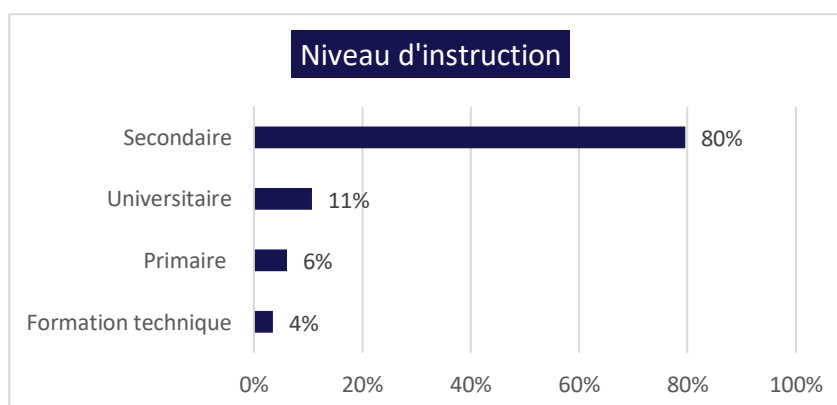


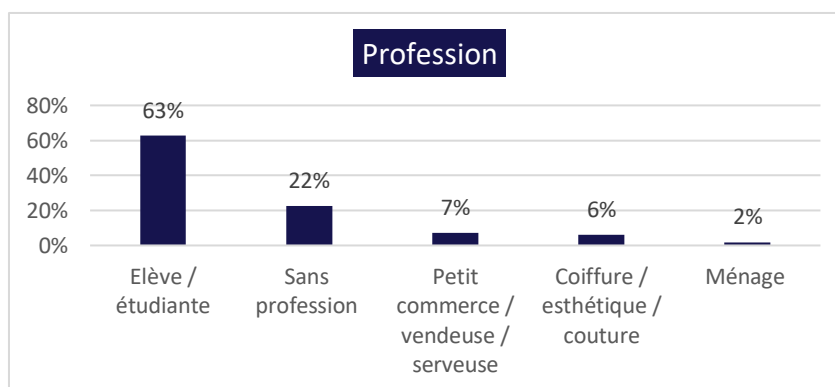
- Enfants

Moyenne d'âge des femmes qui ont des enfants : 21.6 ans.



- Niveau d'instruction et profession





- Avis sur la pratique sportive et culturelle



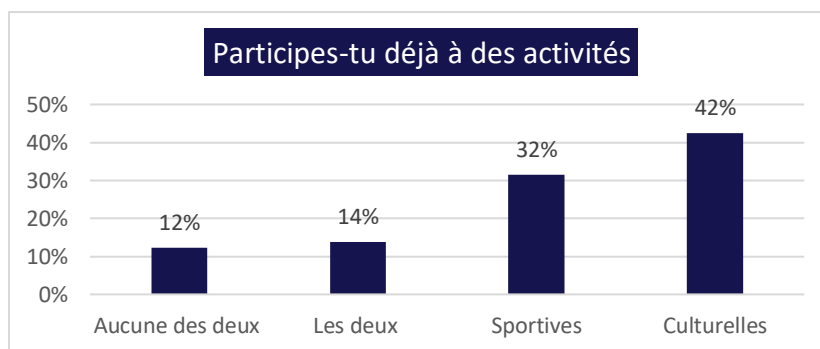
1/ Participation aux activités

42 % des jeunes filles déclarent pratiquer une ou des activités culturelles uniquement contre 32% pour les activités sportives. 14% pratiquent les deux. Par conséquent, les 12% restants ne pratiquent aucune des deux.

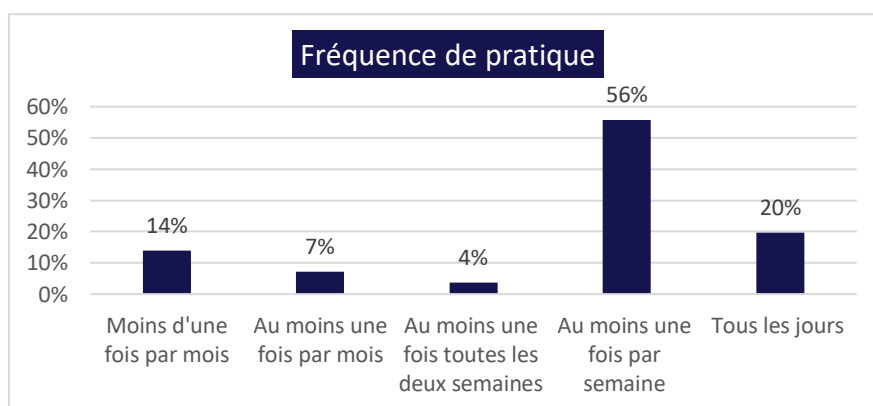
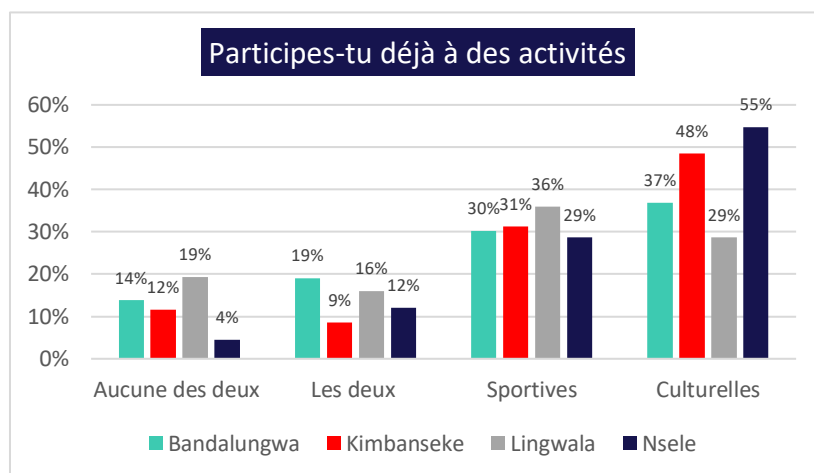
On dénote un engouement pour les activités culturelles à Kimbanseke et N'Sele (48% et 55%) mais une relative homogénéité autour des pratiques sportives (autour de 30-35% des jeunes filles).

56% des jeunes filles déclarent pratiquer au moins une fois par semaine leur(s) activité(s). 20% déclarent pratiquer tous les jours.

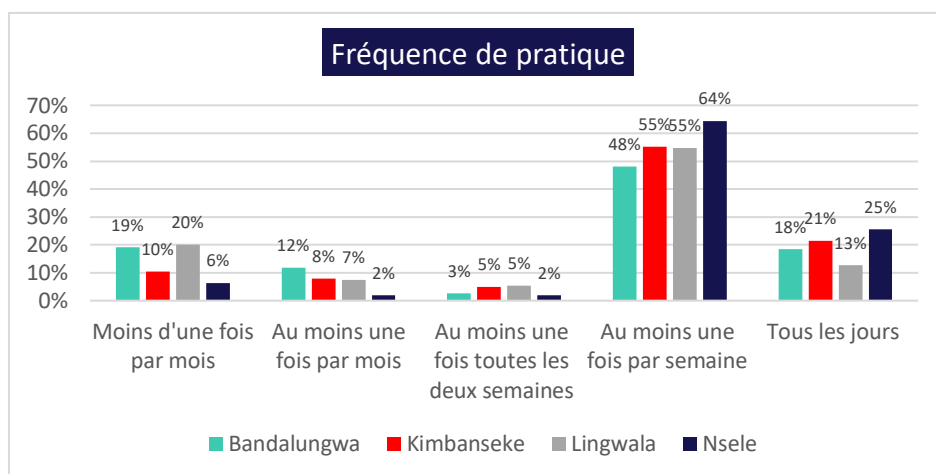
On remarque enfin une propension supérieure à pratiquer des activités culturelles tous les jours face aux activités sportives (23% contre 15% pour les pratiques sportives).



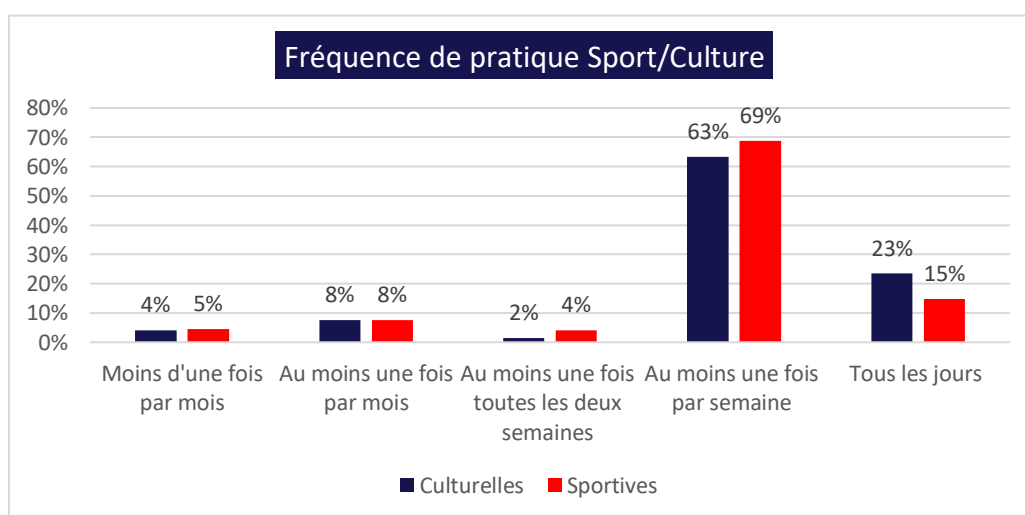
- Par commune



- Par commune :



- Fréquence de pratique selon pratique d'une activité sportive ou activité culturelle uniquement

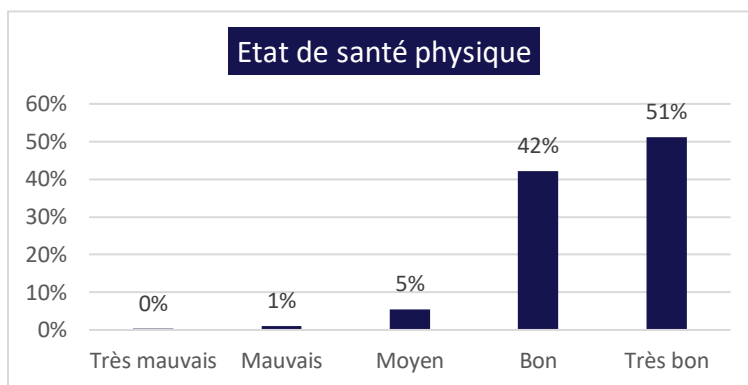


2/ Etat de santé

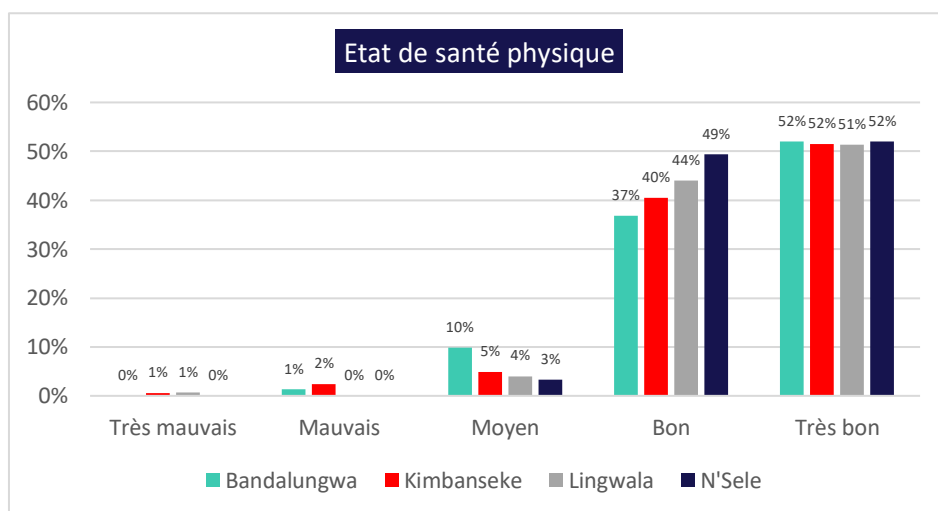
- Santé physique

93% des interrogées déclarent un niveau de santé physique bon ou très bon.

L'analyse communale n'offre guère plus d'éléments si ce n'est que 10% des filles de Bandalungwa déclarent un niveau de santé « moyen » et donc un point d'alerte potentiel.



- Par commune



- Santé mentale

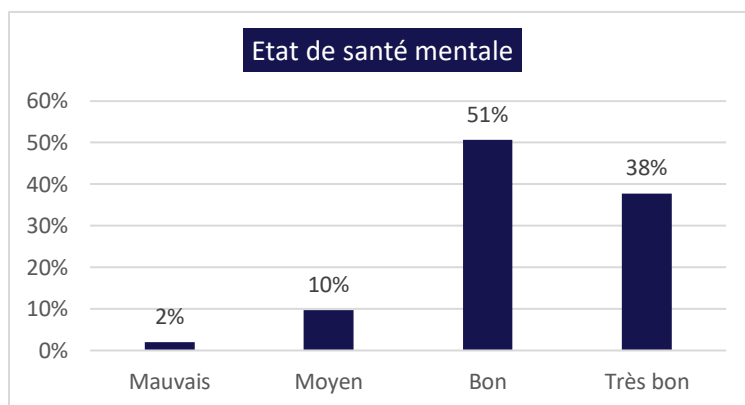
Si 89% des interrogées déclarent un état de santé mentale bon ou très bon, 10% le juge « moyen ».

En complément, **25% des jeunes filles indiquent ne pas être heureuse** au moment de leur réponse au questionnaire (dont 43% à Lingwala).

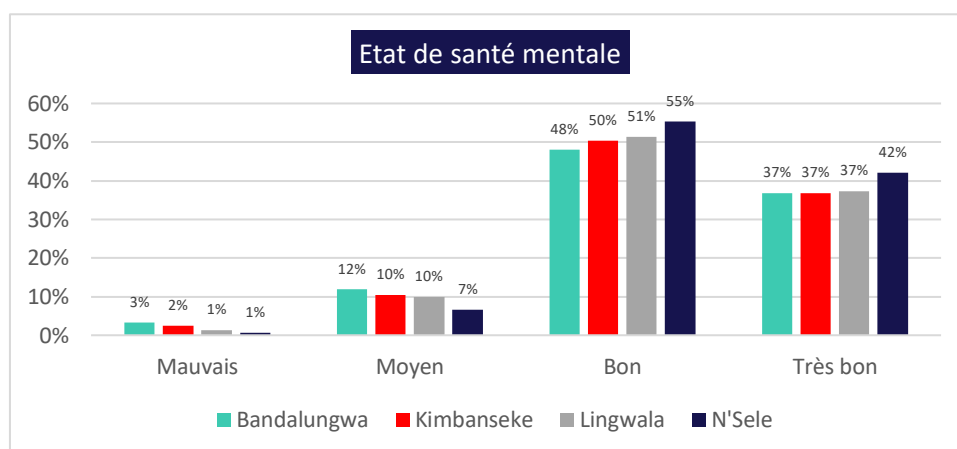
Comme pour les jeunes filles de 6-12 ans, il a été demandé aux jeunes filles leurs souhaits pour être davantage heureuse. Nous sommes repartis des thématiques identifiées pour les 6-12 ans et avons cherché les occurrences par mots-clés. On remarque à nouveau que la question infrastructurelle revient en premier lieu (65% pour l'amélioration des infrastructures, dont le terrain). Si l'achat de matériel et autres équipements revient moins fréquemment que pour les 6-12 ans, remarquons que la sécurité est mentionnée dans 8% des cas. Quelques jeunes filles mentionnent la volonté d'« *avoir une activité génératrice de revenus* », signe que leur développement passera aussi par ce biais économique. Notons enfin que quasiment une fille sur 6 parle du secteur culturel d'une manière ou d'une autre (encadrement culturel, création de salles de danses, etc.).

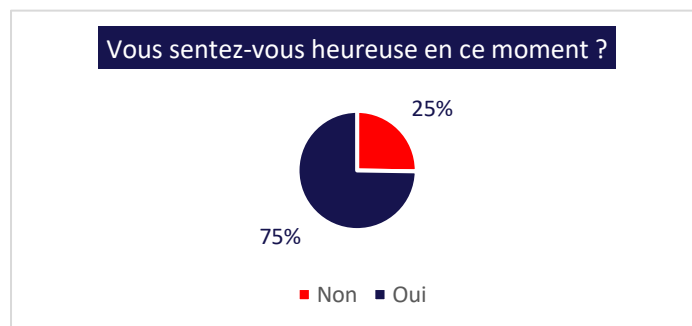
« Arranger nos terrains qui existent dans nos quartiers puis nous créer d'autres sports qui n'existent pas car bon nombre des gens [jouent] juste au football »

« Comme je suis couturière j'aimerais avoir la formation de bonne qualité et la finance pour faciliter mes projets »

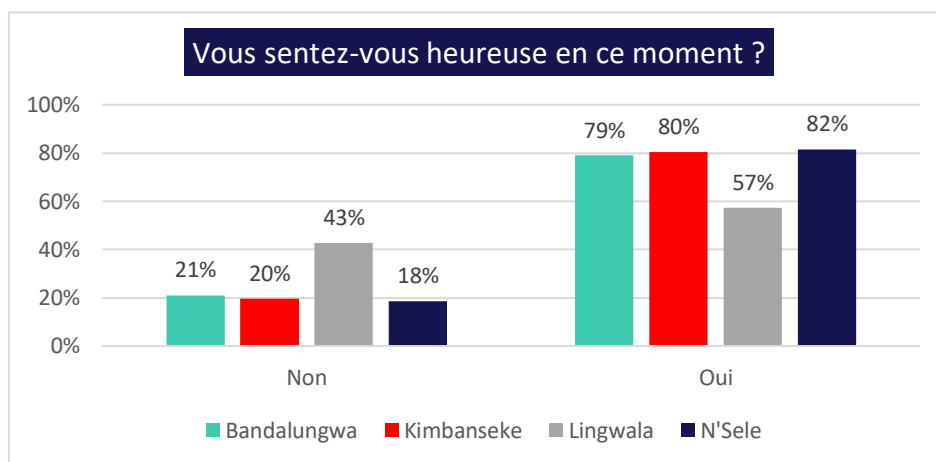


- Par commune





- Par commune

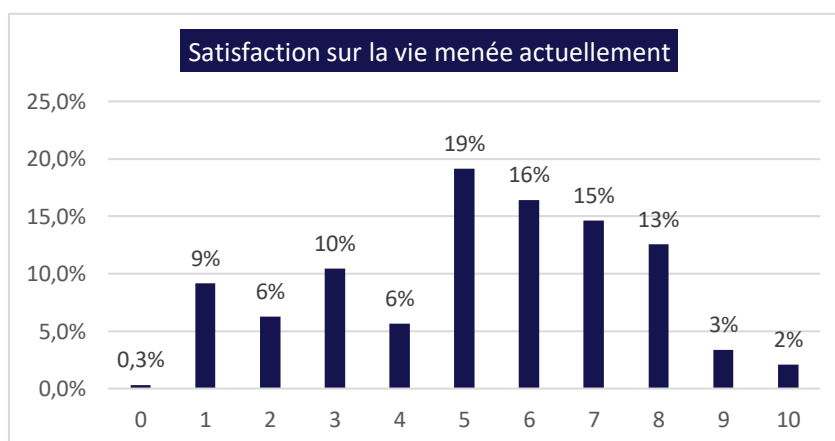


• Indice de bonheur

Il a été demandé aux jeunes filles d'évaluer le niveau de satisfaction de la vie qu'elles mènent actuellement sur une échelle de 1 à 10. La moyenne se trouve à 5.2/10 ce qui indique une marge de progression certaine. Seulement 33% d'entre elles sont à 7/10 ou plus sur cette échelle. Les moyennes par commune indiquent à nouveau un retard pour Lingwala (4.7/10).

- Moyenne par commune :

Bandalungwa : 5.6 / Kimbanseke : 5.2 / Lingwala : 4.7 / N'Sele : 5.5



3/ Insertion professionnelle

66% des interrogées déclarent avoir déjà un projet professionnel ou une activité sans différence notable entre les communes.

De plus, 86% des jeunes filles indiquent être capables d'exercer un métier. Les interrogées mentionnent ainsi les métiers qu'elles sont en capacité d'exercer et les compétences dont elles disposent. On retrouve ainsi une panoplie de métiers relativement large, que ce soit dans le secteur de la vente/petits commerces, dans le domaine esthétique ou de la mode, dans la restauration, dans le secteur médical ou l'enseignement. Sur le sujet des compétences, remarquons que les jeunes filles ont beaucoup plus tendance que les jeunes garçons à valoriser des compétences de savoir-être adaptables au milieu professionnel (contrairement aux compétences sportives techniques mentionnées par les jeunes garçons voire manuels qui sont un peu moins mentionnées). Ainsi, on retrouve la mention de compétences du type « sens de l'accueil », « honnêteté », « ponctualité ». Dans une moindre mesure, des compétences purement professionnelles ressortent du type « rédaction », « gestion », « vente ». Enfin plus marginalement, les compétences liées à la maîtrise d'un outil ou d'une technique arrive en seconde position « tressage et maquillage », « maîtrise de la machine à coudre », etc.

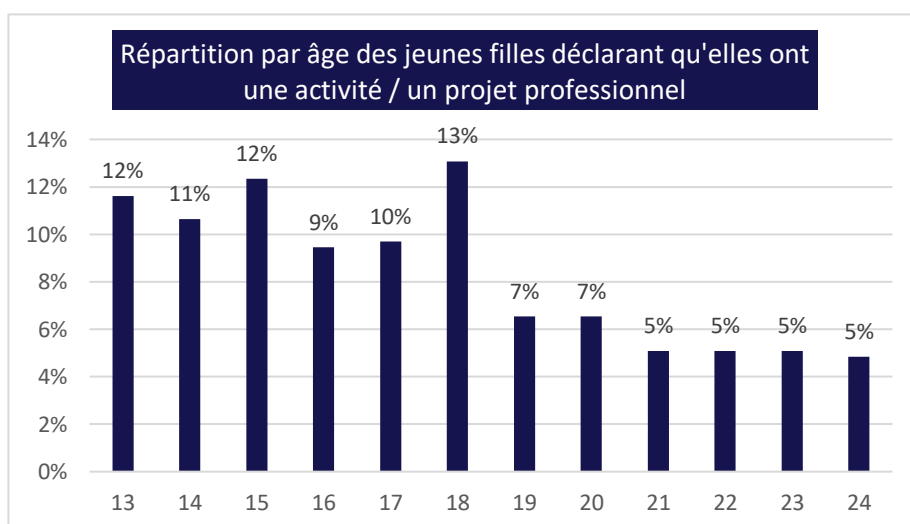
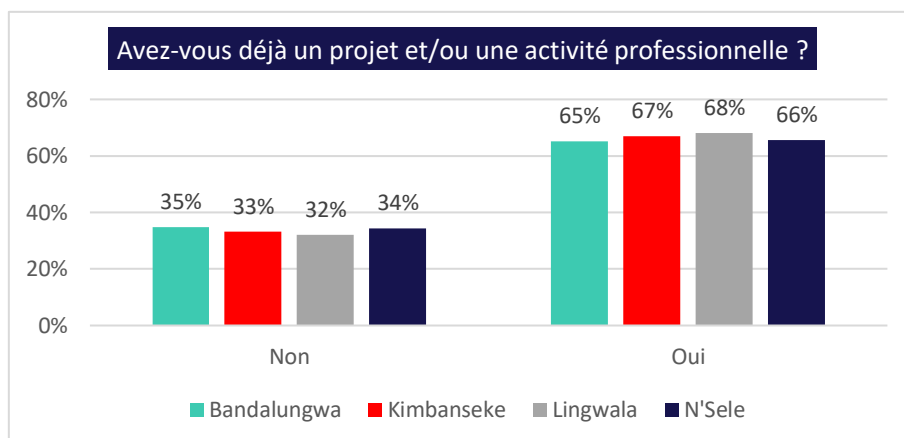
Enfin, **il semble exister un attrait des jeunes filles pour les métiers du sport et de la culture.** Ainsi, 60% souhaiteraient intégrer le monde du sport dans un cadre professionnel et ce chiffre atteint 75% pour le secteur culturel.

En focus group des jeunes filles de Kimbanseke ont par exemple acquiescées sur le fait qu'animer des activités de danse et de chant pourrait leur plaire. Il existe certainement des stratégies à trouver pour susciter des vocations et alimenter un cercle vertueux d'activités féminines qui manque à la fois de pratiquantes et d'encadrantes.

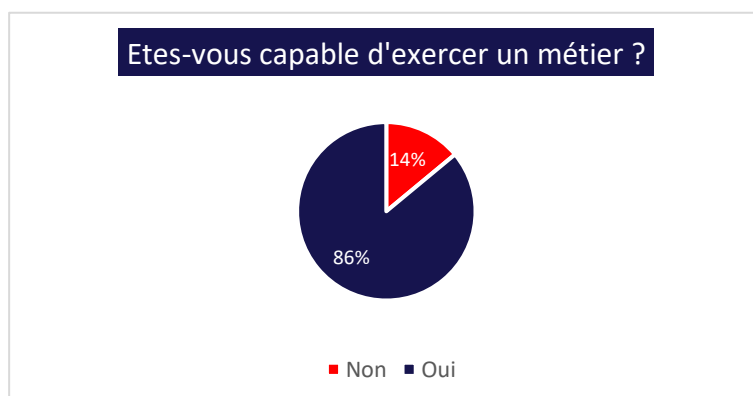
- Projet professionnel



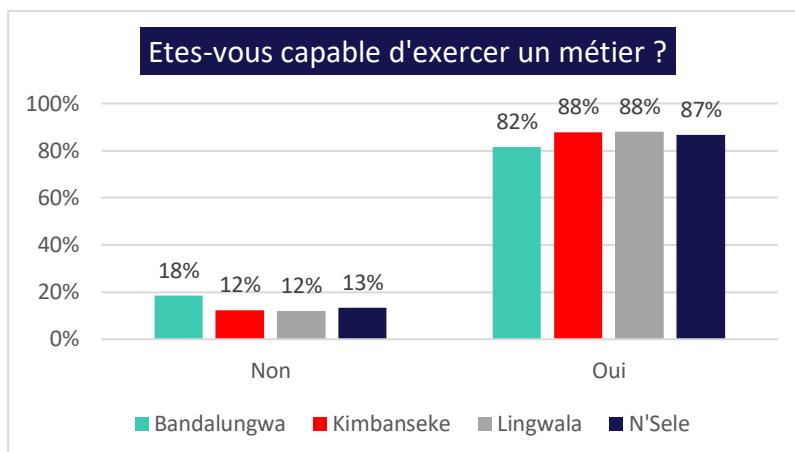
- Par commune



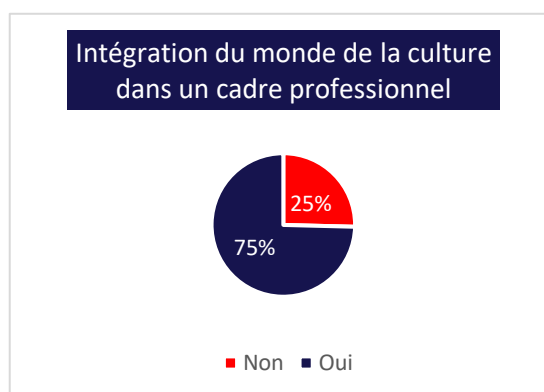
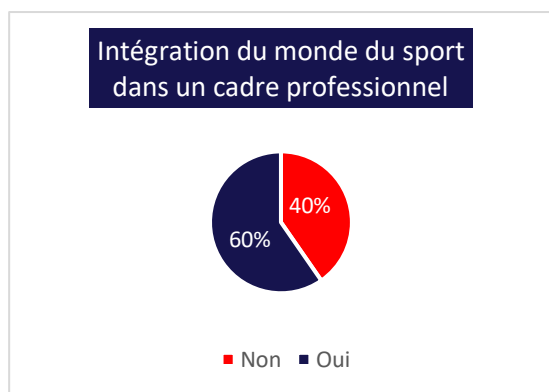
• Exercice d'un métier



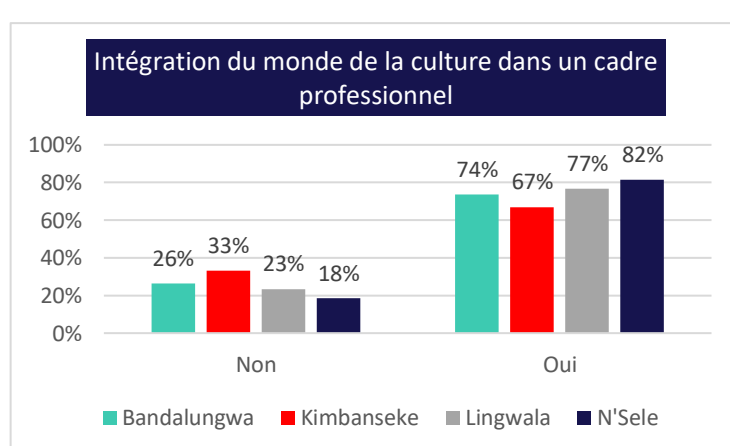
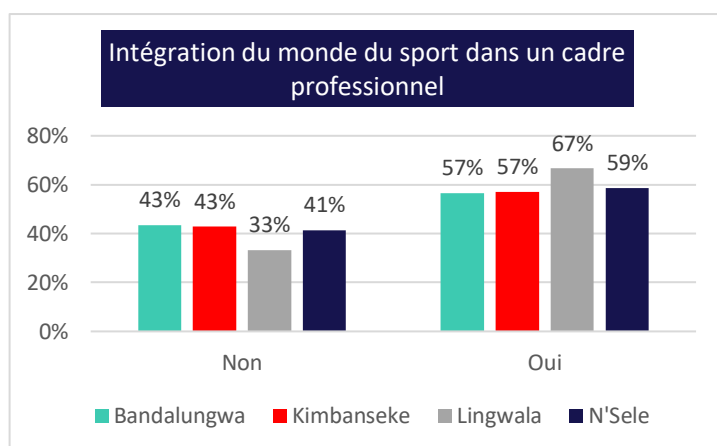
- Par commune



• Sport et culture dans un cadre professionnel



- Par commune



4/ Rapport entretenu vis-à-vis du quartier

- Niveau de bonheur dans le quartier et attachement à celui-ci

63% des jeunes filles déclarent être heureuses dans leur quartier. Là encore, Lingwala se distingue par le fait que 51% des interrogées déclarent ne pas y être heureuse.

Il existe par ailleurs un attachement au quartier peu marqué. **35% des jeunes filles y sont moyennement attachées. 40% y sont peu ou pas du tout attachées.** Notons que Bandalungwa se détache un peu plus positivement des autres communes avec 35% des jeunes filles qui se déclarent attachées ou très attachées.

De manière générale, l'entretien avec le cabinet BEAP Consulting, en charge de l'accompagnement à la mise en place de la gestion communautaire a soulevé le fait que les infrastructures nouvellement créées seraient susceptibles de générer un sentiment de fierté (« *Dans le quartier, nous avons ce terrain* ») de la part des locaux. On peut formuler l'hypothèse que les terrains et le projet participent à créer ou recréer une forme d'attachement.

Cet attachement relatif se symbolise aussi par le fait que **71% des interrogées disent prévoir partir un jour du quartier** (dont 84% à Kimbanseke, commune avec le taux le plus élevé).

Les motifs évoqués sont majoritairement catégorisables en deux enseignements :

- La volonté de partir, de voyager, de s'émanciper. Ceci pour des aspirations très diverses (études par exemple) et pas toujours expliquées par les participantes. Environ une jeune fille sur cinq évoque ce motif, soit près de 20%.

« Changement de milieu pour les études universitaires »

- Une aspiration très marquée au départ à des fins d'épanouissement personnel, de fuite de l'insécurité massive et de l'insalubrité et en recherche d'opportunités. Ces motifs, difficilement quantifiables reviennent plus de la moitié du temps, soit à plus de 50%.

« Il n'y a rien de bon ici. Et j'aimerais élargir mes connaissances. »

« Il y a vraiment l'insécurité totale. Et rien n'est bon ici »

« Je suis née [et j'ai] grandi ici, j'aimerais changer de milieu pour mon propre développement »

Le départ du quartier : mythe ou réalité ?

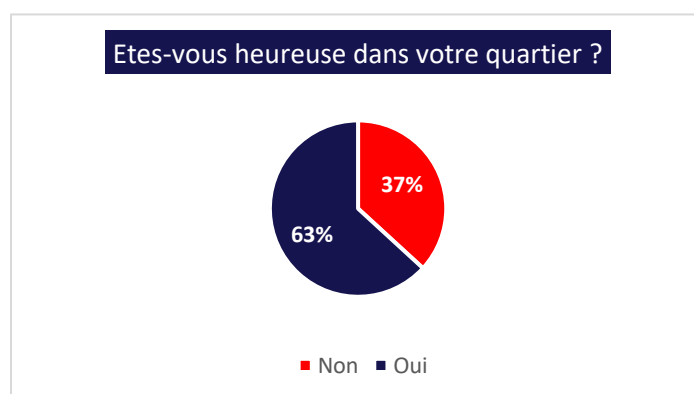
L'enquête de terrain a fait émerger un résultat qui mérite réflexion : un fort pourcentage de jeunes (filles et garçons) envisage de quitter leur quartier pour essayer d'avoir une vie meilleure ailleurs. Il faudrait donc essayer de mieux analyser les raisons de ce désir de migrer.

Le migrant peut être considéré comme un individu rationnel qui procède à un calcul de coût d'opportunité : rester ou migrer. Le gain migratoire est évalué par rapport à la probabilité de trouver ailleurs de meilleures conditions de vie ; le coût est calculé en fonction de la distance certes physique mais également psychologique, sociologique, culturelle... De plus, la décision de migrer n'est pas uniquement individuelle mais collective. Elle engage en général la famille, le village, le quartier, une ethnie, une diaspora...

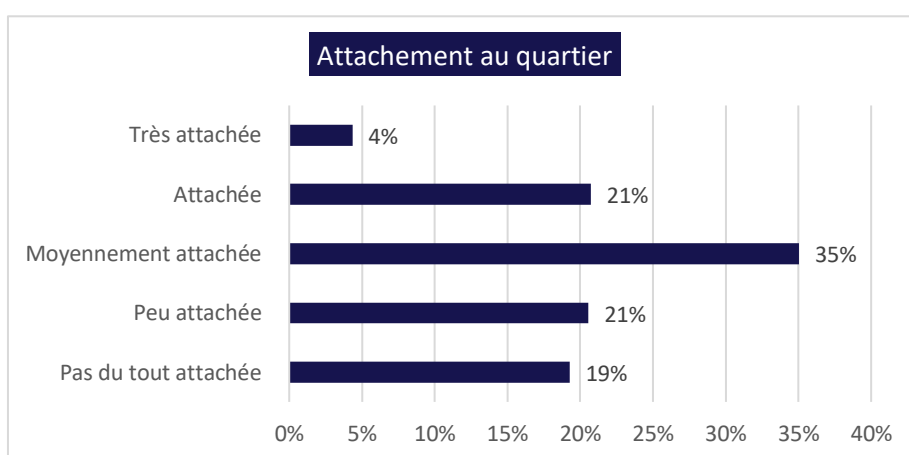
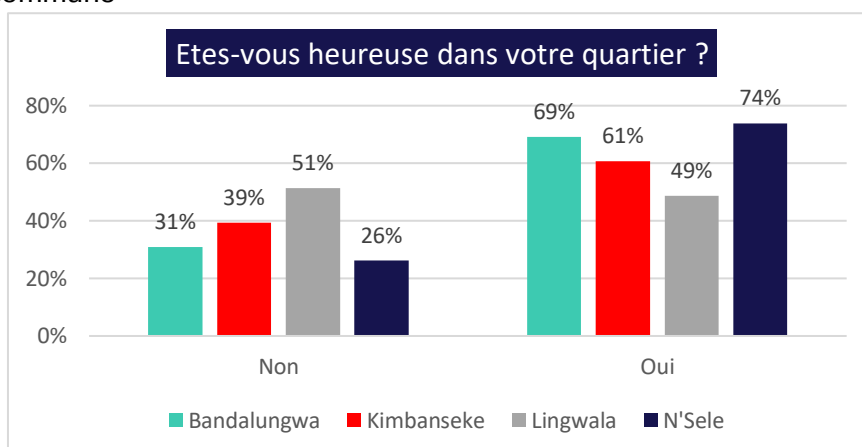
L'essentiel à retenir des travaux académiques sur les facteurs explicatifs des migrations est qu'il faut distinguer deux contextes radicalement opposés :

- Soit la migration est volontaire et elle peut faire l'objet d'un calcul coûts / bénéfices.
- Soit la migration est forcée avec des individus qui vont quitter leur lieu de vie habituel parce qu'ils y sont contraints par la violence, l'insécurité ou la dégradation de leurs conditions d'existence.

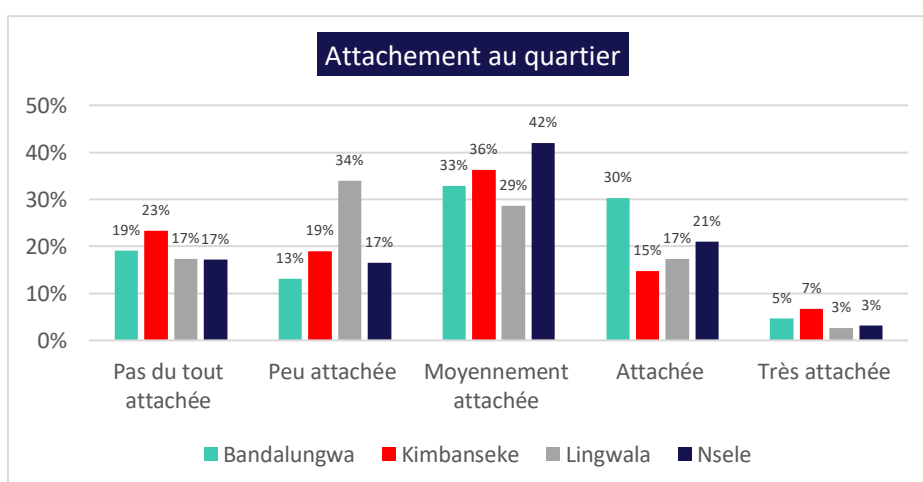
La question se posera donc de savoir si le programme « Pour Elles : Sport & Culture » apparaîtra comme suffisamment attractif pour dissuader un certain nombre de jeunes de migrer, que la décision soit volontaire ou forcée. A contrario, on pourrait envisager que certains jeunes soient correctement armés pour mener à bien une migration réussie. Ils pourraient alors valoriser la vie de quartier comme un tremplin vers une réussite tout en devenant des rôles modèles.

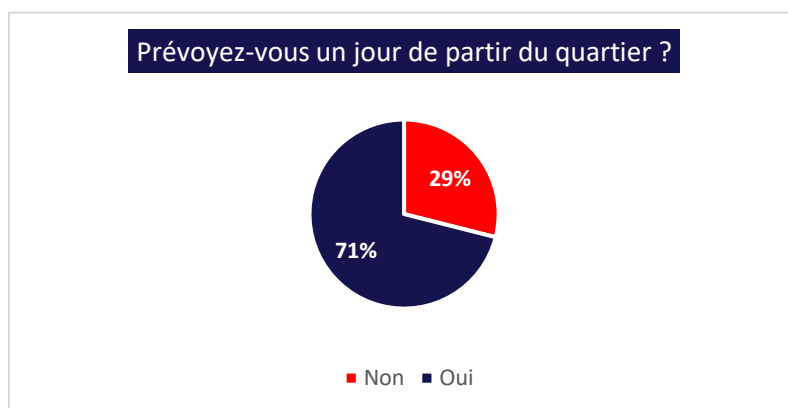


- Par commune

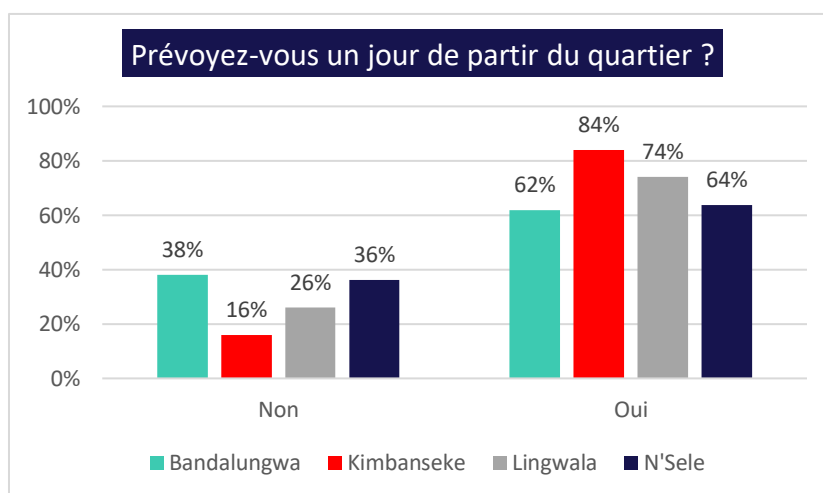


- Par commune





- Par commune



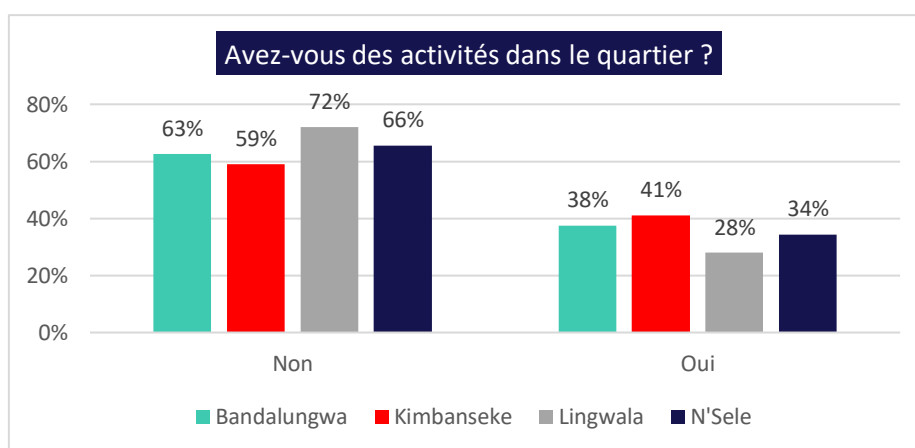
• Activités et rencontres

La dynamique des activités dans le quartier peut être un argument qui justifie l'attachement relatif au quartier vu dans la section ci-dessus. **En effet, 65% des jeunes filles déclarent ne pas avoir d'activités dans le quartier.**

Afin d'apprécier les dynamiques sociales, les jeunes filles ont pu s'exprimer sur les rencontres qu'elles effectuent dans le quartier et leur fréquence. Il en résulte que dans plus d'un cas sur deux (probablement plus mais la question a fait l'objet de réponses nommant directement des individus. Ainsi, nous n'avons pas pu traiter correctement le résultat), les rencontres entre amies sont plébiscitées. 5% du temps, ce sont des collègues qui sont rencontrées, tout comme la famille et les clients. Il est en revanche très difficile d'apprécier une fréquence de rencontre tant les réponses sont variables. Ce qui est certain, c'est que la fréquence quotidienne des rencontres n'est pas la plus répandue (plus souvent plusieurs fois par semaine, grâce à l'école, l'église, mais pas grâce au terrain).



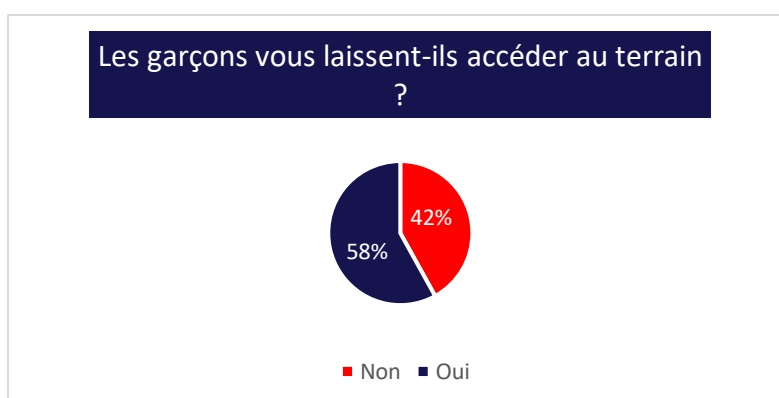
- Par commune



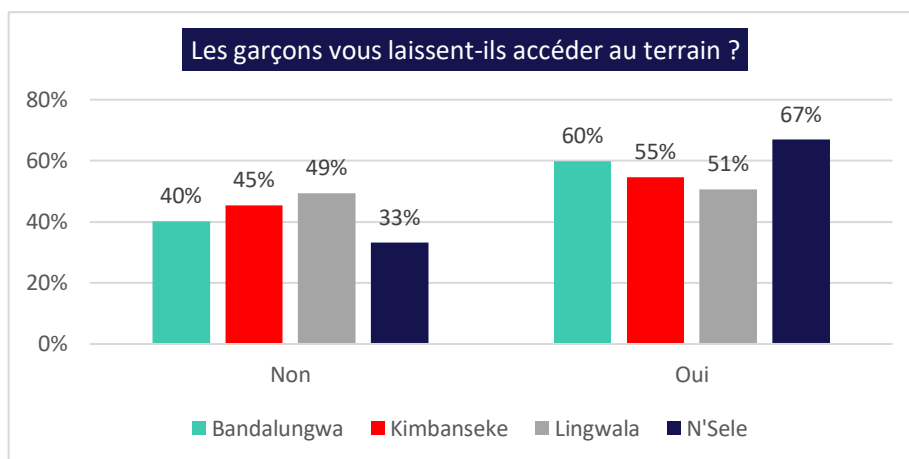
5/ Position de la jeune femme

- Accès au terrain

42% des jeunes filles déclarent que les garçons ne les laissent pas accéder au terrain. N'Sele se distingue positivement avec **67%** des filles qui semblent ne pas avoir de problèmes d'accès au terrain à cause des garçons.

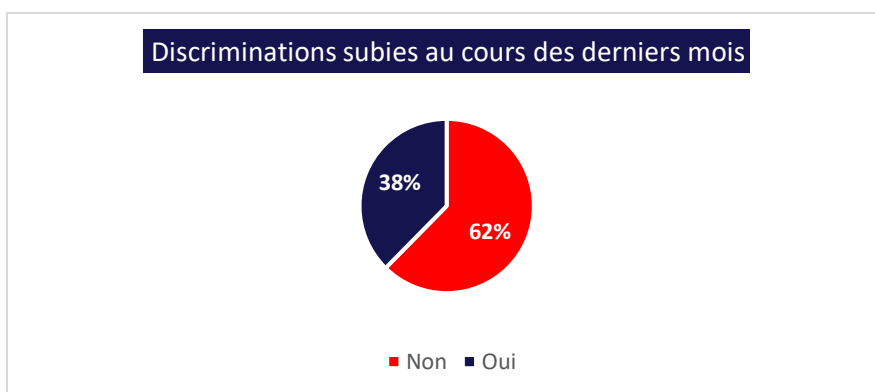


- Par commune



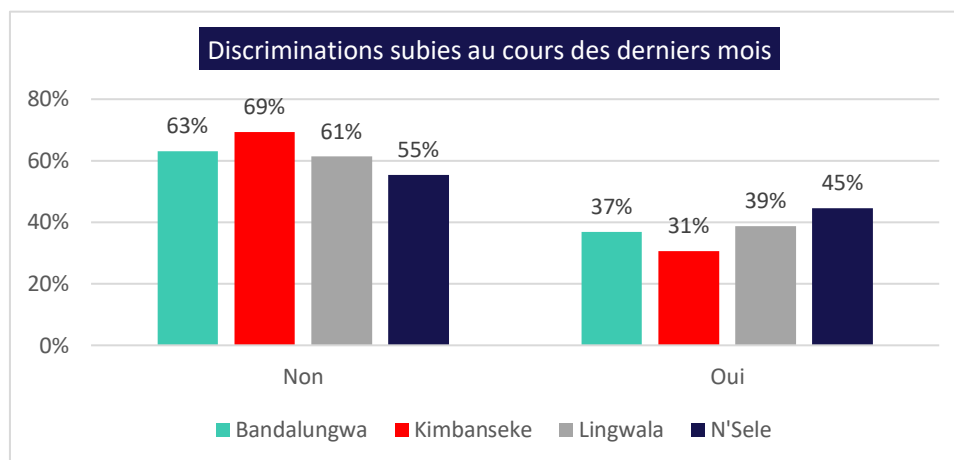
- Discriminations

38% des filles indiquent avoir subi des discriminations (insultes, manque de respect par exemple) au cours des derniers mois³⁷ et en lien avec le fait qu'elles soient des filles. Par commune, ces chiffres s'étalent de 31% à Kimbanseke et jusqu'à 45% à N'Sele.



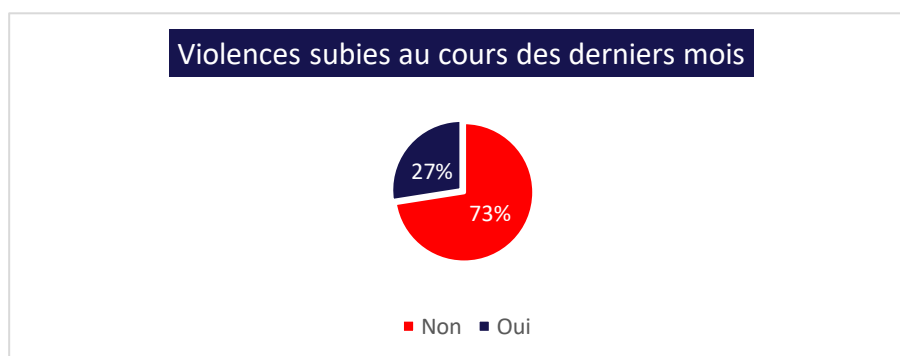
³⁷ La question ne précisait pas une temporalité spécifique

- Par commune

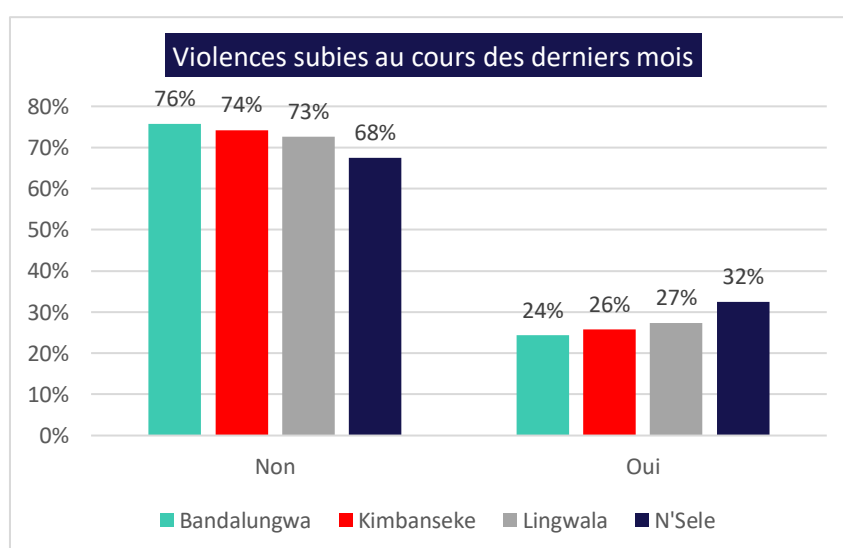


• Violences

27% des filles indiquent avoir subi des violences (physiques et/ou morales) au cours des derniers mois³⁸ et en lien avec le fait qu'elles soient des filles. Les chiffres s'étalent ici de 24% à Bandalungwa et jusqu'à 32% à N'Sele.



- Par commune



³⁸ idem

Grands enseignements – jeunes filles 13-24 ans

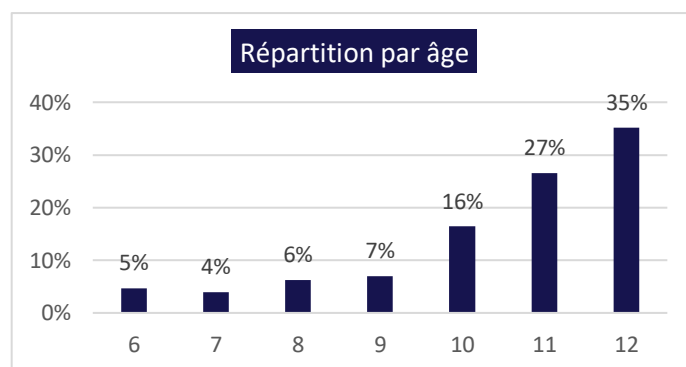
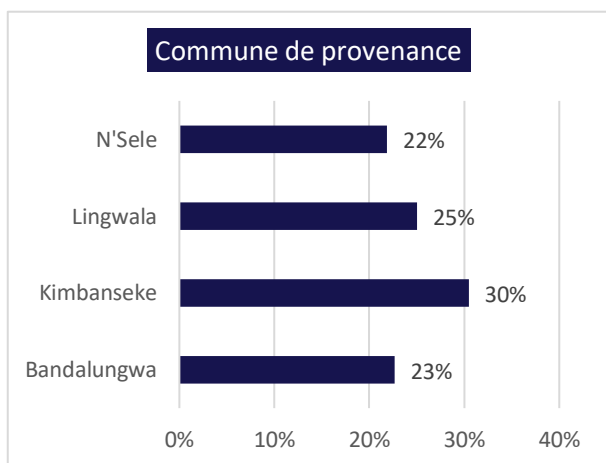
- Des jeunes filles qui pratiquent des activités sportives et/ou culturelles dans l'ensemble assez régulièrement
- Un point d'attention sur la santé mentale des jeunes filles déjà souligné pour les 6-12 ans et toujours en lien avec un attachement au quartier peu prononcé et un dynamisme des activités de quartier peu prégnant
- Des jeunes filles qui ont des projets et activités professionnelles et ont conscience de leurs capacités, ce qui peut donner des perspectives sur des parcours en lien avec les domaines sportifs et culturels
- Des aspirations à quitter le quartier, étudier, se développer
- Un accès aux terrains qui pose question pour les jeunes filles et des chiffres très conséquents de déclaration de discriminations et de violences subies qui nécessite une intervention

e. Les jeunes garçons (6-12 ans)

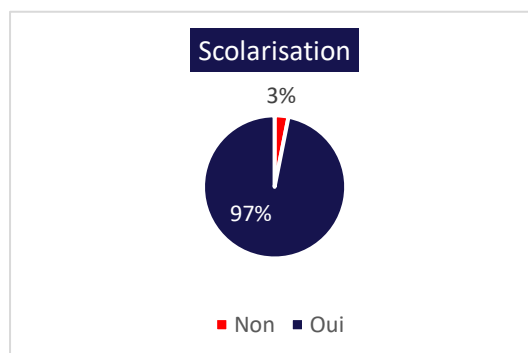
Le découpage par âge réalisé pour les jeunes filles est également valable pour les garçons, et ce pour les mêmes motifs (précision de l'évaluation, vocabulaire utilisé selon la maturité du répondant, thématiques abordées, etc.)

L'échantillon de jeunes garçons est moindre comparé à celui des jeunes filles (cibles directes du projet). Ainsi, au total 353 garçons ont été interrogés par questionnaire (dont 128 âgés de 6 à 12 ans). Notons que 62% de l'échantillon de 6-12 ans est âgé de 11 à 12 ans.

- Commune de provenance et âges



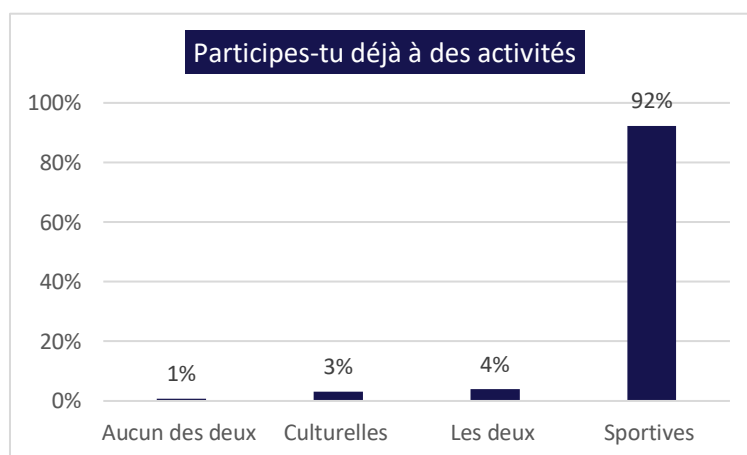
- Scolarisation

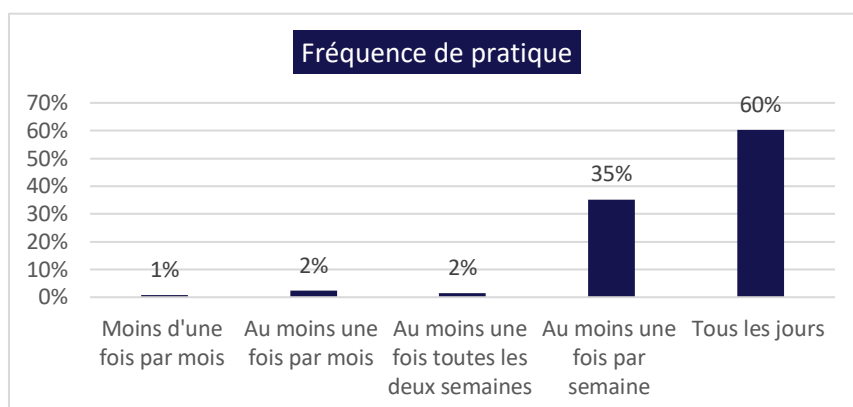


1/ Participation aux activités

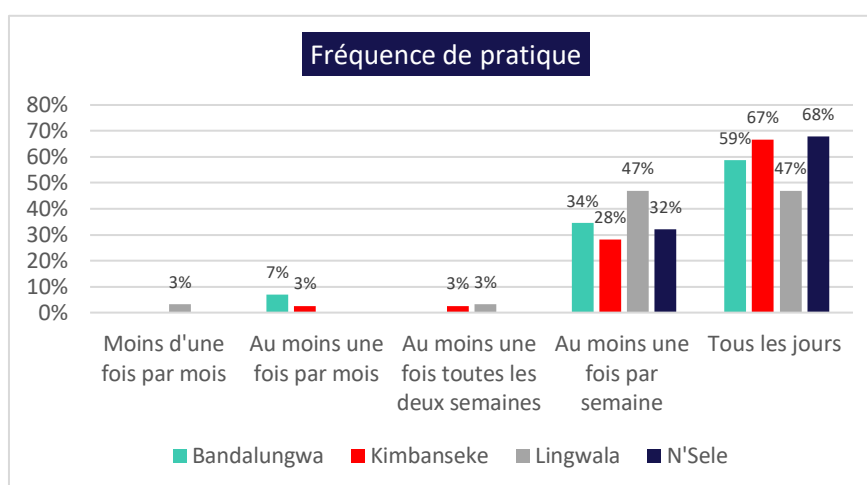
92% des jeunes garçons déclarent déjà participer à une activité sportive. Seulement 3% pratiquent une activité culturelle et 4% font les deux, donnée manifeste d'un poids écrasant de la pratique sportive. L'analyse par commune n'a pas été conduite ici tant le poids des activités sportives pèse sur l'analyse globale, la granularité communale n'apportant pas de données complémentaires.

On constate également une fréquence importante et régulière dans la pratique puisque 60% des jeunes garçons déclarent pratiquer tous les jours et 35% au moins une fois par semaine. Ces deux données cumulées représentant 95% de l'échantillon. Les garçons de Lingwala et Bandalungwa semblent pratiquer de manière moins régulière (47% et 59% tous les jours) comparé à ceux de Kimbanseke et N'Sele (67% et 68% respectivement). On peut aussi constater le déficit de fréquence de pratique avec les jeunes filles de 6-12 ans qui déclaraient pratiquer tous les jours pour seulement 20% d'entre elles.





- Par commune



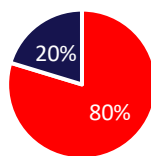
2/ Etat de santé

- Maladies et rétablissement

20% des jeunes garçons interrogés déclarent avoir déjà été gravement malades (dont 34% à Lingwala et 21% à N'Sele, les deux communes les plus touchées), un chiffre équivalent à ce que déclaraient les jeunes filles du même âge. La liste des maladies graves déclarées est disponible en annexes mais notons que la malaria représente 67% d'entre elles.

Les jeunes garçons ayant été touchés par ces pathologies sont rétablis pour 96% d'entre eux, ne notant pas de cas de restes de maladie excepté une anémie.

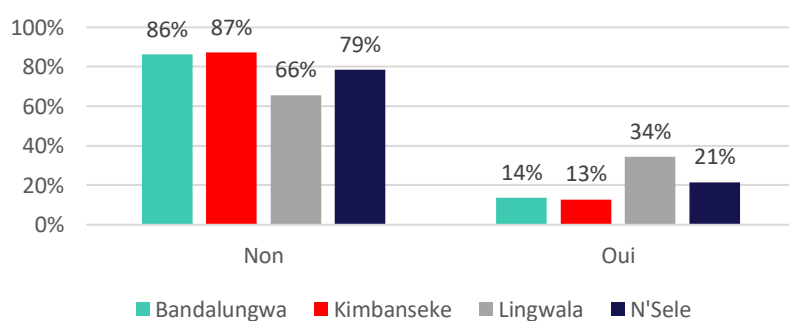
As-tu déjà été gravement malade ?



■ Non ■ Oui

- Par commune

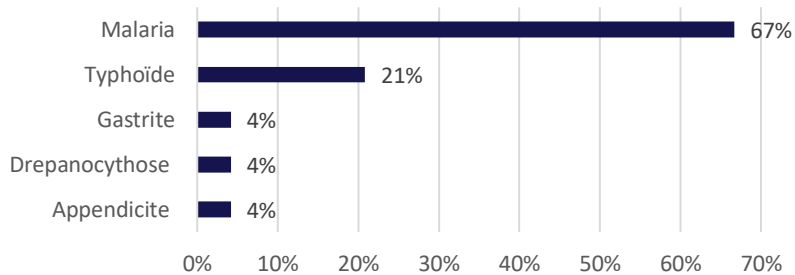
As-tu déjà été gravement malade ?



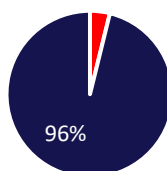
■ Bandalungwa ■ Kimbanseke ■ Lingwala ■ N'Sele

- Maladies graves déclarées (24 réponses exploitables)

Maladies graves déclarées



Es-tu complètement rétabli ?



■ Non ■ Oui

- Niveau de bonheur

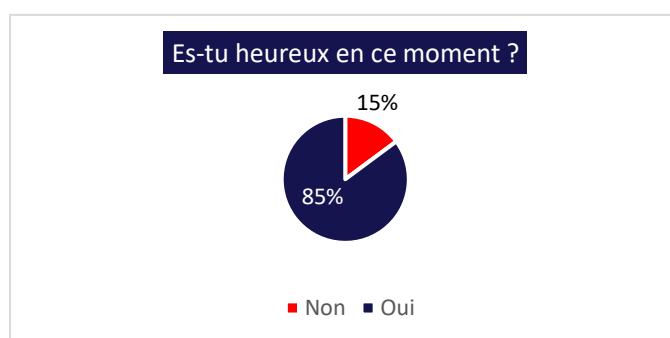
85% des jeunes garçons déclarent être heureux au moment où le questionnaire a été administré (78% pour les jeunes filles du même âge). Il n'existe aucune différence entre les communes (contrairement aux réponses des jeunes filles de Lingwala qui déclaraient être moins heureuses que les autres).

Afin de creuser davantage cette question et comprendre les raisons et voies d'améliorations, il a été demandé aux jeunes garçons ce qu'ils souhaiteraient pour être davantage heureux. L'analyse des réponses démontre que leur souhait principal tourne autour de l'amélioration des infrastructures du quartier (construction de terrain, propreté) à 51% (62% pour les jeunes filles).

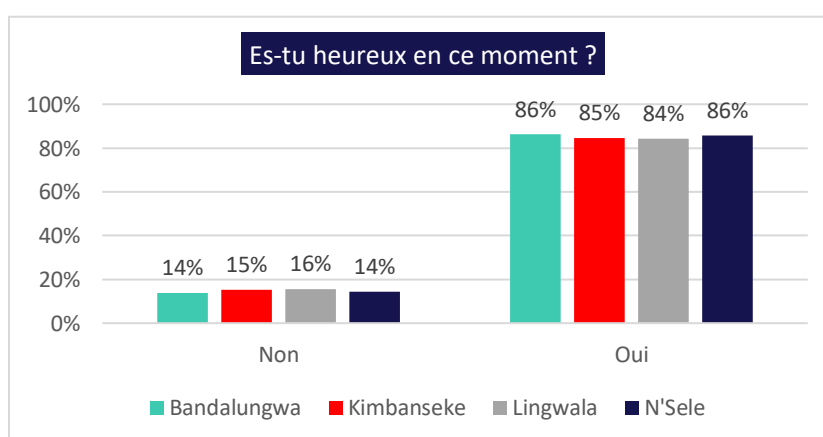
« Qu'on mette une école de foot, qu'on réhabilite le terrain »

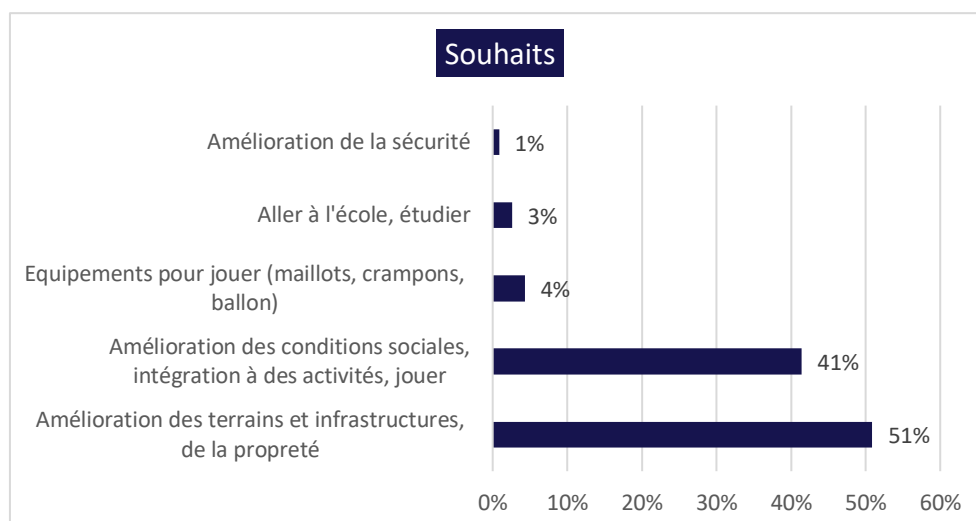
« Aménager l'environnement, en mettant de l'eau, du courant, des terrains de jeu et où on peut pratiquer les activités sportives dans les bonnes conditions »

Vient ensuite ce qui a trait à l'amélioration des conditions sociales au sens large. Pour les garçons, cette catégorie revient essentiellement à faire carrière dans le football (41%). Contrairement aux jeunes filles, les sujets de sécurité et d'études supérieures ne sont que très peu mentionnées.



- Par commune



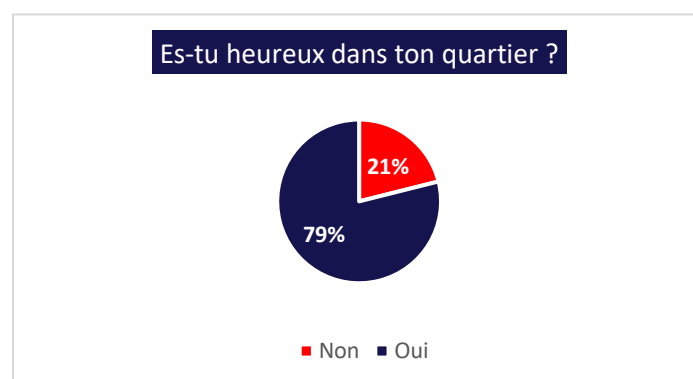


3/ Rapport entretenu vis-à-vis du quartier

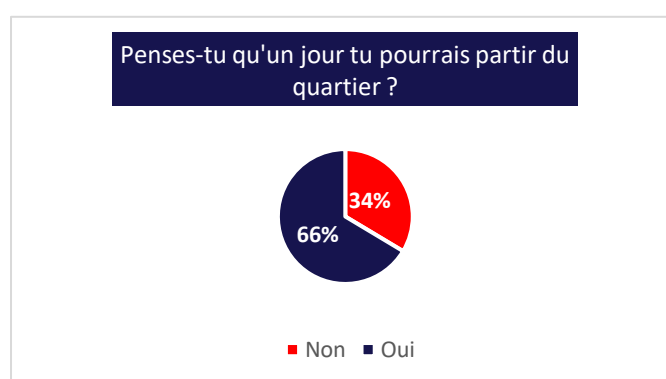
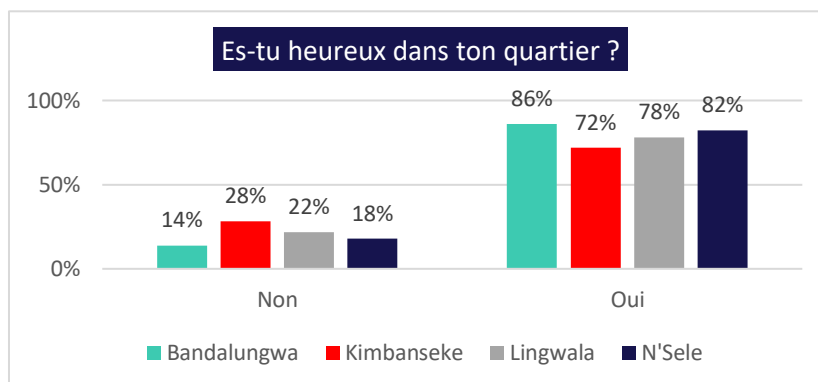
- Niveau de bonheur dans le quartier et attachement à celui-ci

21% des jeunes garçons déclarent ne pas être heureux dans leur quartier, un chiffre inférieur à ce que déclarent les jeunes filles (28%).

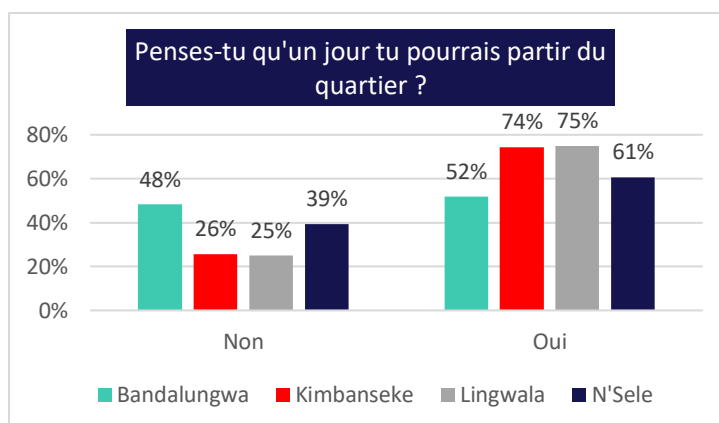
66% des jeunes garçons indiquent ainsi qu'ils pourraient un jour partir du quartier (58% pour les jeunes filles). Ces éléments peuvent être affinés à l'échelle communale. On constate ainsi que 75% des jeunes garçons de Lingwala et 74% des jeunes filles de Kimbanskeke envisagent un jour de partir du quartier. Ces données sont moindres pour N'Sele et Bandalungwa (respectivement 61% et 52%).



- Par commune



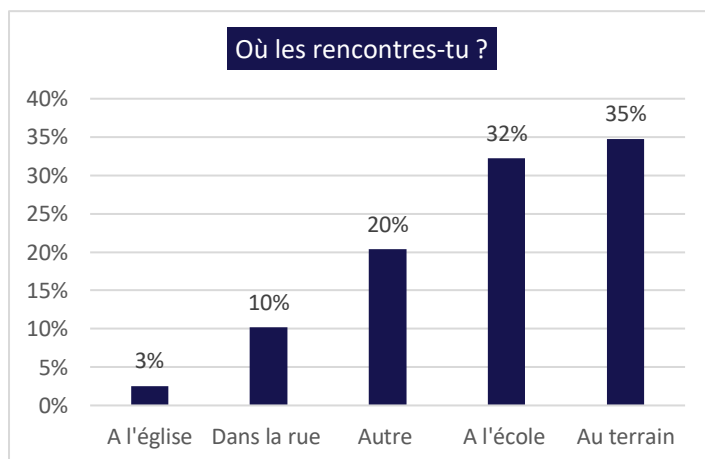
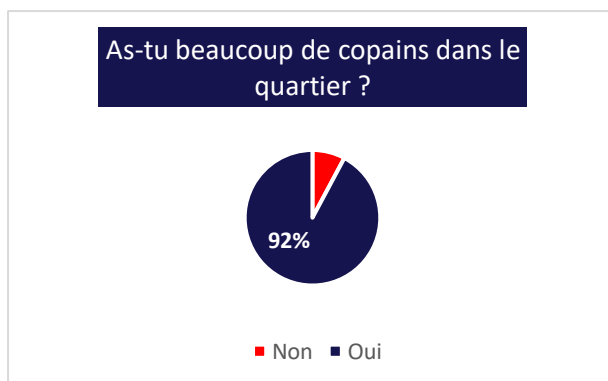
- Par commune



• Fréquentations et lieux de rencontre

92% des jeunes garçons déclarent avoir beaucoup de copains dans le quartier (76% pour les jeunes filles, signe potentiel d'une socialisation plus importante chez les jeunes garçons qui peut s'expliquer par de multiples facteurs, dont culturels par la liberté dont ils disposent). **99% d'entre eux rencontrent souvent leurs copains dont 35% au terrain** (7% des filles déclaraient rencontrer leur copine au terrain, signe que la perception du lieu est bien différente selon le genre).

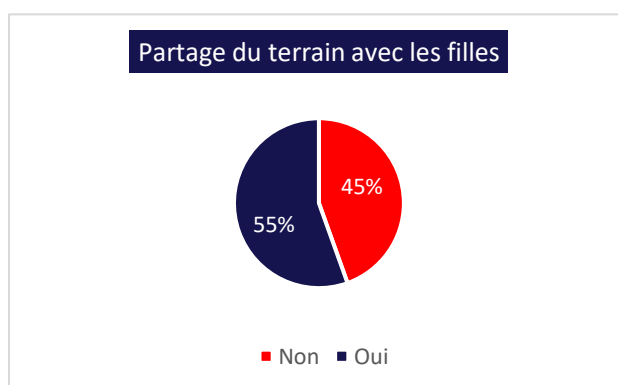
Ici également, l'analyse par commune n'a pas été conduite, les données n'étant pas significatives pour établir des comparaisons et le constat général se suffisant à lui-même.



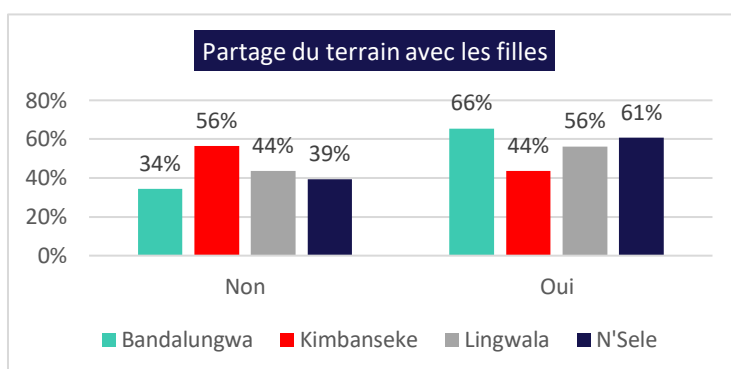
4/ Position du jeune garçon

- Utilisation du terrain

55% des jeunes garçons déclarent être d'accord pour partager le terrain avec les filles (rappelons que 43% des filles déclaraient que les garçons ne leur laissaient pas utiliser le terrain). Les jeunes garçons de Kimbanseke semblent moins enclins à partager ce terrain (44%, taux le plus bas de toutes les communes).



- Par commune

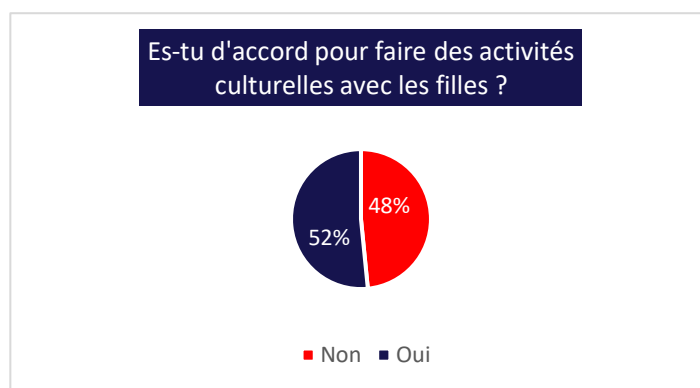
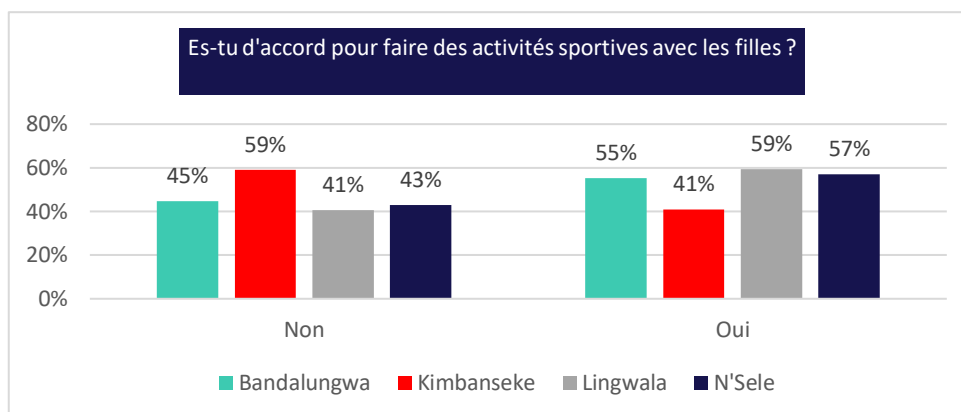


• Activités avec les filles

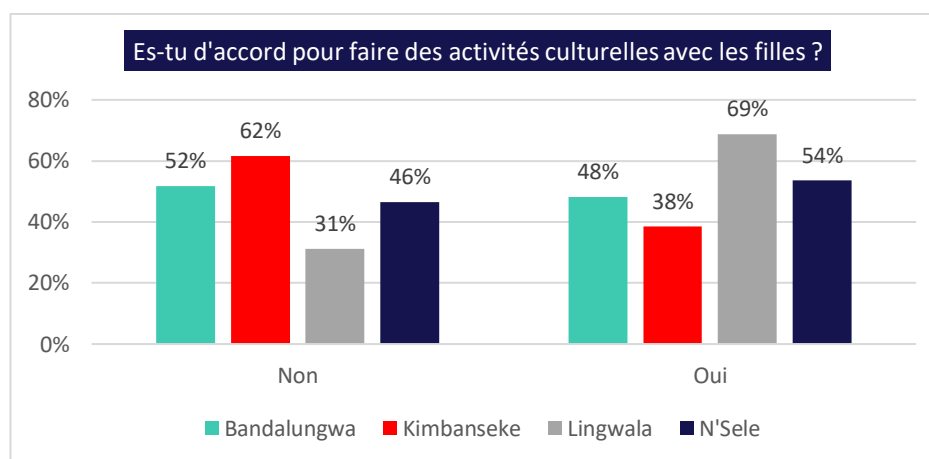
52% des jeunes garçons sont d'accord pour faire des activités sportives et culturelles avec les jeunes filles (là où les jeunes filles sont plus enclines à faire des activités culturelles avec les garçons). Notons à nouveau que les jeunes garçons de Kimbanseke semblent beaucoup plus réticents à partager des activités (41% pour les activités sportives, 38% pour les activités culturelles).



- Par commune



- Par commune



• Violences à l'égard des jeunes filles

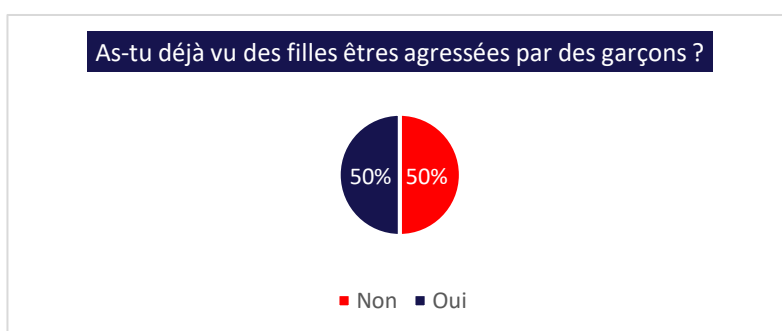
Cette section a été subdivisée en deux sous-questions :

- Savoir si les jeunes garçons ont été témoins d'agressions des jeunes filles par des garçons
- Savoir si les jeunes garçons ont été témoins d'humiliation envers les jeunes filles

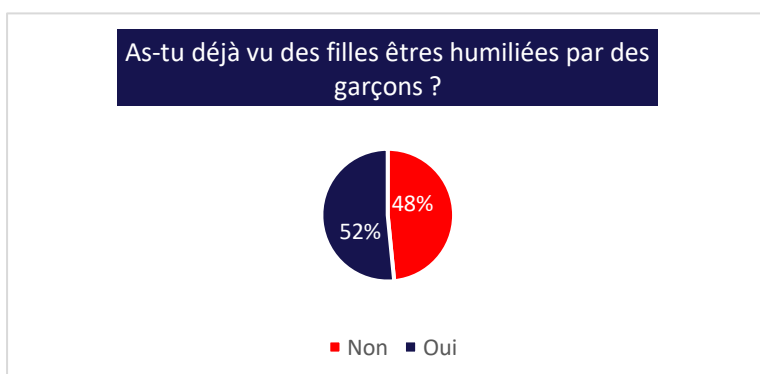
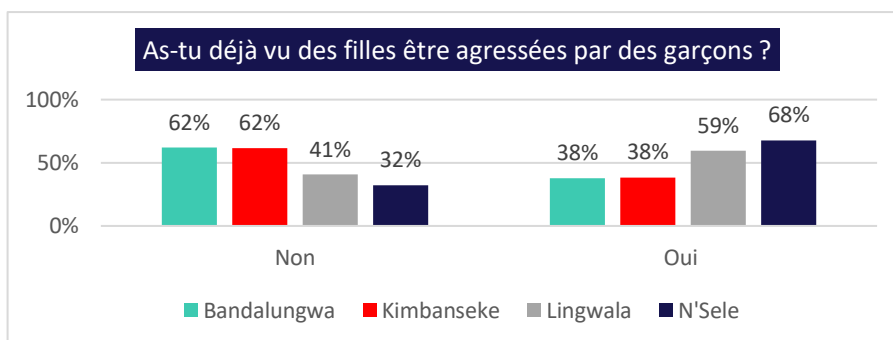
Là encore, les termes ont été choisis de manière volontairement large afin de pouvoir englober un maximum de violences tout en n'entrant pas dans un niveau de détail complexe voir ayant un effet répulsif vis-à-vis d'un public encore jeune. De plus, le fait de demander s'ils ont été « témoin de » vise à ne pas incriminer le répondant.

Concernant les agressions, **50% des jeunes garçons déclarent en avoir été témoin**. Les chiffres élevés à N'Sele recourent les déclarations des jeunes filles (68% de jeunes garçons témoins).

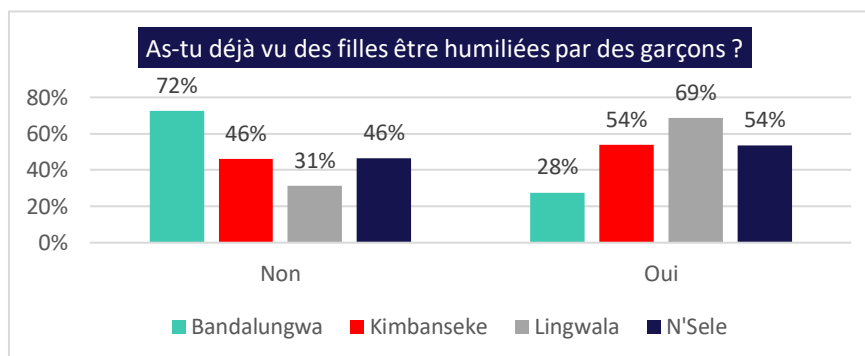
En ce qui concerne les **humiliations**, **52% des jeunes garçons en ont été témoin**. Les données significatives à Kimbanseke et N'Sele déclarées par les jeunes filles se retrouvent dans les réponses des jeunes garçons (54% de témoins pour ces deux communes). En revanche, Lingwala se démarque ici de manière beaucoup plus prégnante que ce qu'ont déclaré les jeunes filles (69% de garçons témoins contre 36% de jeunes filles 6-12 ans qui déclaraient avoir été humiliées).



- Par commune



- Par commune



Grands enseignements – jeunes garçons 6-12 ans

- La pratique sportive écrase les pratiques culturelles, y compris en termes de fréquence de pratique.
- Un sujet de santé mental, déjà soulevé par les jeunes filles qui se retrouvent ici. La notion d'attachement au quartier étant aussi très relative voire négative.
- Une utilisation des terrains à améliorer et des données relativement complémentaires avec les déclarations des jeunes filles. Le fait de devoir trouver des utilisations pour chacun et chacune (y compris en mixité) est un axe clé à travailler
- Le sujet des violences avec des chiffres significatifs et inquiétants déclarés par les jeunes garçons. Ces chiffres étant même supérieurs aux déclarations féminines, on peut se demander si les jeunes filles se taisent voire si elles ne sont pas conscientes des violences subies.

f. Les jeunes garçons (13-24 ans)

Enfin par souci de cohérence, la méthodologie appliquée pour les jeunes garçons de 13 à 24 ans a été similaire à celle appliquée pour les jeunes filles du même âge.

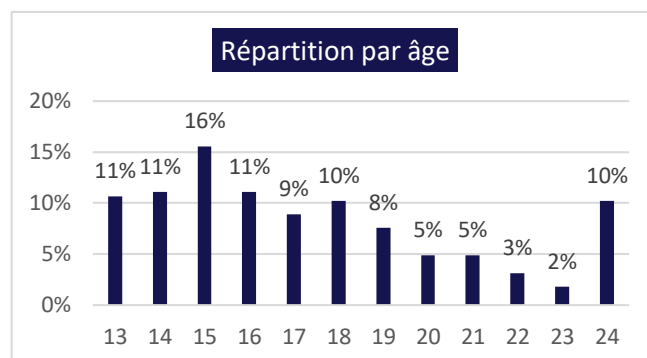
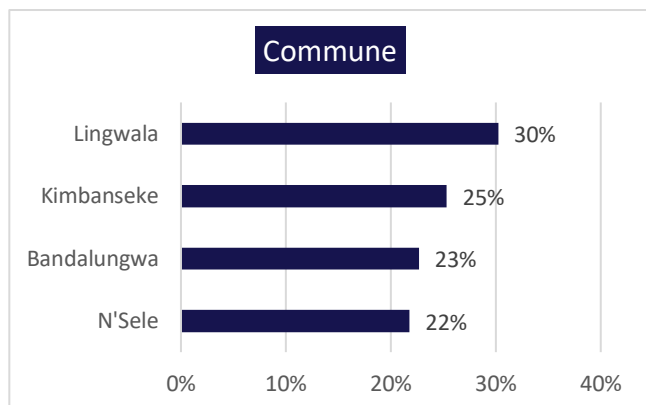
Les caractéristiques générales de l'échantillon de répondants sont disponibles ci-dessous (225 réponses). Notons que 96% des jeunes garçons interrogés pensent que la pratique sportive/culturelle peut les aider à trouver un travail (90% pour les jeunes filles). La plupart des justifications mentionnent à nouveau l'exemple des footballeurs professionnels.

Le sport business comme idéologie

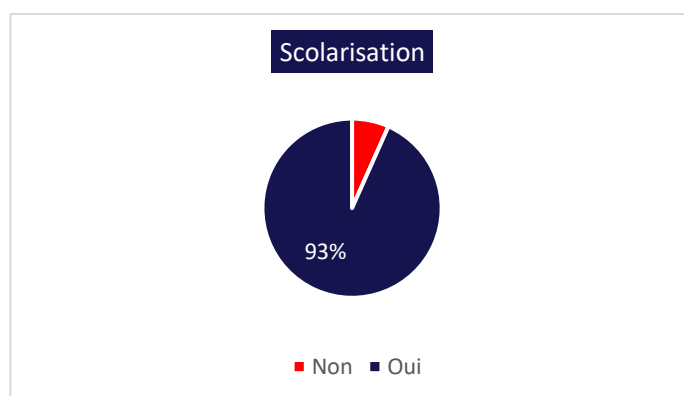
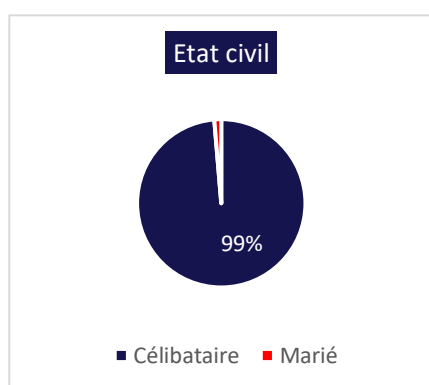
Les jeunes garçons adeptes du ballon rond ont exprimé leur rêve de devenir joueur professionnel et de partir. On peut s'interroger sur cet impact du spectacle sportif qui est devenu planétaire. Le sport business est ainsi un vecteur d'exportation de l'âme de l'Occident. Il amène en effet avec lui le goût de la consommation, de la compétition, la publicité, le spectacle télévisuel jusque dans les coins les plus reculés.

A la place d'un tel modèle, il serait peut-être préférable de promouvoir une autre vision du sport que la compétition et la victoire à tout prix. Il serait plus intéressant de transmettre par la pratique sportive désintéressée d'autres valeurs indispensables au bien vivre ensemble. Il s'agit de répondre à d'autres besoins que celui de se mesurer pour gagner : le plaisir, la convivialité, la solidarité, la santé, l'éducation...

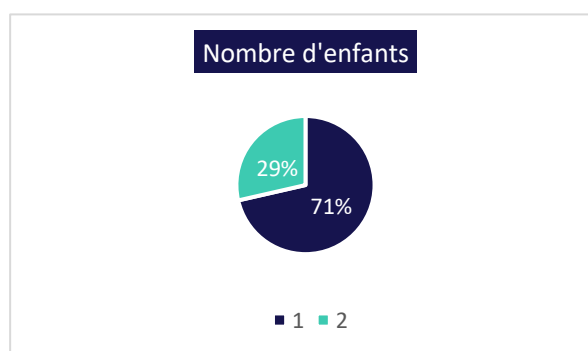
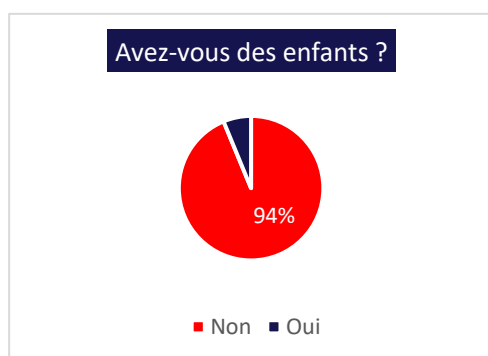
- Commune de provenance et âges



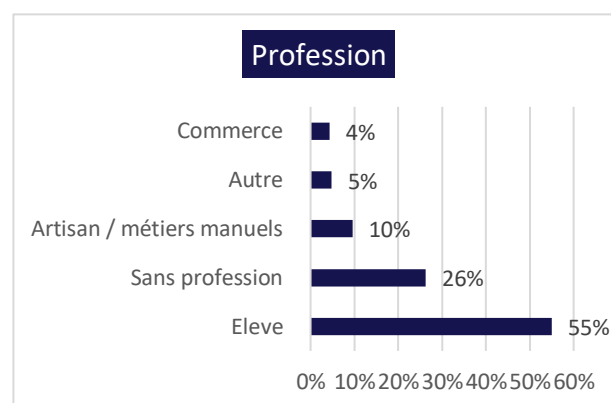
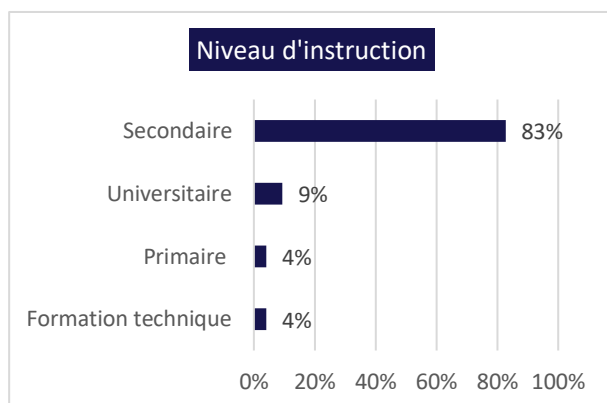
- Etat civil et scolarisation



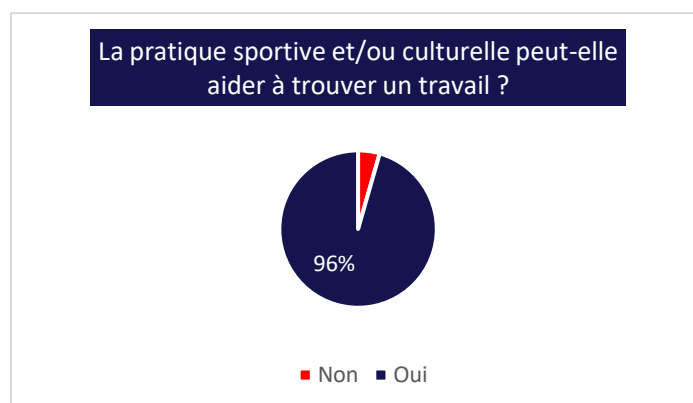
- Enfants



Moyenne d'âge des répondants qui ont des enfants : 22 ans.



- Avis sur la pratique sportive et culturelle



1/ Participation aux activités

80% des jeunes garçons déclarent pratiquer uniquement une activité sportive (32% pour les jeunes filles).

9% pratiquent une activité culturelle uniquement (42% pour les jeunes filles).

10% pratiquent les deux activités (14% pour les jeunes filles).

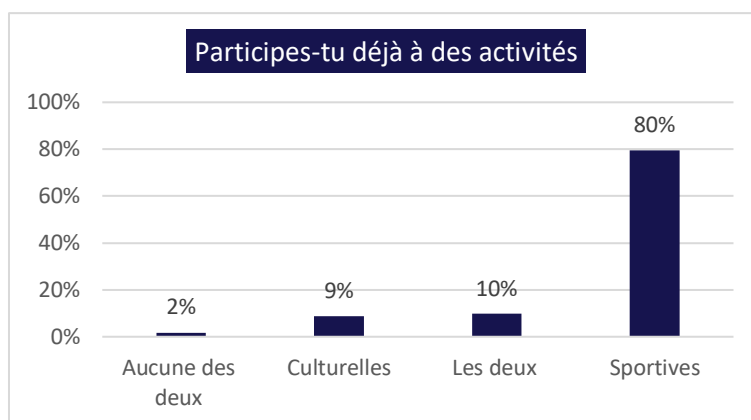
2% ne pratiquent aucune des deux activités (12% pour les jeunes filles).

Ces quatre chiffres marquent à la fois la distinction entre sport et culture au sein même du public masculin mais aussi la différence marquée qu'il existe sur les pratiques entre jeunes filles et jeunes garçons.

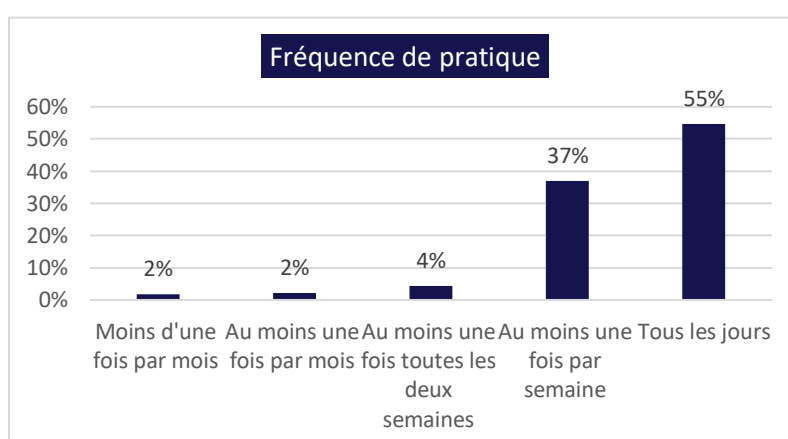
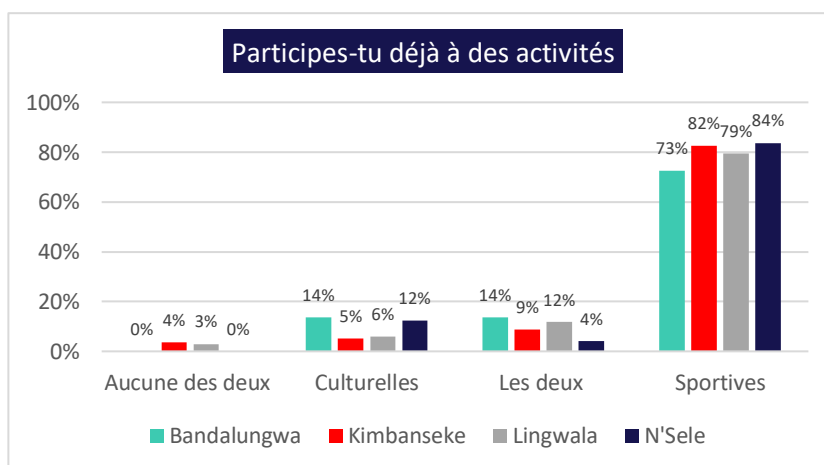
L'analyse communale n'offre ici pas plus de détails tant le sport surclasse les autres activités, qu'importe le territoire de provenance des répondants. Le focus group avec les jeunes garçons de N'Sele a réaffirmé le fait que le football occupait une place ultradominante dans les activités, reléguant toute autre activité à un rang quasi invisible. Ces jeunes garçons mentionnant toutefois assister à des concerts, mais ce de manière très ponctuelle.

55% des jeunes garçons pratiquent tous les jours (+35% points comparés aux jeunes filles). Cette régularité est notamment visible à Kimbanseke et Bandalungwa (70% et 65% des jeunes garçons).

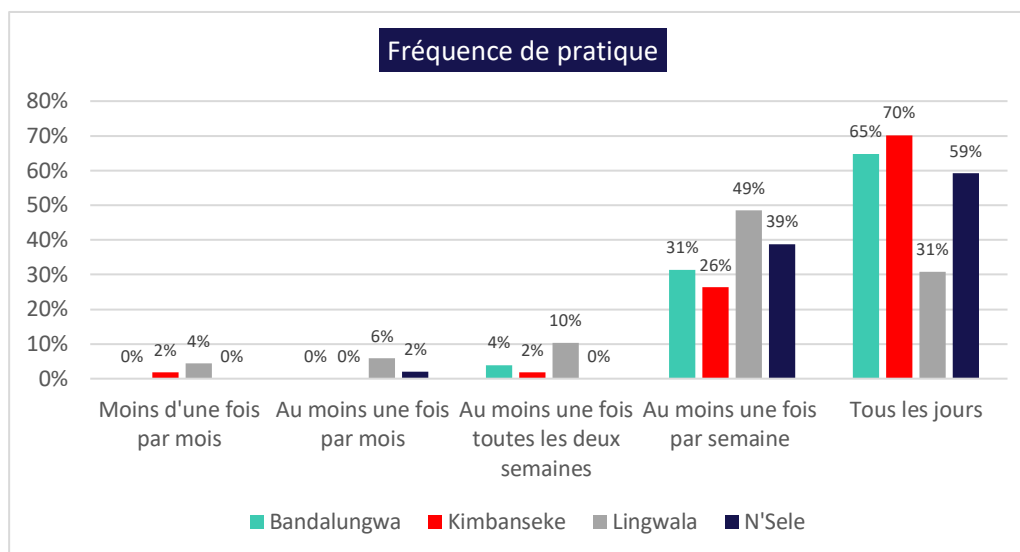
37% pratiquent au moins une fois par semaine (-19% par rapport aux jeunes filles). Ceci témoigne d'une fréquence plus régulière de pratique des garçons pour les activités.



- Par commune



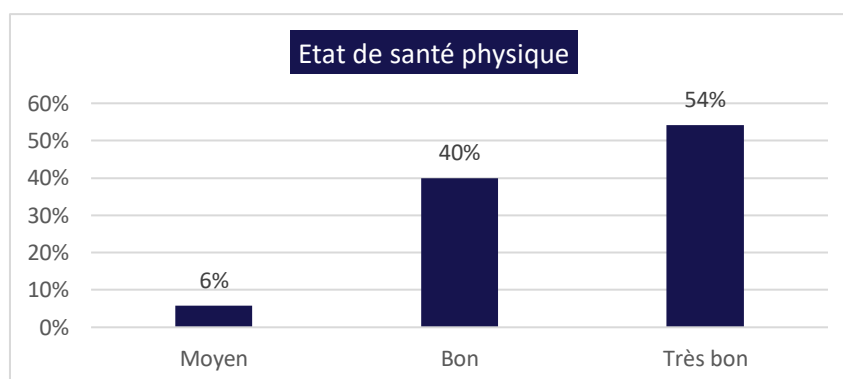
- Par commune



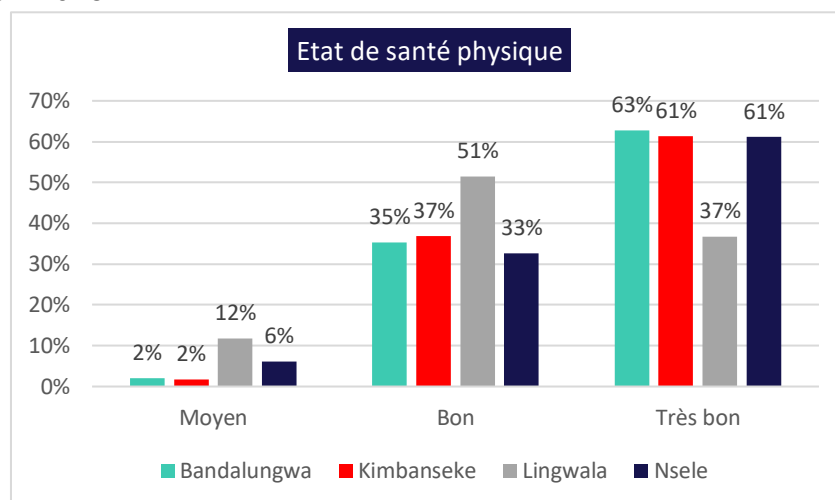
2/ Etat de santé

- Santé physique

94% des interrogés déclarent un niveau de santé physique bon ou très bon (93% pour les jeunes filles).



- Par commune



• Santé mentale

Si 92% des interrogés déclarent un état de santé mentale bon ou très bon (89% pour les jeunes filles), **7% le juge « moyen »** (10% pour les jeunes filles).

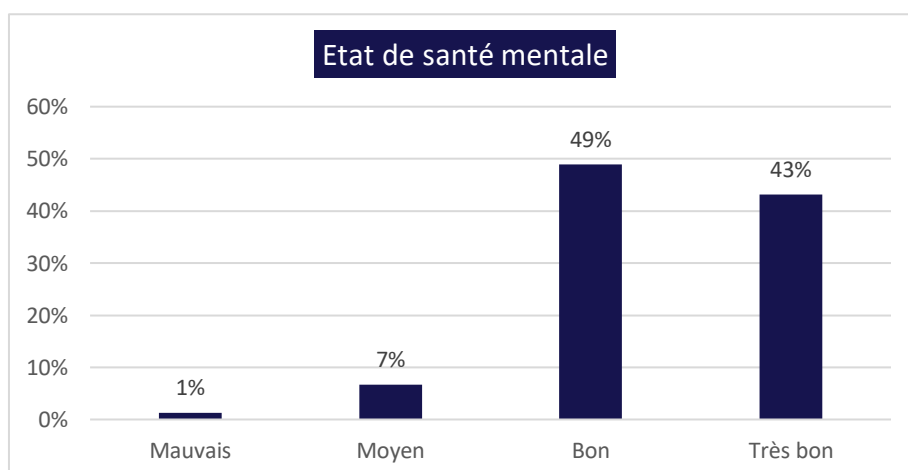
L'analyse communale n'offre pas de données complémentaires intéressantes, que ce soit pour la santé physique ou mentale déclarée.

En revanche, **30% des garçons indiquent ne pas être heureux** au moment de leur réponse au questionnaire (25% pour les jeunes filles du même âge). Ce constat est notamment prégnant à Lingwala (49%) et l'était déjà pour les jeunes filles (43%).

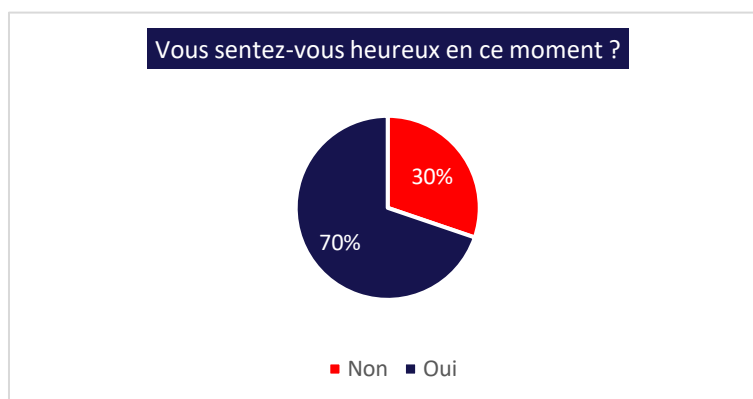
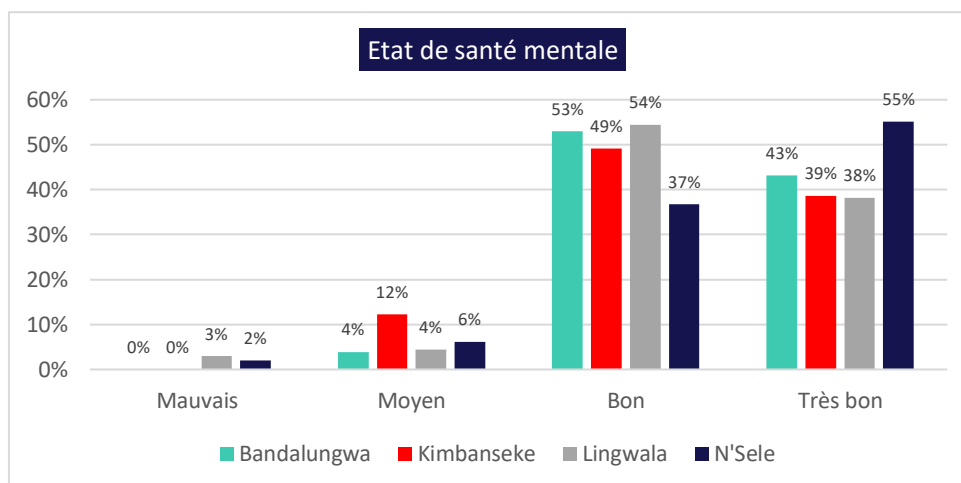
Pour être davantage heureux, les jeunes garçons déclarent à 67% vouloir une réhabilitation du terrain et plus largement des infrastructures du quartier.

«[...] mettre nos terrains dans des états acceptables, réhabiliter nos avenues. »

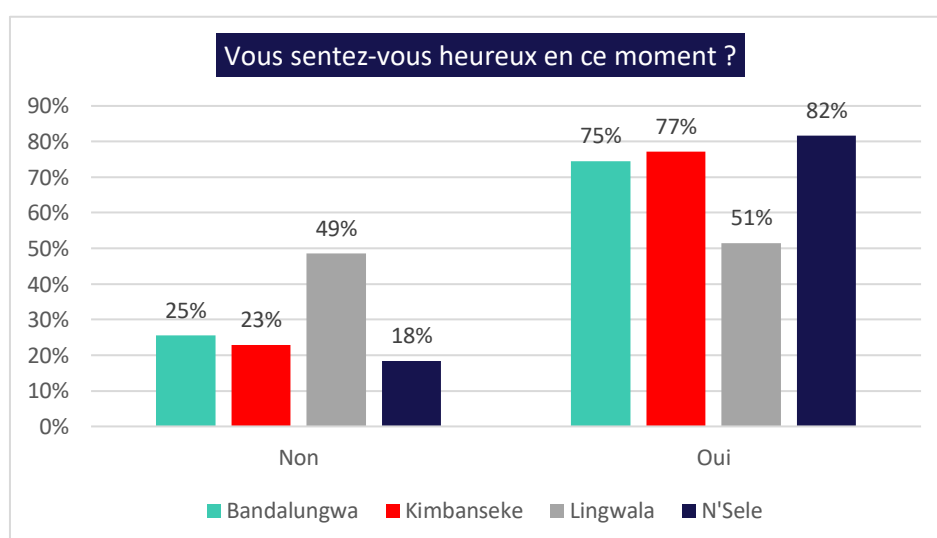
Un peu plus de 20% d'entre eux mentionnent une potentielle carrière dans le sport/la musique.



- Par commune

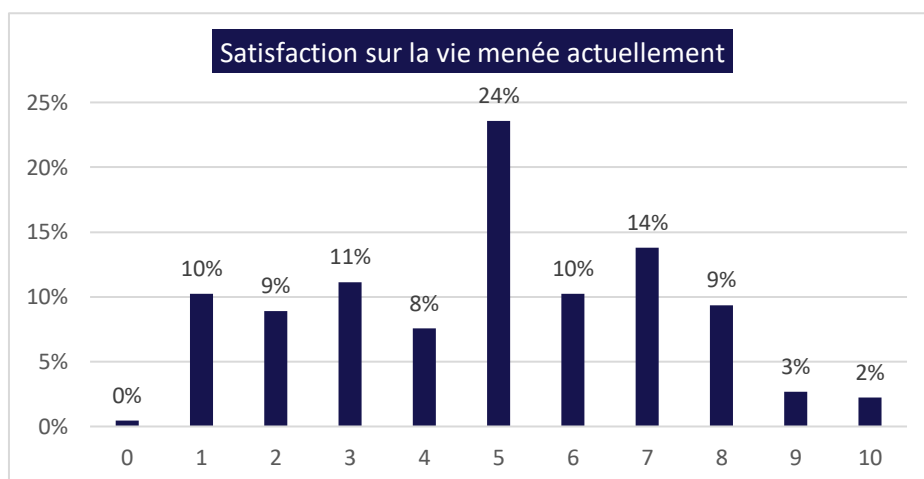


- Par commune



- Indice de bonheur

L'évaluation conduite par notation du niveau de satisfaction sur la vie menée a été conduite sur le public des jeunes garçons de la même manière que pour les jeunes filles. La moyenne se situe à 4.9/10 (contre 5.2 pour les jeunes filles). Les garçons sont notamment moins satisfaits à Lingwala et Kimbanseke (4.6/10) contre 5.1/10 pour N'Sele et 5.3/10 pour Bandalungwa en moyenne.



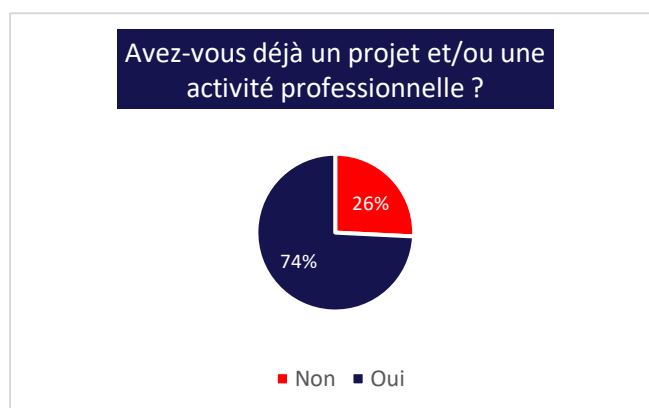
3/ Insertion professionnelle

74% des interrogés déclarent avoir déjà un projet professionnel ou une activité sans différence notable entre les communes (66% pour les jeunes filles). **Dans cette optique, 87% des jeunes garçons déclarent être capables d'exercer un métier** (86% pour les jeunes filles).

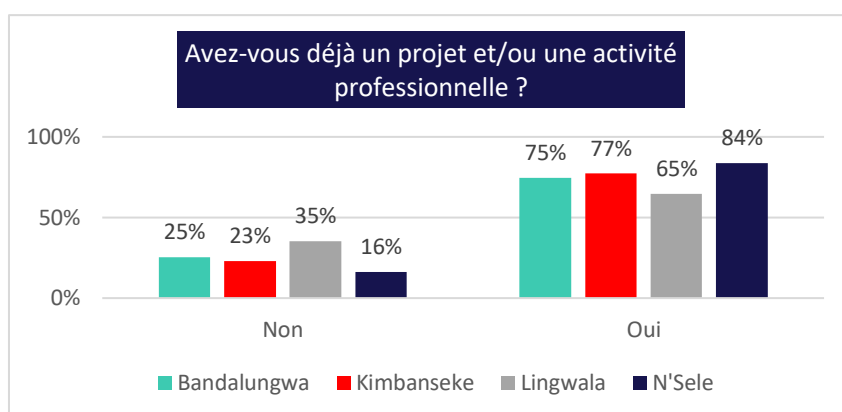
Les interrogés mentionnent ainsi les métiers qu'ils sont en capacité d'exercer et les compétences dont ils disposent. On retrouve environ 1/3 d'artisans en tout genre (maçon, cordonnier, couturier, électricien, mécanicien), 11% de commerçants, 10% se déclarant artistes (dessin, décoration, musique, styliste). Les cadres ou professions intermédiaires sont représentées à 9% (journaliste, ingénieur, chimiste, informaticien, médecin). Près de la moitié des jeunes garçons déclarent des compétences sportives/artisitiques (peu utiles dans le cadre de notre évaluation car il s'agit de capacités telles que l'endurance, la possibilité de jouer à tel ou tel poste, etc.). ¼ d'entre eux déclarent des compétences sociales / savoir-être adaptables au milieu professionnel (communication, esprit d'équipe, médiation, créativité, souplesse). Dans une moindre mesure, ce sont des compétences manuelles qui ressortent.

Enfin, **il semble exister un attrait des jeunes garçons pour les métiers du sport mais ceci est moins vrai pour le secteur de la culture**. Ainsi, 90% souhaiteraient intégrer le monde du sport dans un cadre professionnel mais ce chiffre atteint seulement 48% pour le secteur culturel (75% pour les jeunes filles, témoignant d'un intérêt supérieur pour le domaine).

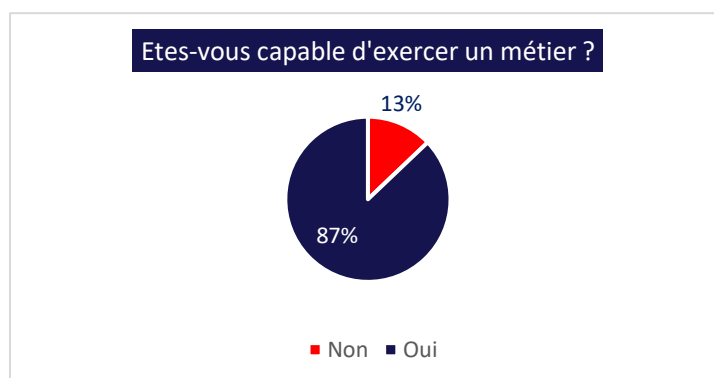
- Projet professionnel



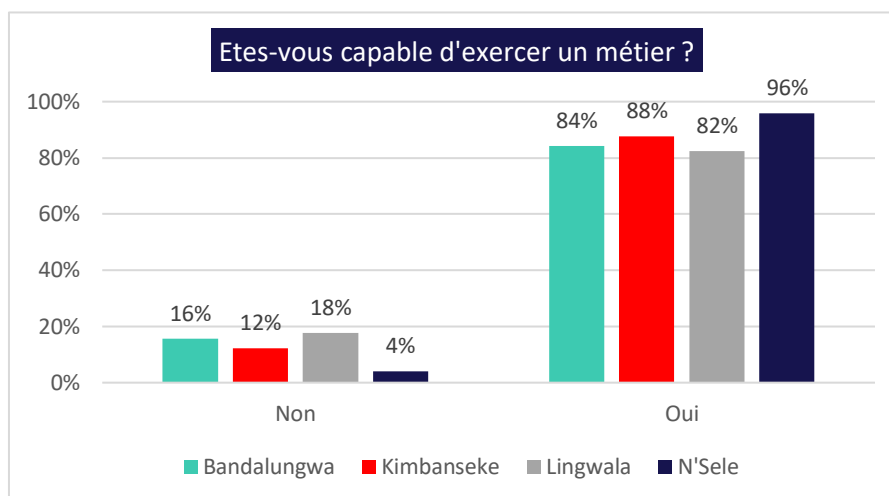
- Par commune



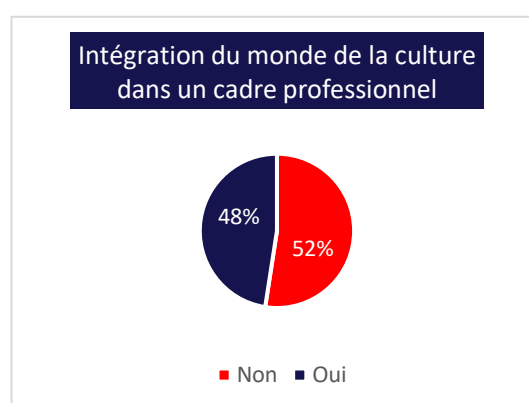
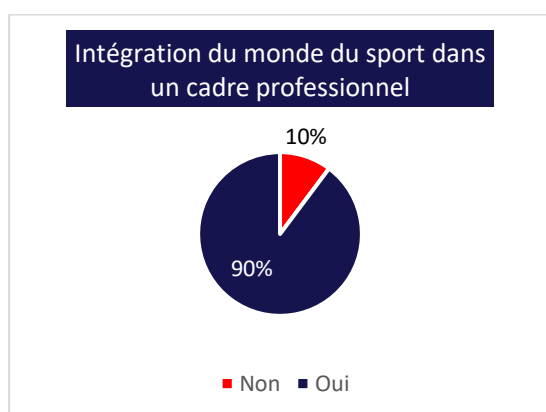
- Exercice d'un métier



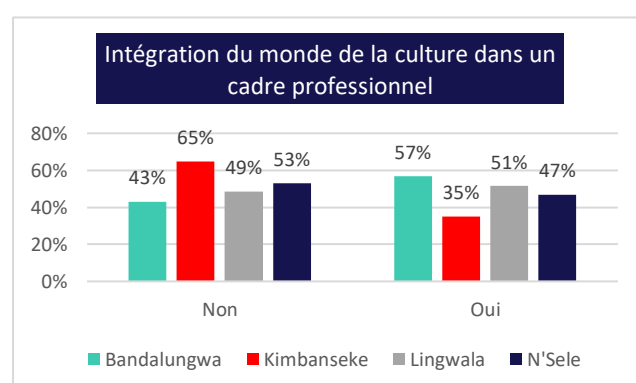
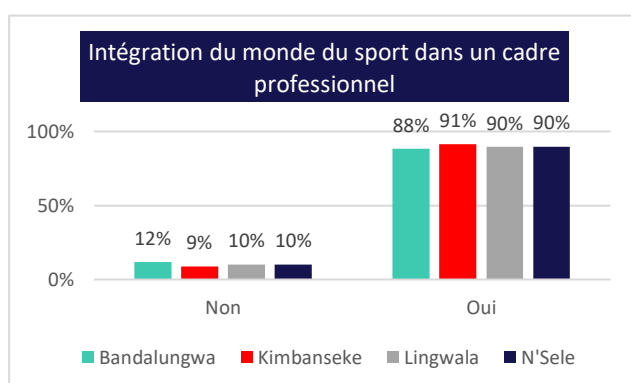
- Par commune



• Sport et culture dans un cadre professionnel



- Par commune



4/ Rapport entretenu vis-à-vis du quartier

- Niveau de bonheur dans le quartier et attachement à celui-ci

62% des jeunes garçons déclarent être heureux dans leur quartier (63% pour les jeunes filles).

Lingwala se distingue par le fait que 53% des interrogés déclarent ne pas y être heureux, Bandalungwa et Kimbanskeke suivent avec respectivement 45% et 31% (18% seulement à N'Sele), des ordres de grandeur et un classement similaire aux déclarations des jeunes filles.

38% des jeunes garçons sont moyennement attachés au quartier (35% pour les jeunes filles). 39% y sont peu ou pas du tout attachés (40% pour les jeunes filles).

Il semble y avoir une opposition entre les déclarations issues des focus group, des locaux, de la notabilité par exemple et les réponses aux questionnaires liées à l'attachement au quartier des jeunes (filles et garçons confondus). En effet, les adultes témoignent d'un attachement de la jeunesse aux quartiers, le présente comme un lieu de vie et de discussion. A contrario, nous voyons que les résultats du questionnaire ne sont pas aussi dithyrambiques (et ce pour les jeunes filles également). Peut-être les générations plus âgées idéalisent-elles leur quartier et le rapport qu'entretient leur jeunesse avec celui-ci, là où ces derniers, voyant notamment l'état des infrastructures, pensent plutôt à le quitter. Ces propositions ne sont que des hypothèses mais agissons à nouveau que l'infrastructure en tant qu'élément d'attractivité, de rencontres mixtes et intergénérationnelles et de rayonnement pourrait avoir un effet inverse et recréer une forme de fierté et d'attachement plus fort au quartier.

Cet attachement relatif se symbolise aussi par le fait que **77% des interrogés disent prévoir partir un jour du quartier** (71% pour les jeunes filles). Kimbanseke et Lingwala se distinguent par les proportions les plus élevées (+ de 80% des jeunes garçons souhaiteraient partir).

Les motifs évoqués sont : pour 1/3 d'entre eux le fait d'aspirer à une vie meilleure.

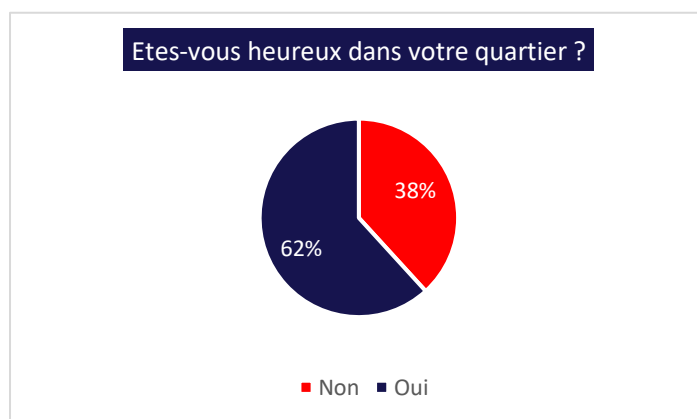
« Parce qu'ici pas de visibilité, pas de centres culturels, pour aller chercher un milieu acceptable »

« Parce que les gens dans mon quartier n'aiment pas que les autres avancent. Pour construire ma vie et accomplir mes projets »

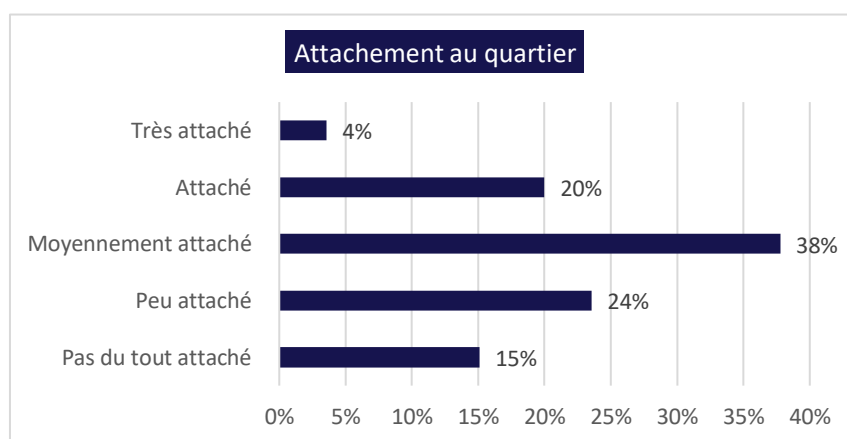
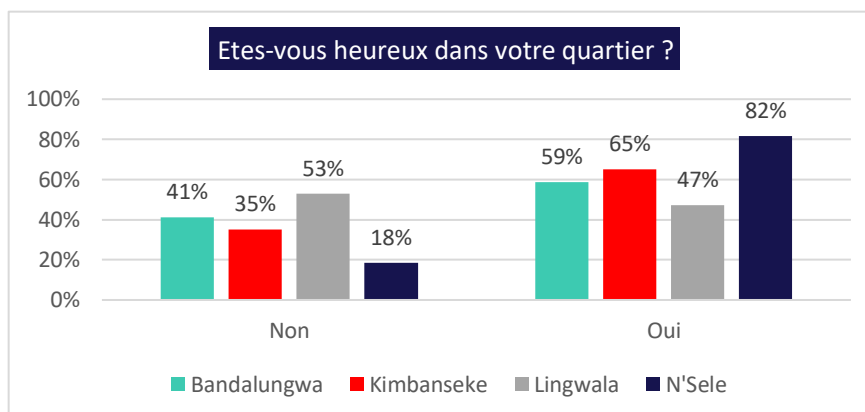
22% évoquent à nouveau une carrière sportive et 28% parlent de l'insécurité / du manque d'infrastructures.

« Parce qu'il y'a l'insécurité, pas de routes, pour chercher un quartier développé »

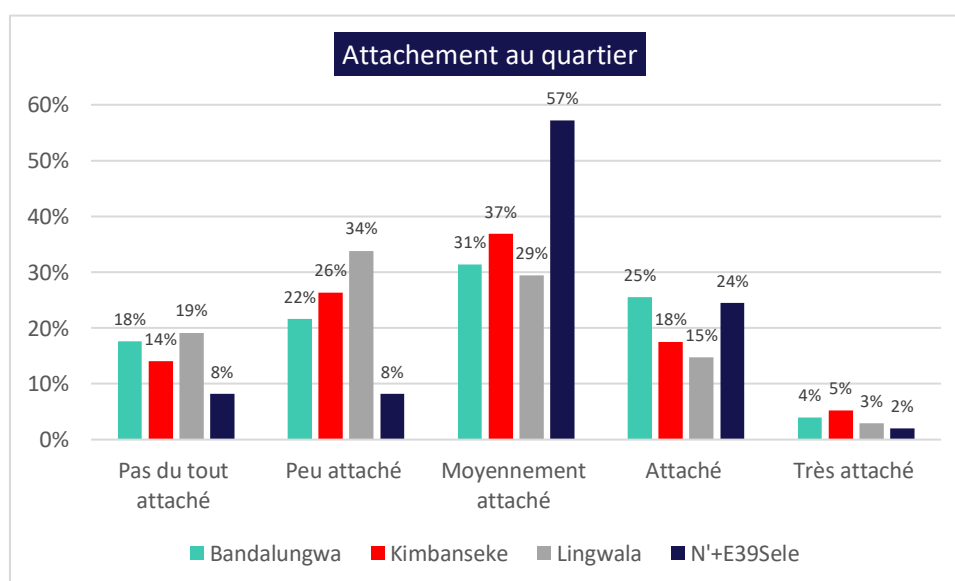
Ils sont en revanche une infime partie à mentionner la poursuite des études (contrairement aux jeunes filles).



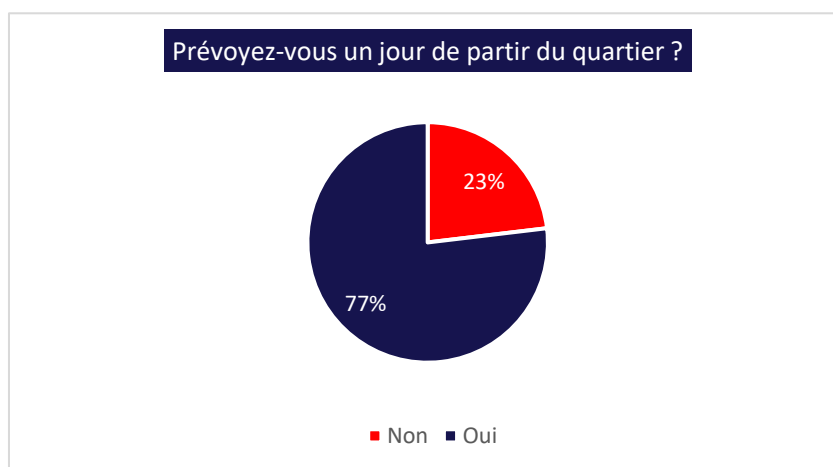
- Par commune



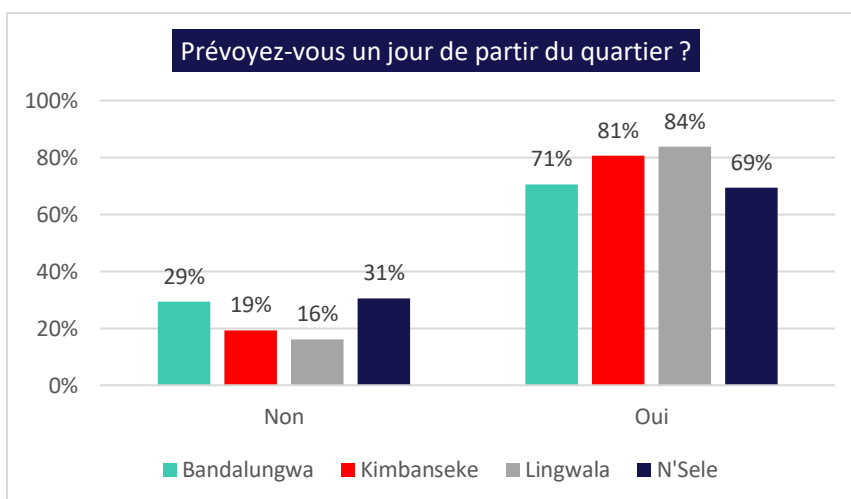
- Par commune



- Départ du quartier



- Par commune



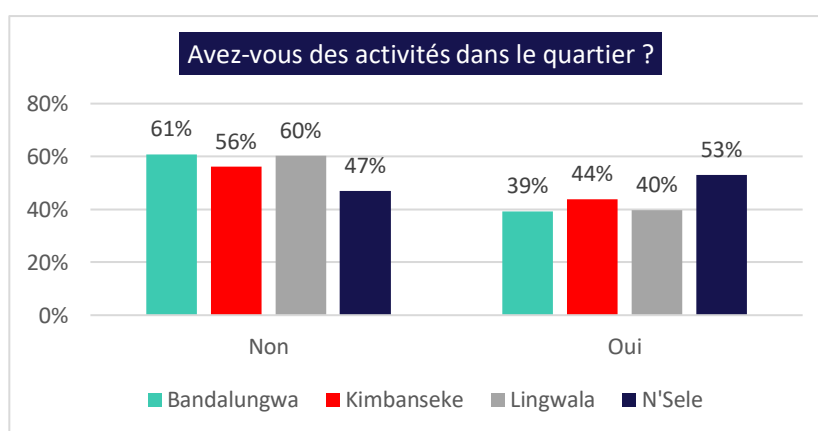
- Activités et rencontres

56% des jeunes garçons révèlent ne pas avoir d'activités dans le quartier (65% des jeunes filles). Ce chiffre peut paraître paradoxal tant les niveaux de pratique sportive déclarés sont élevés. Nous formulons l'hypothèse qu'il témoigne aussi du rapport qu'ont les jeunes avec leur quartier, lieu où les activités manquent en général (par exemple, concerts, rassemblements, etc.).

Les jeunes garçons se sont exprimés sur les rencontres qu'ils avaient dans le quartier et la fréquence de ces dernières. Il en résulte que les amis puis la famille et enfin les collègues sont les natures de rencontre les plus fréquentes, comme pour les jeunes filles. De plus, comme pour les jeunes filles, il est très difficile d'apprécier une fréquence même s'il semblerait que les amis soient rencontrés quasi tous les jours (contre quelque fois dans la semaine pour les jeunes filles). Surtout, le terrain est souvent mentionné explicitement comme un lieu de rencontre.



- Par commune



4/ Position de la jeune femme

- Accès au terrain

75% des jeunes garçons affirment être d'accord pour partager le terrain avec les filles (20pts de plus que les garçons de 6-12 ans). A N'Sele, 80% des garçons se déclarent d'accord. Ceci corrobore le sentiment des jeunes filles (67% semblent ne pas avoir de problèmes d'accès au terrain à cause des garçons). A N'Sele encore, le focus group avec les jeunes garçons indique que ceux-ci ne sont pas en opposition pour partager le terrain, si une équipe de fille s'installe (de football). Ceci donne le sentiment d'une forme de consensus possible mais qui doit être légitimé par l'installation d'une équipe à part entière (ou a minima de créneaux réservés). C'est sans doute sur cette légitimation des activités que le projet doit œuvrer pour garantir l'accès des femmes aux pratiques et aux terrains.

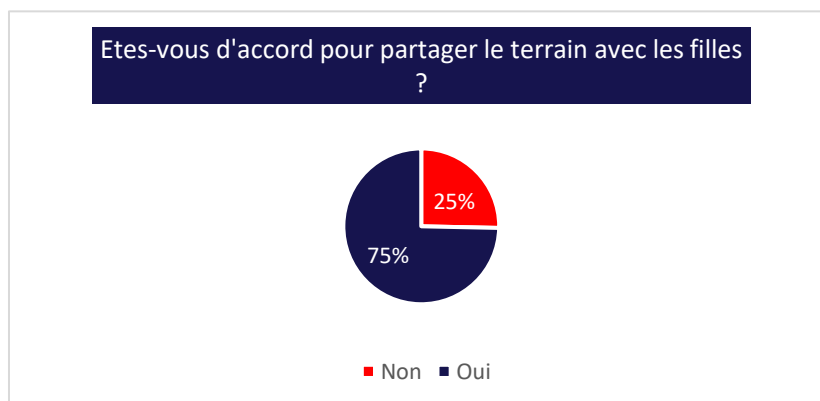
Par ailleurs, parmi les 33% de jeunes garçons en désaccord avec le fait de partager le terrain, 42% évoquent des raisons culturelles/philosophiques/de croyances/d'immoralité.

« Parce qu'il est impossible que les gens de sexe opposé partagent le même terrain »

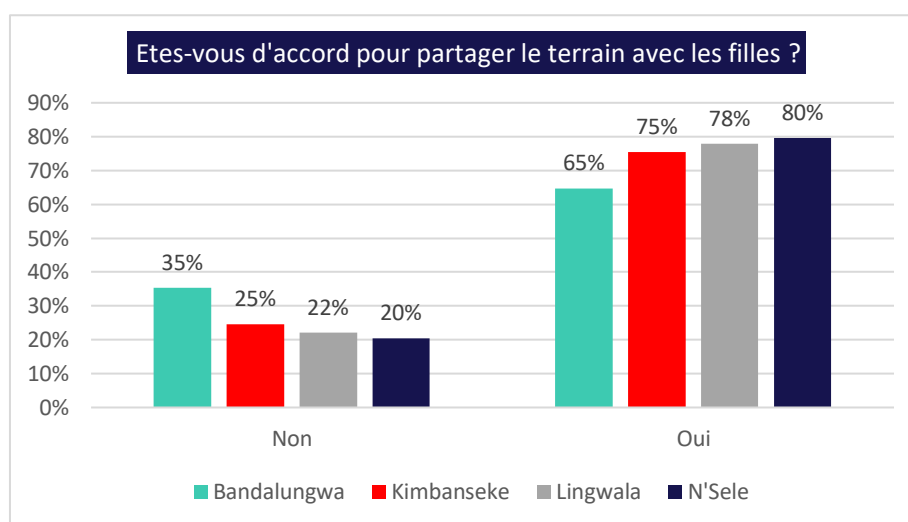
La seconde raison a trait au niveau prétendument inférieur des filles, sur le plan physique et/ou technique (23%).

« Elles sont faibles »

« Elles sont trop lentes »



- Par commune



• Partage d'activités

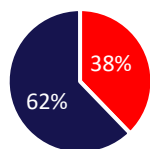
62% des garçons déclarent être d'accord pour pratiquer une activité sportive avec les filles.

Les interrogés qui ne sont pas d'accord évoquent à nouveau principalement des raisons de croyances/immoralités ou des écarts de niveau.

73% des interrogés déclarent être d'accord pour pratiquer une activité culturelle avec les filles.

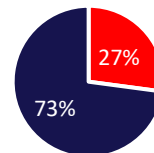
Ici, les interrogés qui ne sont pas d'accord évoquent soit le fait qu'ils ne sont pas intéressés par les activités culturelles, soit des différences entre hommes et femmes voire une certaine gêne/honte à pratiquer avec les filles (« *C'est la honte pour moi* ».)

Etes-vous d'accord pour faire des activités sportives avec les filles ?



■ Non ■ Oui

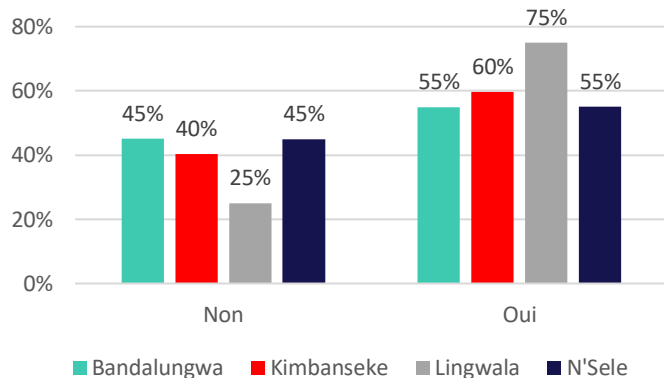
Etes-vous d'accord pour faire des activités culturelles avec les filles ?



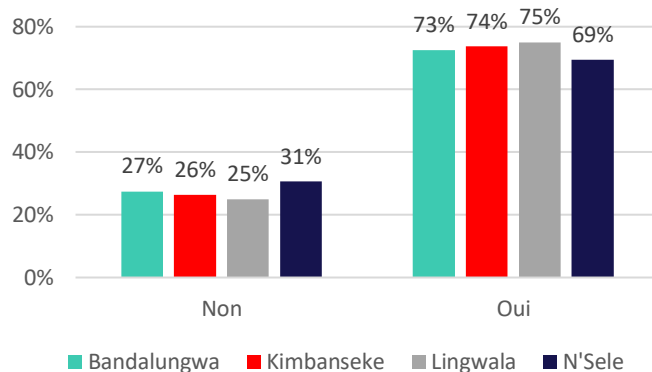
■ Non ■ Oui

- Par commune

Etes-vous d'accord pour faire des activités sportives avec les filles ?



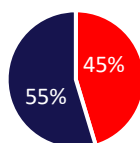
Etes-vous d'accord pour faire des activités culturelles avec les filles ?



• Violences

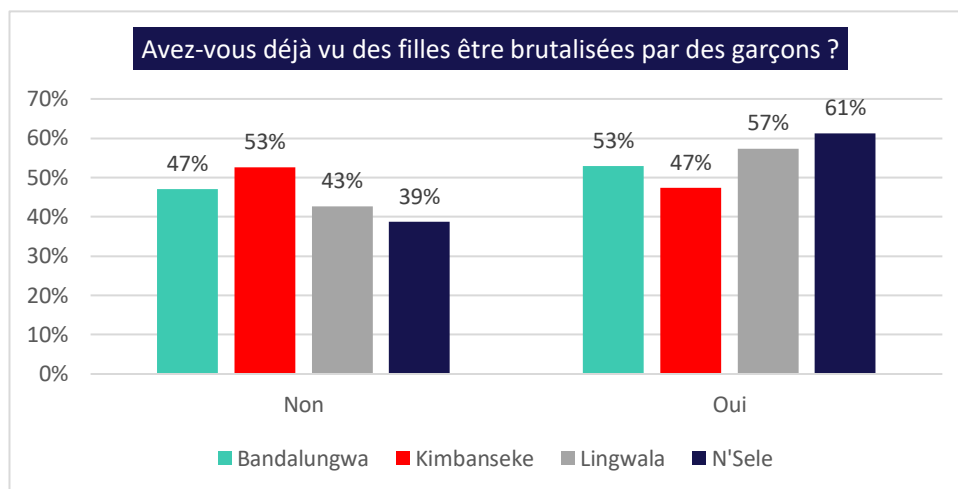
55% des jeunes garçons déclarent avoir déjà vu des jeunes filles être brutalisées par des garçons. Aucune commune n'échappe au constat puisque plus de la moitié des garçons de chaque commune déclarent en avoir été témoin (chiffre grimant même jusqu'à 61% à N'Sele).

Avez-vous déjà vu des filles être brutalisées par des garçons ?



■ Non ■ Oui

- Par commune



Grands enseignements – jeunes garçons 13-24 ans

- Une pratique sportive ultra présente, au quotidien pour les jeunes garçons
- Comme pour les jeunes filles, un point d'attention sur la santé mentale, toujours en lien avec un attachement au quartier peu prononcé et un dynamisme des activités de quartier très marginal
- Des jeunes garçons avec des projets d'avenir et des compétences, plutôt intéressés par le secteur sportif que culturel si des parcours de professionnalisation venaient à se développer
- Un avis plus favorable pour l'accès au terrain des jeunes filles que ce que déclarent les garçons de 6-12 ans mais toujours des réticences à partager les activités.
- Le sujet des violences à l'égard des jeunes filles confirmé par ce public de garçons de 13-24 ans, quel que soit le territoire

g. Les fédérations sportives / organismes culturels

Comme évoqué dans la section Méthodologie, les Fédérations sportives et établissements culturels ont fait l'objet d'une évaluation initiale uniquement par voie qualitative.

Pour les Fédérations sportives, le degré de maturité de ces dernières, leur structuration et leur acculturation au projet étant très largement insuffisants, il ne semblait pas nécessaire de leur transmettre un questionnaire. Nous nous appuyons ainsi sur un entretien conduit avec Nancy Tshiaba, avocate, ex-karatéka congolaise et accompagnant des jeunes femmes dans leur parcours dans le sport féminin. Elle connaît par ailleurs très bien les ressorts du monde fédéral congolais et du Comité National Olympique Congolais. En complément, le Centre de Droit et d'Economie du Sport a conduit l'évaluation de l'héritage des jeux de la Francophonie à Kinshasa en 2023. Ainsi, des entretiens avec des représentants de Fédérations avaient été conduits à cette occasion.

Pour les établissements culturels, un entretien avec monsieur Jean Pierre Nduwa, artiste plasticien, ex-étudiant, professeur et membre du comité de gestion de l'Académie des Beaux-Arts (ABA) et une visite de terrain ont été réalisés. La fondation Liyolo n'a pas été rencontrée.

Nous n'excluons pas d'étendre la méthodologie à de la collecte par questionnaire pour le second rapport d'évaluation si les avancées du projet s'y prêtent.

- **Les établissements culturels (ABA)**

Eléments généraux sur l'ABA

L'Académie des Beaux-Arts de Kinshasa (commune de Lingwala) est une institution à caractère pédagogique et universitaire. Elle est composée de deux sections :

- Une section arts graphiques (infographie, illustration, typographie, etc.)
- Une section arts plastiques (peinture, sculpture, dessin, etc.)

La formation dispensée à l'ABA est réputée et offre des débouchés divers : artiste, sculpteur, photographe, professeur, etc. La mission principale est de former aussi bien intellectuellement que vers les métiers cités ci-dessus. L'ABA forme par exemple des entrepreneurs qui eux-mêmes se placent dans des ateliers. Certains étudiants s'exportent même à l'étranger, procurant à l'institution et plus largement à la RDC une forme de rayonnement certain par la culture. Plus généralement, le secteur culturel s'est professionnalisé (en 2010, l'ABA comptait 800 étudiants et va encore croître avec de nouveaux départements : photographie, design et restauration ainsi qu'un projet dans le cinéma). De la même manière, M. Nduwa témoigne qu'il est possible de faire carrière dans les métiers artistiques sans passer par l'ABA, par exemple, en étant auto-didacte et en passant par les grands ateliers (ce qui sous-entend pour les femmes d'avoir les marges de manœuvres nécessaires à ce type de parcours, aussi bien financièrement qu'en termes de liberté laissée).

Les étudiantes et étudiants s'engagent à l'ABA sur un cycle de 5 ans, avec un démarrage à 18 ans et une fin d'études à 23 ans environ. L'admission se fait sur dossier et épreuves techniques. Les enseignements sont jonchés de stages pour les étudiants.

L'ABA est actuellement composée d'environ 2500 à 2600 étudiants dont 30 à 40% de femmes. Parmi les engagements auprès de ce public féminin, l'ABA octroie par exemple des bourses aux jeunes filles qui en ont besoin. Les filles sont représentées dans toutes les disciplines mais il est reconnu qu'il y en a davantage dans les communication visuelle, architecture d'intérieur et design.

L'ABA se finance par l'aide ministérielle, les frais de scolarité ainsi que l'organisation de manifestations, l'institution se déclarant comme le seul centre culturel congolais actif de la capitale.

Des résidences d'artistes se déroulent également à l'ABA tout comme l'exposition conjointe avec de grosses structures partenaires et l'accueil d'écoles primaires pour des tarifs symboliques.

Sur la gouvernance, le comité de gestion dépend du Ministère de l'enseignement supérieur et du ministère de la culture congolais. Il n'y a pas de femmes au comité de gestion. 4 femmes sont cheffes de départements (sur 9) et 15 à 20 femmes sont enseignantes. Il existe donc classiquement une problématique de féminisation des postes clés sur lequel le projet peut avoir une influence.

Intervention du projet

Le Projet Pour Elles : Sport & Culture prévoit l'intervention à l'ABA sous plusieurs modalités :

- La construction d'un bâtiment qui va servir de salle de dessins
- La construction d'une halle de sculpture
- La construction d'une résidence des femmes avec 5 chambres ainsi que la réhabilitation du complexe sportif du campus (terrain de basket-ball et volley-ball, construction de vestiaires et sanitaires séparés hommes/femmes et construction de mini-gradins).

Le projet assume une forme de cloisonnement entre ce qui relève de l'activité de l'ABA et ce qui relève des activités culturelles de proximité. Il serait intéressant d'envisager des ponts entre ces deux activités :

le rayonnement et la puissance de l'ABA pouvant influencer positivement les parcours de vie des jeunes filles dans les quartiers.

Appréciation de l'évaluation

L'état des lieux est relativement limpide : nous sommes ici face à une institution méthodique et professionnalisée qui va poursuivre son développement grâce à l'intervention du projet. Il s'agira ainsi d'apprécier après réalisation des travaux :

- Si les infrastructures ont permis l'accueil de nouveaux étudiants et parmi ces derniers la proportion de femmes
- Si la résidence a permis d'accueillir des femmes, combien et pour quoi faire ?
- Si plus généralement, le projet a permis à davantage de femmes de s'insérer professionnellement et légitimer leur place dans le secteur culturel
- Si l'image et le rayonnement de l'ABA s'intensifie grâce au projet, et notamment auprès des jeunes femmes
- S'il est possible de mobiliser les anciens et anciennes étudiantes pour constituer un réseau influent et inspirant pour les jeunes filles (cf section préconisations)
- Si l'institution s'engage davantage dans une stratégie de féminisation (par exemple via la féminisation des postes clés)

On pourra imaginer des modalités d'évaluation similaires pour la Fondation Liyolo, selon le déploiement effectif du projet.

• **Les Fédérations sportives**

L'entretien conduit avec l'experte Féminisation des Fédérations (Volet Genre et Sport) a permis de dresser un constat sans appel que nous proposons ci-dessous. Rappelons toutefois que le projet a pour ambition d'impliquer les Fédérations sportives pour le développement du sport féminin selon les modalités suivantes :

- Mise en place de stratégies de féminisation formalisées, objectivées, avec 6 Fédérations identifiées : football, rugby, basket-ball, volley-ball, rollers et sports de combat à travers la fédération pilote de karaté (féminisation globale donc allant des pratiquantes aux dirigeantes en passant par l'encadrement)
- Développement de la pratique féminine de masse, par exemple via la création de nouveaux clubs/académies
- Sensibilisation / Formation à la question des VBG et VSS dans le sport

Etat des lieux

Il est d'abord évoqué que le mouvement sportif et ses instances dirigeantes sont dans une forme d'entrisme, servant des intérêts particuliers davantage que le développement de leurs disciplines. Les femmes dirigeantes sont généralement écartées des postes clés ou font acte de présence pour donner l'illusion d'une quelconque féminisation, remplissant ainsi l'obligation des quotas instaurés dans les statuts des instances.

« Quand ça ne marche pas, la femme se retire »

Il semble y avoir un manque d'unité entre les femmes elles-mêmes ce qui amène à penser qu'impulser un cercle de femmes formées et aguerries pourrait être un levier efficace, sachant en plus que certains profils de femmes inspirantes pourraient y jouer un rôle, des femmes journalistes à succès par exemple (cf préconisations).

Il apparaît par ailleurs que la base de pratiquantes pourrait être largement élargie car les jeunes filles sont volontaires et s'intéressent au sport. Il existe ainsi un double travail à mener : à la fois auprès des instances mais aussi auprès des pratiquantes.

Une carence existe en termes de recensement du nombre de pratiquantes fédérales, il n'existe aucun système semblable à un observatoire du sport qui permettrait de caractériser davantage la pratique fédérale et de pouvoir en suivre ses évolutions.

Enfin, la question des violences sexistes et sexuelles est à la fois prégnante et tabou puisqu'elles sont souvent dissimulées par les institutions et les instances disciplinaires défailtantes.

Appréciation de l'évaluation

L'évaluation sera rediscutée à partir du moment où un travail de fonds sera engagé avec les Fédérations sportives ciblées. Il est pour lors très compliqué de proposer des indicateurs et une méthode d'évaluation qui collera à l'évolution du projet tant les résultats sont incertains. Les travaux autour de la stratégie de féminisation pourront être une base évaluative qualitative pertinente si ceux-ci sont à un état d'avancement satisfaisant.

Il est capital de noter que les processus de féminisation (à tous les échelons) sont des travaux conduits sur un temps long (cf exemple français et stratégies de féminisation des Fédérations avec des effets variables³⁹). Aussi, il faut être conscient que l'évaluation conduite pourra au mieux témoigner de prémices de changements mais pas d'une transformation radicale et d'un développement de la pratique féminine exponentielle.

Des éléments de préconisations seront développés (cf section préconisations) autour des quatre thèmes suivants :

- Elargissement de la base de pratiquantes / communication autour du projet / formation d'encadrantes
- Signalement des violences
- Constitution d'un cercle de femmes dirigeantes
- Création d'un observatoire du sport

h. Les acteurs de la gestion communautaire

Etat des lieux

Les entités de gestion communautaire n'ayant pas été mis en place, nous nous appuyons sur les données récoltées lors de la mission sur place (entretien avec BEAP Consulting, cabinet en charge de l'accompagnement à la création des entités de gestion, et divers focus group avec relais communautaires) pour dresser un état des lieux de ces entités. Une fois créées, elles pourront faire l'objet d'une évaluation plus spécifique, à l'image de ce que nous avons proposé pour les fédérations sportives et établissements culturels.

Comme évoqué dans la section « écueils à éviter », nous rappelons qu'il sera fondamental d'associer toutes les parties prenantes locales à la gestion communautaire du terrain (services techniques, notables, associations, etc.). C'est là où les modèles différeront selon les terrains, en fonction des rapports de force existants (quel poids pour les associations de jeunes ? quel contre-pouvoir pour éviter l'accaparement par la ville-province ? etc.). Par exemple, le rôle de la police à Kimbanseke est primordial et il faut en tenir compte là où à Lingwala, la notabilité et la commune ont des rôles plus

³⁹ Le CDES a conduit l'évaluation du programme Club des 300 du CNOSF dont les résultats pourraient, dans une certaine mesure, servir les travaux du projet

prégnants, à Bandalungwa, le fonctionnement actuel semble très axé sur les gros clubs donc une politique de rééquilibrage des créneaux, notamment envers les plus jeunes, s'avère nécessaire.

De plus, un protocole d'accord robuste devra être rédigé afin que l'Etat ou la ville-province délègue le pouvoir à la gestion communautaire. Au niveau local, tout l'enjeu de cette entité sera de réussir à gérer les conflits d'usage tout en proposant une offre équitable et juste, également pour les jeunes filles, et doté d'un modèle économique pérenne.

Il semble, au-delà de l'engouement indéniable que le projet suscite (« *Nous avons soif de voir sortir de terre le terrain* »⁴⁰), qu'il faille s'appuyer sur un socle de forces en présence pour constituer ce comité de gestion mixte et paritaire. En ce sens, la notabilité et la jeunesse (les conseils communaux de la jeunesse notamment) sont deux piliers essentiels au bon fonctionnement futur des entités. Les conseils communaux de la jeunesse sont des relais incontournables pour « *donner le goût* »⁴¹ aux jeunes et donc créer un engouement. A Bandalungwa, la présidente du CCJ parle du sport et de la culture comme vecteurs d'insertion et d'autonomisation à part entière, signe d'une vision partagée avec les objectifs du projet.

« Il faut un contrat social avec la communauté »

Nous voyons bien que la création de ces entités n'est pas simple et qu'elles sont absolument décisives dans le bon fonctionnement du projet. Par exemple, parmi les questions clés sont ressorties :

- Quel management de l'infrastructure, selon quelles modalités ?
- Est-on rémunéré pour faire partie de la gestion communautaire ?
- Quels processus décisionnels ? Liens éventuels avec un gestionnaire d'infrastructures (technicien)
- ...

Approche évaluative

A l'image de l'évaluation produite pour les animateurs, il semble que l'évaluation de la gestion communautaire devra s'effectuer sur sa « capacité à » répondre aux objectifs du projet. Le fonctionnement effectif de l'instance, les problèmes internes seront peut-être abordés d'une manière marginale via des entretiens mais relèvent plus du travail confié à BEAP Consulting.

Parmi les éléments que nous pourrions évaluer par la suite (rapports intermédiaires et finaux), nous avons ciblé ceux-ci (à ajuster selon le déploiement effectif des entités), basés sur les axes évaluatifs déjà utilisés :

Sur l'accès au sport et à la culture :

- Capacité à rendre les infrastructures accessibles pour les femmes

Sur la cohésion sociale :

- Capacité à créer un modèle économique viable
- Capacité à rendre la gestion communautaire efficace

Sur les discriminations :

- Capacité à donner des responsabilités aux femmes
- Capacité à faire de la parité de l'entité un atout pour le projet (en quoi avoir des femmes fait qu'on accorde plus d'importance aux femmes ?)

⁴⁰ Focus group, Lingwala

⁴¹ Focus group Kimbanseke

La section qui suit propose une synthèse uniquement quantitative des publics a qui ont été soumis un questionnaire. Celle-ci donne une vision rapide des données récoltées mais elle n'offre pas le spectre complet de l'analyse que nous venons de développer (l'aspect qualitatif venant très largement compléter ces données et leur donner de la robustesse). Ces tableaux pourront néanmoins être utilisés à des fins de comparaison lors des prochaines évaluations.

4.3 Synthèse quantitative

JEUNES FILLES 6-12 ANS		
ENTREES EVALUATIVES	INDICATEURS	RESULTAT T0
SANTÉ		
Participation à des activités sportives / Culturelles	Taux de participation	Activités sportives : 37% Activités culturelles : 42% Les deux : 14% Aucun des deux : 6%
Fréquence de pratique	% selon fréquence de pratique	Tous les jours : 23% Au moins une fois par semaine : 63% Au moins une fois toutes les deux semaines : 2% Au moins une fois par mois : 5% Moins d'une fois par mois : 6%
Santé Physique	% de jeunes filles qui ont déjà été gravement malades % de jeunes filles complètement rétablies	% de jeunes filles qui ont déjà été gravement malades : 20% % de jeunes filles complètement rétablies : 90%
Santé mentale	Niveau de bonheur	% de jeunes filles déclarant être heureuses en ce moment : 78%
COHESION SOCIALE / VIE ASSOCIATIVE		
Bonheur dans le quartier	Niveau de bonheur dans le quartier	% de jeunes filles déclarant être heureuses dans leur quartier : 72%
Liens sociaux dans le quartier	Fréquentations Lieux de rencontre	% de jeunes filles déclarant avoir beaucoup de copines dans le quartier : 76% % de jeunes filles déclarant le terrain comme lieux de rencontres : 7%
Sentiment d'appartenance au quartier	Projection de mobilité hors quartier	% de jeunes filles déclarant vouloir un jour partir du quartier : 58%
DISCRIMINATIONS		
Utilisation du terrain	Taux de jeunes filles déclarant que les garçons les laissent utiliser les terrains	57%
Partage des activités	Taux de jeunes filles déclarant être d'accord pour faire des activités avec les garçons	Activités sportives : 51% Activités culturelles : 64%
Violence faites aux femmes	Taux de jeunes filles déclarant avoir déjà été agressées ou humiliées par des garçons	Agressions : 32% Humiliations : 39%

JEUNES FILLES 13-24 ANS		
ENTREES EVALUATIVES	INDICATEURS	RESULTAT T0
SANTÉ		
Participation à des activités sportives / Culturelles	Taux de participation	Activités sportives : 32% Activités culturelles : 42% Les deux : 14% Aucun des deux : 12%
Fréquence de pratique	% selon fréquence de pratique	Tous les jours : 20% Au moins une fois par semaine : 56% Au moins une fois toutes les deux semaines : 4% Au moins une fois par mois : 7% Moins d'une fois par mois : 14%
Santé Physique	Indicateur de santé physique	Très bon : 51% Bon : 42% Moyen : 5% Mauvais : 1% Très mauvais : 0%
Santé mentale	Indicateur de santé mentale	Très bon : 38% Bon : 51% Moyen : 10% Mauvais : 2% Très mauvais : 0%
Santé mentale	Niveau de bonheur Indice de bonheur (satisfaction sur la vie menée actuellement de 0 à 10)	% de jeunes filles déclarant être heureuses en ce moment : 75% Indice de bonheur moyen : 5,2
INSERTION PROFESSIONNELLE		
Construction d'un projet professionnel	Taux de répondantes ayant un projet professionnel ou une activité professionnelle	66%
Capacité à exercer un métier	Indice de capacité	% de jeunes filles déclarant être capables d'exercer un métier : 86% Compétences déclarées (cf traitement qualitatif)
Volonté d'intégration du secteur (sport & culture)	Taux de répondantes envisageant d'intégrer le secteur du sport ou de la culture	Secteur sport : 60% Secteur culturel : 75%
COHESION SOCIALE / VIE ASSOCIATIVE		
Bonheur dans le quartier	Niveau de bonheur dans le quartier	% de jeunes filles déclarant être heureuses dans leur quartier : 63%
Attachement au quartier	Niveau d'attachement au quartier	Très attachée : 4% Attachée : 21% Moyennement attachée : 35% Peu attachée : 21% Pas du tout attachée : 19%
Liens sociaux dans le quartier	Activités dans le quartier Fréquentations Lieux de rencontre	% de jeunes filles déclarant avoir des activités dans le quartier : 35% Fréquentation et lieux de rencontre : cf traitement qualitatif
Sentiment d'appartenance au quartier	Projection de mobilité hors quartier	% de jeunes filles déclarant vouloir un jour partir du quartier : 71%
DISCRIMINATIONS		
Utilisation du terrain	Taux de jeunes filles déclarant que les garçons les laissent utiliser les terrains	58%
Violence faites aux femmes	Taux de jeunes filles déclarant avoir déjà été discriminées ou avoir subies des violences par des garçons	Discriminations: 38% Violences : 27%

JEUNES GARÇONS 6-12 ANS		
ENTREES EVALUATIVES	INDICATEURS	RESULTAT T0
SANTÉ		
Participation à des activités sportives / Culturelles	Taux de participation	Activités sportives : 92% Activités culturelles : 3% Les deux : 4% Aucun des deux : 1%
Fréquence de pratique	% selon fréquence de pratique	Tous les jours : 60% Au moins une fois par semaine : 35% Au moins une fois toutes les deux semaines : 2% Au moins une fois par mois : 2% Moins d'une fois par mois : 1%
Santé Physique	% de jeunes garçons qui ont déjà été gravement malades % de jeunes garçons complètement rétablis	% de jeunes garçons qui ont déjà été gravement malades : 20% % de jeunes garçons complètement rétablis : 96%
Santé mentale	Niveau de bonheur	% de jeunes garçons déclarant être heureux en ce moment : 85%
COHESION SOCIALE / VIE ASSOCIATIVE		
Bonheur dans le quartier	Niveau de bonheur dans le quartier	% de jeunes garçons déclarant être heureux dans leur quartier : 79%
Liens sociaux dans le quartier	Fréquentations Lieux de rencontre	% de jeunes garçons déclarant avoir beaucoup de copains dans le quartier : 92% % de jeunes garçons déclarant le terrain comme lieux de rencontres : 35%
Sentiment d'appartenance au quartier	Projection de mobilité hors quartier	% de jeunes garçons déclarant vouloir un jour partir du quartier : 66%
DISCRIMINATIONS		
Utilisation du terrain	Taux de jeunes garçons déclarant être d'accord pour partager le terrain avec les filles	55%
Partage des activités	Taux de jeunes garçons déclarant être d'accord pour faire des activités avec les filles	Activités sportives : 52% Activités culturelles : 52%
Violence faites aux femmes	Taux de jeunes garçons déclarant avoir déjà vu des filles être agressées ou humiliées par des garçons	Agressions : 50% Humiliations : 52%

JEUNES GARÇONS 13-24 ANS		
ENTRÉES ÉVALUATIVES	INDICATEURS	RÉSULTAT T0
SANTÉ		
Participation à des activités sportives / Culturelles	Taux de participation	Activités sportives : 80% Activités culturelles : 9% Les deux : 10% Aucun des deux : 2%
Fréquence de pratique	% selon fréquence de pratique	Tous les jours : 55% Au moins une fois par semaine : 37% Au moins une fois toutes les deux semaines : 4% Au moins une fois par mois : 2% Moins d'une fois par mois : 2%
Santé Physique	Indicateur de santé physique	Très bon : 54% Bon : 40% Moyen : 6% Mauvais : 0% Très mauvais : 0%
Santé mentale	Indicateur de santé mentale	Très bon : 43% Bon : 49% Moyen : 7% Mauvais : 1% Très mauvais : 0%
Santé mentale	Niveau de bonheur Indice de bonheur (satisfaction sur la vie menée actuellement de 0 à 10)	% de jeunes garçons déclarant être heureux en ce moment : 70% Indice de bonheur moyen : 4,9
INSERTION PROFESSIONNELLE		
Construction d'un projet professionnel	Taux de répondants ayant un projet professionnel ou une activité professionnelle	74%
Capacité à exercer un métier	Indice de capabilité	% de jeunes garçons déclarant être capables d'exercer un métier : 87% Compétences déclarées (cf traitement qualitatif)
Volonté d'intégration du secteur (sport & culture)	Taux de répondants envisageant d'intégrer le secteur du sport ou de la culture	Secteur sport : 90% Secteur culturel : 48%
COHESION SOCIALE / VIE ASSOCIATIVE		
Bonheur dans le quartier	Niveau de bonheur dans le quartier	% de jeunes garçons déclarant être heureux dans leur quartier : 62%
Attachement au quartier	Niveau d'attachement au quartier	Très attaché : 4% Attaché : 20% Moyennement attaché : 38% Peu attaché : 24% Pas du tout attaché : 15%
Liens sociaux dans le quartier	Activités dans le quartier Fréquentations Lieux de rencontre	% de jeunes garçons déclarant avoir des activités dans le quartier : 44% Fréquentation et lieux de rencontre : cf traitement qualitatif
Sentiment d'appartenance au quartier	Projection de mobilité hors quartier	% de jeunes garçons déclarant vouloir un jour partir du quartier : 77%
DISCRIMINATIONS		
Utilisation du terrain	Taux de jeunes garçons déclarant être d'accord pour partager le terrain avec les filles	75%
Partage des activités	Taux de jeunes garçons déclarant être d'accord pour faire des activités avec les filles	Activités sportives : 62% Activités culturelles : 73%
Violence faites aux femmes	Taux de jeunes garçons déclarant avoir déjà vu des filles être brutalisées par des garçons	55%

ACTEURS DE L'ANIMATION SOCIO SPORTIVE ET CULTURELLE		
ENTREES EVALUATIVES	INDICATEURS	RESULTAT TO
ACCES AU SPORT ET A LA CULTURE		
<i>Recrutement des participant·es</i>	Capacité à recruter des participant(e)s	Tout à fait capable : 2% Capable : 16% Moyennement capable : 45% Peu capable : 31% Pas du tout capable : 6%
<i>Fidélisation des participant(e)s</i>	Capacité à fidéliser des participant(e)s	Tout à fait capable : 4% Capable : 20% Moyennement capable : 41% Peu capable : 27% Pas du tout capable : 8%
<i>Garanties d'activités uniquement pour les femmes</i>	Capacité à garantir des créneaux uniquement pour les femmes	Tout à fait capable : 8% Capable : 29% Moyennement capable : 24% Peu capable : 24% Pas du tout capable : 16%
INSERTION PROFESSIONNELLE		
<i>Remobilisation par le sport ou la culture</i>	Capacité à remobiliser par le sport ou la culture	Tout à fait capable : 8% Capable : 31% Moyennement capable : 37% Peu capable : 12% Pas du tout capable : 12%
<i>Acquisition des compétences transférables</i>	Capacité à faire acquérir des compétences transférables	Tout à fait capable : 12% Capable : 29% Moyennement capable : 29% Peu capable : 16% Pas du tout capable : 14%
<i>Transmission de la volonté d'intégrer le secteur (sport / culture)</i>	Capacité à donner la volonté d'intégrer le secteur (sport / culture)	Tout à fait capable : 12% Capable : 33% Moyennement capable : 25% Peu capable : 16% Pas du tout capable : 14%
COHESION SOCIALE / VIE ASSOCIATIVE		
<i>Facilitation des rencontres pour les jeunes filles</i>	Capacité à renforcer les liens sociaux des participantes	Tout à fait capable : 10% Capable : 25% Moyennement capable : 31% Peu capable : 20% Pas du tout capable : 14%
DISCRIMINATIONS		
<i>Emancipation des jeunes filles grâce aux activités</i>	Capacité à permettre l'émancipation des filles	Tout à fait capable : 10% Capable : 24% Moyennement capable : 31% Peu capable : 20% Pas du tout capable : 16%
<i>Instauration du respect à l'égard des jeunes filles</i>	Capacité à instaurer le respect donné aux filles	Tout à fait capable : 16% Capable : 24% Moyennement capable : 35% Peu capable : 14% Pas du tout capable : 12%
<i>Accueil des personnes en situation de handicap au sein des activités</i>	Capacité à accueillir des personnes en situation de handicap	Tout à fait capable : 2% Capable : 10% Moyennement capable : 12% Peu capable : 22% Pas du tout capable : 55%
<i>Réduction des violences faites aux femmes</i>	Céapacité à réduire les violence faites aux femmes	Tout à fait capable : 10% Capable : 22% Moyennement capable : 31% Peu capable : 20% Pas du tout capable : 18%

PARENTS		
ENTREES EVALUATIVES	INDICATEURS	RESULTAT T0
ACCES AU SPORT ET A LA CULTURE		
<i>Liberté donnée aux jeunes filles pour la pratique sportive</i>	Taux de parents favorables à la participation de leurs filles aux activités sportives	Très favorable : 13% Favorable : 60% Neutre : 8% Peu favorable : 9% Pas du tout favorable : 11%
<i>Liberté donnée aux jeunes filles pour la pratique culturelle</i>	Taux de parents favorables à la participation de leurs filles aux activités culturelles	Très favorable : 16% Favorable : 60% Neutre : 6% Peu favorable : 9% Pas du tout favorable : 10%
<i>Liberté donnée aux jeunes garçons pour la pratique sportive</i>	Taux de parents favorables à la participation de leurs garçons aux activités sportives	Très favorable : 23% Favorable : 63% Neutre : 4% Peu favorable : 5% Pas du tout favorable : 4%
<i>Liberté donnée aux jeunes garçons pour la pratique culturelle</i>	Taux de parents favorables à la participation de leurs garçons aux activités culturelles	Très favorable : 17% Favorable : 55% Neutre : 7% Peu favorable : 9% Pas du tout favorable : 12%
INSERTION PROFESSIONNELLE		
<i>Perception de la pratique sportive et / ou culturelle</i>	Taux de parents déclarant que la pratique sportive ou culturelle peut aider leurs enfants à trouver une place dans la société	94%

5. PRECONISATIONS / SUITES DU PROJET

Il nous paraissait important, au-delà de fournir une évaluation détaillée du projet, de pouvoir proposer un certain nombre de recommandations destinées aux décideurs et autres individus engagés dans la chefferie et le déploiement de Pour Elles : Sport & Culture.

Par conséquent, nous avons catégorisé les recommandations qui nous paraissent pertinentes et à retrouver ci-dessous.

➤ Pratique (sport/culture)

La pratique féminine, qu'elle soit sportive et/ou culturelle, ne pourra pas donner la pleine mesure de son potentiel si elle n'est pas un minimum planifiée et soutenue, au risque de ne pas parvenir à capter les jeunes filles voire de les retenir dans les activités (fréquences de pratique aléatoires, difficultés à garder une constance dans la présence aux activités, etc. Ce sont des écueils classiques touchant les publics défavorisés).

Recommandation numéro 1 : soutenir l'offre sportive à destination du public féminin

Que ce soit une offre sportive existante ou la création d'une offre supplémentaire, un soutien sera nécessaire pour ancrer cette offre dans le paysage local. Cela peut passer par du soutien financier mais aussi par du renforcement de capacités, de l'achat de matériel mais aussi par une forme de soutien intangible (influence des leaders communautaires, voix donnée au chapitre, etc.)

Recommandation numéro 2 : banaliser des créneaux pour les femmes

Si ceci est prévu au projet, il sera toutefois indispensable de s'assurer que des créneaux sont entièrement dédiés aux femmes. Ces créneaux banalisés pourront attirer l'attention des jeunes filles réticentes, leur en faire voir les avantages afin qu'elles même songent par la suite à rejoindre les activités. A Bandalungwa, le CCJ y voit déjà une opportunité de « créer de l'unité au niveau de Bandal' » et de favoriser un « effet domino ». Vigilance toutefois, l'exposition des activités à la vue des autres peut aussi avoir un effet répulsif par peur du jugement par exemple.

➤ Encadrement

L'encadrement des activités est un point absolument central du projet. Nous avons démontré dans l'évaluation les craintes des parents et des jeunes filles quant à l'encadrement et ses dérives notamment. Il s'agira donc de sécuriser au maximum cet aspect-là du projet.

Recommandation numéro 3 : assumer une vision sportive et culturelle

Nous l'avons constaté de nombreuses fois dans le rapport. Tous publics confondus, la vision du sport (et de manière moindre de la culture) gravite surtout autour de la compétition, de la gloire, du talent, de la carrière. Il faut réussir à assumer que le projet ne promeut pas cette vision du sport (y compris auprès des encadrants formés, voire recommandation 4). Cette vision compétitive ne permettra pas d'atteindre les objectifs du projet et de produire des externalités qui dépassent le champ des activités envisagées. Assumer ce paradigme est un travail de longue haleine qui peut mobiliser plusieurs leviers : outils de communication, sensibilisation, contenus de formation, etc. Il s'agit aussi de trouver les bonnes portes d'entrée auprès de l'encadrement, celles et ceux qui seront à même de recevoir ce message et le déployer.

Notons de plus que cette vision non compétitive n'en est pas moins porteuse d'opportunités. En effet, de nombreux métiers existent autour de l'animation socio-culturelle mais aussi, concernant le socio-sport, on voit désormais se développer de nouvelles professions tels que les coaches d'insertion par le sport ou encore les éducateurs socio-sportifs. Le CDES se tient disponible pour élargir son champ d'intervention sur ces thématiques (par exemple production d'outils/supports sur les bénéfices sociaux du sport, etc.)

Recommandation numéro 4 : veiller à la production de contenus de formation pertinents et songer au travail social communautaire comme axe clé

C'est là tout le cadre d'intervention de Play International qui devra cibler les bonnes personnes à former et les bons contenus pour délivrer un message clair lors des activités. Le soutien aux OSC grâce au projet sera également déterminant. Nous insistons à nouveau ici sur l'opportunité d'associer les acteurs sociaux à la démarche. Le travail social communautaire cherche à renforcer le pouvoir d'agir des groupes défavorisés pour que leurs membres moins isolés et plus solidaires, puissent accéder à l'éducation, à l'emploi et à une meilleure qualité de vie. C'est bien l'ambition du programme Pour Elles, mais cela ne se fera pas sans un certain nombre de difficultés.

Le premier obstacle réside dans la mise en œuvre des méthodes de travail social collectif qui ne sont pas nécessairement du goût des autorités politiques ou des institutions administratives. C'est le cas par exemple de la préférence accordée à la relation individuelle plutôt qu'à l'action collective. Il faut donc insister sur la complémentarité entre approche individuelle et approche collective du travail social. De façon générale, il faut obtenir la mobilisation de tous les acteurs du territoire, ce qui n'est pas aisé.

Le second obstacle réside dans le déficit de professionnels formés. Il faut en effet former des professionnels à l'action collective, ce qui nécessite la mise en place de formations spécifiques. Un travailleur social doit être capable de provoquer des rencontres, construire un groupe pour mener un diagnostic participatif et constituer un acteur collectif capable d'aider à l'émancipation de ses membres. Ainsi, il serait intéressant d'inscrire le programme Pour Elles dans une approche de type développement communautaire. Il serait dommage d'en rester à une seule vision d'aide individuelle par le sport ou la culture à s'émanciper. A l'inverse :

- Former et qualifier les acteurs aux actions collectives.
- Reconnaître et faciliter le pouvoir d'agir des habitants, des élus, des professionnels et des organisations.
- Renforcer le portage politique et institutionnel du développement communautaire

➤ Communication du projet

Nous évoquons ici ce qui relève de la communication autour du projet, pas au sens de la communication « marketing » mais du faire-savoir, nécessaire au bon déroulé et au foisonnement des activités.

Recommandation numéro 5 : anticiper un faire-savoir efficace du projet

L'évaluation a montré que les parents devaient faire l'objet d'une communication particulière pour qu'ils puissent laisser les jeunes filles participer aux activités. Ce sera là tout le travail des relais communautaires qui devront diffuser un message positif autour du projet. Comme évoqué en focus group à N'Sele, il s'agira « d'aller vers les parents, enlever les équivoques, parler de leur santé [des jeunes filles] ». Ces relais communautaires devront être outillés pour appuyer leurs discours et être persuasifs.

De plus, les jeunes filles elles-mêmes, pour certaines, devront être convaincues. Si nous avons vu en recommandation numéro 2 que le fait de voir leurs sœurs pratiquer pouvait être incitatif, il ne faut pas négliger l'apport des relais communautaires, et très spécifiquement des collectifs de jeunes, dans la création de cette dynamique de pratique.

Recommandation numéro 6 : envisager un réseau d'alumnis pour les établissements culturels

Le diagnostic auprès de l'ABA, bien que très positif, a mis en lumière la possibilité de déployer encore plus le potentiel des établissements culturels kinoï, véritables vecteurs de rayonnement. Ainsi, nous pensons qu'un recensement clair des anciens étudiants, la création d'un réseau d'alumnis qui serait animé (autour d'événements de networking, d'expositions ou autres) pourrait permettre l'émergence d'un véritable tissu artistique professionnel. Ce tissu serait directement mis à contribution du projet à plus long terme (détection de jeunes talents, mentoring, etc.)

➤ **Gestion des infrastructures / structuration**

Si les infrastructures ne sont « que » des supports au service du projet et des riverains, leur bonne ou mauvaise gestion peut grandement influencer la réalisation des objectifs fixés.

Recommandation numéro 7 : stabiliser un modèle économique autour des infrastructures et valoriser la contribution au développement territorial

La question de la viabilité économique des infrastructures est centrale. Elle concerne non seulement ce qui relève de la pratique (payante ou gratuite ?) mais aussi des « annexes » (boutiques, capacité de l'infrastructure à générer des revenus extérieurs, création d'emplois, etc.). Les focus groups conduits lors de la mission de terrain ont révélé un élément qui devra être discuté par les entités de gestion communautaire. En effet, les acteurs sont assez unanimes sur le fait qu'il faille sacrifier les créneaux des acteurs locaux et utilisateurs déjà réguliers des terrains avec des coûts d'utilisation minimales voire nuls. La marge pourrait alors être faite sur des équipes extérieures payant un prix supérieur pour assurer le fonctionnement de l'infrastructure. Si cette philosophie protège les résidents, il faut avoir en tête deux éléments pour sa mise en place : 1/ fixer un coût non dissuasif des extérieurs pour être attractifs. 2/s'assurer de l'accessibilité du terrain au niveau du transport (les embouteillages et difficultés de circulation de Kinshasa sont-elles un obstacle à des utilisations extérieures ponctuelles du terrain ?)

Au-delà du modèle économique, il s'agira de s'assurer et de promouvoir le fait que l'infrastructure contribue au développement de la commune/du quartier. Que ce soit par des flux de nouveaux usagers, par le développement de nouvelles ressources financières, par la création d'emploi, etc. les potentialités autour de ces terrains sont multiples. Ils pourraient même amener le développement d'autres projets (routiers par exemple). C'est toute la question de l'économie territoriale et de l'apport du terrain qu'il faudra valoriser pour justifier du bien fondé du projet.

Recommandation numéro 8 : former à la gestion des infrastructures

Au-delà du fonctionnement pur de l'entité de gestion communautaire dont nous avons largement parlé dans ce rapport et qui relève de l'intervention de BEAP Consulting, nous pensons que la gestion des infrastructures nécessite un accompagnement renforcé, au risque de voir des infrastructures délabrées très rapidement. En effet, des formations devront forcément être effectuées sur des questions techniques pour la durabilité des terrains (entretiens, réhabilitations, etc.) mais aussi dans leur gestion au quotidien (octroi des créneaux, gestion des conflits d'usage, conventionnement avec les associations, etc.). Au besoin, le CDES se tient disponible pour échanger sur une intervention complémentaire dans la mesure où nous sommes impliqués dans le projet SPORCAP (AFD) au Cameroun, qui possède des volets similaires. De plus, nous dispensons une formation de Stadium Manager auprès de gestionnaires d'infrastructures sportives d'envergures, ce qui nous confère un savoir-faire en la matière.

➤ **A plus long terme...**

A horizon plus lointain, des éléments pourraient être travaillés dans le cadre du projet et avec l'étroite collaboration des parties prenantes locales afin de maximiser encore la portée et l'impact de Pour Elles : Sport & Culture. Nous ne mentionnons pas ici la nécessité de créer un observatoire de la pratique sportive congolais car il ne répondrait pas directement à un objectif du programme. Pour autant, cette idée doit être impulsée pour améliorer le pilotage des politiques sportives.

Recommandation numéro 9 : produire un système de signalement unique pour les activités sportives et culturelles

La question des violences, si elle peut être traitée à long terme par des formations/sensibilisations ayant pour objectif un changement des normes socio-culturelles, ne peut en revanche pas se permettre d'attendre une réponse systémique. En effet, des violences sont d'ores et déjà déclarées et sont sources d'inquiétudes, pour les participantes comme pour les parents. Il serait pertinent de travailler à un dispositif rassurant de signalement/prévention/accompagnement des victimes. Ce type de dispositif étant évidemment un travail de long terme (développement d'une plateforme, création d'outils, de normes d'intégrité, implication des Fédérations et du COC, etc.), il pourrait être envisagé de simplifier dans un premier temps le dispositif pour permettre sa structuration et rassurer les bénéficiaires sur leur prise en charge en cas d'incident tout en envoyant un message dissuasif aux malfaiteurs.

Recommandation numéro 10 : créer un programme d'empowerment pour les femmes

Nous l'avons vu, les jeunes filles sont intéressées par les pratiques sportives et culturelles et sont actives et demandeuses. A Kimbanseke par exemple, des représentantes de la jeunesse réclamaient des ateliers de motivation et des conférences avec des femmes expertes dans le domaine du sport ou de la culture. Il pourrait être pertinent de constituer un cercle de femmes à succès (journalistes, avocates, sportives, artistes, etc) qui interviendraient sur le programme. Un lien avec le programme Pour Elles Entrepreneuriat pourrait peut-être fonctionner ? Ces femmes, par leur parcours, pourraient inspirer les jeunes filles du programme et les inciter à aller vers davantage d'autonomie.

De plus, plus spécifiquement sur la question sportive, les expérimentations françaises démontrent que l'accompagnement des femmes à la prise de responsabilités dans les instances fonctionne (Club des 300 femmes du CNOSF par exemple). Il pourrait être pertinent de creuser cette piste avec l'élaboration de contenus de formation/sensibilisation destinées à des profils à fort potentiel. Le CDES, intervenant sur ce type de programme, se tient également à disposition pour un appui complémentaire.

6. CONCLUSIONS / LECONS APPRISES

Le rapport d'évaluation numéro 1 offre un référentiel solide dans l'optique de l'évaluation des effets du projet Pour Elles : Sport & Culture.

En effet, les différents champs d'analyse explorés ainsi que la multiplicité des publics couverts par les enquêtes, aussi bien quantitatives que qualitatives, offrent un aperçu relativement étendu des potentiels effets du projet aussi bien en matière d'insertion, de bien-être physique et mental, d'attachement au quartier mais aussi vis-à-vis des violences à l'égard des jeunes filles et jeunes femmes.

Le prochain rapport d'évaluation, conduit à mi-projet, sera réalisé à la fin de l'année 2026. Il permettra différentes comparaisons avec les données récoltées ici : comparaisons par public, comparaisons filles-garçons, amélioration de la pratique, etc. Notons que la méthodologie d'étude devra rester la plus stable possible afin de garantir une comparabilité des résultats. Il faudra toutefois envisager quelques ajustements et reformulations pour être à même de récolter les données les plus qualitatives. L'ajout de Kisenso, nouvelle commune bénéficiaire du projet, sera également à considérer.

Pour terminer, les résultats obtenus dans cette étude permettent d'acquérir un certain nombre de leçons (ou de les confirmer). Sans avoir la prétention de toutes les nommer, nous pouvons par exemple mentionner les éléments suivants :

- La conception du sport a visée ultra compétitive
- Le rôle et la place de la femme dans la société et dans les activités sportives et culturelles en particulier
- Le manque de formation des animateurs
- La densité de l'implication du tissu associatif local et de l'auto-organisation des pratiquants
- La volonté de la jeunesse de partir du quartier dans lequel ils vivent mais paradoxalement une forme d'attachement à ce même quartier
- Les possibles structurations professionnelles des secteurs de la culture et du sport, y compris pour les jeunes filles
- Etc.

Le rapport d'évaluation numéro 2 sera par conséquent dans la droite lignée de ces premiers enseignements, tout en considérant que les travaux seront conduits après la fin des premiers chantiers de construction des infrastructures de proximité. Le projet montera par ailleurs en puissance sur de multiples dimensions (renforcement des capacités, comités de gestion des terrains, animations, etc.). Nous pourrons ainsi voir les potentiels premiers effets de la présence d'une nouvelle infrastructure au cœur des quartiers des différentes communes de Kinshasa étudiées.

7. ANNEXES - QUESTIONNAIRES

Questionnaire animateurs sportifs et culturels

Votre profil

Votre commune

- ☐ Bandalungwa
- ☐ Kimbanseke
- ☐ Lingwala
- ☐ Nsele

Votre sexe

- ☐ Homme
- ☐ Femme

Votre age

Votre formation pour animer des activités

Fréquence hebdomadaire d'utilisation du terrain pour de l'animation (en heures)

Vous dispensez de l'activité

- ☐ Sportive
- ☐ Culturelle
- ☐ Les deux

Quelles activités proposez-vous ?

- ☐ Football
- ☐ Basketball
- ☐ Handball
- ☐ Sports de combat
- ☐ Musique
- ☐ Chant
- ☐ Théâtre
- ☐ Nzango
- ☐ Autre

A votre avis, la pratique sportive et/ou culturelle peut-elle contribuer à trouver un travail ?

☐ Oui

☐ Non

Pourquoi et comment ?

Votre capacité à rendre accessible le sport / la culture

Pensez-vous être capable de recruter de nouvelles/nouveaux participant(e)s aux activités ? Donnez une note de 1 (pas du tout capable) à 5 (tout à fait capable)

Pensez-vous être capable de fidéliser les participant(e)s aux activités ? Donnez une note de 1 (pas du tout capable) à 5 (tout à fait capable)

Pensez-vous être capable de garantir des activités uniquement pour les femmes ? Donnez une note de 1 (pas du tout capable) à 5 (tout à fait capable)

Votre capacité à participer à l'insertion des participantes

Pensez-vous être capable de remobiliser les participantes afin de leur permettre de s'insérer professionnellement ? Donnez une note de 1 (pas du tout capable) à 5 (tout à fait capable)

Pensez-vous être capable de faire acquérir aux participantes des compétences qu'elles pourront réutiliser dans le cadre professionnel ? Donnez une note de 1 (pas du tout capable) à 5 (tout à fait capable)

De quel type de compétences s'agit-il ?

Pensez-vous être capable de donner aux participantes la volonté d'intégrer le secteur sportif et / ou culturel ? Donnez une note de 1 (pas du tout capable) à 5 (tout à fait capable)

Pensez-vous être capable de faire rencontrer les jeunes filles à des gens nouveaux pour améliorer leurs relations ? Donnez une note de 1 (pas du tout capable) à 5 (tout à fait capable)

Votre capacité à permettre la lutte contre les discriminations

Pensez-vous être capable de permettre aux jeunes filles de s'émanciper grâce aux activités ? Donnez une note de 1 (pas du tout capable) à 5 (tout à fait capable)

Pensez-vous être capable d'instaurer du respect à l'égard des jeunes filles/femmes grâce vos activités ? Donnez une note de 1 (pas du tout capable) à 5 (tout à fait capable)

Pensez-vous être capable d'accueillir des personnes en situation de handicap au sein de vos activités ? Donnez une note de 1 (pas du tout capable) à 5 (tout à fait capable)

Pensez-vous être capable de réduire les violences faites aux femmes grâce à vos activités ? Donnez une note de 1 (pas du tout capable) à 5 (tout à fait capable)

Questionnaire Jeunes filles 6-12

Ton profil

Ta commune

- ☐ Bandalungwa
- ☐ Kimbanseke
- ☐ Lingwala
- ☐ Nsele

Ton age

Pour les informations concernant les personnes non majeures, veuillez confirmer le consentement du parent/responsable/tuteur en cochant "Oui" ci-dessous

- ☐ Oui
- ☐ Non

Adresse du parent/responsable/tuteur

Vas-tu à l'école ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Participes-tu déjà à des activités

- ☐ Sportives
- ☐ Culturelles
- ☐ Les deux
- ☐ Aucun des deux

A quelle fréquence

- ☐ Tous les jours
- ☐ Au moins une fois par semaine
- ☐ Au moins une fois toutes les deux semaines
- ☐ Au moins une fois par mois
- ☐ Moins d'une fois par mois

Ton état de santé**As-tu déjà été gravement malade ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

Quelle maladie ?

Es-tu complètement rétablie ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Quels restes de la maladie ?

Es-tu heureuse en ce moment ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Que souhaiterais-tu pour être davantage heureuse ?

Ton rapport au quartier**Es-tu heureuse dans ton quartier ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

Penses-tu qu'un jour tu pourrais partir du quartier ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

As-tu beaucoup de copines dans le quartier ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Les rencontres-tu souvent ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Où les rencontres-tu le plus souvent ?

- ☐ A l'église
- ☐ A l'école
- ☐ Dans la rue
- ☐ Au terrain
- ☐ Autre

Ta position en tant que fille**Les garçons te laissent-ils utiliser le terrain ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

Es-tu d'accord pour faire des activités sportives avec des garçons ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Es-tu d'accord pour faire des activités culturelles avec des garçons ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

As-tu déjà été agressée par des garçons ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

As-tu déjà été humiliée par des garçons ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Questionnaire jeunes filles 13-24

Votre profil

Votre commune

- ☐ Bandalungwa
- ☐ Kimbanseke
- ☐ Lingwala
- ☐ Nsele

Votre age

Pour les informations concernant les personnes non majeures, veuillez confirmer le consentement du parent/responsable/tuteur en cochant "Oui" ci-dessous

- ☐ Oui
- ☐ Non

Adresse du parent/responsable/tuteur

Votre Etat civil

- ☐ Célibataire
- ☐ Divorcée
- ☐ Mariée
- ☐ Veuve

Avez-vous des enfants ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Combien ?

Etes-vous scolarisée ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Quel est votre niveau d'instruction ?

- ☐ Primaire
- ☐ Secondaire
- ☐ Formation technique
- ☐ Universitaire

Votre profession

A votre avis, la pratique sportive et/ou culturelle peut-elle aider à trouver un travail ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si oui, pourquoi et comment ?

Participes-tu déjà à des activités

- ☐ Sportives
- ☐ Culturelles
- ☐ Les deux
- ☐ Aucune des deux

A quelle fréquence

- ☐ Tous les jours
- ☐ Au moins une fois par semaine
- ☐ Au moins une fois toutes les deux semaines
- ☐ Au moins une fois par mois
- ☐ Moins d'une fois par mois

Votre état de santé**Comment jugez-vous votre état de santé physique actuellement ?**

- ☐ Très bon
- ☐ Bon
- ☐ Moyen
- ☐ Mauvais
- ☐ Très mauvais

Comment jugez-vous votre état de santé mentale actuellement ?

- ☐ Très bon
- ☐ Bon
- ☐ Moyen
- ☐ Mauvais
- ☐ Très mauvais

Vous sentez-vous heureuse en ce moment ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Que vous faudrait-il pour être davantage heureuse ?

Dans l'ensemble, dans quelle mesure êtes vous satisfaite de la vie que vous menez actuellement ? Note de 0 (la pire vie possible) à 10 (la meilleure vie possible)

Votre projet professionnel

Avez-vous déjà un projet et/ ou une activité professionnelle ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Etes-vous capable d'exercer un métier ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Lequel ?

Quelles compétences possédez-vous ?

Souhaitez-vous intégrer le monde du sport dans un cadre professionnel ?

Par exemple devenir éducatrice sportive

- ☐ Oui
- ☐ Non

Souhaitez-vous intégrer le monde de la culture dans un cadre professionnel ?

Par exemple, devenir artiste

- ☐ Oui
- ☐ Non

Votre rapport au quartier**Etes-vous heureuse dans votre quartier ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

Pourriez-vous noter votre attachement à votre quartier sur une échelle de 1 (pas du tout attachée) à 5 (très attachée)

Prévoyez-vous un jour de partir du quartier ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si oui, pourquoi et pour faire quoi ?

Avez-vous des activités dans le quartier ?*Rencontres entre amis, travail, etc*

- ☐ Oui
- ☐ Non

Qui rencontrez-vous et à quelle fréquence ?

Votre position en tant que fille**Les garçons vous laissent-ils accéder au terrain ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

Au cours des derniers mois, avez-vous subi des discriminations (insultes, manque de respect par exemple) en lien avec le fait que vous soyez une fille ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Au cours des derniers mois, avez-vous subi des violences (physiques et/ou morales) en lien avec le fait que vous soyez une fille ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Questionnaire Jeunes garçons 6-12

Ton profil

Ta commune

- ☐ Bandalungwa
- ☐ Kimbanseke
- ☐ Lingwala
- ☐ Nsele

Votre age

Pour les informations concernant les personnes non majeures, veuillez confirmer le consentement du parent/responsable/tuteur en cochant "Oui" ci-dessous

- ☐ Oui
- ☐ Non

Adresse du parent/responsable/tuteur

Vas-tu à l'école ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Participes-tu déjà à des activités

- ☐ Sportives
- ☐ Culturelles
- ☐ Les deux
- ☐ Aucun des deux

A quelle fréquence

- ☐ Tous les jours
- ☐ Au moins une fois par semaine
- ☐ Au moins une fois toutes les deux semaines
- ☐ Au moins une fois par mois
- ☐ Moins d'une fois par mois

Ton état de santé**As-tu déjà été gravement malade ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

Quelle maladie ?

Es-tu complètement rétabli ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Quels restes de la maladie ?

Es-tu heureux en ce moment ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Que souhaiterais-tu pour être davantage heureux ?

Ton rapport au quartier**Es-tu heureux dans ton quartier ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

Penses-tu qu'un jour tu pourrais partir du quartier ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

As-tu beaucoup de copains dans le quartier ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Les rencontres-tu souvent ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Où les rencontres-tu le plus souvent ?

- ☐ A l'église
- ☐ A l'école
- ☐ Dans la rue
- ☐ Au terrain
- ☐ Autre

Ta position en tant que garçon**Es-tu d'accord pour partager le terrain avec les filles ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

Es-tu d'accord pour faire des activités sportives avec des filles ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Es-tu d'accord pour faire des activités culturelles avec des filles ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

As-tu déjà vu des filles être agressées par des garçons ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

As-tu déjà vu des filles être humiliées par des garçons ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Questionnaire jeunes garçons 13-24

Votre profil

Votre commune

- ☐ Bandalungwa
- ☐ Kimbanseke
- ☐ Lingwala
- ☐ Nsele

Votre age

Pour les informations concernant les personnes non majeures, veuillez confirmer le consentement du parent/responsable/tuteur en cochant "Oui" ci-dessous

- ☐ Oui
- ☐ Non

Adresse du parent/responsable/tuteur

Votre Etat civil

- ☐ Célibataire
- ☐ Divorcé
- ☐ Marié
- ☐ Veuf

Avez-vous des enfants ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Combien ?

Etes-vous scolarisé ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Quel est votre niveau d'instruction ?

- ☐ Primaire
- ☐ Secondaire
- ☐ Formation technique
- ☐ Universitaire

Votre profession

A votre avis, la pratique sportive et/ou culturelle peut-elle aider à trouver un travail ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si oui, pourquoi et comment ?

Participes-tu déjà à des activités

- ☐ Sportives
- ☐ Culturelles
- ☐ Les deux
- ☐ Aucune des deux

A quelle fréquence

- ☐ Tous les jours
- ☐ Au moins une fois par semaine
- ☐ Au moins une fois toutes les deux semaines
- ☐ Au moins une fois par mois
- ☐ Moins d'une fois par mois

Votre état de santé**Comment jugez-vous votre état de santé physique actuellement ?**

- ☐ Très bon
- ☐ Bon
- ☐ Moyen
- ☐ Mauvais
- ☐ Très mauvais

Comment jugez-vous votre état de santé mentale actuellement ?

- ☐ Très bon
- ☐ Bon
- ☐ Moyen
- ☐ Mauvais
- ☐ Très mauvais

Vous sentez-vous heureux en ce moment ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Que vous faudrait-il pour être davantage heureux ?

Dans l'ensemble, dans quelle mesure êtes vous satisfait de la vie que vous menez actuellement ? Note de 0 (la pire vie possible) à 10 (la meilleure vie possible)

Votre projet professionnel

Avez-vous déjà un projet et/ ou une activité professionnelle ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Etes-vous capable d'exercer un métier ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Lequel ?

Quelles compétences possédez-vous ?

Souhaitez-vous intégrer le monde du sport dans un cadre professionnel ?

Par exemple devenir éducateur sportive

- ☐ Oui
- ☐ Non

Souhaitez-vous intégrer le monde de la culture dans un cadre professionnel ?

Par exemple, devenir artiste

- ☐ Oui
- ☐ Non

Votre rapport au quartier**Etes-vous heureux dans votre quartier ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

Pourriez-vous noter votre attachement à votre quartier sur une échelle de 1 (pas du tout attaché) à 5 (très attaché)

Prévoyez-vous un jour de partir du quartier ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si oui, pourquoi et pour faire quoi ?

Avez-vous des activités dans le quartier ?*Rencontres entre amis, travail, etc*

- ☐ Oui
- ☐ Non

Qui rencontrez-vous et à quelle fréquence ?

Votre avis sur la pratique des activités sportives et culturelles par les filles**Etes-vous d'accord pour partager le terrain avec les filles ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

Pour quelles raisons ?

Etes-vous d'accord pour faire des activités sportives avec les filles ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Pourquoi ?

Etes-vous d'accord pour faire des activités culturelles avec les filles ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Pour quel motif ?

Avez-vous déjà vu des filles être brutalisées par des garçons ?

☐ Oui

☐ Non

Questionnaire parents

Votre commune

- ☐ Bandalungwa
- ☐ Kimbanseke
- ☐ Lingwala
- ☐ Nsele

Votre sexe

- ☐ Homme
- ☐ Femme

Votre age

Votre profession

Combien avez-vous d'enfants ?

Nombre de filles

Nombre de garçons

A votre avis, la pratique sportive et/ou culturelle peut-elle aider vos enfants à trouver une place dans la société ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Pourquoi ?

Etes-vous favorable au fait que vos filles participent aux activités sportives du programme Pour Elles

- ☐ Pas du tout favorable
- ☐ Peu favorable
- ☐ Neutre
- ☐ Favorable
- ☐ Très favorable

Pourquoi ?

Etes-vous favorable au fait que vos filles participent aux activités culturelles du programme Pour Elles

- ☐ Pas du tout favorable
- ☐ Peu favorable
- ☐ Neutre
- ☐ Favorable
- ☐ Très favorable

Pourquoi ?

Etes-vous favorable au fait que vos garçons participent aux activités sportives du programme Pour Elles

- ☐ Pas du tout favorable
- ☐ Peu favorable
- ☐ Neutre
- ☐ Favorable
- ☐ Très favorable

Pourquoi ?

Etes-vous favorable au fait que vos garçons participent aux activités culturelles du programme Pour Elles

- ☐ Pas du tout favorable
- ☐ Peu favorable
- ☐ Neutre
- ☐ Favorable
- ☐ Très favorable

Pourquoi ?

CONTACT

Thibaut
DUSSUD
dussud@cdes.fr

Jean-Jacques
GOUGUET
gouguet@cdes.fr

Florent
BERGMANN
bergmann@cdes.fr



+33 (0) 5 55 45 76 00
contact@cdes.fr - www.cdes.fr
142 avenue Emile Labussière - 87 100 LIMOGES